

PHILIPPE BUONARROTI

(1761-1837).

Philippe Buonarroti, qui est connu surtout par son histoire de la conjuration de Babeuf, a joué un rôle notable dans les origines du parti démocratique français. Nul n'a contribué davantage à transmettre les traditions de la Montagne au nouveau groupe républicain formé sous Louis-Philippe; les témoignages de plusieurs membres de ce parti, Trélat, Hauréau, Louis Blanc, nous montrent son influence. L'ouvrage sur Babeuf sert de bréviaire aux nouveaux communistes, ancêtres du socialisme contemporain. De plus, Buonarroti figure au premier rang parmi les conspirateurs qui ont travaillé avant 1859 à l'affranchissement de l'Italie. Sa vie est encore mal connue : on l'a racontée surtout d'après la notice que publia Trélat en 1838; Trélat s'était servi des récits faits devant lui par Buonarroti, et les souvenirs d'un vieillard de soixante-dix ans risquent toujours d'être vagues et inexacts. Son dernier biographe, M. Romano-Catania, donne sur sa jeunesse en Italie quelques indications nouvelles, tirées des archives de Florence. Je voudrais apporter un certain nombre de renseignements exacts sur toute sa carrière, en me servant d'ouvrages imprimés, que j'indiquerai chemin faisant, et surtout de nombreux documents inédits qui se trouvent aux Archives nationales¹.

Philippe Buonarroti naquit à Pise le 11 novembre 1761. Son père, qui appartenait à la famille de Michel-Ange, était noble, riche, bien vu du grand-duc de Toscane, le futur empereur Léopold II. Buonarroti, l'aîné des fils, fut élevé comme les jeunes nobles de son temps; aussi, a-t-il dit plus tard : « Je fus superstitieux et mal élevé jusqu'à l'âge de douze ans. » Seules les

1. Ulysse Trélat, *Buonarroti*. Épinal, 1838, in-8°. — Romano-Catania, *Filippo Buonarroti*. Palerme, 1898, in-8°. — Tous les documents que je citerai sous les cotes F⁷, AF¹¹, W³, se trouvent aux Archives nationales.

mathématiques lui inspirèrent un goût très vif; il reçut en même temps l'éducation musicale qui devait plus tard lui fournir un gagne-pain. A dix-sept ans, le jeune homme alla étudier le droit à l'Université de Pise, où deux professeurs eurent sur lui une grande action : Sarti, disciple de Locke et de Condillac, lui enseigna la philosophie sensualiste, et Lampridi, professeur de droit public, lui fit connaître les idées politiques des écrivains français. Conseillé par eux, l'étudiant lut Mably, Helvétius, Hume et surtout Rousseau, qui devint pour toujours son maître préféré. Reçu docteur en droit au bout de quatre ans et revenu à Florence, il épousa une jeune fille noble; bien apparenté, nommé page du grand-duc, pourvu depuis quelque temps déjà du cordon de Saint-Étienne, il avait devant lui une carrière brillante à la cour de Toscane¹.

Mais la lecture des ouvrages français l'avait éloigné définitivement de l'ancien régime et du catholicisme. Il recevait les livres satiriques publiés à Paris contre l'Église. Le gouvernement florentin fit faire une perquisition chez lui en 1786 et confisqua un certain nombre d'ouvrages antireligieux². La faveur de son père semble lui avoir épargné un autre châtiment. D'après ses souvenirs, il aurait même rédigé en 1787 un journal libéral écrit en français, puis fait au début de 1789 l'éloge de la Révolution dans un journal italien. Le gouvernement paternel du grand-duché finit par s'émouvoir, et le jeune homme, invité à partir, se rendit en Corse vers octobre 1789³.

La Révolution avait éveillé dans ce pays des passions diverses, haines héréditaires des familles ennemies, ardeur de certains démocrates contre les nobles, amour traditionnel des Corses pour l'indépendance ou tout au moins pour l'autonomie. Buonarroti prit aussitôt parti pour les démocrates les plus avancés; il comptait se fixer en Corse, puisque sa femme, avec ses trois filles,

1. Pour tout ce qui précède, voy. surtout l'article de Hauréau sur Buonarroti dans le *Journal du Peuple*, 1^{er} octobre 1837.

2. En voici la liste : « *Le Compère Mathieu*. — *La Cruauté religieuse*. — *La Fausseté des miracles*. — *Le Grand grimoire avec la grande clavicule de Salomon*. — *Histoire de Dom Bougie, portier des Chartreux*. — *Petit traité philosophique sur la religion*. — *Le Pour et le contre*. — *La Pucelle d'Orléans*. — *Le Parnasse libertin*. — *Recueil ou mélange de pièces sur la religion*. — *Réflexions sur les Évangiles*. — *Le Système de la nature*. » — Cette liste et les documents officiels florentins signalés plus loin sont tirés de Romano-Catania, p. 7, 9, 12.

3. Hauréau.

vint le rejoindre à Bastia, où naquit son fils Cosme. En juillet 1790, le héros corse Paoli débarqua dans cette ville, acclamé par tous les partis; Buonarroti, qui rédigeait un journal à Bastia, le harangua au nom des Toscans établis dans le pays. Son attitude politique était surveillée par le gouvernement de Florence; le Conseil de régence, par un arrêté du 28 octobre 1790, déclara que le cavalier Buonarroti paraissait être l'auteur d'un écrit séditieux, le discours au général Paoli, et passait pour rédiger, sous le nom d'Abramo Levi, un journal contenant des attaques nombreuses contre les autorités grand-ducales; en conséquence, on lui ferait dire par son père de ne pas rentrer dans le pays avant de s'être justifié de pareilles imputations. Buonarroti s'inquiéta peu de cet arrêté; il rédigeait maintenant sous son nom un *Giornale patriottico*, très vif contre les aristocrates et les prêtres; le Directoire du département le nomma, vers la fin de 1790, chef du bureau traitant les affaires ecclésiastiques et les biens nationaux. Buonarroti s'était lié avec plusieurs familles corses, notamment avec les Bonaparte: Joseph le voyait beaucoup, donnait des articles à son journal, lui empruntait parfois de l'argent sans se presser de le rendre; Napoléon le fréquentait aussi et trouvait en lui un secours précieux pour les projets de son frère aîné¹.

Cependant, Bastia, ville très dévote, s'irrita des attaques dirigées par le journaliste contre la religion et les prêtres réfractaires. Le 2 juin 1791, dans une réunion tenue à l'église Saint-Jean, on prend la résolution de ramener l'évêque réfractaire, Mgr de Verclos, et d'expulser Buonarroti; celui-ci, voyant sa vie en danger, s'était réfugié dans la prison de la citadelle; la nuit suivante, il est saisi par une troupe violente, ainsi que le procureur général syndic Arena et le secrétaire général Panattieri; le lendemain matin, on les jette dans un bateau qui va les déposer à Livourne². La population de ce port voulut le lapider comme « ennemi du Christ, » et la police le sauva en l'arrêtant³. Le 10 juin, sur les sollicitations de son père, le nouveau grand-duc le fit mettre en liberté, leva même la peine antérieure du

1. Chuquet, *la Jeunesse de Napoléon. La Révolution*, p. 102. Napoléon reproche à sa mère et à Joseph de n'avoir pas encore rendu les douze écus empruntés à Buonarroti, qui les lui a réclamés plusieurs fois (*Ibid.*, p. 149).

2. Chuquet, *Ibid.*, p. 233.

3. Hauréau.

bannissement, tout en le prévenant qu'à la prochaine récidive on l'abandonnerait à toute la rigueur des lois. Quant au conseil général de la Corse, mécontent de l'émeute de Bastia, il vota à l'unanimité, le 23 juillet, une indemnité de 400 francs à Buonarroti¹. Celui-ci revint bientôt dans l'île, reprit sa place dans les rangs du parti « patriote » et sa fonction dans les bureaux. Désirant être naturalisé Français, il demanda au conseil général une attestation favorable. Le 12 février 1792, le conseil, après avoir examiné les titres de Buonarroti, « commis principal de l'administration départementale, » prit l'arrêté suivant : « ... le président du conseil testifiera au sieur Buonarroti sa reconnaissance pour les services qu'il a rendus avec zèle et activité à la cause de la liberté, et lui fera, au nom du conseil général, des remerciements solennels. Le pouvoir législatif sera vivement prié de récompenser le sieur Buonarroti en lui accordant le droit de cité française. » Buonarroti, aussitôt introduit, reçut communication de ce vote et répondit par des remerciements chaleureux². Trois mois plus tard, il partit pour Florence afin de chercher sa famille qui était retournée sur le continent ; le gouvernement grand-ducal, déjà mal disposé pour lui, apprit qu'il faisait de la propagande révolutionnaire en Toscane et prescrivit de l'envoyer prisonnier à Porto-Ferraio, dans l'île d'Elbe, jusqu'à nouvel ordre ; Buonarroti, arrêté, put s'évader, ce qui fit lancer contre lui un décret de bannissement perpétuel. Réfugié à Gênes, il fut expulsé par la République dans un délai de trois jours, partit pour Toulon et regagna la Corse³.

Il menait toujours de front ses diverses occupations, travaillant dans les bureaux du département, rédigeant son journal et des écrits de propagande, consacrant beaucoup de temps à organiser partout des clubs, des sociétés populaires ; fidèle aux espérances qui le soutinrent jusqu'à la fin, il voyait déjà le mouvement révolutionnaire parti de France prêt à gagner l'Italie, à la transformer. Cette année 1792 fut, a-t-il dit plus tard, la plus

1. Communication de M. l'archiviste de la Corse, qui n'a pas trouvé dans les Archives d'autres renseignements sur Buonarroti.

2. Cet extrait des procès-verbaux du conseil général se trouve dans une note sur Buonarroti, rédigée par l'administration autrichienne, en 1823, après l'arrestation d'Andryane ; cette note, envoyée à Paris avec la copie des papiers d'Andryane, a pour objet de prouver que Buonarroti a rompu tout lien légal avec la Toscane (F⁷ 6685).

3. Documents cités par Romano-Catania ; Hauréau.

belle époque de sa vie. C'est alors aussi qu'il se lia de plus en plus avec Napoléon Bonaparte ; le jeune officier fut parfois son compagnon de chambre et même de lit ; Buonarroti le racontant dans la suite se vantait d'avoir deviné dès ce moment l'ambition insatiable de Napoléon¹. Le conseil général, par un arrêté du 11 septembre 1792, réclama de nouveau la naturalisation pour lui². C'est probablement alors que Buonarroti écrivit à ses amis de Toscane pour leur montrer comment on était récompensé dans le pays de la liberté³. Il reçut bientôt une nouvelle fonction, celle

1. « Mes rapports secrets au Comité de Salut public, disait-il, pourraient en faire foi. Pendant six mois et plus que nous courûmes les mêmes dangers, que nous partagâmes les mêmes demeures et souvent le même lit, j'avais étudié son caractère et lu jusque dans les derniers replis de son cœur. » *Andryane, Souvenirs de Genève* (Paris, 1839, in-8°), II, p. 197.

2. « Le conseil général considérant que les écrits et le zèle du citoyen Philippe Buonarroti lui ont mérité depuis longtemps l'estime et l'amour des citoyens de ce département ;

« Considérant que, par ses écrits et par ses discours, il a beaucoup contribué à répandre les principes les plus purs de liberté et d'égalité ;

« Considérant que le conseil général, dans sa séance du 12 février dernier, a remercié le citoyen Buonarroti de son zèle et de ses services, et qu'il a supplié le Corps législatif de le naturaliser français ;

« Considérant enfin que le citoyen Buonarroti a manqué d'être la victime de son patriotisme ;

« Vu dans les feuilles publiques le décret par lequel l'Assemblée nationale a accordé le titre de citoyen français à plusieurs philosophes étrangers qui ont servi la cause de la liberté ;

« Ouï le procureur général syndic, arrête ce qui suit :

« Art. 1^{er}. Le conseil général déclare que Philippe Buonarroti, natif de Toscane, établi dans ce département depuis la Révolution, a bien mérité de la patrie ; qu'il a, par ses écrits et par ses discours, servi puissamment la cause de la liberté et de l'égalité, et qu'il mérite à tous égards d'être compris dans le nombre des philosophes étrangers que l'Assemblée nationale vient de décorer du titre de citoyen français.

« Art. 2. Le conseil général renouvelle au Corps législatif et à la Convention nationale la prière de naturaliser français au plus tôt le sieur Philippe Buonarroti ;

« Invite particulièrement les députés de Corse soit au Corps législatif, soit à la Convention nationale, à demander en son nom un décret qui lui accorde le titre de citoyen français » (F⁷ 6331).

3. Cette lettre est insérée dans la note autrichienne citée plus haut, jointe aux papiers d'Andryane ; elle est datée de l'an II (1792), sans indication plus précise, et qualifiée de lettre-circulaire. La voici : « Cher ami. Vous devez être informé de mon émigration. J'ai quitté la Toscane et je me suis rendu dans la Corse pour servir la cause de la liberté, depuis les premiers instants de la Révolution française. Vous n'ignorez peut-être pas mes efforts pour combattre l'hypocrisie et le despotisme et les mauvais traitements que cette conduite

de commissaire national près le tribunal du district de Corte. Le maire de cette ville, Arrighi, et les officiers municipaux lui délivrèrent un certificat daté du 16 décembre 1792 : Buonarroti, disent-ils, a rédigé « un journal formé sur les principes les plus purs de liberté et d'égalité, » a failli perdre la vie dans l'insurrection de Bastia, « a donné dans cette ville (Corte) avec beaucoup de profit un grand nombre de leçons de droit public; » il y a fondé aussi la société populaire, et, devenu commissaire près du tribunal, « s'est distingué par sa fermeté pour l'exécution de la loi¹. »

On préparait alors une expédition vers la Sardaigne, sous les ordres de l'amiral Truguet. Buonarroti fut appelé à l'accompagner pour gagner les Sardes en leur expliquant les principes de la Révolution. Les habitants de l'île Saint-Pierre le reçurent bien, se déclarèrent pour la France et le chargèrent de leur rédiger une constitution; il composa en bon disciple de Rousseau une charte humanitaire qui était, selon sa propre expression, un code de la nature². En janvier 1793, Truguet fit voile vers la Sardaigne : arrivé devant Cagliari, l'amiral, qui n'avait pas encore reçu les transports amenant des soldats, envoya au vice-roi un canot parlementaire où se trouvaient deux délégués officiels accompagnés par Buonarroti; mais le canot, reçu à coups de canon, dut revenir, et l'on abandonna bientôt l'expédition³. Truguet conserva un bon souvenir de Buonarroti et certifica que « dans toutes les occasions il avait reconnu en lui le courage d'un véritable républicain⁴. »

m'a valus de la part de quelques habitants de Bastia, poussés par une religion mal entendue. Je connais votre cœur et je me flatte que mon zèle aura obtenu votre approbation. Dans cette persuasion, je vous transmets une copie de la détermination prise en ma faveur par le conseil général du département de la Corse; faites-la voir aux personnes que vous honorez de votre confiance. Elles verront que j'aime l'humanité et que les amis de la liberté sont dignement récompensés dans le royaume de la liberté. Votre ami tout dévoué, Philippe Buonarroti. » Cette lettre peut se rapporter soit à l'arrêt du 12 février, soit à celui du 11 septembre 1792.

1. F⁷ 6331.

2. Hauréau.

3. Jollivet, *la Révolution française en Corse*, 1892, in-8°, p. 150.

4. « Nous ne pouvons, » dit encore Truguet, « donner trop d'éloges au zèle, au civisme et à toutes les peines qu'il s'est données pour propager en Sardaigne les principes sacrés de la liberté et de l'égalité. C'est lui qui, dans l'île Saint-Pierre, a éclairé et instruit les habitants et les a disposés à une organisation qu'ils ont adoptée et qui est absolument conforme à celle de la République

Peu de temps après, Buonarroti se rendit en France; le motif principal de ce voyage était de présenter à la Convention la requête de l'île Saint-Pierre demandant sa réunion au territoire français; en même temps, il voulait dénoncer Paoli, devenu l'ennemi des patriotes, des démocrates, de tout le groupe qui reconnaissait comme chef le représentant Saliceti. Ce fut alors, à son passage dans le Midi, que la Société populaire de Toulon vota une adresse à la Convention contre Paoli. Lucien Bonaparte avait contribué à ce vote et se glorifia d'en être le principal auteur¹; Buonarroti, nous le savons par son témoignage public, provoqua également cette dénonciation et marcha ainsi encore une fois d'accord avec les Bonaparte². L'adresse des Jacobins toulonnais décida la Convention à rendre le décret du 2 avril, qui invitait Paoli et Pozzo di Borgo à comparaître devant elle. Buonarroti, arrivé à Paris vers la fin d'avril, compléta son œuvre en publiant les *Grandes trahisons de Pascal Paoli*. Le 27 mai, un décret de la Convention le proclama citoyen français. Il avait réalisé ainsi une de ses plus chères ambitions³.

française. » Certificat donné à bord du *Tonnant*, le 9 mars 1793 (F7 6331). — Avant de partir pour la Sardaigne, Buonarroti avait écrit à la Convention, le 17 décembre 1792, pour lui recommander sa famille au cas où il serait tué : « Je pars pour la Sardaigne, disait-il, l'épée d'une main, la Déclaration des Droits de l'autre. J'abattrai les grands, j'éclairerai les Sans-Culottes... » En signant, il ajoutait : « Envoyé en Sardaigne, en qualité d'apôtre de la liberté, par la Société du peuple de Corse » (*Nouvelle Revue rétrospective*, t. X, p. 369).

1. Chuquet, *la Jeunesse de Napoléon*. Toulon, p. 114.

2. « Ce fut sur une dénonciation de la Société de Toulon, que j'avais provoquée, que le décret d'arrestation et de traduction à la barre fut rendu contre Paoli et Pozzo di Borgo » (*la Conjurat[i]on de Corse entièrement dévoilée*, p. 6, note 3).

3. C'est le 28 avril qu'il avait présenté sa demande à la Convention, comme nous l'apprend le *Moniteur* : « Beccanoroti (*sic*), député extraordinaire de l'île de la Liberté, ci-devant Saint-Pierre, dans la Méditerranée, présente le procès-verbal de la séance dans laquelle les habitants de cette île ont voté leur réunion à la république française. » Le pétitionnaire dit ensuite : « Hommes libres, je suis né en Toscane. Dès mon adolescence, un instituteur, ami de Jean-Jacques et d'Helvétius, m'inspira l'amour des hommes et la liberté. J'agis, je parlai, j'écrivis conformément à ces préceptes et j'en reçus la récompense. Les grands me décrièrent comme scélérat; les imbéciles me traitèrent de fou. Les Français se souvinrent qu'ils étaient hommes; aussitôt, je volai en Corse avec toute ma famille. Les bons sans-culottes de Corse vous diront si j'y ai rempli les devoirs de citoyen; ils m'ont regardé comme Français, mais, pour mon malheur, je ne le suis pas... Je viens demander aux représentants de vingt-cinq millions d'hommes un décret de naturalisation, qui me permette d'exercer parmi eux les droits inhérents à tous les êtres de notre espèce » (*Réimpression*

Quelques jours après, la Montagne écrasa les Girondins au 2 juin, puis elle rédigea cette Constitution de 1793 qui établissait le suffrage universel. Buonarroti, émerveillé de l'activité avec laquelle les Jacobins préparaient la lutte contre l'Europe, se prit d'une passion durable pour la Montagne et ses idées; surtout, il voua désormais un culte à la Constitution de 1793, qui devait rester à ses yeux l'idéal d'un bon gouvernement.

Le nouveau citoyen français poursuivait auprès des pouvoirs publics sa campagne contre Paoli. Grande fut sa colère quand la Convention, à la requête de deux députés extraordinaires envoyés par la Corse, Constantini et Ferrandi, suspendit, le 5 juin, l'exécution du décret du 2 avril. Aussitôt, il remit à Barère, pour le Comité de Salut public, des observations sur la Corse, indiquant les mesures nécessaires. Il y a là des mesures politiques, châtiment de Paoli, envoi de commissaires munis de pleins pouvoirs, distribution gratuite d'un bulletin périodique écrit en italien; il y a aussi des projets pédagogiques, l'organisation d'écoles primaires donnant l'enseignement en français, avec un délai au bout duquel tout fonctionnaire public devra savoir cette langue; enfin, l'auteur mentionne les travaux publics et les études hydrographiques utiles pour faire prospérer ce pays et gagner ainsi les habitants¹. Buonarroti présenta aussi au Comité de Salut public, d'accord avec les représentants Casabianca et Moltedo, un mémoire tendant à partager la Corse en deux départements; ce fut réalisé par un décret du 1^{er} juillet 1793.

On chargea Buonarroti d'aller répandre en Corse les idées de la Révolution, « d'éclairer le peuple et de le ramener aux principes de l'égalité; » nommé commissaire du Conseil exécutif, il partit en juillet. A Lyon, le parti girondin et royaliste, qui commençait alors sa révolte, le retint quelques jours prisonnier avec

de l'ancien Moniteur, t. XVI, p. 256). — La copie du décret se trouve aux Archives nationales (F⁷ 6331).

1. Ces observations, ainsi que *les Grandes trahisons de Pascal Paoli* et la pétition du 21 brumaire, ont été publiées par Buonarroti à la suite de sa brochure, *la Conjuration de Corse entièrement dévoilée* (Bibl. nat., Lb⁴¹ 945). Voici la fin des observations : « Que la tête de Paoli tombe; que les prêtres et les moines récalcitrants aillent en Afrique; que les chefs s'humilient ou disparaissent; qu'on instruisse et vivifie les sans-culottes, et la Corse, favorisée par l'état de ses propriétés et par les vertus de ses habitants, sera le pays le plus libre de la terre. »

deux conventionnels, puis on le relâcha¹. Sur l'œuvre accomplie par lui en Corse, nous ne savons rien; d'ailleurs, l'autorité bien établie de Paoli sur l'île presque entière devait réduire à néant les efforts du missionnaire montagnard. Sur ces entrefaites, un décret de la Convention rappela tous les commissaires du Conseil exécutif; Buonarroti obéit et, revenu en Provence, y trouva son ami Saliceti². Le 20 septembre, celui-ci et son collègue Gasparin écrivirent au Comité de Salut public pour annoncer le retour de Buonarroti et demander qu'on lui confiât une fonction nouvelle³. L'ancien commissaire ne tarda point à regagner Paris pour y mener une nouvelle campagne contre Paoli. Le 21 brumaire an II, une pétition signée par lui, Santelli et Stephanopoli fut présentée à la Convention; ils demandaient qu'on mît à prix la tête de Paoli, qu'on organisât dans l'île un tribunal révolutionnaire et une armée révolutionnaire, qu'on y appliquât les lois contre les suspects. « La Corse, ajoutaient-ils, a besoin, grand besoin d'une grande purgation. » Un mois plus tard, Buonarroti publia une brochure virulente, *la Conjuration de Corse entièrement dévoilée*⁴. Les patriotes, y compris lui-même, ont été d'abord, dit-il, trompés et séduits par Paoli; bientôt ce personnage laissa deviner ses projets, ses ambitions royales, faisant croire aux Corses que la France voulait rendre l'île aux Gênois, déléguant à Paris Constantini et Ferrandi pour amuser la Convention et retarder l'envoi des troupes; enfin, les rebelles ont jeté le masque dès qu'ils se sont crus assurés de l'impunité.

Tout en publiant cet écrit, Buonarroti se préparait à retourner en Corse, nommé de nouveau commissaire par le Conseil exécutif. A ce propos, les conventionnels Luce Casabianca et Moltedo adressèrent au Comité de Salut public une longue lettre,

1. *Actes du Comité de Salut public*, publiés par Aulard, t. V, p. 319. — *Réimpression de l'ancien Moniteur*, t. XVII, p. 260.

2. D'après Hauréau, il ne serait même pas allé en Corse, ayant connu ce décret au moment de s'embarquer.

3. *Actes du Comité...*, t. VI, p. 387. Saliceti parle quelques jours plus tard d'une lettre écrite à Buonarroti par Masséna (*Ibid.*, VII, p. 82).

4. Paris, 3^e mois de la 2^e année républicaine, in-8°. Il déclare l'avoir écrite surtout pour réfuter Constantini. Ailleurs, il parle des accusations lancées contre lui par les Paolistes et ajoute : « Le jugement rendu à ce sujet par le tribunal du deuxième arrondissement de Paris, la rétractation même de Constantini, une infinité de pièces rapportées dans ce jugement... répondent complètement à ces calomnies » (p. 18, note 2). Je ne sais pas de quel procès il s'agit.

datée du 15 frimaire an II. Buonarroti, disent-ils, est chargé surtout de purifier en Corse les principes de l'égalité, de surveiller les malveillants et d'encourager les patriotes :

Connaissant parfaitement le bien que le citoyen Buonarroti a fait et peut faire encore en Corse, nous demandons qu'il soit muni d'une commission expresse du Comité de Salut public; en qualité de votre commissaire, il aura beaucoup plus de facilité à faire le bien. Secondement, nous demandons que vous preniez une mesure pour qu'il soit fourni par le payeur général aux frais d'impression des écrits italiens et révolutionnaires qu'il sera chargé de répandre dans l'île avec l'autorisation des représentants du peuple. Buonarroti a rendu souvent dans ce genre les services les plus importants dans notre département...

Enfin, comme il pourrait arriver que le voyage de Buonarroti en Corse fût retardé par la mer ou par les escadres ennemies, nous croyons bien faire en proposant au Comité de lui donner des pouvoirs pour le département des Alpes-Maritimes, où il est très avantageusement connu, où il a beaucoup de bien à faire et où nous ne doutons pas qu'il soit très utile. Le mauvais esprit des départements méridionaux a beaucoup contribué à l'égarement des Corses; le bon esprit de ces mêmes départements contribuera puissamment à leur régénération¹.

Buonarroti partit donc en décembre pour le Midi; comme la présence de la flotte anglaise rendait le passage en Corse impossible, il s'arrêta au camp devant Toulon, retrouva là Saliceti, revit probablement aussi le capitaine Bonaparte, et pénétra dans la ville avec les troupes républicaines. Alors se passa un épisode que le vieillard aimait à conter plus tard. Les galériens avaient aidé les soldats à éteindre l'incendie de la ville et du port : comment les décider sans violence à rentrer au bagne? Buonarroti les réunit, les félicita de leur courage et leur montra la nécessité de se réhabiliter d'une façon complète en respectant la loi, en reprenant leurs fers; tous obéirent². Il demeura quelques mois à Toulon, attaché au conseil de la marine, pour activer les armements³. En avril 1794, l'armée d'Italie s'em-

1. AFII, 152, plaquette 1231. Le même jour, un membre du Comité ordonnait d'écrire à Lacombe-Saint-Michel, représentant en Corse, qu'on avait visé le passeport de Buonarroti (*Actes du Comité...*, t. IX, p. 204).

2. Andryane, *Souvenirs de Genève*, t. I, p. 281.

3. Ce conseil lui délivra, sur sa demande, un certificat constatant que, « chargé

para d'Oneille. Buonarroti fut presque aussitôt nommé commissaire national dans le pays conquis et garda ces fonctions jusqu'en mars 1795, pendant dix mois environ¹.

La lecture des registres tenus par le commissaire national nous le montre occupé des tâches les plus diverses, mais surtout de ces deux missions, surveiller les suspects ou les espions ennemis et fournir à l'armée ce qui lui manque. De nombreuses lettres sont échangées avec les généraux, par exemple Masséna, Scherer, Serrurier. Il surveille de près son personnel, qui en a besoin; à plusieurs reprises, il doit renouveler aux agents nationaux et à leurs secrétaires la défense de quitter leur poste sans permission. Des soins variés l'occupent : un jour, c'est un ordre de couper les foins dans telle propriété pour que l'ennemi ne puisse en user; un autre jour, comme Oneille est sale et sent mauvais, un arrêté prescrit aux habitants de la nettoyer d'une manière « prompte et révolutionnaire; » ou bien une lettre adressée à l'envoyé français près la république de Gênes lui dénonce les réunions d'émigrés tenues sur le territoire génois et leurs « propos révoltants. » Aux fonctions du commissaire national, les représentants du peuple ajoutent le 28 messidor celles d'accusateur public près le tribunal révolutionnaire créé dans le territoire d'Oneille. L'activité de Buonarroti suffisait à ces nombreuses besognes, non sans l'amener parfois à des conflits avec les autorités militaires. Il s'en explique dans une lettre du 5 thermidor adressée au représentant Ricard. On l'accuse de rigueur, dit-il, à cause de sa lutte contre les vols immenses commis à l'armée; on l'accuse d'usurpation parce qu'il a fait améliorer la qualité du pain; on l'accuse de jouer au chef militaire parce qu'il a fait comparaître devant lui un officier soupçonné de rapports coupables avec un émigré. A l'exemple des conventionnels, le commissaire national payait quelquefois de sa personne dans les combats : ce fut un souvenir glorieux pour lui que sa participation à l'engagement de Loano, dans lequel plusieurs milliers de paysans piémontais prirent la fuite devant quelques pelotons de soldats français².

par les représentants du peuple de presser et surveiller les armements, » il s'était bien acquitté de ses fonctions (F⁷ 6331).

1. Les Archives nationales ont cinq grands registres contenant la copie de ses arrêtés et de sa correspondance pendant ces dix mois (F⁷ 4626). Ils furent saisis et envoyés à Paris lors de son arrestation.

2. Sur ce combat du 3 juillet 1794, voy. Krebs et Moris, *Campagnes dans*

L'ancien journaliste se proposait d'ailleurs toujours ce but principal, gagner les habitants du pays conquis à la cause révolutionnaire pour qu'ils voulussent devenir Français. Ainsi, un arrêté du 13 messidor charge Étienne Sarzana de parcourir les communes « pour y instruire familièrement le peuple sur les principes de la Révolution française... Il s'attachera surtout à faire sentir au peuple que la Révolution soulage les pauvres et les malheureux; il tâchera d'inspirer par tous les moyens la haine des rois et des grands et des nobles... Il aura le plus grand soin de ne pas heurter de front les préjugés religieux du peuple et ne se mêlera en rien d'aucune sorte d'autorité, sa mission étant simplement instructive et apostolique. » Au bout de quelques mois, Buonarroti jugea la propagande suffisamment avancée; une circulaire du 17 pluviôse indiqua aux agents nationaux du territoire comment les habitants pourraient demander la réunion à la France : « Il est doux pour les agents du peuple français d'être les spectateurs des élans des habitants de ce pays vers la liberté. C'est la récompense de leurs pénibles travaux. » Les suffrages devront être libres; mais on encouragera la convocation des assemblées disposées à examiner cette question : « C'est aux agents nationaux à leur donner l'impulsion dont le résultat doit être le bonheur du peuple. Nous serons sans doute satisfaits lorsque nous verrons terminer par l'installation des autorités républicaines ces fonctions que nous avons trop longtemps exercées. » Bientôt le commissaire national put annoncer que les habitants d'Oneille demandaient la réunion à la République.

Buonarroti était arrivé au comble de ses vœux, gagnant des partisans à la France républicaine et préparant le triomphe des idées nouvelles en Italie; mais son œuvre fut tout à coup interrompue. A titre de Montagnard, ami des Robespierriens, il ne pouvait échapper plus longtemps à la réaction thermidorienne. Quelques dénonciations venues d'Oneille contribuèrent à sa chute; lui-même la précipita en rédigeant, au nom de la Société populaire d'Oneille, une adresse à la Convention¹. Le 1^{er} ventôse

les Alpes, 1794-96, p. 140. Il assista aussi au combat de Dego le 21 septembre (Botta, *Storia d'Italia*, cité par Romano-Catania).

1. Cette adresse, « très répréhensible, » attira sur lui l'attention du Comité de sûreté générale (les représentants près l'armée d'Italie au Comité, 20 floréal an III, F⁷ 6331). Le ministre français à Gênes avertit le gouvernement génois qu'on réparerait les dommages commis envers ses nationaux et « que Buonar-

an III, le Comité de sûreté générale le décréta d'arrestation, « comme partisan du système de terreur et de dépopulation, soupçonné d'intelligence avec les ennemis de la République et d'avoir attenté aux personnes et aux propriétés de quelques citoyens de la Suisse et de la république de Gênes, alliées de la République française¹. » Le conventionnel Turreau, conformément à ces ordres, le fit arrêter à Oneille; le chef d'escadron de gendarmerie, chargé d'examiner ses papiers, s'acquitta de cette mission avec deux membres du comité de surveillance de Nice; d'après leur procès-verbal, on ne trouva rien de suspect². Là-dessus, les représentants du peuple, voulant lui donner le moyen de « mettre sa conduite au plus grand jour, » décident « que ledit citoyen Buonarroti sera conduit sous la garde d'un gendarme à Paris près les Comités de Salut public et de sûreté générale, que les deux mille deux cents livres restant des trois mille livres qui lui ont été payées par le receveur principal d'Oneille pourront être employées aux frais de son voyage, et il sera tenu d'en rendre compte³. » L'accusé arrive à Paris le 4 floréal; le 5, le Comité de Salut public arrête qu'il « sera conduit par devant le Comité de sûreté générale pour y être d'abord entendu, sauf à en être ensuite référé, s'il y a lieu, aux deux Comités réunis⁴. » Mais Buonarroti, ne pouvant arriver à obtenir une audience du Comité de sûreté générale, finit par lui adresser la requête suivante⁵ :

Depuis sept mois, j'ai demandé continuellement et en vain au Comité de Salut public et aux représentants du peuple à l'armée d'Italie ma démission et la permission de me rendre auprès du gouvernement pour lui donner des renseignements essentiels à l'intérêt de la patrie.

Le représentant Turreau accéda enfin à ma demande. Je me disposais au départ lorsqu'un mandat d'arrêt du Comité de sûreté générale vint me récompenser de mille dangers courus pour la

roti, commandant de Loano, serait puni pour avoir osé confisquer le fief du marquis de Palestrino, piller son château et lui écrire en termes injurieux » (*Réimpression de l'ancien Monteur*, t. XXIII, p. 401).

1. F⁷ 4626.

2. F⁷ 6331.

3. AFII 60, plaq. 441.

4. AFII 60, plaq. 441.

5. F⁷ 6331.

liberté et des blessures reçues en la défendant. On visita mes effets, qu'on avait sans doute représentés comme ceux de Crassus : on y trouva quelques chemises, un habit et quelques paires de bas.

Quoique mille moyens d'évasion m'aient été présentés, j'ai bravé la calomnie et j'ai été traduit dans la maison d'arrêt de Nice. Le résultat de la vérification scrupuleuse de mes papiers et registres a été *qu'il ne s'est rien trouvé de suspect et qu'il est constant que je me suis toujours conduit d'après les ordres des représentants du peuple...*

Parti de Nice le 5 germinal, je suis arrivé à Paris le 4 floréal, après trente jours de la liberté la plus absolue. Cinq fois je me suis présenté au Comité de sûreté générale, cinq fois j'en suis parti sans pouvoir y être admis. La sixième fois, enfin, on m'a envoyé *provisoirement en la maison d'arrêt du Plessis* sans m'entendre, ni sur les motifs de mon arrestation ni sur les nombreux renseignements que j'ai à donner au gouvernement. Je demande :

1° Qu'on s'instruise de ma probité et des nombreux services que j'ai rendus à la République.

2° Qu'on m'entende et me mette en liberté.

3° Que, si l'on ne peut pas s'occuper tout de suite de mon affaire, on me permette de travailler chez moi sous la garde d'un gendarme à la reddition de mes comptes et à gagner ma subsistance.

Les représentants Casabianca, Moltedo, Derbez, Turreau et Arrighi connaissent bien ma pureté; le contre-amiral Truguet, sous lequel j'ai servi en Sardaigne, peut donner des renseignements exacts sur mon compte.

On finit par communiquer à l'accusé, le 11 messidor, les motifs de son arrestation; il écrivit le lendemain une réponse indignée en demandant instamment à être confronté avec son accusateur¹. Vaine requête! Buonarroti resta captif quelques mois encore. La prison du Plessis était celle qui renfermait le plus de Jacobins; les émeutes du 12 germinal et du 1^{er} prairial y avaient trouvé des inspireurs. On y accueillit par un vote

1. Dans cette réponse (F⁷ 6331), il prend un à un ces motifs. Loin d'être partisan du système de terreur, il a rassuré et fait rentrer beaucoup d'habitants fugitifs, puni les agents militaires qui les pillaient et les maltrattaient, laissé à chacun la liberté de son culte, décidé les habitants d'Oneille à demander la réunion de la France; au soupçon d'intelligence avec l'ennemi, ses services antérieurs peuvent répondre suffisamment; quant aux attentats contre des neutres, il demande des faits et une confrontation avec son dénonciateur.

négatif la Constitution de l'an III¹. C'est là, pendant les longues heures d'inaction et de colère, que s'unirent les principaux acteurs de la future conspiration babouviste; c'est là peut-être que Buonarroti, absorbé auparavant par les questions politiques et nationales, se prit d'un intérêt particulier pour les questions sociales². Bientôt arriva le 13 vendémiaire; les Jacobins soutinrent la Convention contre l'émeute royaliste; elle les récompensa en donnant la liberté à leurs amis prisonniers. Le 17 vendémiaire, le Comité de sûreté générale arrêta « que le citoyen Philippe Buonarroti, détenu dans la maison du Plessis, sera mis sur-le-champ en liberté et les scellés levés si aucuns ont été apposés³. »

Au commencement du Directoire, Buonarroti était âgé de trente-quatre ans. Depuis quelques années, il avait cessé toute relation avec sa famille florentine; celle-ci, après une dernière tentative en 1796, le considéra comme disparu pour elle⁴. Buonarroti s'était lié, nous ne savons à quel moment, avec une femme appelée Marietta, Italienne ou Corse, qui avait quitté une famille et une situation honorables pour vivre avec lui; Marietta fut désormais la compagne fidèle des bons comme des mauvais jours, lui témoignant un dévouement récompensé par un amour passionné⁵. En abandonnant sa famille, Buonarroti renonçait

1. « Je m'empressai de remplir les devoirs d'homme et de citoyen en motivant mon refus d'acceptation que je transmis, revêtu de ma signature et de celle de plusieurs de mes compagnons de captivité, à l'assemblée primaire de la section dans laquelle notre prison était située » (Buonarroti, *Discours devant la Haute-Cour*. Bibl. nat., Lh⁴² 1360).

2. Voy., sur cette vie en prison, Buonarroti, *Conspiration pour l'Égalité dite de Babeuf*, t. I, p. 52.

3. F⁷ 6331.

4. Cette tentative est indiquée par la mention suivante, datée du 18 brumaire an V : « Buonarroti, Élisabeth (Toscane), implore la clémence du Directoire en faveur de son mari et prie de lui accorder son pardon; à sa pétition est jointe une lettre pour son mari, qu'elle prie de lui faire parvenir » (AFIII 783). Seize ans plus tard, Capelle, préfet du Léman, racontait avoir connu à Pise la famille de Buonarroti, « une femme aussi vertueuse que recommandable, un fils et deux filles dignes de leur mère; » on n'avait plus aucun rapport avec l'ancien conspirateur et l'on rougissait de lui (Capelle à Pelet, 23 avril 1812. F⁷ 6331). Cependant, Buonarroti, envoyant Andryane en Italie, en 1822, lui donna une lettre pour son frère.

5. Andryane, *Souvenirs de Genève*, t. II, p. 199 et 205. D'après la note rédigée par la police autrichienne sur Buonarroti en 1823 (F⁷ 6685), il aurait épousé Marietta, conformément à la loi française, et aurait eu d'elle des enfants. Ces deux assertions paraissent inexactes.

aussi à la fortune qui lui appartenait en Italie; indifférent à l'argent et au confort, il s'était mis à gagner sa vie en donnant des leçons de musique. L'année suivante, on dressa de cette manière son signalement : « Taille de cinq pieds quatre pouces, cheveux et sourcils châains, yeux bruns, gros nez un peu ouvert, bouche moyenne, menton rond, front élevé, visage ovale¹. »

Remis en liberté, Buonarroti entra aussitôt dans les concilia-bules jacobins qui devaient aboutir à la conspiration de Babeuf. Celle-ci est trop connue, Buonarroti lui-même en a exposé trop complètement les origines et les détails pour qu'il soit nécessaire d'indiquer son rôle. Rappelons seulement qu'on l'arrêta le 21 floréal an IV avec Babeuf dans la chambre où tous les deux avaient passé la nuit à préparer l'insurrection. Le portefeuille saisi sur lui contenait un passeport pour l'Italie, délivré par le ministère des relations extérieures, et des lettres de recommandation adressées par des Italiens de Paris à des patriotes de la péninsule. Averti, en effet, depuis une semaine qu'on allait l'arrêter, il s'était caché tout en préparant son départ. On trouva également sur lui de l'opium; il déclara l'avoir sur lui depuis cinq ans pour se tuer « lorsqu'il serait las de vivre². » Bientôt commença le procès devant la Haute-Cour de Vendôme, pendant lequel Buonarroti subit plusieurs interrogatoires³. Sa défense, qu'on imprima, est empreinte de la sensibilité naïve habituelle aux hommes de ce temps; il souhaite de « sécher les larmes de la tendre amitié qui sème des fleurs sur ses cicatrices saignantes; » il expose ses idées formées par Rousseau, résume sa carrière politique et présente une apologie passionnée de la Constitution de 1793⁴. Condamné à la déportation, Buonarroti

1. W³ 559.

2. W³ 559. Buonarroti a raconté plus tard qu'au début du Directoire on lui avait rendu un poste officiel à Loano, mais que des intrigues l'avaient fait rappeler presque aussitôt (Andryane, II, p. 199; Trélat). Je n'ai rien trouvé à ce sujet.

3. W³ 559 et 564. Advielle, *Histoire de Gracchus Babeuf*, t. I, p. 279, 282, 284, 292, 316, 323.

4. *Discours devant la Haute-Cour...*, in-8° (Bibl. nat., Lb⁴² 1360). Pendant le procès, l'accusateur public Bailly loua la décence et la politesse de Buonarroti. « Cet accusé, » dit un journaliste, « a inspiré un grand intérêt, auquel ajoutait encore la présence de son épouse, qui ne paraît respirer que pour lui... Ses manières sont celles d'un homme qui a reçu une excellente éducation... »

fut envoyé au fort de l'île Pelée, devant Cherbourg, avec Moroy, Germain et Blondeau. On les y conduisit dans des cages en fer; à Falaise, à Caen, à Valogne, on les insulta, tandis que le conseil municipal de Saint-Lô vint en corps les féliciter¹.

Alors commença une pénible captivité, un peu adoucie toutefois pour Buonarroti par le dévouement de sa compagne, qui l'avait suivi après de vains efforts pour le faire évader. Les prisonniers eurent un instant d'espoir après le 18 fructidor, quand le Directoire invita les Conseils à prescrire la revision des jugements rendus contre les républicains depuis un certain temps; tous les quatre envoyèrent aux Conseils une pétition qui énumérait les illégalités commises lors du jugement². La pétition demeura sans effet: une loi interdisait tout recours en cassation contre les arrêts de la Haute-Cour. Ils restèrent à l'île Pelée, durement traités, mal nourris, car le Directoire leur faisait attendre les fonds alloués pour leur entretien; une surveillance rigoureuse n'empêcha point Buonarroti de continuer là son métier de conspirateur³. Survint le 18 brumaire, qui déplaisait à leurs idées républicaines, mais leur offrait l'espoir d'être mieux traités. Le 9 ventôse an VIII, les quatre condamnés demandèrent la revision du procès de Vendôme⁴. Le nouveau gouvernement se plaisait à mettre en relief les erreurs ou les iniquités du régime qui l'avait précédé; aussi, le ministre de la police adressa-t-il aux consuls un rapport plein de sympathie pour les demandeurs. « Il reste encore dans les fers, écrivait Fouché, quelques victimes dont tout le délit fut de se tromper sur la nature et les limites de la liberté... Il est pénible de penser qu'un jugement s'oppose à ce que vous fassiez pour ces détenus tout ce que vous désirez. Ce jugement est inique sans doute; on ne peut en déguiser ni en voiler les motifs;

(Réimpression de *L'Ancien Moniteur*, t. XXVIII, p. 682 et 702). Cf. Charles Nodier, cité par Ranc dans son édition de *la Conspiration pour l'Égalité...* (1869, p. 190).

1. Hauréau.

2. *Pétition des condamnés à la déportation au Corps législatif*, in-8° (Bibl. nat., Lb⁴² 2347).

3. Andryane, t. II, p. 204: « Je parvins à me remettre en correspondance avec les principaux membres des anciens clubs patriotiques. » Sur les mauvais traitements subis à Cherbourg, voy. AFIII *102 (plainte des condamnés à qui l'on doit trois mois d'arriéré), F⁷ 6331 (Buonarroti se plaint qu'on empêche sa femme d'aller à terre librement), F⁷ 6217 (plainte sur la dureté du commandant du fort).

4. AFIV 204.

mais la sagesse ne vous permet pas de vous dissimuler les conséquences où le gouvernement serait entraîné s'il annulait un seul acte du pouvoir judiciaire. Vous ne pouvez donc qu'adoucir la rigueur de ce jugement; il ordonne la déportation; les lois et les circonstances vous autorisent à en désigner le lieu. Je vous propose l'île d'Oléron ou l'île de Corse; là, du moins, ces infortunés respireront librement l'air de leur patrie. » Un arrêté conforme des consuls, daté du 23 ventôse, ordonne que les quatre condamnés, plus Cazin, seront transférés à Oléron et mis sous la surveillance du préfet de la Charente-Inférieure¹.

Buonarroti put jouir là d'une vie plus heureuse et se créer avec ses leçons de musique une situation convenable en complétant ainsi les trois francs alloués quotidiennement à chaque déporté. Ce furent trois années paisibles. Si les récits postérieurs du condamné sont exacts, le premier consul lui fit offrir en 1801 sa grâce complète avec une fonction publique; Buonarroti² refusa pour ne pas servir un gouvernement quasi-monarchique. Subitement, un arrêté du 16 frimaire an XI le transféra, sans aucune explication, de l'île d'Oléron à l'île d'Elbe; cette décision eut peut-être pour motif un autre arrêté du même jour qui établissait à Oléron deux brigades de gendarmerie³. Ce fut un coup terrible pour lui que l'envoi dans un territoire de cette Toscane qu'il avait abandonnée pour la France, au milieu de gens qui lui témoigneraient probablement une hostilité personnelle. Sur ses réclamations, le gouvernement remplaça l'île d'Elbe par Sospello, petite ville des Alpes-Maritimes, où le condamné se rendit avec sa femme. Ce pays « fanatique et antifrançais, » où il ne trouvait point de leçons, lui déplut vite; la résidence à Mendovi, qu'on lui offrit, ne pouvait lui convenir davantage. Son désir était d'obtenir Genève, et il écrivit dans ce but à Réal, directeur de la police générale (ventôse an XII)⁴ : « Je voudrais, dit-il, m'éloigner d'un pays habité par des fanatiques

1. AFIV, plaq. 38. Le rapport et l'arrêté parurent au *Moniteur* du 24 ventôse.

2. Andryane, t. II, p. 205. Il y a sûrement une erreur de date dans le récit prêté par Andryane à son ami, qui n'était pas dans les Alpes-Maritimes en 1801. Andryane a aussi, par une singulière inadvertance, placé le séjour à Grenoble avant le séjour à Genève.

3. AFIV, plaq. 449. Trélat et Hauréau se sont trompés en voyant là une faveur de Bonaparte au condamné; il en fut désolé.

4. Pour cette lettre et toutes les pièces inédites suivantes jusqu'en 1815, voy. F⁷ 6331.

et des émigrés sur lesquels je fus autrefois chargé d'appesantir le bras de la justice; je préfère Genève, car on y est Français, calviniste, éclairé. » Au bout de quelques mois, requête semblable à Fouché (5 thermidor an XII) : « Qu'il me soit permis d'aller cacher mon existence dans la patrie de Jean-Jacques, au milieu d'hommes moins superstitieux et plus tolérants que les habitants des Alpes-Maritimes; » j'aurais pu m'enfuir, ajoute-t-il, mais je veux rester Français; « où trouver la douceur, les lumières et le bon cœur de mes concitoyens? » — Buonarroti renouvela plusieurs fois sa demande sans succès¹; enfin, le 6 mai 1806, on lui permit d'aller s'installer à Genève, en restant sous la surveillance de la police².

Le nouvel habitant fut mal accueilli par le préfet du Léman, Barante, qui jugeait très lourde pour le département l'obligation de lui payer trois francs par jour. Dès le 21 février 1807, il écrivit à Paris pour demander son éloignement : « Aucune plainte formelle, dit le préfet, ne m'a été portée contre lui, » mais le maire de Genève réclame son départ à cause des nombreux éléments révolutionnaires qui se trouvent dans la ville, et « ses liaisons dans ce pays paraissent légitimer les craintes du maire. » On ne donna pas suite à cette demande; Buonarroti put vivre quelques années en paix et trouver plusieurs leçons de musique et d'italien. Seulement, le ministre de l'Intérieur Montalivet, cédant aux instances de la préfecture, finit par inviter le ministre de la police, le duc de Rovigo, à payer l'indemnité de trois francs sur les fonds de son département (6 novembre 1810); Rovigo fit alors proposer à l'empereur (18 décembre 1810) de supprimer la surveillance, puisque Buonarroti se tenait tranquille depuis longtemps et n'aurait plus ainsi droit à aucune allocation. Ce rapport n'ayant pas eu de résultat, Montalivet adressa, le 27 avril

1. Nouvelle lettre à Fouché, le 3 messidor an XIII : il ne peut assurer à Sospello son existence et celle de « la compagne fidèle de ses malheurs; » une maladie récente a nécessité une opération chirurgicale onéreuse; qu'on l'envoie donc à Genève, en lui permettant d'accepter, s'il le juge bon, les offres que lui adresse l'institut Pestalozzi, près de Berne. — Il revient à la charge le 8 nivôse an XIV, demandant à fuir « les chrétiens romains de ce département, aux yeux desquels il n'y a d'honnête que ce qui ravale la sainteté de la morale jusqu'à lui préférer des pratiques puériles et des opinions peu sociales. »

2. Le préfet des Alpes-Maritimes annonce qu'il est parti le 28 juin et que, d'après le témoignage du maire de Sospello, il n'a donné lieu à aucune plainte pendant son séjour.

1811, à Rovigo de nouvelles réclamations, qui semblent avoir fait supprimer l'indemnité.

Précisément alors, la politique vint de nouveau troubler le repos de Buonarroti. Le fidèle disciple de la Montagne était trop heureux d'habiter une ville aux tendances républicaines pour se contenter d'y gagner sa vie. D'après le rapport d'un commissaire de police au préfet du Léman (18 mars 1811), il était devenu, sous le nom de Camille, vénérable de la loge maçonnique des Amis sincères, qui servait à grouper des hommes ayant participé à la Révolution. « Il m'est dit, continuait le commissaire, que cette loge célèbre chaque mois une des fêtes périodiques qui furent établies par les Jacobins, comme la *Liberté*, l'*Égalité*, la *Sagesse*, etc., qu'à chacune d'elles il est fait un discours analogue et presque toujours par Buonarroti; » un jeune adhérent de la loge avait dit qu'elle combattait le despotisme, et les autres loges de Genève déclinaient toute liaison avec celle-ci. Le 12 avril, le préfet du Léman, Capelle, annonça au conseiller d'État Pelet qu'il en avait ordonné la fermeture, sans éclat ni publicité, sans faire aucune arrestation.

Les soupçons contre Buonarroti devinrent beaucoup plus sérieux l'année suivante. Le 16 janvier 1812, le baron de Melun, commissaire spécial de police à Genève, envoya au ministère de la police un rapport détaillé sur les renseignements que venait de lui fournir un employé du tribunal civil, Ducimetière; celui-ci, ancien terroriste, prétendait recevoir les confidences d'un membre du groupe secret qui avait survécu à la suppression des Amis sincères. D'après lui, un complot se préparait ayant Paris comme centre : on devait tuer Napoléon, faire Moreau dictateur, gagner le peuple en abolissant la conscription et les droits réunis, rétablir la Constitution de 1793. Les chefs étaient presque tous militaires; le général Le Courbe, par exemple, servait d'intermédiaire entre le groupe genevois et le comité central. On adoptait comme mot d'ordre l'anagramme de Philadelphie et comme signe de ralliement le pouce de la main droite passé dans l'habit. Les conspirateurs possédaient plus de 20,000 francs disponibles. « Buonarroti, en disant qu'il serait gouverneur de Strasbourg et en promettant de bonnes places aux membres de la loge, leur avait fait espérer que les généraux Masséna et Augereau se réuniraient aux mécontents. » On ajoutait que M^{me} de Staël ne serait pas étrangère au complot.

Ce rapport, où l'on sent l'ardeur du fonctionnaire qui tient à faire du zèle, fut confirmé par le préfet Capelle à son retour de Paris. « C'est vraiment plus sérieux que je n'aurais pu croire, » écrivit-il à Savary le 5 mars 1812; il y a ici « une poignée de factieux, tous *Jacobins* et presque tous étrangers à la ville, » au nombre de huit ou dix, « dont le plus fou est Buonarroti. » Peu dangereux à Genève, ils prétendent appartenir à une grande association générale, celle des Philadelphes; avant de les arrêter, il convient de les surveiller pour obtenir de nouveaux renseignements. Le 20 mars, nouveau rapport du préfet au duc de Rovigo. Les conspirateurs, dit-il, avertis par une indiscretion commise à Genève ou à Paris, se tiennent en ce moment sur leurs gardes. Ils avaient rétabli sous le nom de « Triangle » la loge des Amis sincères; Buonarroti, qui ne figure plus parmi les membres, en est secrètement le trésorier. Les chefs de la loge sont en même temps ceux des Philadelphes; cette association use de la franc-maçonnerie sans se confondre avec elle. On fait des recrues surtout parmi les officiers; à l'un d'eux, on a proposé de jurer haine à la tyrannie, rétablissement de la république et fidélité à un chef présent (dont le nom est tenu secret), Moreau demeurant le chef absent. Ils disent n'être qu'une vingtaine par département et croient quand même au succès, la foule devant se rallier à eux dès que le premier coup sera frappé. A la tête de ce groupe se trouvent Terray, Villard et Buonarroti. Villard, secrétaire du commissaire des guerres, a fait partie de la municipalité révolutionnaire de Lyon et laissé de bons souvenirs; Terray, ancien officier, légionnaire, maire de Versoix, très intelligent, a donné sa démission par haine du gouvernement, a voté contre le Consulat à vie et demeure un admirateur fanatique de Moreau : « Buonarroti est encore aujourd'hui ce qu'il fut lorsqu'il conspira avec Babeuf. Les leçons de musique et d'italien qu'il donne à Genève lui ont procuré une existence aisée. Mais, depuis six ans qu'il est en surveillance dans cette ville, il n'a cessé d'y fomenter haine au gouvernement. Il cherche à inspirer cet esprit à ses élèves. Il y réussit d'autant plus facilement que le républicanisme est la maladie de ce pays. » Le préfet conclut en proposant l'arrestation des trois conspirateurs et des mesures énergiques.

A Paris, le ministère de la police montra beaucoup de scepticisme et l'avertit que c'était peu grave, que l'éclat d'une triple

arrestation ferait du mal ; on l'engageait cependant à continuer la surveillance. Capelle ne se relâcha pas ; il écrivit à Rovigo le 9 avril pour lui annoncer que Marat, frère du conventionnel, forcené jacobin, ami intime de Buonarroti, était parti pour Paris¹. Quelques jours après, le 23 avril, nouvelle lettre adressée à Pelet : Buonarroti, après avoir abandonné sa famille, vit depuis longtemps avec une fille et donne ses leçons tout en conspirant ; « il ne fréquente que des hommes dont les mœurs et les opinions sont tout à fait en harmonie avec les siennes. Il loge dans la même maison avec son ami intime Marat... » L'arrestation des trois conspirateurs est nécessaire. — Sur un nouveau refus du ministère, Capelle et Melun demandèrent du moins qu'on les éloignât tous les trois de Genève, mais sans obtenir plus de succès. La conspiration de Malet vint bientôt changer les choses.

Buonarroti a déclaré plus tard que, tenu au courant du complot, il allait se rendre à Paris quand on apprit subitement la tentative et l'échec de Malet². Comme le préfet du Léman s'en doutait, il renouvela ses instances auprès du ministre de la police. L'émotion causée par le coup de main de quelques audacieux rendit celui-ci moins sceptique. En décembre 1812, une note rédigée dans les bureaux sur la demande de Savary déclara que les trois conspirateurs étaient peu dangereux, isolés à Genève, où l'on n'aimait guère les étrangers, mais qu'il conviendrait de les éloigner pour donner satisfaction au préfet. Le ministre adopta cet avis et en avertit Capelle le 22 décembre ; Buonarroti devait être envoyé en surveillance dans une petite ville de l'intérieur choisie par lui, mais placée à cent trente lieues au moins de Paris et des résidences impériales. Le préfet annonça, le 10 février 1813, que Buonarroti avait choisi Grenoble et s'y était rendu ; j'ai obtenu de lui, ajoutait-il, des promesses de tranquillité ; « mais, pour qu'elles se réalisassent entièrement, il faudrait que sa tête se réorganisât. Il se considère d'un côté comme un Spartiate et de l'autre comme un martyr politique. » Cinq jours plus tard, le préfet de l'Isère écrit à Paris que Buonarroti, arrivé

1. Le ministère communiqua cet avis au préfet de police Pasquier : celui-ci, après avoir fait surveiller Marat, répondit, le 15 mai, qu'il travaillait dans sa chambre pour des horlogers, se montrant peu communicatif et passant une partie de ses nuits dans les maisons de jeu du Palais-Royal.

2. Andryane, t. II, p. 206 et suiv. Le rôle des Philadelphes de Genève est indiqué par Guillon, *les Complots militaires sous le Consulat et l'Empire*, p. 196.

depuis trois semaines, « enseigne sa musique » et se conduit bien. Après ce nouveau coup, le condamné demeura en repos jusqu'à la fin de l'Empire; alors, il revint à Genève, qui se trouvait désormais séparée de la France. Le retour de l'île d'Elbe, le retour du drapeau tricolore fit passer du côté de Napoléon ses anciens ennemis les Jacobins. Buonarroti fit de même, témoin cette lettre qu'il adressa, le 26 mai 1815, à Fouché, redevenu ministre de la police :

Monseigneur le duc,

Si je n'avais pas lieu de craindre que mes précédentes lettres ne vous soient pas parvenues, je ne prendrais pas la liberté d'ajouter cette troisième aux deux que je vous ai déjà écrites¹.

L'objet de mes démarches auprès de vous est *d'obtenir de Sa Majesté l'Empereur l'annulation de cet inique jugement de la Haute-Cour qui me condamna à la déportation*, afin de rentrer à l'abri de toute proscription et de toute surveillance dans le sein de la patrie, dont la voix impérieuse retentit plus que jamais dans mon cœur au moment où elle fait un appel à tous ses enfants dévoués.

Au retour des Bourbons, je fus, le désespoir dans l'âme, Grenoble, où j'étais en surveillance, et ce ne fut pas sans beaucoup de peine que j'obtins un asile dans cette ville (Genève), où je suis d'une manière précaire et où je ne puis plus me souffrir depuis que Napoléon est venu rendre à la France l'indépendance et la liberté. Mon plus vif désir est d'associer mon sort à celui des bons citoyens qui ne craignent pas de tout risquer pour sauver d'un naufrage général la cause des esprits sains et des âmes généreuses.

Permettez donc, Monsieur le duc, que je m'adresse à vous pour solliciter de l'empereur la garantie que je lui demande et de vous le passeport nécessaire pour remettre les pieds sur le sol sacré de la France, à laquelle j'ai fait le sacrifice de mon existence depuis qu'elle daigna me ranger au nombre de ses enfants.

Recevez, Monsieur le duc, la promesse que je fais d'être soumis et fidèle à la Constitution sanctionnée par la nation et au chef qu'elle a si énergiquement proclamé. Y a-t-il rien de plus national et de plus solennel que le vœu dont le retour de Napoléon est la preuve parlante?

Je suis, Monseigneur le duc, avec le plus profond respect, de Votre Excellence le très humble et très obéissant serviteur.

BUONARROTI, professeur de musique.

1. Ces deux lettres ne se trouvent pas au dossier F⁷ 6331.

Les Cent-Jours s'achevèrent sans que Buonarroti eût reçu de réponse¹; il resta donc à Genève.

Depuis la seconde Restauration, Buonarroti s'occupa de l'Italie plus que de la France. Devons-nous croire qu'il en était de même auparavant et qu'à Bastia comme à Oneille l'ardent missionnaire ne songeait qu'à l'Italie? Quoi que son confident lui ait fait dire à ce sujet², son langage et sa conduite jusqu'en 1815 prouvent que la France alors l'intéressait bien davantage. Désormais, il voulut travailler à délivrer l'Italie de ses rois et de l'étranger; pour cela, c'étaient toujours les complots et les sociétés secrètes qui lui paraissaient convenir. Il aimait les règlements écrits en chiffres, les comités dirigeant leurs affiliés sans être connus d'eux, les signes cabalistiques de reconnaissance, tout le symbolisme venu de la franc-maçonnerie et tout le mystère habituel aux conspirateurs italiens : cela lui paraissait utile pour frapper l'imagination des associés et nécessaire pour déjouer les recherches de la police. Qu'il s'agît de la France ou de l'Italie, une organisation internationale des révolutionnaires européens pouvait seule, dans sa pensée, assurer le triomphe de la démocratie; cette organisation devait toujours avoir Paris comme centre. Il tâcha de l'établir dans la Société des Sublimes-Maitres-Parfaits.

Sa vie nous échappe jusqu'en 1819. A cette date, un escroc italien nommé Giacomini fit de prétendues révélations sur les sociétés secrètes au gouvernement français pour en obtenir quelque argent; il parla de ses entretiens avec plusieurs conjurés de Genève, entre autres Buonarroti. Le sous-préfet de Gex, consulté à ce sujet par le ministère de la police, envoya sur Buonarroti des renseignements rétrospectifs, inexacts en partie, et finit par ces mots : « Le sieur Buonarroti est aujourd'hui extrêmement prudent et circonspect dans ses propos et dans ses relations. Je doute cependant que ses opinions aient changé, mais j'ai lieu de penser que c'est plutôt vers l'Italie que vers la France que se portent en ce moment ses vœux et ses espérances³. » L'année suivante, Buonarroti fit la connaissance d'Andryane, jeune Français d'origine belge qui, après avoir mené joyeuse vie à

1. Il renouvela sa demande le 4 juin 1815.

2. Andryane, t. II, p. 199, 201, 205.

3. Lettre du 5 août 1819 (F⁷ 6685).

Paris, venait à Genève pour se remettre au travail et aux études sérieuses. Le nouveau venu donnait à sa famille, dans une lettre du 5 juillet 1820, sa première impression sur le vieux jacobin : « Un chapeau à larges bords couvre sa blanche chevelure; son front est large et bombé; ses yeux, surmontés de sourcils touffus, sont vifs et brillent souvent au milieu des larges verres de ses lunettes de fer; sa figure caractérisée lui donne un aspect vénérable, et, quoique sa tête soit inclinée sur sa poitrine et que ses épaules soient voûtées, on voit à son col nerveux, à sa charpente osseuse que la vigueur et la force furent un jour l'apanage de cet homme que les traverses de la vie doivent avoir usé plus que l'âge. Été comme hiver, il porte le même habit, le même gilet à la Robespierre, les mêmes culottes noires que ne joignent pas tout à fait ses demi-bottes à l'écuyère; costume assez étrange par lui-même et qui suffirait seul pour le faire remarquer, si quelque chose de fier et d'original ne vous forçait à jeter les yeux sur ce sexagénaire qui vous croise à chaque instant dans les rues étroites de Genève, un livre de musique sous le bras, en passant près de vous d'un air grave, préoccupé et mystérieux. » Andryane apprenant son nom, sachant qu'il était généreux et charitable, essaya d'entrer en rapports avec lui, car il connaissait le vieux conventionnel Forestier, ami de Buonarroti; celui-ci, d'abord défiant et glacé, changea d'attitude en voyant l'ardente sympathie du jeune homme pour les révolutionnaires italiens et vint un jour lui annoncer le soulèvement de Naples. « Sa figure, toujours si sombre, était radieuse; sa tête s'était redressée, et dans ses yeux brillait une superbe joie lorsqu'il s'écria : *Italia mia! Italia mia!* l'heure de ton affranchissement serait-elle donc enfin sonnée! ? »

Andryane le prit comme maître d'italien, puis de musique, et ne tarda point à subir son ascendant². La révolution de Turin

1. Andryane, t. I, p. 137 et 139.

2. « Le fier et rude langage du descendant de Michel-Ange, ses brèves sentences si pleines de portée, ses étranges révélations, tantôt claires et précises comme s'il était acteur dans les événements actuels, tantôt mystérieuses comme les oracles de la sibylle, font une telle impression sur mon esprit que je le considère souvent comme une puissance occulte dont les ténébreuses ramifications s'étendent et agissent sur une partie de l'Europe... Rien ne lui est étranger : sciences, histoire, littérature, tout cela vient à flot dans ses discours, quand on peut l'arracher à son idée fixe, la république de 93... » (t. I, p. 154 et 170).

fut encore une grande joie pour eux, mais bientôt les défaites commencèrent, et le flot des révolutionnaires fugitifs se dirigea vers Genève. Les plus empressés à les accueillir furent Sismondi et Buonarroti, ce dernier surtout. « A toute heure du jour et de la nuit, écrivait Andryane, il est à leur disposition, les reçoit, les encourage, les rallie autour de lui. Son dernier sou, son dernier morceau de pain est pour ceux qui en manquent... Vainement sa pauvre vieille femme proteste et se débat contre cette ruineuse hospitalité; il lui répond : quand nous étions dans l'infortune on nous a secourus. C'est un prêt qu'on nous a fait, je suis trop heureux de pouvoir le rendre¹. » Buonarroti, après avoir longtemps observé son élève, le jugea mûr pour l'action politique et le fit entrer dans une société secrète, probablement celle des Sublimes-Mâîtres-Parfaits.

La réception eut lieu le 9 octobre 1821. D'abord, dans une salle d'attente, on le fit répondre par écrit à différentes questions, par exemple à celle-ci : « Quel est le gouvernement qui offre au peuple le plus de garanties pour la liberté et la prospérité publique? » Puis on le mena, les yeux bandés, à la salle du conseil, où le président (c'était Buonarroti) lui posa une série de questions et lui indiqua les devoirs de tout adepte : « Se taire, obéir et travailler sans cesse et par tous les moyens, dans la sphère d'action que le sort lui assigne, à propager l'amour de la liberté et la haine de la tyrannie, aimer et soutenir ses frères. » A une question sur ses opinions religieuses, Andryane répondit en se déclarant catholique, ce qui souleva les critiques de Buonarroti et les protestations de quelques assistants. Néanmoins, le président, abrégant pour lui les épreuves imposées au candidat, le fit admettre dans la Société. On lui ôta son bandeau; le nouvel affilié vit là environ soixante personnes, entre autres quelques-unes des plus honorables de Genève, qui portaient les insignes de la franc-maçonnerie. Buonarroti lui dit que ces insignes avaient leur utilité; si un candidat était refusé, on les lui faisait voir avant son départ, afin de lui laisser croire qu'il s'agissait uniquement d'une réunion maçonnique. Andryane assista désormais

1. Tome I, p. 225-26. Un jour, Andryane trouva M^{me} Buonarroti pleurant, se plaignant de cette passion pour la politique, qui ne faisait que croître avec l'âge; mais au milieu de ses plaintes on devinait l'amour et la fierté que lui inspirait son compagnon (t. I, p. 302).

aux réunions de la Société; il vit Buonarroti à l'œuvre, dirigeant l'association, recrutant des membres nouveaux, correspondant avec les affiliés, animant tout de son activité¹. Un jour, en mai 1822, le vieux conspirateur emmena Andryane à Nyon pour se rencontrer avec les principaux révolutionnaires du département du Jura; c'est là que, tout en les attendant, il lui raconta sa vie, ses efforts continuels en faveur de la démocratie et de l'indépendance italienne, ses espoirs toujours renaissants.

Buonarroti, qui traitait sans ménagements son jeune élève, l'envoya en mission à Lyon, puis à Paris, pour tâcher de sauver les quatre sergents de la Rochelle. Fatigué de cette impérieuse tutelle, Andryane résolut de partir pour l'Italie; son maître, dont l'énergique volonté dominait cette nature faible, obligea le voyageur à se charger de lettres et de documents pour les frères italiens. Les sociétés secrètes se préparaient à ce moment pour le cas où la prochaine intervention française en Espagne causerait une conflagration générale. Parti le 18 décembre 1822, Andryane fut averti à Lugano des périls de sa mission par un vieil affilié qui ajouta : « Mon camarade Buonarroti est moins prudent sans doute. Je parierais qu'il vous a chargé d'un tas de papiers, plus inutiles, plus dangereux les uns que les autres, qui suffiraient pour compromettre la moitié de l'Italie². » La réalité confirma bientôt ces avertissements; la police autrichienne arrêta Andryane à Milan le 18 janvier 1823 et mit la main sur ses papiers.

Andryane avait fait disparaître auparavant les documents compromettants pour certaines personnes désignées par leur nom; mais ses papiers fournirent des renseignements nombreux sur l'organisation de la société secrète; lui-même d'ailleurs, malgré ses affirmations postérieures, faiblit devant les juges, révéla ce qu'il savait, donna la clef du chiffre à lui confié par ses amis. Le gouvernement de Milan put ainsi reconstituer l'histoire des

1. Andryane, t. II, p. 1 et suiv., 60, 141. La société repoussait à la fois le catholicisme et l'athéisme : un jour un néophyte se déclara catholique et, sur les réclamations violentes de quelques vieux républicains, partit plutôt que d'abjurer; une autre fois, un jeune professeur de mathématiques s'étant déclaré athée, il y eut un frisson d'indignation, et l'on écarta sa candidature (t. II, p. 146). D'ailleurs, Buonarroti a écrit que les bonnes mœurs sociales peuvent s'accommoder avec la religion de Jésus plutôt qu'avec le matérialisme (*Conspiration pour l'Égalité...*, t. I, p. 89).

2. Andryane, *Mémoires*, t. I, p. 43. — Les *Souvenirs de Genève* s'arrêtent au moment où Andryane quitte Genève; il faut chercher le récit de sa mission en Italie et de son arrestation dans les *Mémoires d'un prisonnier d'État*, 1837.

Sublimes-Maitres-Parfaits¹. Cette association avait pour devancière celle des Philadelphes, créée d'abord pour restaurer la monarchie en France. Les Philadelphes considéraient comme leur maître le colonel Oudet, tué à Wagram, assassiné selon eux par ordre de Napoléon. Leur société fut plusieurs fois dissoute et reconstituée; Buonarroti disait à Andryane en faire partie depuis 1806. Enfin, le groupe des Philadelphes et l'Adelphie se fondèrent dans la Société des Sublimes-Maitres-Parfaits, dirigée par le Grand-Firmament, qui résidait à Paris; étendant ses ramifications dans plusieurs pays, cet ordre « protéiforme » usait surtout en France de la franc-maçonnerie, en Italie de la charbonnerie, en Allemagne du Tugend-Bund. Il se proposait de républicaniser l'univers, et, pour l'Italie en particulier, de lui assurer l'indépendance avec l'unité. Les pays où agissait l'association étaient divisés en « cercles; » on confiait la direction de chaque cercle à un « diacre territorial, » correspondant avec le Grand-Firmament, qu'il ne connaissait point, par l'intermédiaire d'un « diacre mobile. » Buonarroti, qui portait dans l'association le nom de Polycarpe, était diacre mobile à Genève; il y dirigeait aussi, d'après Andryane, un congrès de réfugiés italiens préparant une nouvelle révolution. En somme, les Sublimes-Maitres-Parfaits ne paraissent pas avoir possédé une grande puissance; Buonarroti, avec ses illusions de conspirateur, exagérait devant ses disciples et s'exagérait à lui-même l'importance de pareilles sociétés secrètes².

1. Le cabinet de Vienne envoya à Paris une copie de ces papiers, avec une table pour les déchiffrer et divers renseignements fournis par Andryane dans ses interrogatoires. Tout cela se trouve aux Archives nationales (F⁷ 6685, au nom d'Andryane). Voy. aussi un mémoire sur la même société fait par la police parisienne d'après les révélations d'Andryane et divers autres renseignements (F⁷ 6684). Jean Witt de Dœring, dans ses révélations au gouvernement bavarois (F⁷ 6684) et dans ses livres imprimés (par exemple, *Les Sociétés secrètes de France et d'Italie*, 1830, in-8°), a parlé aussi de cette association, mais sans nommer Buonarroti. Charles Nodier a donné des détails en partie romanesques sur les Philadelphes et sur Oudet (*Histoire des sociétés secrètes de l'armée*, 1815; *Souvenirs, épisodes et portraits*, t. II, 1831, p. 257).

2. Voici le texte du diplôme chiffré qui fut remis à Andryane (F⁷ 6685) : « Le Grand-Firmament confie pour un an les pouvoirs de diacre extraordinaire en Italie au frère Andryane ou Platon, qui est chargé d'exercer les fonctions de diacre territorial dans les anciens départements et dans les provinces napolitaines où il n'y en a pas en activité réelle et où il résidera effectivement; de diriger, régulariser et activer les travaux des diacres autres que les diacres mobiles et ceux des ateliers à eux soumis; d'organiser la correspondance de

Quoi qu'il en soit, Buonarroti subit les conséquences de l'arrestation d'Andryane. En 1823, le gouvernement de Genève, qui lui donnait asile depuis neuf ans, l'expulsa et lui remit un passeport pour l'Angleterre. Le vieillard se dirigea vers le royaume des Pays-Bas. Le 24 mars 1824, la police française, qui tenait à le surveiller, fit demander au gouvernement des Pays-Bas et à l'ambassade française de Londres où il s'était fixé¹. Le baron Fagel, envoyé des Pays-Bas, répondit le 2 juin par une note remise à Franchet Desperey, directeur général de la police : Buonarroti, dit-il, est à Bruxelles avec un passeport où « on lui a donné le nom de Jean-Jacques Raimond, citoyen de Genève, y né et domicilié et âgé de soixante-trois ans ; » il est recommandé à Bruxelles à un sieur Anspach « qui s'est rendu caution pour lui. » Cette ville lui plait mieux que Londres comme séjour, parce que le climat de l'Angleterre est trop rude et le voyage coûteux ; il compte chercher des leçons de musique. Fagel ajoute que la police le surveillera. Buonarroti recommençait donc là une nouvelle vie ; bientôt il trouva des leçons et tâcha sans doute comme auparavant d'inculquer les idées démocratiques à ses disciples, car les républicains français rencontrèrent quelques années plus tard un bon accueil chez le Bruxellois Félix Delhasse, élève politique de Buonarroti². Quelques années s'écoulèrent ainsi pendant lesquelles le vieux démocrate, ne pouvant plus conspirer, voulut servir sa cause par la plume et tenir la promesse faite à Babeuf et à Darthé, celle de venger leur mémoire.

En 1827, Buonarroti eut le désir de revoir la France. Une requête datée du 24 septembre fut adressée par lui à Villèle, président du Conseil ; après avoir résumé sans déguisement son rôle dans la conspiration de Babeuf et l'arrêt de Vendôme, il ajoute « que son attachement pour sa patrie adoptive, ses intérêts et le soin de sa santé lui font vivement désirer depuis longtemps de rentrer en France pour y finir ses jours. Que, quoique la charte, qui a prescrit l'oubli des votes et des opinions, paraisse avoir

manière qu'elle vienne aboutir aux diacres mobiles qui résident à Genève par la voie des diacres dans les cantons du Tessin et des Grisons, et de désigner les frères choisis pour les diaconats territoriaux qui sera (sic) soumis aux diacres mobiles ; il correspondra avec le diacre mobile Policarpe, à qui il rendra compte de ses opérations qu'il fera aussi connaître, autant que possible, aux diacres mobiles Cincinnatus, Émile et Ptolomès. »

1. F⁷ 6331.

2. Saint-Ferréol, *les Proscrits français en Belgique*, t. I, p. 40.

anéanti le jugement susdit, rien ne le rassure à cet égard d'une manière positive. D'après toutes ces circonstances, il prie Votre Excellence de lui faire connaître authentiquement s'il peut rentrer librement en France, y vivre où il voudra et y exercer sans restriction les droits que les lois accordent aux citoyens français. » Cette requête fut renvoyée à Franchet¹. Un rapport de police constata qu'il n'était plus soumis à aucune peine; mais, comme on ne se gênait guère avec un ancien jacobin, ce rapport reçut les annotations suivantes : « Sa position paraît éclaircie, et l'on ne s'opposera pas à son retour; mais il n'y a pas de réponse à faire. — Point de suite à donner. Ce n'est pas à nous à l'inviter à venir. »

Buonarroti, n'ayant pas reçu de réponse, renouvela bientôt sa demande au nouveau ministère de Martignac. Cette fois, on prit des informations plus sérieuses; le ministre de l'Intérieur consulta le ministre de la Justice. Le garde des sceaux Portalis envoya cet avis daté du 21 juin 1828 : « Le sieur Buonarroti n'ayant été l'objet d'aucune grâce ni commutation et se trouvant maintenant encore hors du territoire français en exécution de l'arrêt qui le condamne, il subit réellement sa peine, et par conséquent il n'a pu la prescrire. Il ne pourrait donc rentrer en France sans encourir la peine portée par l'article 17 du code pénal. » On transmit cette note au ministre des Affaires étrangères pour qu'il avertît l'exilé. Celui-ci envoyait cependant un de ses amis, nommé Froussard, au ministère de l'Intérieur pour renouveler sa requête; Froussard reçut communication de la réponse qui lui interdisait le territoire français (22 juillet 1828). Si l'on songe que la *Conspiration pour l'Égalité dite de Babeuf* parut à Bruxelles, à la « Librairie romantique, » en 1828, il est permis de supposer que l'auteur, en demandant à rentrer en France, avait l'intention de publier son ouvrage à Paris.

Deux ans plus tard, ce fut la révolution de 1830 qui lui rouvrit les portes de son pays; Buonarroti vint à Paris. L'arrêt de la Haute-Cour qui le frappait de mort civile subsistait toujours; comme d'ailleurs le mystère lui plaisait, ce fut sous le nom de Raimond qu'il vint se fixer rue Saint-Lazare, dans une maison d'ouvriers². Ses idées n'avaient pas changé; il demeurait toujours

1. F⁷ 6331. La requête porte cette note au crayon : « N'est-ce pas un fou que nous connaissons? Vérifier. »

2. Hauréau.

l'admirateur de la Montagne. Un Italien, Mamiani, vit alors à Paris ce beau vieillard, maigre et sec, aux yeux étincelants, et l'entendit un jour faire l'éloge de Robespierre. Personne, disait-il, ne juge Robespierre d'une manière impartiale; on songe aux têtes qu'il a fait tomber, on oublie la grandeur de ses projets et les obstacles qui s'y opposaient. Il voulait accomplir la réforme sociale et ne pouvait y arriver qu'en écrasant les classes adverses par une répression énergique et rapide. « Les peuples, concluait Buonarroti, s'acheminent vers cette fin (l'égalité sociale), mais je ne la verrai sûrement pas. Qu'il me suffise d'avoir gardé toujours ma foi vive et inaltérable, et que personne ne puisse m'accuser d'incohérence!... »

L'infatigable démocrate reprit l'œuvre révolutionnaire en s'unissant étroitement avec deux Français qui partageaient ses idées communistes : l'un, Voyer d'Argenson, appartenait à une famille noble et riche; l'autre, Charles Teste, ressemblait à Buonarroti par son culte pour la Montagne, sa préférence politique, ses mœurs simples et austères, et vivait comme lui en donnant des leçons². Buonarroti, avec leur aide, réorganisa la Charbonnerie, association universelle qui devait s'étendre à tous les pays, sans distinction de nationalité. Buonarroti, qui la dirigeait, correspondait avec les sociétés secrètes d'Allemagne³, mais réservait surtout ses efforts pour la France et l'Italie. Parmi les recrues françaises figura un avocat lorrain, Mathieu (d'Épinal), qui se chargea de trouver des adhérents dans l'est; c'est chez lui que le gouvernement de Louis-Philippe saisit, en 1834, les statuts de la Charbonnerie⁴. Dans la Péninsule, Buonarroti avait aussi la

1. Mamiani, *Parigi or fa cinquant' anni* (Nuova Antologia, 15 octobre 1881).

2. D'après Saint-Ferréol (*Les Proscrits français en Belgique*, t. I, p. 32), Charles Teste, banni par la seconde Restauration, se retira en Belgique, y fit plus tard la connaissance de Buonarroti, et c'est à Bruxelles qu'ils s'entendirent pour propager le communisme.

3. Mazzini, *Scritti editi e inediti*, t. III, p. 312.

4. Girod (de l'Ain), rapporteur du procès d'avril devant la cour des pairs, a reproduit (*Rapport*, t. IV, annexes n° 77 et 77 bis) les « lois générales de la charbonnerie démocratique universelle. » D'après ce document, « elle a pour objet de rattacher à un centre commun tous les amis de l'égalité, quels que soient leur pays et leur religion. » La Vente suprême, qui la dirige, se recrute elle-même parmi les charbonniers des divers pays et ne se manifeste que par ses agents; sa résidence et les noms de ses membres demeurent inconnus à tous les autres affiliés. Dans chaque nation, il y a une Vente directrice, com-

direction d'une société purement italienne, celle des *Apofasimèni*, avec une organisation militaire, des rites et des serments solennels, des grades multipliés¹.

Le patriarche de la démocratie révolutionnaire trouva bientôt un émule indocile dans le jeune Mazzini. Le désaccord entre eux portait sur plusieurs points. Buonarroti ne croyait une révolution possible que par l'initiative de la France et au signal venu de Paris; Mazzini apportait une ardente passion à soutenir que l'initiative révolutionnaire peut appartenir à l'Italie comme à un autre pays, qu'il n'y a pas de peuple-roi créé pour diriger les autres². Buonarroti développait la Charbonnerie, association cosmopolite, ne connaissant pas de nation, mais seulement des individus et l'humanité; Mazzini fonda la Jeune-Italie, association purement nationale, et réserva plus tard dans la Jeune-Europe l'indépendance de chaque nationalité³. Néanmoins, leur désir commun d'affranchir la Péninsule de l'Autriche et de la royauté les fit d'abord amis; quelque temps ils vécurent, dit Mazzini, dans des rapports réguliers et fraternels⁴. Mazzini demanda au vieillard sa collaboration pour le journal *la Jeune Italie* et publia un article que Buonarroti avait signé de son ancien nom maçonnique de Camille. Cet article a pour titre : *Del governo d'un popolo in rivolta per conseguire la libertà*. D'après l'auteur, il faut, pendant la révolution, un gouvernement provisoire, muni de pouvoirs extraordinaires, tout différent du gouvernement définitif et régulier qui reposera sur la liberté : ce gouvernement provisoire devra détruire les obstacles extérieurs et intérieurs, préparer la Constitution définitive à soumettre au vote du peuple et créer les institutions politiques, économiques, militaires et péda-

posée d'hommes de cette nation; ces Ventes, qui n'ont pas le droit de communiquer entre elles, reçoivent les ordres de la Vente suprême et les transmettent aux Ventes intermédiaires dont elles ont la direction. Celles-ci dirigent les Ventes, qui sont composées d'apprentis et de maîtres (au moins trois maîtres), et les Montagnes, qui ne sont composées que de maîtres. — Les annexes suivantes (n° 78-91) contiennent encore des documents sur la charbonnerie.

1. Cette association, répandue en Romagne, avait pour chef Carlo Bianco, sous la haute direction de Buonarroti (Mazzini, *Scritti*, t. I, p. 83; t. III, p. 311).

2. Mazzini, t. I, p. 84, 387 et *passim*. Louis Blanc, *Histoire de dix ans*, t. IV, p. 192.

3. Mazzini, t. V, p. 13.

4. « Buonarroti si poneva con me in contatto regolare e fraterno » (t. III, p. 312).

gogiques nécessaires à un État organisé. Détruire les obstacles, c'est combattre les rois au dehors, surveiller les suspects au dedans; cela ne peut se faire qu'avec une autorité forte, illimitée, remise à un petit nombre d'hommes énergiques, peut-être même à un seul pour assurer la complète unité d'action. Buonarroti résumait ainsi l'œuvre du Comité de Salut public, présentée comme un exemple nécessaire aux futurs auteurs de révolutions. Mazzini accompagna l'article de deux notes, où il formulait ses réserves : la Terreur, dit-il, sera inutile dans la Péninsule, puisque les Italiens n'ont pas d'ennemis intérieurs à craindre; la dictature ne devra jamais être confiée à un seul homme, qui pourrait trop facilement devenir un maître¹.

Les deux démocrates, impérieux et autoritaires l'un comme l'autre, ne devaient pas marcher longtemps d'accord. Buonarroti, ordinairement défiant à l'égard des hautes classes, reprochait à Mazzini ses liaisons avec Ciani, Belgiojoso et d'autres riches Lombards qu'il appelait dédaigneusement les banquiers. Sur-tout, il combattit le projet de tenter avec les ressources de la Jeune-Italie une expédition en Piémont; cette association lui semblait dépourvue de force, et le coup de main ne pouvait pas réussir tant que Paris ne bougerait point. Il finit par formuler contre Mazzini une excommunication en règle, « excommunication puissante, dit Mazzini, puisque tous les éléments suisses qui m'étaient indispensables se trouvaient affiliés à la Charbonnerie². » Mazzini réorganisa quand même son parti et tenta l'expédition qui aboutit, comme l'avait prévu son rival, à un désastre complet.

Le souci de l'Italie ne faisait pas négliger à Buonarroti la démocratie française. Peu connu dans le gros du parti républicain, il exerçait une action personnelle notable sur les jeunes gens qui l'approchaient : Trélat, Hauréau l'écoutaient avec admiration raconter ses souvenirs; Raspail venait le voir³; Louis Blanc, qui lui dut peut-être quelques-unes de ses idées sociales, nous a laissé de lui un portrait apologétique. « La gravité de son maintien, dit-il, l'autorité de sa parole, toujours onctueuse quoique sévère, son visage noblement altéré par l'habitude des

1. *La Giovine Italia*, 1833, 2^e trimestre, 2^e fascicule, p. 36-49.

2. Mazzini, t. III, p. 347 et 348.

3. Il parle d'un entretien avec Buonarroti dans les *Lettres sur les prisons de Paris*, t. I, vingt-cinquième lettre.

méditations et une longue pratique de la vie, son vaste front, son regard plein de pensées, le fier dessin de ses lèvres accoutumées à la prudence, tout le rendait semblable aux sages de l'ancienne Grèce. Il en avait la vertu, la pénétration, la bonté. Son austérité même était d'une douceur infinie¹. » Buonarroti prodiguait les conseils aux jeunes démocrates français ou italiens qui venaient le voir : la carrière des conspirations, leur disait-il, est la plus difficile, mais la plus méritoire de toutes, et l'on doit bien se tâter avant d'y entrer; à ceux qui lui paraissaient résolus, il indiquait les moyens de se mettre en relations avec les foules, de les diriger, de les lancer en avant, et de nombreux exemples d'histoire ancienne ou moderne venaient à l'appui de ses préceptes. Surtout, le vieux conspirateur demandait la prudence, le secret, l'absence de toute négligence et de toute précipitation². La Société des Droits de l'homme lui paraissait quelque peu bruyante et brouillonne; quand les républicains lyonnais voulurent prendre les armes en 1834, il leur écrivit une lettre signée Maximilien (le prénom de Robespierre) afin de les en détourner³. L'émeute éclata quand même, fut vaincue, et le procès d'avril arriva : les accusés mirent le nom de Buonarroti sur la longue liste des défenseurs. A cette occasion, la police le rechercha pour l'expulser, car on le croyait Italien; il montra le décret de la Convention qui l'avait proclamé citoyen français⁴. Le nouvel échec de ses amis lui donna d'ailleurs sur eux une influence inattendue. Buonarroti avait essayé vainement de faire accepter par les chefs des Droits de l'homme ses idées communistes, et il avait distribué parmi eux plusieurs exemplaires de la *Conspiration pour l'Égalité*; ces livres, apportés à Sainte-Pélagie par les prisonniers républicains et prêtés à leurs compagnons de captivité, contribuèrent à la renaissance du babouvisme en France⁵.

Buonarroti menait toujours une vie simple et frugale; ses leçons d'italien et de mathématiques, surtout les leçons de

1. *Histoire de dix ans*, t. IV, p. 195. Louis Blanc signale aussi chez lui la défiance, la « clairvoyance qui touchait au soupçon. »

2. Lettre de Cannonieri, exilé italien, qui vit souvent Buonarroti à Paris, insérée par Vannucci, *I martiri della libertà italiana*, t. II (7^e édition illustrée, 1887, p. 241).

3. Louis Blanc, t. IV, p. 258.

4. Hauréau, Trélat.

5. Lorenz von Stein, *Geschichte der sozialen Bewegung in Frankreich*, 3^e édition, II, p. 377.

musique données par lui à quinze sous le cachet sur son vieux clavecin suffisaient à ses modestes besoins. Il était trop jaloux de son indépendance pour accepter les secours d'autrui; ainsi, deux républicains, possesseurs d'un grand commerce de bois, Bastide et Charles Thomas, durent le tromper sur le prix et la qualité du combustible vendu par eux pour le mettre en état de se chauffer suffisamment¹. Son intérieur lui plaisait toujours puisque sa chère Marietta le partageait avec lui. Quand elle mourut, le vieillard, qui avait supporté sans faillir tant d'épreuves, se sentit brisé par ce coup et tomba dans une mélancolie incurable. Son ami Voyer d'Argenson, à force de prières, lui fit alors abandonner ses leçons et l'installa dans une petite maison de la rue du Rocher, où l'on prit soin de lui². Mais Buonarroti survécut peu de temps à sa compagne, et, le 17 septembre 1837, le *National* écrivit : « Philippe Buonarroti, ancien commissaire général de la Convention, est mort ce soir chez M. Voyer d'Argenson, son ami, après une existence consacrée par soixante-dix-sept ans de vertus. » Les funérailles, qui eurent lieu le 18, furent une manifestation démocratique; environ 1,500 personnes suivirent Charles Teste, qui conduisait le deuil, et Trélat, rédacteur en chef du *National*, prononça au cimetière une oraison funèbre. Puis un ouvrier déposa sur le cercueil une couronne de chêne en disant : « Buonarroti, grand citoyen, ami de l'égalité, le peuple te décerne cette couronne; l'histoire et la postérité consacreront cette ovation³. » Ainsi finit la vie agitée de ce démocrate ardent, conspirateur infatigable, ancêtre du socialisme, qui ne sépara jamais dans son apostolat révolutionnaire ses deux patries, la France et l'Italie.

Georges WEILL.

1. Saint-Ferréol, *les Proscrits français*, t. I, p. 32.

2. Lettre de Cannonieri.

3. *National*, 19 septembre 1837.

UN HOMME D'ÉTAT AFRIKANDÉRISTE

JAN HENDRIK BRAND

On a souvent parlé des Afrikanders, de l'*afrikanderisme*, surtout depuis la guerre des Boers ; mais le vrai sens de ces expressions ne semble pas toujours bien compris. Tâchons, par conséquent, de les définir. Ce sera la meilleure manière d'introduire ici Jan Hendrik Brand, un mort trop vite oublié qui siégea vingt-cinq ans au fauteuil présidentiel de l'Orange. Il fut l'*afrikanderisme* incarné. Cela empêchera ainsi de confondre, comme on le fait parfois, deux choses absolument distinctes : une politique toute d'apaisement et de prudente diplomatie, née dans la colonie du Cap, propagée ensuite dans l'Orange et le Transvaal par des hommes du Cap, le président Brand, le président Burgers, et la politique plus hardie, mais en ce moment moins heureuse, qui a prévalu au Transvaal depuis l'avènement du président Kruger, dans l'Orange depuis l'élection du président Stijn¹.

Qu'est-ce, dans l'acception la plus stricte du terme, qu'un Afrikander ? Un membre de la société politique dite *Ligue des Afrikanders*, *Afrikander-Bond*.

L'idée première de cette association germa au Cap et ne pouvait germer que là, puis elle jeta des racines dans les républiques de Boers, sans y trouver un terrain également favorable ; très vite implantée entre le Vaal et l'Orange, elle parut d'une acclimatation plus difficile au nord du Vaal. De quoi s'agissait-il donc ? Que signifiait au juste, pour les Afrikanders, leur nom de baptême ? Évidemment un Africain dans le sens spécial du Sud-Africain ; mais alors, pourquoi ce mot qui constituait une sorte de néologisme, même dans le patois des Boers ?

Il faut appeler à son aide, pour le savoir et pour comprendre

1. Prononcez Stein.

l'intention de ce choix, une autorité littéraire qui ne sera récusée par personne.

Les Sud-Africains de langue néerlandaise, répandus comme on sait à travers la colonie du Cap, celle du Natal et les républiques aujourd'hui annexées, appellent leur dialecte l' « africain » pour le distinguer du hollandais pur, du hollandais d'Europe. De là, naturellement, leur habitude de dire aussi « les Africains » pour désigner ceux qui parlent cet idiome. C'est ainsi que M. Reitz, dans ses vers patois, emploie le mot, et cela sous deux formes : *Afrikaners* ou *Afrikane*, avec ou sans redoublement de l'a.

Nous sera-t-il permis de citer des exemples? Cette petite discussion orthographique nous semble utile pour fixer les idées. Ainsi on lit, dans les stances sur la *Bataille de Madjoub * :

Waar regte *Afrikaners* woon,
Van Kaap tot in Transvaal.

C'est-à-dire : « Partout où demeurent de vrais Africains, du Cap au Transvaal. »

Dans le *Chant des Vortrekkers du Natal* :

Op, dappre *Afrikane* !
Kom, vat nou hand an hand !

Ce qui doit se traduire : « Debout vaillans Africains ! Venez, tenez-vous maintenant la main par la main. »

Dans la *Prière au Roi des rois pour la députation du Transvaal* :

Skenk die begeerte van ons hart,
En van elk *Afrikaan*.

Cela signifie : « Accorde-nous ce que nos cœurs désirent, ce que désire tout Africain. »

Mais quand le poète boer se sert d'une troisième forme, *Afrikander*, ce qui lui arrive une seule fois, il n'entend plus dire seulement un Sud-Africain hollandais ; il parle alors des adeptes d'une certaine politique, il fait allusion à des Sud-Africains ayant une certaine façon d'envisager les besoins, les intérêts et l'avenir de l'Afrique du Sud. C'est dans la pièce intitulée *Alles sal reg Kom*, et ce titre n'est que l'abréviation d'un adage favori du président Brand : « Patience, seulement patience, et tout viendra

à point. » Voici le passage; on y trouve, en quatre lignes, toute la théorie de l'afrikandérisme :

Met *Afrikanders* werk ik saam :
Is Hollans of is Brits sijn naam,
Is Frans of Duits sijn afkom ook,
Dit is geen saak om o'er te spook.

Lisez : « Je travaille d'accord avec les Afrikanders : que leur nom soit hollandais ou anglais, que leur origine soit française ou allemande, ce n'est pas une affaire qui vaille la peine d'en parler. »

Voilà de la poésie purement politique, et l'auteur dédie ses vers, en terminant, à Brand, homme politique :

Sé compelimente ver Jan Brand,
Die groote staatsman van ons land;
« Lang mog hij leve! » dis die wens
Van hier die *Afrikaander* mens.

« Mes compliments à Jan Brand, le grand homme d'État de notre pays. Puisse-t-il vivre longtemps! Tel est le vœu des Afrikanders d'ici. »

Et maintenant a-t-on saisi la nuance? Du substantif applicable à une race, les Afrikanders avaient tiré un nom de parti. Le *credo* de ce parti excluait justement toute question de race. Ce parti adoptait pour se nommer lui-même, il anoblissait ainsi une légère déformation du mot « africaner » due... à qui? Aux Hottentots de la colonie du Cap. Il y avait eu un chef de bandes hottentot vers 1820, Jan Afrikander, grand voleur de bétail, converti ensuite par le missionnaire Moffat. Lui prendre son état civil, ni anglais ni hollandais en somme, c'était mettre d'accord des frères ennemis. Que de choses dans une consonne, dans ce petit *d* qui n'a l'air de rien!

I.

Avant la grande guerre qui nous a révélé la république de l'Orange comme l'égale en bravoure de sa sœur transvaalienne, ce faible État passait chez nous pour un pays presque sans histoire, heureux et insignifiant. Sa lutte d'un quart de siècle avec les Bassoutos n'était connue que dans un petit cercle, dans le

monde protestant, par les rapports et lettres de quelques Français établis au Lessouto, ou Bassoutoland, pour le compte de la Société des missions évangéliques de Paris. Sa grande querelle avec l'Angleterre, au sujet des droits de juridiction sur les mines de diamants du Griqualand West, avait passé inaperçue par la simple raison qu'elle avait coïncidé avec la fin de l'année terrible. Après la transaction qui dénoua ce litige, l'État libre n'avait plus fait parler de lui. Il coulait des jours uniformes dans la sérénité d'une paix sans nuages, en sorte que non seulement on l'ignorait, mais même on le supposait moins indépendant que le Transvaal, et c'était tout le contraire. Seul des deux États républicains, il avait toujours possédé, depuis sa création, la plénitude de l'indépendance; mais ce devait être, pensait-on, quelque chose comme un vague prolongement du Cap, une sous-colonie anglaise avec un faux nez boer. Hors des cercles diplomatiques, on pouvait se demander si le président, maintes fois réélu, de cette communauté champêtre n'était pas un Anglais, puisque M. Brand, toujours « l'oncle Jan » pour ses compatriotes, était devenu à Londres, sur la fin de sa vie, sir John Brand.

Eh bien ! en ces temps idylliques, malgré son air de pâtre assoupi qu'une mouche à peine, quelquefois, dérange et fait se retourner sur l'herbe avec un léger bâillement, l'Orange eut ses jours d'activité féconde. Son habile chef en avait fait vraiment la citadelle de l'afrikandérisme, citadelle point hérissée de canons, bien défendue cependant, ayant, pour se garder, les meilleurs remparts du faible : fermeté souple, finesse exquise alliée à une parfaite loyauté. Les succès de sa diplomatie valurent des exploits plus bruyants, moins solides peut-être. Après Madjouba, vive escarmouche où 155 Boers battirent 420 soldats britanniques, mais qui ne donnait évidemment pas la mesure des forces en jeu, il contribua beaucoup à sauver le Transvaal d'un écrasement inévitable. La paix, alors, fut moins le prix d'une victoire que le triomphe d'une politique, et cette politique, forte des sympathies du libéralisme anglais, était celle du parti afrikandériste, une doctrine dont la Mecque n'était ni le Cap, ni Prétoria, mais Bloemfontein. Brand fut, en effet, l'indispensable auxiliaire de Gladstone pour faire rendre au Transvaal une indépendance qu'après tout ce pays avait perdue par sa faute en appelant les Anglais à son aide quand il allait être obligé de se reconnaître

en pleine banqueroute et peut-être succomber sous les coups de ses ennemis noirs, debout de trois côtés à la fois. Il ne disposait pas alors des abondantes ressources qui lui furent apportées plus tard par l'industrie étrangère et qu'il allait mettre en œuvre contre l'étranger.

Comme Gladstone, comme plusieurs générations d'hommes d'État britanniques, le président Brand professait à son point de vue particulier d'Africain hollandais et de chef d'un gouvernement libre cette maxime qui demeure, malgré tant de fautes commises, la solution de l'avenir : l'Afrique du Sud aux Sud-Africains. Il prouvait sans difficulté que, si les populations sud-africaines ont le droit de s'administrer, l'intérêt de la Grande-Bretagne est de se mêler fort peu, le moins possible, de leurs affaires. Réduit à cette formule, l'afrikanderisme devient une simple manifestation du besoin d'autonomie qui travaille les colonies adultes ; il se réclame d'un principe général depuis longtemps proclamé, consacré par l'Angleterre elle-même dans plusieurs de ses possessions ; au Cap, son programme pouvait paraître épuisé par l'introduction du régime parlementaire avec des ministres responsables. Mais pour Brand ce terme signifiait naturellement quelque chose de plus. Président d'une république, il mettait, cela va sans dire, l'indépendance fort au-dessus de l'autonomie, et son idéal suprême, c'est encore M. Reitz qui se chargera de nous l'indiquer dans la pièce dédiée au champion émérite des franchises sud-africaines, déjà citée plus haut :

Een republiek is Afrika,
Van Grootrivier tot Tugela.
Een anglo-hollans nasie vrij,
Een Afrikaner broedren rij
Bewakt, bestuut zijn dierbar strand :
Dan groei, dan bloei ons Vaderland.

« L'Afrique devient une seule république, de la Grootrivier à la Touguéla. Une libre nation anglo-hollandaise, une phalange de frères africains garde, défend son précieux littoral : alors prospérera, fleurira notre patrie. »

On peut donc nettement définir le but de cet afrikanderisme à longue portée, à échéance problématique : une grande république sud-africaine qui renfermerait la colonie actuelle du Cap et celle du Natal, puisque le cours d'eau appelé en hollandais Grootrivier

et la Touguéla traversent ces deux pays. Bien entendu, d'ailleurs, ce n'étaient point là des limites dans l'esprit du président Brand; ce ne sont que des jalons pour le poète traduisant sa pensée. Vaste et noble conception, assurément, dépassant de beaucoup, en hauteur comme en largeur, celle d'un État exclusivement hollandais par la langue et boer par les traditions, d'un État condamné par nature à n'être jamais qu'un morceau disparate et une faible portion de cet ensemble, car la race anglaise s'est trop fortement installée au Sud-Afrique, elle s'y entremêle trop intimement avec la descendance des premiers colons pour qu'on puisse encore rêver de l'éliminer ou de la subordonner partout. Non, cette vision étroite ne fut pas celle de Brand; sa république devait être anglo-hollandaise, et M. Reitz le dit en propres termes; ce maître éleveur prétendait créer un type de citoyens anglo-hollandais comme d'autres créèrent des chevaux anglo-arabes et anglo-normands.

L'objet même de sa politique allait en fixer la méthode.

Il y avait d'abord à éteindre un feu toujours latent, toujours prêt à se réveiller, vieux brandons de discorde qui, remués d'une main téméraire, raviveraient infailliblement les passions rivales de deux races appelées à vivre confondues : par la plume, la parole et l'action, nul ne travailla plus assidûment que le patriarche de Bloemfontein, ni avec plus de bonheur, pour l'avancement du millénium qu'il entrevoyait dans une réconciliation nécessaire, dans la fusion des éléments nationaux en présence, dans la formation d'une nouvelle nationalité n'ayant plus qu'une âme et qu'un cœur. Il fallait ensuite se faire une règle souveraine de ne jamais défier ouvertement la puissance dominante; l'emploi des moyens belliqueux était en principe banni de ce programme pour deux raisons : la trop évidente légèreté des armures que deux républiques, encore très pauvres, auraient pu opposer, dans ce temps-là, aux coups de la Grande-Bretagne, et l'effet désastreux d'un conflit sanglant, bon seulement à retarder l'œuvre de pacification morale qu'on avait entreprise.

Il importait aussi de demander aux intérêts matériels l'appoint de leur force agglutinative pour cimenter la réunion de peuples que la distance et l'histoire avaient séparés : industrie, commerce, chemins de fer, tout cela seconderait un afrikanderisme bien compris. Surtout on devait se dire que, pour entrer dans ce concert, les États boers auraient à se transformer, à sacrifier

peut-être quelques préjugés, quelques chères habitudes, à ne pas s'entêter dans le maintien d'institutions surannées, sans quoi les frères barrières dont ils auraient prétendu entourer leur indépendance céderaient tôt ou tard sous l'effort d'une poussée irrésistible.

Cette doctrine était d'un sage; elle fut en même temps celle d'un homme de progrès. Personne n'hésitera donc à reconnaître que Jan Hendrik Brand, chef d'un petit pays, mérita le laurier, que lui décerne M. Reitz, de grand homme d'État.

Jugeons l'ouvrier aux fruits de son travail.

II.

Brand exerçait la profession d'avocat dans la colonie du Cap quand les électeurs de l'Orange vinrent lui offrir la présidence de leur république en 1863.

Il n'était pas né dans le pays qui l'adoptait en lui conférant sa plus haute magistrature. Mais c'était un Sud-Africain d'origine hollandaise; cela suffisait, et cette élection, franche de tout esprit de clocher ou de terroir, donnait un gage à l'esprit de solidarité entre Afrikanders coloniaux et Afrikanders républicains. Jan Hendrik Brand n'était pas un *boer*, c'est-à-dire un paysan, un fermier¹. En d'autres termes, il n'appartenait pas à cette classe sociale que nous avons pris l'habitude de confondre tantôt avec une race tantôt avec une nationalité. Élevé dans les villes, juriste de premier ordre, resté d'ailleurs en parfaite communion d'idées, de goûts et d'usages avec ces campagnards dont le sang généreux coulait dans ses veines, il avait l'âme d'un *boer* et la culture d'un citadin frotté de civilisation anglaise. Plus de deux mille suffrages, sur trois mille et quelques, allèrent à lui; ce fut en signe d'adhésion à sa propagande afrikanderiste, pour rendre hommage à cette autorité faite de savoir et de talent, comme aussi de haute raison et d'un sentiment inné animant tout cela de son souffle, l'amour du sol natal, du peuple dont le cœur palpitait en lui. L'Orange, alors, ne ressemblait pas précisément à une pépinière d'intellectuels. En prenant celui-là, on gagnait un excellent patriote. Les braves paysans de l'État libre avaient

1. Prononcez *bour*. Le mot français « tambour » s'écrirait en hollandais *tamboer*.

franchi leur Danube. Ils eurent désormais un président capable de les administrer avec méthode et de tourner avec art des notes diplomatiques, en les rehaussant d'une orthographe moderne. Cela les changeait de certains autres.

Cette république était née d'une étrange façon. Les enfants viennent généralement au monde sans qu'on leur ait demandé s'ils désirent y occuper une place. On avait consulté celui-ci, et tout ce qu'un embryon peut faire pour s'épargner le malheur de naître, il l'avait fait. Cette fille du caprice et de l'inconséquence aurait pu fournir un sujet de comédie sous un titre imité de Molière : la République malgré elle. Tour à tour, l'Angleterre avait surveillé, annexé, désannexé les émigrés du Cap qui lui attachaient au flanc une Mésopotamie turbulente et onéreuse d'entre Orange et Vaal; elle avait fini par ne plus vouloir s'occuper d'eux, et maintenant elle émancipait, tout à coup, ces mêmes hommes dont la mise en tutelle lui avait coûté une petite expédition. Mais l'indépendance, avec ses charges inévitables, ses risques certains, ses limitations nécessaires, ne leur souriait déjà plus. Ils l'auraient voulue en tout cas plus largement assurée par un ensemble d'avantages matériels qu'ils réclamaient en ne s'inspirant que de leur sens pratique. L'État libre, institué en 1854 par une proclamation de la reine, n'aurait ni sou ni maille; il n'héritait que de dettes; comme sources de revenu, un faible impôt foncier et quelques droits de patente; pas de système douanier possible aux dépens du commerce britannique sur une frontière entièrement terrestre, fort vaste, difficile à fermer; pas même une quote-part dans les droits d'entrée que prélevaient les ports du Cap et du Natal sur toute marchandise en transit; la population, celle d'une ville de second ordre dans la grande colonie voisine. Comment vivrait cette poignée de blancs, isolée au milieu des noirs? Touché par ces considérations, le Parlement anglais crut devoir déposer dans une écuelle la pâtée absolument indispensable au jeune oiseau qu'on sommait de voler sans plumes après avoir cassé un peu vite et cependant couvé l'œuf : 1,200,000 francs; c'était encore un joli denier, la rançon convenable d'une erreur qu'il ne faudrait pas prendre pour un de ces pièges où l'égoïsme, parfois, s'attrape lui-même, car ce n'avait été que l'illusion désintéressée d'un don quichotisme philanthropique fort à la mode vers 1848; à ce prix, l'Angleterre se disculpait galamment d'avoir naguère assumé une

tâche aussi ingrate que difficile, dans l'intérêt des nègres et aussi des blancs, d'avoir prétendu gouverner paternellement 15,000 Boers désaffectionnés, perdus au fin fond des steppes et toujours en querelle avec les sauvages. Cependant, la majorité des habitants de l'État libre avait protesté avec la dernière insistance contre cet acte soi-disant libérateur, qualifié de cynique abandon. L'agent officiel envoyé tout exprès pour les délier de leur serment d'allégeance les trouva récalcitrants. Il dut prendre un bâton, comme Valère, pour vaincre l'obstination du Sganarelle boer qui se défendait d'aimer la république, comme l'autre de connaître la médecine : ou plutôt cet Anglais sans préjugés ne craignit pas de déterrer tout au fond de la malle où il gardait dans le camphre, avec son uniforme, quelques vieux accessoires diplomatiques, un manteau couleur de muraille, et de s'en couvrir les épaules à la nuit tombée pour conspirer sournoisement avec d'anciens insurgés dont l'anglophobie connue lui garantissait le concours.

Brand, dix ans après, trouvait à Bloemfontein un trésor vide et une guerre interminable à soutenir. Rien de plus naturel.

Les Boers étaient des conquérants comme nous le sommes quand nous colonisons ; mais, admirables par le courage, par une rare endurance, supérieurs aux noirs par la tactique et l'armement, ils manquaient au plus haut point des ressources qu'une grande nation peut engager dans ces sortes d'entreprises. Ils s'étaient heurtés à un robuste peuple d'agriculteurs, les Bassoutos, jadis refoulés par des Attilas cafres sur la lisière des monts Maloutis, puis rassemblés par le Pélage de ces Asturies sud-africaines, le fameux Mochech, habile chasseur d'élans et de springboks. Ces tribus avaient autrefois ensemencé toutes les terres pouvant porter moisson dans l'immense prairie, couverte d'antilopes et de gnous, qui forme le haut plateau de l'Orange. Naturellement, elles disputaient aux nouveaux venus, aux visages pâles, les débris de leur patrimoine, et l'on se battait surtout pour la meilleure portion de cette plaine, le grenier de l'État libre, une large bande de champs cultivables sur la rive droite du Calédon, de Fiksborg à Rouxville.

Or, jusqu'à présent, les Boers avaient cueilli dans cette patrie des plantes épineuses bien plus d'épines que de lauriers. Sous l'égide de l'Angleterre, leurs commandos, mêlés en nombre égal avec des troupes de ligne britanniques, avaient partagé l'humilia-

tion d'une défaite, la déroute de Viervoet. Plus tard, ils avaient assisté en spectateurs au combat de Bérée, où 6,000 cavaliers bassoutos avaient failli détruire les 2,500 réguliers du général Cathcart et donner un précédent au désastre de lord Chelmsford, surpris par Cétivayo à Isandlovana. Guerroyant pour leur compte, ils avaient vite éprouvé la force de leurs adversaires; on les avait vus implorant tour à tour l'appui de leurs frères du Transvaal et une médiation anglaise, sollicitant un armistice, venant même demander la paix dans une posture peu glorieuse.

Dès son installation, Brand résolut d'en finir et de rejeter les Bassoutos dans leurs montagnes.

Pour cela, il fallait de l'argent. On ne jouissait d'aucun crédit au dehors; Brand fit du papier-monnaie; 750,000 francs pour commencer, une misère, gros chiffre néanmoins pour l'État libre de ce temps-là.

Mais ce n'était pas le plus difficile. On pourrait vaincre. Le hic était qu'avec tous ses privilèges d'État souverain la république aurait cependant les bras liés : rien ne se ferait sans le consentement et l'approbation de la grande puissance qui, en retirant son épingle du jeu, n'avait pas entièrement abdiqué son droit de contrôle. Il y aurait à manier le rifle d'une main, la plume de l'autre, à triompher dans une joute double; il y aurait aussi à tenir en bride la bête de sang qu'enfourchait l'ancien avocat pour la conduire au but sur une piste semée d'obstacles. Car ce noble animal, un peu farouche, était prompt à s'emballer; sous la peau brunie du Boer fermenté, avec les sèves du Nord, le vieux sang français, vif et batailleur, du huguenot Pierre Rétif, qui eut le caractère de son nom.

Et voilà où Brand montra toute la valeur d'un esprit sain affiné par l'éducation, éclairé par une étude rationnelle de l'histoire de son peuple et de celle des autres, mariant à l'expérience des hommes les connaissances qu'on puise dans une lecture variée, aussi complètement équilibrée que meublée.

Pour un œil averti comme celui-là, les brumes dont s'enveloppe toute perspective de hasards à courir n'empêchaient pas d'apercevoir, à travers tant d'écueils, le chenal qui mènerait un bon pilote jusque dans les eaux sûres du mouillage désiré. Il suffisait d'avoir médité avec fruit un passé très récent et surpris le secret même des incohérences de la politique anglaise dans ce coin du continent noir. Ce n'avait été qu'une longue suite de

tâtonnements, un mélange curieux d'abstention systématique et d'ingérences non souhaitées, de coups d'autorité soudains et de brusques défaillances, d'orgueil britannique, jugeant que noblesse oblige, et de timidité calculatrice absolument bourgeoise. Mais on pouvait en dégager un trait permanent et tirer de là une règle de conduite.

Foncière envie d'éviter toute dépense qui ne serait pas strictement obligatoire, tout accroissement de responsabilité qui engagerait sans profit l'honneur de la Grande-Bretagne, — sainte horreur des agrandissements superflus, — sentiment juste d'un intérêt impérial fort étroitement lié au maintien d'une solide position maritime sur la route des Indes, mais cessant hors d'une zone littorale assez restreinte en somme; comme conséquence, prédisposition intime à laisser les Boers en paix et maîtres de leurs actes, pourvu qu'ils ne fussent pas trop gênants; au total, quelque chose comme la soif bouddhique, rapportée des monastères hindous, du non-être, du non-agir, tel était le fond, telle la substance de cette politique décousue, et c'est ce que Jan Brand comprenait à merveille.

De l'audace pour créer des faits accomplis, de la prudence pour ne pas offusquer un gardien ami de son repos et pourtant ombrageux, avec cela on irait de l'avant.

On allait, du reste, toucher à l'endroit le plus sensible cette carapace d'inertie où l'Angleterre s'enfermait volontiers chaque fois qu'à son grand déplaisir quelqu'un ou quelque chose la pressait d'intervenir dans les conflits sud-africains. Pour deux motifs, toute guerre sérieuse entre les Boers et un nombreux peuple noir devait causer des appréhensions au Cap comme à Londres. D'abord, il y avait dans la métropole un certain parti négrophile très puissant, dit d'Exeter Hall; il ne manquerait pas de harceler le gouvernement pour obtenir quelques garanties de protection en faveur des Bassoutos. Ensuite, la sécurité des populations placées sous l'autorité immédiate de la reine dans ses colonies du Cap et du Natal était toujours à la merci des remuements qui s'opéraient au delà des frontières. Dans ce monde barbare, taillé sur le patron de l'Europe du *iv^e* siècle, la victoire d'une nation déterminait ordinairement l'émigration du vaincu, et les vaincus, alors, se jetaient sur leurs voisins. Figurez-vous une masse énorme de terres et de rochers s'écroulant dans un lac; il se produit un rejaillissement, et, à l'entour, de cercle en cercle,

un reflux : le lac déborde ; les plantations riveraines sont noyées. Quel caillou dans la mare aux Cafres que les Boers, cette tribu blanche tombée dedans des nuages, un beau soir, comme un aérolithe, fragment de colonie européenne devenu un astre erratique et coupant, brisant, brouillant tous les orbites, comme un hanneton interstellaire ! Si maintenant les Boers avaient le dessous, c'en était fait du prestige des blancs ; si les Bassoutos succombaient, ils retomberaient sur des pays limitrophes ; ce choc mettrait en branle d'autres tribus. Par conséquent, le haut commissaire de la reine pour l'Afrique du Sud, en résidence à Capetown, aurait négligé son devoir s'il n'eût pas suivi d'un regard vigilant les péripéties de cette lutte : tel, dans les Gaules, le préfet du prétoire, en résidence à Trèves, aurait dressé l'oreille en apprenant que les Burgondes, anciens colons romains établis en Germanie par Drusus, au témoignage d'Ammien Marcellin et d'Orose, venaient de se précipiter sur les Vandales.

Deux guerres séparées par un intervalle de répit mirent en jeu toutes les énergies du peuple orangien, toute la persévérance et dextérité de son chef. Dans ces pénibles campagnes, le sort des armes ne fut pas toujours propice aux Boers ; ils ne purent jamais s'emparer de Thaba-Bossiou, le refuge de Mochech, une de ces montagnes en forme de table qui sont les forteresses naturelles du pays. Là, dans un assaut malheureux, tombait le brave commandant Louw Wepener, dont la mémoire a inspiré de beaux vers à M. Reitz :

Hij leg op Thaba Bosigo ;
Gên graafsteen sal hij verge :
Sijn monument het God gebou,
Die Bouheer van die berge.

« Il repose à Thaba-Bossiou ; il peut se passer de pierre tombale : son monument, Dieu l'a bâti, Dieu, l'architecte des montagnes. »

Néanmoins, le pouvoir des Bassoutos était rompu lorsque la médiation anglaise, offerte quinze mois plus tôt et poliment déclinée, parut décidément inévitable. Sir Philip Wodehouse, gouverneur du Cap et haut commissaire, tenait à empêcher l'anéantissement complet d'une nation d'ailleurs intéressante, laborieuse, partiellement civilisée par les missionnaires ; certains enrôlements pratiqués dans l'État libre, l'organisation de volontaires étran-

gers que le pillage dédommageait du manque de solde, une guerre locale dégénérée en croisade des blancs contre les noirs et des noirs contre les blancs, tout cela lui donnait des inquiétudes qui se traduisaient par un langage de plus en plus comminatoire dans sa correspondance avec Bloemfontein. Mais il n'était pas franchement soutenu par les ministres qui, à Londres, se suivaient en se ressemblant. M. Cardwell avait repoussé net sa proposition d'arrêter les hostilités par une annexion du Bassoutoland. Lord Carnarvon ne consentait même pas à nommer un résident britannique auprès de Mochech. De grâce, disait-il, pas trop de diplomatie; cela mène loin. Très informé, connaissant comme pas un les principes et habitudes du Colonial office, Brand laissait gronder, menacer; il répondait doucement et tenait bon.

Il fallut bien, cependant, mettre l'arme au pied quand sir Philip Wodehouse, fort du blanc-seing qu'on lui accordait à contre-cœur, avec des *si* et des *mais*, lança une proclamation métamorphosant les Bassoutos en sujets de la reine Victoria. Alors, le président, de sa meilleure plume, rédigea une protestation solennelle, motivée avec force, avec éloquence; il invoquait la foi des traités, le droit de vivre, le contrat fondamental, sans lequel personne, dans l'État libre, n'aurait voulu d'une liberté chargée de chaînes; il rappelait des engagements explicites, une promesse formelle de l'Angleterre, celle de n'avoir plus d'alliés indigènes au nord de l'Orange, moins une seule exception. En même temps, il faisait décider par son Volksraad l'envoi d'une mission diplomatique pour conférer directement avec le gouvernement impérial. L'essentiel était pour lui de calmer ses concitoyens; beaucoup de ces braves gens voulaient tout simplement déclarer la guerre à la Grande-Bretagne, que dans leur naïveté ils croyaient régie par le Conseil d'administration de la Société des missions de Londres. Or, la circulation fiduciaire avait atteint le chiffre de 2,725,000 francs, et les recettes annuelles, absorbées par les dépenses, étaient de 1,400,000; la banknote de 5 livres sterling en valait 3; on devait, de plus, à la Standard Bank et au commerce du Cap 16,000,000! Brand savait donc fort bien qu'en réalité cette intervention pouvait sauver son pays de la faillite, à la condition pourtant de négocier une paix avantageuse, et il finit par y réussir. Après une discussion de onze mois, le traité d'Aliwal North, conclu en 1869 entre M. Brand, sir Philip Wodehouse et Mochech, sanctionna les seules conquêtes sérieuses

de la république en lui abandonnant tout l'ancien territoire bas-souto de la rive droite du Calédon; il rendait à Mochech, par charité, un morceau perdu sur la rive gauche, pour ne pas le réduire à la plus extrême détresse.

Les Bassoutos échappèrent ainsi à un entier effacement de la carte; mais ils ne gardèrent que le pays qu'ils occupent aujourd'hui encore.

III.

Tels furent les débuts de ce président importé du Cap, né sujet britannique, devenu le vigoureux champion d'un État infantile dont l'indépendance, encore à démontrer, trouvait une sérieuse consécration dans le droit de faire la guerre et de marchander la paix. Des envieux et quelques vieilles barbes pouvaient le regarder de travers; une très forte majorité le réélut à l'expiration de son terme de cinq ans.

Sa maîtresse qualité, le bon sens, l'avait admirablement servi dans une circonstance délicate : l'expulsion des missionnaires français décrétée en un jour d'aveugle colère par le Parlement de Bloemfontein. Impuissant à l'empêcher, il tâcha de l'adoucir; puis il s'empressa de la réparer autant que possible par de justes compensations. Cette conduite lui valut en Europe une notoriété, une estime dont ses concitoyens, comme lui-même, devaient profiter ensuite.

L'épisode est curieux. On s'étonne d'abord de ce profond antagonisme entre les Boers, fervents calvinistes, et des missionnaires non seulement protestants, mais protestants de la même nuance, Français par-dessus le marché, fils d'une contrée indifférente, alors, aux agitations sud-africaines, d'un pays, par surcroît, où l'exode huguenot du *xvii*^e siècle avait jeté son contingent encore reconnaissable dans l'origine française d'une foule de noms de famille. En y regardant de plus près, tout s'explique par une aversion générale et réciproque de missionnaire à colon, une antipathie comparable à celle qui divise les chiens et les chats.

Le colon sud-africain avait besoin d'espace, de beaucoup d'espace, parce qu'il s'adonnait à l'élevage du gros et du petit bétail dans une région de pâturages maigres et de longues sécheresses. Il lui fallait, en outre, de la main-d'œuvre à bon marché

pour quelques travaux agricoles, des serviteurs nombreux; l'affranchissement des noirs le ruina et de là vint son mécontentement, puis son émigration. Le missionnaire avait besoin, pour ses prosélytes, des mêmes terrains; il prétendait aussi faire des hommes libres, des citoyens avec ces nègres et sang-mêlés, hier voués à l'esclavage, toujours guettés par une demi-servitude qui revêtait des formes diverses, apprentissage, comme on disait le plus souvent, domesticité forcée, colonage renouvelé de l'antiquité ou vassalité renouvelée du moyen âge. C'est ce qui avait rendu si odieux aux Boers les missionnaires de toute nationalité, de toute confession. Les colons émigrés, qui n'évangélisaient guère, se passèrent fort bien de pasteurs pour eux-mêmes, douze ans de suite; l'absolue gravité de leur foi imprimait au chef de famille un caractère sacerdotal très suffisant pour assurer le prestige du culte quotidien; quant aux offices publics, on se contentait de faire lire des prières et des versets de la Bible par quelque vieil instituteur, entouré des diacres de la congrégation. Or, là, évidemment, où le premier laïque venu peut s'improviser ministre du culte, on respecte encore moins qu'ailleurs des professionnels suspects de vues intéressées. Mais les missionnaires, de leur côté, n'aimaient pas les Boers, cela se conçoit; ils les contrecarraient partout et les dénonçaient fréquemment au monde civilisé comme oppresseurs, flibustiers, accapareurs de terres et voleurs d'hommes.

Chacun plaidait pour son troupeau : les uns réclamaient pour leurs moutons et pour leurs bœufs la place que les autres voulaient réserver à leurs ouailles.

Si, parmi ces missionnaires, les Français ne furent pas les moins sévères dans leurs jugements, les moins ardents à la lutte, s'ils s'attirèrent ainsi une animadversion particulièrement vive, c'est parce qu'ayant entrepris de convertir et de policer les plus redoutables ennemis des Boers, ils soutenaient en toute occasion l'intérêt de leurs clients. On leur reprochait à Bloemfontein de faire de la politique; on les en accusait aussi à Capetown du temps où l'Angleterre marchait avec les émigrés contre Mochech, et on leur prêtait alors je ne sais quelles rêveries de protectorat français, ce qui était absurde; en réalité, ils faisaient juste autant de politique qu'il leur en fallait faire pour conserver quelque influence sur les noirs, et aucun missionnaire n'aurait pu se dispenser d'en faire un tant soit peu.

Durant l'une des trois guerres de l'État libre avec les Bassoutos, en 1858, avant la présidence de Brand, cette rancune des fermiers s'était déjà enflammée au point qu'un commando saccaqua la station du missionnaire Rolland, à Berséba, sans motif plausible; un autre, à Morija, pillait et brûlait la maison du missionnaire Arbousset, qui se réfugiait avec sa famille dans des grottes voisines. On ménageait, au contraire, les Wesleyens anglais. Plainte fut portée au consul de France de Capetown; mais cet agent n'était pas accrédité à Bloemfontein, et le haut commissaire britannique lui déclara tout simplement que ceci ne regardait pas l'Angleterre puisque l'Orange était une république indépendante. En désespoir de cause, notre diplomatie aurait pu citer le prophète Abdias au livre I, versets 13 et 15 : « Tu ne devais pas entrer dans la porte de mon peuple et ta main ne devait pas avancer sur son bien, car la journée de l'Éternel est proche sur toutes les nations; comme tu as fait il te sera ainsi fait et ta récompense retournera sur ta tête. » Abdias ne se serait pas trompé, attendu que les Bassoutos se chargèrent de lui donner raison en ravageant l'État libre, et je ne parle pas d'une histoire plus récente : il ne pouvait pas se tromper; autrement, à quoi bon avoir été prophète en la vingtième année du roi Nébucadnetsar? Sans même avoir médité ce passage de l'Écriture, qu'il lisait beaucoup, Brand comprit la nécessité d'un dédommagement et d'excuses.

En 1866, pendant la troisième guerre, le Volksraad, surexcité par quelques revers dont la responsabilité n'incombait certainement pas aux missionnaires français, vota leur expulsion en bloc du territoire conquis. Leurs stations disparurent momentanément; quarante-six personnes prirent le chemin du désert, comme le bouc Hazazel, et de l'exil. Le sage Brand s'était opposé de tout son pouvoir à cette mesure violente et injuste; il montrait avec raison qu'elle produirait en Europe un déplorable effet. Le gouvernement de Napoléon III fit appuyer à Londres les protestations de nos compatriotes. Il fallut encore délier les cordons de la bourse pour payer des dommages-intérêts.

IV.

Le deuxième grand succès de cette présidence fut le dénouement apporté à une longue et périlleuse controverse, avec les

gouverneurs du Cap, sur la souveraineté des territoires diamantifères où a grandi la ville de Kimberley.

Un spirituel écrivain comparait la politique anglaise, vis-à-vis des Boers, avec celle du chercheur de truffes qui suit d'un œil attentif tous les mouvements de sa « truie » (ce féminin doit valoir un euphémisme sous la plume bienveillante de M. Valbert) et qui, au moment où l'animal découvre une truffe, l'écarte en lui assénant un grand coup sur le nez. La truie, c'est le peuple boer; nous lui demandons humblement pardon de cette image, car nous ne l'aurions pas trouvée. On lui jette en guise de consolation quelques glands qu'elle dévore, faute de mieux. L'apologue a du sel; mais ce qui suit met en défiance le lecteur scrupuleux : « Les Boers, » continue M. Valbert, « ont dû subir la loi commune, qui veut qu'au Zoulou succède l'éléphant, à l'éléphant le Boer, au Boer l'Anglais. Le Zoulou ravage, l'éléphant se repaît, le Boer défriche, et, quand il a défriché, l'Anglais lui dit : tu es chez moi. » Eh bien ! non, vraiment, tout cela sonne trop fin et lance de trop jolis feux par chaque facette pour être tout bonnement exact. Loi commune, c'est vite écrit : d'abord, les éléphants n'ont pas succédé aux Zoulous; il y a encore des Zoulous qu'il n'y a déjà plus d'éléphants. Les éléphants ravagent aussi pour se repaître. Puis le Boer ne défriche pas; ce sont les noirs qui, partout, cultivent; grand seigneur nonchalant, propriétaire d'immenses troupeaux, le Boer se sert des noirs pour cultiver, cela change les choses; il leur fait semer du maïs, du blé, du mil, planter de la vigne, cultiver des légumes sur des champs autrefois à eux après leur avoir dit : « Vous êtes chez moi. » Et enfin, si par truffes nous devons entendre les diamants de Kimberley, l'or de Johannesburg, ce ne sont pas les Boers qui découvrirent ces richesses imprévues ni eux qui auraient jamais fondé les grandes industries extractives dont l'essor prodigieux allait transformer l'Afrique du Sud !

Examinons un peu, donc, cette histoire des mines de diamants.

Le Vaal, après avoir reçu les eaux de la Hart, traverse, jusqu'à son point de rencontre avec l'Orange, une aride région dont la géographie nous est familière depuis les rudes combats livrés sur la Modder : on l'appelle Griqualand occidental, pays des Griquas ou sang-mêlés de l'ouest. C'est la Golconde africaine. Or, tout le monde admettait vers 1830 qu'elle appartenait aux Griquas catéchisés du capitaine Andries Waterboer, chef d'une

agglomération de métis parlant hollandais, issus de Hottentotes, que les missionnaires de la Société de Londres avaient installée à Klaarwater (aujourd'hui Griquatown). Même, par traité, l'Angleterre avait reconnu l'entière souveraineté de Waterboer sur les deux rives de la Hart, par conséquent au nord de l'Orange, entre deux points, est et ouest, marqués sur l'Orange même; toutefois, sans fixer les lignes qui, tirées de là vers le septentrion, limiteraient cette réserve indigène. Étaient-ce des lignes droites, obliques, courbes, sinueuses? Où se terminaient-elles? Où aboutissait notamment, sur le Vaal, la ligne est? On ne s'en inquiétait pas; ce pays n'avait aucune valeur; on le croyait du moins. Or, il se trouva plus tard que la ligne est, en la supposant droite et menée jusqu'au Vaal, laissait à gauche, du côté des Griquas, les mines de diamants les plus importantes. Ces gisements pouvaient ainsi être entrés dans la succession de Waterboer, mort depuis quelque temps.

Oh! que non pas, s'écriait ici l'État libre. Ces mines m'appartiennent. Et voici les bases de sa prétention.

Certains colons hollandais du Cap, pas des mécontents, eux, mais des transhumants, c'est-à-dire des gens en quête d'herbe fraîche quand la campagne, le *veld*, se desséchait au sud de l'Orange, avaient progressivement peuplé ce pays dont les Griquas ne faisaient rien. Cependant, ils avaient payé des redevances à un sous-chef griqua, celui de Campbell, plus ou moins dépendant de Waterboer, et, en principe, son vassal. Puis, le gouvernement de Bloemfontein avait séparé par un adroit *distinguo* deux choses pourtant toujours confondues dans le droit public des peuplades primitives, propriété du sol et souveraineté; dorénavant, le chef de Campbell pouvait encore être considéré, à la rigueur, comme un grand propriétaire, mais ni lui ni Waterboer comme des souverains. D'où avait résulté la nomination de magistrats boers. Si bien que l'État libre exerçait depuis quinze ans des droits de juridiction dans la contrée où parurent, en 1870, les mines de diamants. Nous a-t-on bien suivis? Un dernier effort. La république avait racheté d'un troisième chef, héritier du second, — voilà qui s'embrouille, — une souveraineté dont l'étendue était maintenant contestée par le vendeur, mais qui, d'après l'acheteur, englobait les mines. Deux ou trois autres candidatures brochant, comme on dit en termes de blason, sur le

tout du tout, parfaisaient excellemment cette magnifique bouteille à l'encre.

C'était épouvantable.

Alors aussi, le capitaine Nicolas Waterboer, fils d'Andries, exhiba ses titres à l'héritage paternel. Il était conseillé par un M. Arnot, de Colesberg, habile homme qui faisait de la banque et lançait des prospectus au nom de son Altesse.

La seule clarté pouvant jaillir de si belles ténèbres, c'est que théoriquement il avait toujours existé une ligne jamais tracée sur le terrain, et vaguement acceptée autrefois par les Boers eux-mêmes, en deçà de laquelle leurs droits de propriété, voire de souveraineté, semblaient au moins douteux. Mais toute la question n'était pas là. On n'aurait guère pu soutenir que les Boers, cette fois-ci, avaient découvert la truffe, puisque truffe il y avait. Sans doute, le premier diamant, ramassé d'ailleurs dans la colonie du Cap, et nullement au Griqualand, avait été trouvé par les enfants d'un fermier hollandais en jouant au bord de l'eau ; seulement, il avait fallu un traitant irlandais pour en soupçonner la valeur, un consul de France, fils de lapidaire, pour la confirmer, et un Anglais, gouverneur du Cap, pour la réaliser. C'étaient eux le Père, le Fils et le Saint-Esprit. Quant aux premiers chercheurs, ils vinrent du Cap et du Natal. On les vit s'abattre, comme une nuée de sauterelles, sur les bords de l'Orange et de la Hart. Après eux accoururent des Anglais d'Angleterre, des Américains, des Australiens, des Allemands, des Norvégiens et Suédois, des Italiens, des Suisses, des Français, des Juifs russes. Dix mille hommes fouillaient les sables alluviaux ou mines mouillées, les dépôts solides d'hydromagnésite siliceuse ou mines sèches, vivant sous des tentes, bousculant les propriétaires fonciers. Leur droit valait tout juste celui de Nicolas Waterboer, passablement nuageux ; mais ils prononçaient le « Sésame, « ouvre-toi, » de cette nouvelle caverne des quarante voleurs ; ils sauraient juger la nature du sol, disposer des chemins de fer aériens, creuser des galeries souterraines, manier les explosifs, perfectionner les méthodes de tri et de lavage. Et après, qui se chargerait de maintenir l'ordre dans cette population hétéroclite, tumultueuse, de mineurs, d'aventuriers, de cabaretiers, de petits débitants, de spéculateurs, de joueurs et d'aigrefins, dont la tonalité formait une gamme des couleurs allant du blanc de céruse au

noir de suie, en passant par le gris de plomb et le vert de bouteille des sang-mêlés?

L'Orange avait maintenant ses *uitlanders*, sa question des étrangers aussi formidable que vingt-cinq ans après au Transvaal. Elle devint aiguë quand le gouvernement de Prétoria, voulant lui aussi une part du gâteau, s'avisa d'annexer toute la rive gauche de la Hart. Une république d'*uitlanders* fut proclamée à Klipdrift sous la présidence de l'anglais Parker, et l'Orange, sans troupes permanentes, sans police organisée, sans ressources pécuniaires, se voyait dans l'impossibilité la plus complète de faire respecter ses lois, ordonnances et règlements.

Brand eut, à ce moment, une inspiration de génie. Il brusqua tout, soulevant le conflit par l'annexion inattendue d'un territoire resté en dehors de ces querelles. C'était lier partie dans les conditions, en apparence, les moins favorables, obliger le haut commissaire britannique à intervenir comme défenseur de Waterboer et ensuite comme substitué dans les droits de ce chef par un contrat de vente. Mais, en agissant ainsi, le président avait des idées de derrière la tête, une fort bonne, notamment. Il voulait se ménager une chance de transaction par voie de troc. Il ne conçut jamais la folle résolution d'aller aux extrêmes, de jeter le gant à une grande puissance. Il voulait seulement que son pays tirât quelque avantage du titre de premier occupant, et là, il devait déployer une vigueur de dialectique, une ténacité, une souplesse assurément remarquables. Assiégé de pétitions, le haut commissaire fit garder les mines par la police montée du Cap et provoqua l'éloignement des autorités orangiennes. Parker avait rendu son tablier de chef d'État impromptu. Cependant, l'annexion directe du Griqualand à l'empire britannique n'était pas encore décidée. Londres n'en voulait point entendre parler. On n'y admettait qu'une prise de possession intermédiaire par le Cap, et si le Cap, colonie autonome, supportait la dépense. Fort de ses relations personnelles dans la contrée d'où il sortait, de son influence sur les députés et sénateurs de Capetown, Brand parvint à retarder indéfiniment un vote approuvant des Chambres. Huit ans s'écoulèrent dans ce provisoire, car l'acte d'annexion date de 1880.

Avant cela, il s'était embarqué pour l'Angleterre, l'esprit tranquille, sinon le cœur à l'aise. Ses compatriotes, toujours faciles à émouvoir et ne doutant de rien, avaient fait mine de

prendre leurs fusils; il les avait chapitrés, sûr lui-même de réussir autrement. Il savait par cœur son ministère anglais des affaires coloniales. Bientôt après, il revint avec une indemnité de 2,250,000 francs, de quoi restaurer des finances publiques en plein désarroi. C'était bien là, si l'on veut, une poignée de glands jetée à l'intéressante victime de certaines défraudations, mais une belle poignée. On avait obtenu justice dans la mesure du raisonnable et du possible. On pouvait aisément se consoler d'avoir perdu l'administration du Griqualand, car les frais mangeaient la rente; par contre, ce nouveau marché de consommation enrichissait les fermiers d'alentour; l'or et l'argent, si rares jadis, tintaient dans leurs poches. On avait remporté une victoire diplomatique et gagné un beau sac d'écus. Avec une légère portion de cette somme, la reconnaissance enthousiaste des Orangiens érigea pour « oncle Jan » le joli hôtel, d'architecture séduisante, qu'on s'étonnait de rencontrer en 1890 au fond des pampas, quand le président Reitz me fit le grand honneur d'y offrir, au représentant de la France, un superbe banquet.

Brand avait une fois de plus justifié son dicton : patience et longueur de temps font plus que force ni que rage.

Huit années encore après l'entrée finale du Griqualand West dans la colonie du Cap, « oncle Jan » habita sa coquette résidence de Bloemfontein. Il avait accepté avec résignation le titre de « sir, » ce qu'on ne lui pardonna jamais à Prétoria. Sa fine bonhomie souriait de ces critiques et maintenait doucement l'utilité d'un prédicat qui lui valait des sympathies anglaises sans nuire à la cause des Africains hollandais, comprise comme celle même de tous les Sud-Africains sans distinction de race.

Il voyait dans l'établissement d'une grande union douanière le premier pas vers la fusion de ces races sous un seul drapeau, en une seule république.

On ne peut dire ce qu'aurait fait Jan Hendrik Brand s'il eût encore vécu lors du raid Jameson. Cet attentat aurait mis sa patience à une bien forte épreuve; mais un homme tel que lui n'aurait pas été de trop pour aider de ses conseils, de son expérience, de son admirable pondération ses amis des deux républiques.

Charles DE COUTOULY.

MÉLANGES ET DOCUMENTS

L'AMBASSADE DE LA FOREST ET DE MARILLAC

A CONSTANTINOPLE.

(1535-1538.)

Les relations directes entre François I^{er} et Soliman ne paraissent pas avoir commencé avant l'année 1525, et elles furent tout d'abord intermittentes¹. La première mission envoyée à Constantinople dont il nous soit resté des traces officielles est celle d'un gentilhomme hongrois au service de la France, le comte Jean-François Frangipani. Parti à la fin de 1525, Frangipani rapporta une lettre amicale de Soliman vers le milieu de 1526². En 1528, Antonio Rincon, à la suite de son voyage en Hongrie, se rendit auprès du sultan. C'est sans doute à cette mission que se rattachent la nouvelle confirmation des conventions commerciales conclues autrefois entre les Mamelucks, les Catalans et les Français³, et la lettre de Soliman⁴, datée de septembre 1528, relative à une église de Jérusalem dont François I^{er} avait demandé la restitution aux chrétiens. Quelle était au juste la charge de Frangipani et de Rincon? Nous l'ignorons. François I^{er} sollicitait-il du Turc une intervention en Hongrie ou en Autriche pour occuper Charles-Quint et Ferdinand en Orient, tandis que lui-même opérerait en Italie? Il se peut. Ce qui est sûr, c'est

1. Ces relations ont fait l'objet d'études importantes de Charrière, *Négociations de la France dans le Levant*, I (1848); de E. Maron, *François I^{er} et Soliman le Grand* (1853); de J. Zeller, *Quae primae fuerint legationes a Francisco I in Orientem missae* (1524-1538) (1881). Le recueil de documents essentiel est celui de Charrière rectifié sur certains points et complété par des renseignements empruntés à des sources qui seront au fur et à mesure indiquées en notes.

2. Charrière, *Négociations de la France dans le Levant*, I, 116-119.

3. Charrière, *Ibid.*, 121-129.

4. Charrière, *Ibid.*, 129-132.

que la mission de Frangipani fut suivie d'une invasion turque en Hongrie et de la bataille de Mohacz (26 août 1526); après celle de Rincon, le Turc vint mettre le siège devant Vienne. Ce fut dès lors un lieu commun, parmi les Impériaux, d'affirmer la complicité de François I^{er} avec le sultan. Pourtant, l'intérêt du roi de France était plutôt de retenir le Turc que de le pousser dans l'Europe centrale. François devait entretenir l'anarchie allemande, et la conséquence immédiate du péril turc était de grouper les princes sous l'autorité de l'empereur. Il fallait utiliser le Turc en le détournant de l'Allemagne. C'est ce dont fut chargé Rincon en 1532; mais il arriva trop tard. Il rencontra Soliman à Belgrade; il fut triomphalement reçu, mais il n'obtint rien¹. L'armée turque continua sa marche. Ce qui avait été prévu arriva : les princes allemands, malgré leurs dissensions et leur jalousie contre la maison d'Autriche, fournirent à Charles-Quint les secours nécessaires pour repousser l'envahisseur. L'expédition du sultan se termina presque par un désastre.

Ces faits comportaient un enseignement qui ne fut pas perdu. Il apparaissait clairement que l'intérêt de Soliman, comme celui de François I^{er}, était de rechercher un autre champ d'action commune. Le point sur lequel l'empereur était le plus facilement vulnérable était l'Italie; c'était aussi sur l'Italie que se portaient les prétentions et les convoitises de François I^{er}. Briser la puissance de l'empereur dans la péninsule et dans le bassin de la Méditerranée occidentale, tel est le but que vont poursuivre François et Soliman à partir de 1533. Les relations entre la cour de France et la Porte deviennent plus étroites et plus régulières, en même temps qu'apparaît le principal agent de cette nouvelle politique : Kheir-ed-Dine Barberousse.

Depuis 1518, Barberousse était vassal du sultan; il avait lutté sans cesse contre les Espagnols, maîtres d'une partie des côtes barbaresques; en mai 1529, il avait réussi à les chasser d'Alger, et, peu à peu, il avait établi fortement son empire sur le nord de l'Afrique. L'expédition infructueuse de Doria contre Cherchell, en juillet 1531, avait encore accru sa puissance. En mai 1533, Barberousse fut mandé à Constantinople et nommé par Soliman *capitan-pacha*, c'est-à-dire chef de l'armée de mer du sultan. Avec ce nouveau titre et une flotte, il débarqua à Bône en août et s'empara des alentours. En 1534, il reprit la série de ses conquêtes, qui se terminèrent par la prise de Tunis (16-18 août 1534). Mouley-Hassan, détrôné, se réfugia auprès de Charles-Quint. Cette fois, toute l'Afrique du Nord était dans la main de Barberousse et sous la domination du Turc².

1. Voir Charrière, *op. cit.*, I, 207 et suiv.

2. Pour le détail de ces conquêtes, voir E. Mercier, *Histoire de l'Afrique*

Barberousse n'avait pas attendu cette dernière victoire pour se mettre en rapports avec François I^{er}. Dès le début des opérations, il avait envoyé en France un ambassadeur, qui rencontra le roi au Puy en juillet 1533. François allait à Marseille, où il devait avoir, en octobre, une entrevue avec Clément VII⁴. Si nous en croyons les témoignages des Impériaux, il se trouvait des agents français jusqu'au-près du roi de Tlemcen, allié de Barberousse. L'opinion commune était que la France avait sollicité et appuyé l'expédition de 1534². L'alliance devint évidente lorsque l'on vit arriver à Châtellerault, au milieu de novembre 1534, une importante ambassade de Barberousse³. On ne s'efforça plus de cacher les relations avec l'Infidèle. Des envoyés de Barberousse accompagnèrent le roi à Paris, au milieu de la curiosité générale. L'ambassadeur de Charles-Quint, plein d'appréhensions, tâchait de pénétrer le secret des négociations qui se poursuivaient activement. Le but et le résultat avoués de la mission étaient la conclusion d'une trêve marchande entre la France, Barberousse et le sultan; mais on ne doutait pas qu'il n'y eût autre chose, rien moins qu'une alliance effective entre Soliman et François I^{er},

septentrionale (Berbérie) depuis les temps les plus reculés jusqu'à la conquête française (1830), III, 34-36.

1. Relation de Marino Giustiniano, dans Tommaseo, *Relations des ambassadeurs vénitiens*, I, 54, 64.

2. Weiss, *Papiers d'État du cardinal de Granvelle*, II, 79, 170-171. Certains documents tendraient même à faire croire qu'une première trêve de trois ans fut conclue avec Barberousse au début de 1534. Cf. B.-N. Dupuy 44, fol. 30 et suiv., lettre de l'évêque de Mâcon à François I^{er} (Rome, 15 février 1537), et *Calendar of State Papers, Spanish*, V, II, 327, ce que dit Cifuentes du renouvellement de la trêve de trois ans (Rome, 22 février 1537).

3. *Journal d'un bourgeois de Paris* (éd. Lalanne), 440; Tommaseo, *op. cit.*, I, 64; Weiss, *op. cit.*, II, 246. Le Bourgeois et Giustiniani donnent la date de décembre; mais, comme il en est question dans une lettre de Charles-Quint répondant à une lettre de Hannart du 18 novembre, il faut placer avant cette dernière date l'arrivée des ambassadeurs de Barberousse. — Ces ambassadeurs avaient débarqué à Marseille dans la première quinzaine d'octobre 1534, comme en témoigne la note suivante dressée le 14 octobre par François Huc, trésorier général de la cité de Marseille : « Segui la despensa per lo present que la villa ha facha a lo embaxador et gualera del turch : Et primo per pan fresch, 1 florin; et plus per seys moltons, 16 florins; et plus per dotze gualinas, 7 florins 3 gros; et plus per pomes coston, 10 gros; et plus per migranes [grenades] coston, 12 gros; et plus per hortolaya [herbages], 7 gros; et plus per la fatiguo de dos portofays et guarchons per portar la chausas susd., 1 florin 4 gros 1/2. » Le total se monte à un peu plus de 28 florins qui furent remboursés à Huc par mandat du dernier jour d'octobre, dans lequel il est dit qu'ils ont été employés par commandement de la cité, « per lo present facha a la gallera del Turc que a portat lembassador al Rey Signor nostre... » (archives de Marseille, série CC, mandats 66).

suivie d'une coopération prochaine des forces turques et françaises¹.

Depuis le traité de Cambrai, François I^{er} n'avait cherché qu'à en détruire les clauses, surtout celles qui l'excluaient de l'Italie. Reprendre pied en Italie, ravoïr ce Milanais où l'attiraient à la fois de prétendus droits de famille et le souvenir glorieux de ses premières victoires, tel fut l'objet constant de ses efforts. Mais, au lieu de faire appel aux armes, ce qui lui avait peu réussi jusqu'alors, il eut recours à la diplomatie. Il tâcha de paralyser l'action de l'empereur, de l'isoler, pour l'amener ainsi à composition. Sûr de Henri VIII, dont il soutenait à Rome les projets de divorce, il avait gagné à Marseille Clément VII en introduisant Catherine de Médicis dans la famille royale (octobre 1533), cependant que ses agents en Allemagne favorisaient la rentrée du duc Ulrich en Wurtemberg, la dissolution de la ligue de Souabe dévouée à l'Autriche (janvier-juin 1534) et s'assuraient du duc de Gueldre (octobre). Au milieu de 1534, précisément lorsque Barberousse s'emparait de Tunis, François I^{er} semblait près de réaliser son rêve. Charles-Quint se sentait tellement menacé qu'il envoya le comte de Nassau en France pour négocier, ou tout au moins amuser le roi par de fallacieuses promesses, tandis qu'il préparait une expédition contre les Barbaresques.

L'excellente situation de François I^{er} fut à ce moment compromise par une série d'événements imprévus : le 25 septembre, la mort enleva Clément VII; son successeur, Paul III, quoique bien disposé pour le roi, n'avait pas les mêmes obligations envers lui. Henri VIII, de plus en plus impatient de voir la cour de Rome se prononcer contre lui, rompait avec la papauté et s'engageait dans une voie où le roi très chrétien ne pouvait le suivre. Enfin, l'affaire des *placards* fut l'occasion de rigueurs contre les protestants qui eurent le plus fâcheux retentissement en Allemagne. Le système diplomatique, laborieusement combiné durant les années précédentes, se disloquait. S'il ne voulait pas perdre le fruit de ses efforts, François I^{er}, à ce moment plus que jamais, devait se fortifier du côté de l'Italie et de la Méditerranée. L'alliance turque était à ce point de vue tellement utile, indispensable même, qu'il faudrait s'étonner, si, offerte ou non, elle ne s'était pas produite. Dès le début de décembre, peu après l'arrivée de « l'homme de Barberousse », Hannart annonce qu'il est question d'envoyer un gentilhomme auprès du Turc². L'ambassade était déjà officiellement décidée, et celui qui devait la conduire et être le premier résident français à Constantinople ne tarda pas à être désigné : ce fut un notaire et secrétaire du roi, Jean de La Forest.

1. Tommaseo, *op. cit.*, I, 64-66; Weiss, *op. cit.*, II, 278, 283, 286.

2. Weiss, *op. cit.*, II, 278. Charles-Quint à Hannart, en réponse à une lettre de celui-ci du 7 décembre 1534.

I.

Nous avons très peu de renseignements sur ce Jean de La Forest. Nous savons qu'il était originaire d'Auvergne. Il était né très probablement dans les dernières années du xv^e siècle. Comme beaucoup d'autres jeunes gens de l'époque, il vint de bonne heure en Italie et se fortifia dans la connaissance des lettres anciennes. Il résida successivement à Rome, à Florence, à Venise, où il fut l'élève de Lascaris. En août 1524, La Forest revint en France muni d'une lettre du célèbre humaniste pour Guillaume Budé¹. Lascaris y faisait le plus grand éloge de son protégé, qui connaissait, disait-il, le grec ancien et moderne aussi bien que l'italien et le recommandait à son ami comme précepteur de grec des enfants de France. La Forest n'était pas totalement un inconnu pour Budé. De Florence, il lui avait autrefois écrit, et, dans une lettre, qui est peut-être la réponse, nous voyons que Budé était en relations d'amitié avec un oncle maternel de La Forest, qui tenait à celui-ci lieu de père et jouissait d'une charge élevée dans la vénerie royale². Cet oncle venait justement de mourir lorsque La Forest arriva en France, à Lyon, où était la cour. L'appui de Budé fut d'autant plus précieux au nouveau venu³. L'élève de Lascaris n'obtint pas l'éducation des enfants de France : c'était Theocrène qui en était chargé. Mais Budé réussit à le faire entrer dans la maison du chancelier Duprat, originaire d'Auvergne comme La Forest et même un peu son parent.

Secrétaire de Duprat, il fut rapidement très apprécié de son maître. Au milieu de 1526, il fut envoyé à Rome pour obtenir, avec le concours du comte de Carpi, ambassadeur de France, de Nicolas Rance, secrétaire de l'ambassade et protonotaire apostolique, et de Guillaume du Bellay, seigneur de Langey, pour obtenir de Clément VII la promotion du chancelier au cardinalat⁴. Il fit preuve dans ces négociations particulièrement délicates de beaucoup d'activité et d'intelligence; il fraya avec les humanistes, avec Aléandre en

1. Budé, *Epistolae Graecae* (éd. Pichon), 1674, 146-147. Lascaris à Budé, de Venise, 2 août [1524].

2. Budé, *Ibid.*, 158-160. Budé à Jean de La Forest, de Lyon, 20 septembre (sans année, probablement 1523). On sait que Budé a composé dans le second livre du *De Philologia* un véritable traité de la vénerie. Cf. E. de Budé, *Vie de G. Budé*, 1884, 110-114.

3. Budé, *Ibid.*, 147-150. Budé à Lascaris, de Lyon, 14 octobre [1524]. Le même recueil contient (154-155) une autre lettre de Budé à Jean de La Forest datée de Paris, 8 février, sans année, mais évidemment postérieure à 1524.

4. Bibl. nat., f. fr. 2984, 70. Rance à Montmorency, 12 septembre 1526.

particulier¹. Finalement, lorsqu'il revint au début de décembre², s'il ne rapportait pas le chapeau, il avait du moins obtenu de sérieuses promesses qui se réalisèrent l'année suivante. A partir de ce moment, La Forest nous échappe à peu près complètement³. Nous ne trouvons son nom que quatre ou cinq fois mentionné dans les registres des comptes⁴; son existence semble s'être écoulée tranquille et unie comme celle des autres secrétaires de Duprat, de Barrillon, son compatriote, en particulier⁵. Comme celui-ci, La Forest passa du service du chancelier à celui du roi, si tant est que l'on fit une distinction réelle entre ces deux services désignés sous le nom commun de chancellerie royale⁶.

C'est sans doute à sa connaissance des langues italienne et grecque, surtout du grec moderne, et à la confiance dont l'honorait Duprat, que La Forest dut d'être choisi pour aller dans le Levant.

1. H. Omont, *Journal du cardinal Jérôme Aleandre*, dans *Notices et extraits des manuscrits de la Bibliothèque nationale*, XXXV (1896), 50. A la date du 20 août : « Visitavit me Langius [Guillaume du Bellay], et Forestius, Κεκοί ». A la date du 17 septembre : ἐπισκέψαντό με Λαγγεῖος καὶ Φορέστιος, καὶ ἐδέξανεν περὶ τοῦ δουλεύειν τῷ Β.

2. Bibl. nat., f. fr. 2984, 121. Rance à Montmorency, 7 décembre.

3. En 1530, La Forest traduit de l'italien un opuscule de Bartolomeo Cavalcanti intitulé : *Oratione fat'a alla militare ordinanza fiorentina il di ij di febraro M D XXIX* et la publie dans ce titre : *la Tres elegante oraison de Barthelemy Calvalcanti, bourgeois florentin, nouvellement recitée a Florence en grande assemblée...., translattée en langue françoise par maistre Jehan La Forest, protonotaire du Saint-Siège apostolique*. Paris, Galliot du Pré, 1530. — En octobre 1534, La Forest obtint l'abbaye de Saint-Pierre-le-Vif-lez-Sens. Ce bénéfice, à sa mort, passa à un agent secret de la France à Venise, Gian-Francesco Valiero. Cf. *Gallia christiana*, XII, 144; *Chronique du roy François I^{er}*, 133; A. Tausserat-Radel, *Correspondance de Guillaume Pellicier*, 107, note 2.

4. Arch. nat., *Acquits sur l'Épargne*, J 960¹ 23; J 960³ 39 [1531]; J 960³ [7 février 1532]; J 960⁶ [22 avril 1533]; J 961⁹ 15 [5 mars 1533, *vere* 1534].

5. Cf. *Journal de Jean Barrillon*, éd. de P. de Vaissière (pour la Société de l'Histoire de France), II, Introduction, vi.

6. Nous trouvons encore le nom de Jean de La Forest dans un recueil de vers de Ducher, son compatriote, et protégé, comme lui, de Duprat.

Ad D. Joannem Forestanum
Quod legatus obis tam multa negotia rite,
Magnaue pro magnis regibus illa quidem,
Inde Forestanus vocitari desinis, inde
Uno te ore omnes Mercurium vocitant
Quando persuades scita omnibus omnia lingua
Quae Pithe assidue manat ab ore tuo.

Cette pièce est en tête du second livre de l'ouvrage intitulé : *Gilberti Ducherii Aquapersoni (d'Aigueperse) epigrammaton libri duo*. Apud Seb. Gryphium, Lugduni, 1538.

Les apprêts de la mission se firent au grand jour¹. Le temps était passé où François I^{er} niait ses relations avec le Turc. Maintenant, il les proclamait hautement, et, tout en en déguisant les caractères, il essayait une justification de sa nouvelle politique. Devant Hannart, dans sa lettre du 4^{er} février aux princes allemands, il revendiquait avec tant de force son droit de conclure trêve ou paix avec le Turc que l'empereur lui-même était obligé d'en convenir et de cesser ses protestations². D'ailleurs, à son dire, rien n'était plus pur que ses intentions : outre « la trêve marchande, » il voulait conclure avec le Turc une paix dont toute la chrétienté se trouverait bien ; il ne voyait pas d'autres moyens d'arrêter, sans effusion de sang, un si puissant ennemi. Mais ces belles protestations ne trompaient personne. On était sûr que la trêve dont on parlait n'était qu'une « couleur » destinée à couvrir des demandes d'un autre ordre et d'une plus grande importance. Derrière les conventions commerciales, les Impériaux soupçonnaient des conventions militaires et leurs soupçons étaient fondés.

Nous avons les instructions qui furent données à La Forest³. Datées du 11 février 1535, elles furent rédigées par le chancelier Duprat, dont ce fut le dernier acte politique important. La Forest devait d'abord se rendre auprès de Barberousse, le remercier de son ambassade et de ses offres, dont le roi lui savait « merveilleusement bon gré, » et l'assurer que les trêves « traictées et accordées pour assurer le traffiq et navigaige » entre les Français et les Turcs seraient publiées. Puis, — et c'était le point important, — La Forest lui ferait entendre les projets de François I^{er}. Le roi se proposait, l'été prochain, d'attaquer les Génois par terre, en traversant les États du duc de Savoie, qui lui détenait injustement une partie de son héritage. Il priait en conséquence Barberousse d'agir en même temps, par mer, et de « courir sus à l'isle de Corsegue (Corse), autres pays, places, villes, navires et subjectz » des Génois, jusqu'à

1. *Calendar of State Papers, Spanish*, V, 1, n° 130. Hannart à Charles-Quint, 31 janvier 1536, p. 394.

2. Voir la minute de la rédaction française de la lettre aux princes allemands, avec corrections de la main de Guillaume du Bellay, dans Dupuy 99, fol. 52-57, et le texte latin dans le volume intitulé : *Exemplaria literarum quibus et christianissimus Galliarum Rex Franciscus ab adversariorum maledictis defenditur et controversiarum causae ex quibus bella hodie inter ipsum et Carolum quintum Imperatorem emeruerunt, explicantur...*, chez Robert Estienne, 1537, 183-194. Le 25 février, Charles-Quint écrivit à Hannart : « ... Nous ne voulons empêcher ne contredire ses intelligences avec ledict Turcq ou autres infideles, moiennant qu'elles ne soient au prejudice de la chrestienté et nostre... » (Weiss, *op. cit.*, II, 294.)

3. Charrière, *op. cit.*, I, 255-263.

l'entière soumission de ces derniers. Il promettait d'équiper, outre l'armée qui opérerait par terre, une flotte de cinquante voiles, « pour le moyens, » qui pourvoirait au ravitaillement de la flotte de Barberousse. La réduction de Gênes en l'obéissance du roi consoliderait le royaume de Tunis et d'Alger et serait du plus grand secours pour les entreprises futures du sultan. Il s'agissait donc de conclure avec le maître de l'Afrique du Nord une alliance à des conditions bien déterminées, pour un but précis, de régler un programme d'action commune dans un délai de temps très rapproché. Enfin, Barberousse était prié de favoriser le voyage de La Forest à Constantinople.

A Soliman, après les remerciements accoutumés, La Forest devait exposer la situation de la France et le vif désir qu'avait François I^{er} d'assurer la paix universelle. La paix aurait l'avantage de permettre au sultan de « joyr en repos de l'honneur et du fruit de ses grandes et memorables victoires et conquestes » et aussi « d'entretenir toute la chrestienté en tranquillité sans la susciter contre luy à la guerre, dont les fortunes et hazards sont incertains. » Dès à présent, François se faisait fort de l'adhésion du pape, des rois d'Angleterre, de Portugal et d'Écosse, de Venise. On y laisserait une place à Charles-Quint, à la condition expresse que celui-ci, « dans le temps à ce préfix, » donnerait satisfaction au roi de France, en lui restituant « l'estat et duché de Milan, la conté d'Ast, la seigneurie de Gennes, le ressort et souveraineté de Flandre et Arthoys » et en laissant le roi Jean (Zapolya) paisible possesseur de la Hongrie. Dans ces revendications perpétuelles du roi de France résidaient « toutes racines d'inimitié et discorde. » On voulait espérer que Charles se mettrait à la raison et ferait ce sacrifice pour assurer la paix générale. — Au cas où il n'y consentirait pas, il ne resterait plus qu'à l'y contraindre par « le moyen de guerre. » La paix entre les autres princes et potentats serait d'autant plus nécessaire et l'appui de Soliman. La Forest devait détailler au sultan les forces de François I^{er} en troupes et en alliances, les dépenses considérables qu'il avait faites et celles qu'il était prêt à faire. Le meilleur moyen pour Soliman d'aider François I^{er} à « vivement conduire et executer une bonne et grosse entreprise contre ledit roy des Espagnes » serait de lui donner « secours d'argent. » « A ceste cause, pria et persuadera icelluy de La Forest le Grand Seigneur de subvenir audit s^r roy... d'ung million d'or. » En outre, tandis que le roi de France attaquera Charles par terre, le sultan devra l'attaquer aussi par mer; il ordonnera à Barberousse de « courir sus et entrer premièrement en la Sicille et Sardaigne et y establir pour roy et seigneur le personnage que ledit de la Forest a charge de nommer, » lequel

payera un tribut convenable à Soliman et sera à sa dévotion. — Au cas où Soliman refuserait de contribuer en argent, La Forest tâchera d'obtenir de lui qu'il entame la guerre « au temps qu'il luy a esté commandé, » par mer et par terre. Mais, au lieu de diriger son armée de terre vers la Hongrie, ce qui aurait pour résultat inévitable de grouper les Allemands et de fortifier Ferdinand, Soliman devra concentrer tous ses efforts contre le royaume de Naples et la Sicile, où l'armée de terre et la flotte pourront se prêter un mutuel concours.

Ces deux instructions révèlent le vrai caractère de la mission de La Forest et permettent d'en mesurer la portée¹. Les considérations commerciales y tiennent fort peu de place : quelques lignes dans la première, pas même une allusion dans la seconde. C'est qu'en effet elles ne sont que le prétexte : elles fournissent seulement l'entrée en matière pour une démarche plus hardie et plus importante. Conclure une trêve marchande avec l'Infidèle, avec le Turc, cela n'avait rien de nouveau ni d'extraordinaire; des traités de ce genre avaient depuis longtemps été signés avec les Mameluks d'Alexandrie et renouvelés par Sélim, puis par Soliman. Ce que l'on voulait cette fois, ce n'était plus seulement pénétrer chez le Turc, c'était l'introduire dans les affaires de la chrétienté et lui faire jouer un rôle politique dressé d'avance et soigneusement réglé. Là réside l'originalité de la charge de La Forest. L'ambition de Charles-Quint, empereur et roi, qui réunit entre ses mains l'héritage espagnol et le domaine autrichien, qui dispose de la puissance germanique et aspire à réaliser le rêve impérial de monarchie universelle, l'ambition de Charles-Quint compromet le bon équilibre de l'Europe et menace le libre développement du royaume de France. Dès que ce danger est apparu, dès 1522, François I^{er} a vu le contrepoids qui pourrait balancer la trop puissante maison d'Autriche : il s'est tourné vers l'Orient². Avec des tâtonnements, sans trop de suite, comme cela était naturel, il a opposé à Charles et à Ferdinand d'abord des États chrétiens : la Pologne, la Hongrie. Mais la Pologne s'est trouvée trop éloignée et occupée ailleurs. La Hongrie, faible et divisée, a perdu son indépendance; une partie du pays a passé à la maison d'Autriche; le roi national est devenu vassal du sultan. Alors, c'est à ce dernier que François I^{er} s'est adressé. Le roi très chrétien a hésité pendant plusieurs années à mettre sa main dans celle du chef des croyants, à lui demander ouvertement une coopération effective :

1. G.-J. Zeller, *Quae primae fuerint legationes*, etc., 55-56.

2. Cf. la *Première mission d'Antonio Rincon en Orient* (1522-1523), dans la *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, II, 13-44.

il fallait une préparation à cette chose inouïe, sacrilège, l'association de la croix et du croissant. Il s'y décida enfin, sans trop s'engager, avec l'idée de bientôt se reprendre peut-être comme un joueur qui, voyant une occasion favorable, risque un coup de partie. Ce qu'il demande cette fois à Soliman, ce n'est plus seulement une diversion, c'est une action commune, concertée : des subsides, le scandale serait moins latent, ou, à défaut, l'appui d'une flotte puissante et d'une armée dont les victoires avaient répandu la terreur dans toute la chrétienté. S'assurer des forces musulmanes, en disposer, les canaliser en quelque sorte, les faire servir dans l'intérêt de la France, de toute la chrétienté peut-être, en lui donnant la paix, cela était hardi et pouvait être décisif. C'était une manière de résoudre la question d'Orient, la meilleure peut-être, puisqu'elle consistait non seulement à maîtriser en le contenant dans certaines limites un élément jusque-là furieusement déchainé, mais encore à le faire servir au maintien de l'ordre et au bien général. Surtout, aux yeux des ministres du roi qui recherchaient un avantage immédiat, la nouvelle alliance devait ramener la lutte, jusque-là confusément engagée sur toutes les frontières, dans le bassin de la Méditerranée, dans cette Italie, enjeu du combat et aussi point faible de la puissance impériale. Les alarmes de Charles-Quint au printemps de 1535 prouvent qu'ils virent juste; jamais son empire ne fut aussi sérieusement menacé. Comment réussit-il à parer le danger? Sa victoire de Tunis y contribua fortement, mais aussi les vicissitudes de l'alliance franco-turque. Voyons donc comment La Forest s'acquitta de sa mission et quels en furent les résultats.

II.

Dès le 13 janvier¹, les sommes nécessaires aux frais de l'ambassade avaient été ordonnancées. Les instructions sont datées du 11 février. La Forest dut partir vers le milieu de ce mois, en compagnie des envoyés de Barberousse, « environ douze hommes². » Il emmenait avec lui, en qualité de secrétaire, un de ses parents, son cousin, Charles de Marillac, avocat au Parlement, que ses relations avec les

1. Bibl. nat., Clairambault 1215, *Extraits des comptes de l'Épargne*, fol. 73 v° : « A M. Jehan de La Forest, notaire et secrétaire du Roy, 11,260 l. t., par lettres à Paris du 13 janvier 1534 [1535], pour sa dépense de 563 jours qu'il pourroit vacquer en l'estat et charge d'ambassadeur du Roy devers aucuns princes et seigneurs du pays doultremer, à commencer du 13 janvier 1534 [1535]. » Cf. la lettre citée *supra* de Hannart, 31 janvier 1535.

2. *Journal d'un bourgeois de Paris* (éd. Lalanne), 440; *Cronique du roy François Premier*, 133.

partisans des nouvelles doctrines alors persécutés avaient rendu suspect¹. Un autre personnage, un exilé sicilien, autrefois employé dans le sud de l'Italie et qui, depuis plusieurs années, vivait à la cour de France d'une pension royale, César Imperator ou Impérial, suivit aussi La Forest²; c'est lui sans doute que l'ambassadeur devait désigner au sultan pour l'établir comme roi et seigneur en Sicile et Sardaigne, où il avait « credit et intelligence. »

Conformément à ses instructions, La Forest se rendit d'abord auprès de Barberousse; il le renseigna sur ce qu'il pouvait savoir des préparatifs de Charles-Quint et lui conseilla de fortifier ses ports, en particulier la Goulette. Nous ignorons si le traité spécial, pour lequel La Forest était envoyé, fut signé; mais les relations entre la France et Barberousse continuèrent plus étroites que jamais, au grand mécontentement de Charles-Quint, qui réussit à intercepter quelques émissaires et les lettres qu'ils portaient³.

La Forest se dirigea ensuite vers Constantinople. Il n'y trouva point le sultan. Soliman était en Perse, où il dirigeait une expédition contre le sophi. Il ne semble pas que La Forest soit allé en personne le rejoindre. Il lui envoya sans doute un de ses agents, qui atteignit le sultan à Azerbeïdjan à la fin de mai 1535⁴ et lui exposa les projets de Charles-Quint et ses préparatifs formidables contre Barberousse. Soliman devait se hâter de terminer la guerre qu'il avait entreprise et retourner au plus tôt vers sa capitale pour mettre son empire en état de défense.

À Constantinople, cependant, on apprenait non sans appréhension les succès de l'empereur⁵. Après avoir concentré ses forces à Cagliari,

1. Cf. P. de Vaissière, *Charles de Marillac*, 1896, 10.

2. Hannart à Charles-Quint, 31 janvier, *loc. cit.* En compagnie de Marillac partit aussi très probablement Guillaume Postel, qui devint plus tard lecteur des lettres grecques, hébraïques et arabiques au Collège de France. Cf. A. Lefranc, *Histoire du Collège de France*, 187, 403.

3. Charrière, *op. cit.*, I, 265, n. 2, et Rawdon Brown, *Calendar of State Papers... Venice*, V (1534-1554), n° 70.

4. Charrière, *op. cit.*, I, 284.

5. Parmi les agents dont, indépendamment de La Forest, François I^{er} se servit dans ses relations avec la Porte, il en est un qui mérite une mention spéciale, c'est un seigneur de Raguse, Séraphin de Gozo. Il était venu à la cour de France au début de 1535 apporter au roi un présent d'Ibrahim-pacha, trois chevaux turcs. Le 24 février, il lui est accordé 500 écus pour sa peine, plus 500 autres écus « pour ung voyage quil va presentement faire pour led. s^r Roy devers led. s^r Abrahin [Ibrahim-pacha] et pour son retour. » (Bibl. nat., f. fr. 15632, n° 15.) L'ambassadeur de Charles-Quint à Venise, Lope de Soria, signale le passage de notre Ragusain en mars. (*Calendar of State Papers, Spanish*, V, II, n° 199, lettre du 21 avril 1538; corrigez 1535.) La mission de Séraphin de Gozo aurait consisté à prévenir le sultan des armements de l'empereur.

en Sardaigne, Charles s'était dirigé sur l'Afrique. Il avait pris la Goulette, Tunis (24 juillet), mis en fuite Barberousse et rétabli Mouley-Hassan. Ces victoires eurent un retentissement considérable dans toute la chrétienté, et lorsque, le 22 août, l'empereur débarqua en Sicile, l'anxiété fut très vive de savoir quel parti il allait prendre. Chercherait-il seulement à s'assurer de l'Italie, du pape, et se bornerait-il à faire convoquer, pour régler tous les conflits, ce concile général depuis si longtemps promis et toujours ajourné? Ou bien, comme le pape et les Vénitiens, tremblants, l'y encourageaient¹, poursuivrait-il la série de ses victoires sur l'Infidèle, pousserait-il jusqu'à la Grèce, frémissante sous le joug et prête à la révolte, jusqu'à Constantinople, privée de troupes et comme désarmée? Le coup de main de Barberousse sur Port-Mahon et ses audacieuses razzias, au moment même où on le croyait abattu, montraient que la puissance musulmane était toujours redoutable. Charles ne s'arrêta pas à l'idée d'une croisade contre Constantinople. Un événement fortuit, la mort du duc de Milan, François Sforza, vint rouvrir, avec plus d'acrimonie que jamais, la question de Milan. Charles allait voir fondre dans les intrigues italiennes le prestige de ses récentes victoires, pendant qu'à François I^{er} s'offrait, avec l'espoir de reprendre pied en Italie, la nécessité de tirer de l'alliance turque tous les avantages qu'elle comportait.

Soliman était rentré à Constantinople vers la fin de 1535². Il y

reur et à l'aviser de veiller sur Constantinople et de renforcer la flotte de Barberousse; François I^{er} serait allé jusqu'à lui offrir l'appui des ports de son royaume en cas de besoin. Soria se promettait de surveiller le retour de l'agent du roi et, si faire se pouvait, de s'assurer de sa personne. C'est, en effet, ce qui arriva. Au mois d'août, en traversant l'Adriatique, Séraphin de Gozo fut pris, avec la complicité du duc d'Urbin, par les Impériaux, qui lui enlevèrent ses lettres et les présents qu'il portait à François I^{er}, où l'on disait « y avoir une turquoise d'insolite grandeur, » et l'enfermèrent à Sinigaglia. Avertis, Jean du Bellay et l'évêque de Mâcon, qui étaient alors à Pérouse auprès du pape, envoyèrent le sieur de Morette au duc d'Urbin. (Bibl. nat., f. fr. 5499, fol. 227-230, les instructions de Morette et la lettre des ambassadeurs, 17 septembre.) Le duc d'Urbin fit une réponse embarrassée. (Ibid., fol. 231.) Le prisonnier avait été dirigé sur Naples, où les représentations énergiques de Dodieu de Vely, notre ambassadeur auprès de l'empereur, le firent remettre en liberté. (Cf. Weiss, *op. cit.*, II, 392, 416, 419.) L'affaire de Séraphin de Gozo est instructive, car elle ressemble fort, sauf dans son épilogue, au guet-apens dont, le 2 juillet 1541, Antonio Rincon et César Frégose devaient être les tristes victimes.

1. Voir, en particulier, *Calendar of State Papers, Spanish*, V, 1, n° 197, la lettre de Lope de Soria à Charles-Quint, Venise, 22 août 1535.

2. Voir, dans le *Lettere di Principi*, III, fol. 35 v°-36, la lettre de Soliman, ai *Rettori et Governatori della Città di Ragugia*, 18 octobre 1535 (reçue à Raguse le 28 novembre). — Le 15 février 1536, Hemard de Denonville, évêque de Mâcon, ambassadeur de France à Rome, écrit au chancelier Ant. Dubourg : « Le Turc

trouva, non seulement La Forest, mais aussi Barberousse, qui avait été reçu avec les plus flatteuses distinctions¹. Très certainement alors, entre Soliman et ses ministres, Barberousse et La Forest, s'élabora un plan d'action commune sur lequel malheureusement les documents nous font à peu près totalement défaut. Nous n'en possédons qu'un seul, très important il est vrai, mais dont il faut déterminer la signification exacte : c'est le traité de commerce signé entre La Forest et le sultan en février 1536². Si l'on compare le texte de ce traité aux conventions précédemment conclues et plusieurs fois renouvelées, notamment à la convention de septembre 1528, on voit que le traité de 1536 est en partie la répétition, en termes plus précis, plus larges, plus complets, des clauses déjà accordées³. Les privilèges commerciaux dont jouissaient auparavant les Catalans et les Français à Alexandrie sont confirmés au profit des Français et étendus à tout l'empire du sultan. Il n'y a de nouveau, sur ce point, que cette extension même. Mais le traité contient d'autres articles qui montrent que la nouvelle convention reposait sur des rapports plus étroits : d'abord la mise en liberté de tous les prisonniers ou esclaves de l'une et l'autre nation qui se trouveraient entre les mains de chacun des deux princes ou de leurs sujets ; ensuite les démonstrations que devront faire les navires français ou turcs en cas de rencontre, le traitement dont ils devront jouir dans les ports. Sans doute, ce traité ne répondait pas exactement aux termes de l'instruction de La Forest. Est-ce à dire qu'il y en ait eu un autre, réglant les conventions pécuniaires ou militaires de l'alliance ? C'est peu probable. Le texte que nous possédons suffit à prouver que le rapprochement était déjà étroit entre la France et la Turquie. Il ne faut pas oublier d'ailleurs que ce traité devait ou pouvait être soumis au pape, aux rois d'Angleterre et d'Écosse, auxquels on laissait la faculté d'y adhérer s'ils le ratifiaient dans les huit mois ; une certaine réserve était donc nécessaire pour ne pas effrayer ces alliés éventuels. Enfin,

arriva à Constantinople le 24^e du mois de decembre, et est chose certayne, car de ce y a icy plusieurs lettres du 24^e dud. mois dud. lieu. » (Dupuy 303, fol. 44 v^o.)

1. Bibl. nat., f. fr. 5499, fol. 270 v^o. « Aussey se prent bon signe que Barberousse ayt emmené quant et soy sa femme, filz et bagage, laissant seulement garnison en Argere [Alger] et ceux de la ville d'Alfrique en leur foy. Mais les aultres craignent quil ayt mené cest equipage pour se monstrier et son menage pour servir de seurté ou hostage aux futures entreprises. Tant y a que le vilain a esté fort accaressé en Constantinoble et a eu troys jours de feste. » Jean du Bellay au roi. Rome, 22 decembre 1535.

2. Charrière, *op. cit.*, I, 283-294.

3. Cf. J. Zeller, *Quae primae fuerint legationes*, etc., 51-52.

pour établir et poursuivre un plan d'action concertée, la présence de La Forest auprès des conseillers du sultan pouvait autant servir qu'un traité formel aux clauses précises; la résidence prolongée de notre ambassadeur à Constantinople était une preuve certaine, plus qu'aucun instrument diplomatique, des liens nouveaux qui existaient entre Soliman et François I^{er}.

III.

Les conséquences de ce rapprochement ne se manifestèrent pas tout de suite. François I^{er} fut absorbé par les négociations dilatoires qu'il poursuivait avec Charles-Quint. Celui-ci, qui remontait lentement de la Sicile vers l'Italie du Nord, l'amusa par de fallacieuses promesses jusqu'au jour où il eut terminé ses préparatifs. Lorsqu'il fut prêt, les pourparlers furent rompus et la Provence fut envahie. La tactique de Montmorency, les escarmouches, les maladies eurent raison des troupes impériales (août-septembre 1536). Le royaume fut sauvé sans le secours de la diversion turque.

Elle se produisit cependant, mais quand il n'était plus temps. On s'y était pris trop tard pour commencer les préparatifs. Au milieu de juin, c'est à peine si Barberousse avait rassemblé sa flotte à Nègrepont : 60 galères et 35 à 40 galiottes et fustes. Son lieutenant, le Judeo, avec ses 30 galères, n'était pas encore arrivé¹. Les vaisseaux plats ou palandres, que l'on construisait à Avlona pour passer les chevaux, n'étaient pas prêts. Cependant, l'épouvante régnait dans l'Italie du Sud, en Sicile et jusqu'en Sardaigne. Barberousse se contenta d'opérer une descente en Calabre au début de septembre; il s'empara d'une place forte, le Castel, qu'il saccagea, pillà et brûla « sans y riens laisser, » puis se rembarqua presque aussitôt². Il se

1. Charrière, *op. cit.*, I, 310-311.

2. Charrière, *op. cit.*, I, 312-313. La lettre est adressée au chancelier Ant. Dubourg et non à Montmorency, comme l'indique Charrière. (Cf. Dupuy 303, fol. 36.) La correspondance de l'évêque de Mâcon pour cette époque est conservée dans les manuscrits suivants : les lettres à Jean du Bellay (nov. 1534-oct. 1537) dans Dupuy 265; celles à Montmorency (mars 1536-avril 1537) dans f. fr. 3053; celles à Ant. Dubourg (août 1535-oct. 1537) dans Dupuy 303. Ces deux dernières séries se retrouvent en copies dans f. fr. 5145. C'est d'après ces copies, parfois fautives, que Charrière a fait ses extraits, et il ne semble pas avoir remonté aux originaux, d'où, par suite, un certain nombre d'inexactitudes de dates et d'attributions. Ainsi, lire : p. 253, le 11 janvier, au roi (Dupuy 265, fol. 114 v^o-115); p. 277-278, à Ant. Dubourg (Dupuy 303, fol. 19, 15); p. 294, le dernier mars (Dupuy 265, fol. 170-171); p. 323-324, à Ant. Dubourg (Dupuy 303, fol. 24); p. 329, 336, 339, 353, à Ant. Dubourg (Dupuy 303, fol. 60, 64 v^o, 67, 72-73); p. 357, le 17 novembre, à Ant. Dubourg (Dupuy 303, fol. 59). — Sur la

retira à Constantinople avec son armée. L'expédition se terminait sans grands résultats. Mais ce n'était que partie remise, et l'on s'attendait en général à de graves événements pour l'année 1537.

Les relations de François I^{er} et du sultan étaient plus étroites que jamais. Le 6 août 1536, Jean de Monluc avait été envoyé de Rome vers Barberousse « pour luy declairer la voullenté du roy ¹. » Après l'avoir oui, celui-ci « tint conseil s'il debvoit retourner, et, voyant qu'il n'avoit que trente-six voyles, le pria l'excuser vers le roy et venir à Constantinople pour veoir les appareitz pour l'année qui vient. » Monluc put ainsi passer comme en revue, dans les ports où ils touchèrent, les forces militaires du sultan. Il fut « très honnorablement traicté » et put rapporter à son maître des données précises sur ce qu'il avait vu. Pendant ce temps, Marillac était venu en France chercher probablement la ratification du traité de février ². Il repartit de Lyon, où résidait le conseil du roi, le 14 septembre, et, non loin de Constantinople, il rencontra Soliman, qui venait à Andrinople surveiller en personne les préparatifs ³. Enfin, si nous en croyons les quelques textes qui nous renseignent indirectement sur ces négociations, la trêve avec le Turc fut renouvelée au début de 1537, pour trois ans, et une nouvelle ambassade turque envoyée par Barberousse est signalée à la cour de France en février ⁴.

Pour que l'intervention du Turc portât tous ses fruits, c'est-à-dire

retraite de Barberousse, voir Charrière, *Ibid.*, 317, 322, et l'évêque de Mâcon à Montmorency, 16 septembre. (Bibl. nat., f. fr. 3053, fol. 32.)

1. Charrière, *op. cit.*, I, 327-329.

2. P. de Vaissière, *op. cit.*, 11.

3. L'évêque de Mâcon écrit à Dubourg le 22 décembre 1536 : « Nous n'avons pour ceste heure autres nouvelles par deça, si n'est des preparatifs du Turcq, qui sont telz que mess. de Roudez et Lavaur m'ont escript avoir amplement faict entendre au Roy mesmes comment Marrillac, secretaire de La Forest, avoit trouvé led. Turcq à xxx ou xl mil deça Constantinople, venant à Andrinopoly, où il arriva le 11^e du passé, ainsi que je vous ay dernièrement escript. L'on tient pour certain qu'il veult venir en personne en la Pouille, qui est en grant dangier pour l'Empereur, dont led. Saint Pere a une merveilleuse peur... » (Dupuy 303, fol. 53.)

4. Bibl. nat., f. fr. 3053. Lettre de l'évêque de Mâcon, cardinal depuis décembre 1536, à Montmorency, le 9 février; la lettre est presque entièrement chiffrée, le début est fol. 77, la suite fol. 16-19 : « Il y a ici lettres de Gènes du 11^e et, à ce que j'ay sceu de bon lieu, led. Dorye est adverty tant de Marseilles que de Lyon quil estoit arrivé aud. Marseilles ung Turcq avec grosse compaignye, lequel estoit passé aud. Lyon et mené à la court par le baron de Saint Blancard, et que led. Dorye l'esperoit prendre au retour... » fol. 18 v^e. Cf. *Letters and Papers*, XII, 1. d'après la correspondance de l'évêque de Faenza, nonce du pape, p. 148, 222, 293, 333. — Nous n'avons pu trouver aucun détail sur cette ambassade.

forçât l'empereur à signer la paix aux conditions proposées par François I^{er}, il fallait attirer à soi les Italiens, les empêcher de se tourner vers Charles-Quint, prodigue de promesses, à tout le moins les maintenir dans la neutralité. Ce n'était pas chose aisée. A Rome, le cardinal Hémart de Denonville, évêque de Mâcon, s'efforçait de rassurer le pape, qui voulait réconcilier le roi et l'empereur contre le Turc. Il lui expliquait la vraie nature des rapports de François I^{er} avec Soliman et rejetait sur Charles-Quint toutes les responsabilités¹. Mais cela n'empêchait pas Paul III de faire ses préparatifs et de confier des galères à André Doria. — C'était surtout Venise qu'il importait de détourner des Impériaux. Les Vénitiens, comme d'habitude, étaient partagés entre la crainte et le souci de leurs intérêts. Les besoins de leur commerce les poussaient vers le Turc, avec qui ils étaient liés par des capitulations. Mais ils n'osaient manifester leur inclination, car ils redoutaient la puissance de l'empereur. Durant l'année 1536, tant que Charles fut en Italie, leur attitude fut très embarrassée. Notre ambassadeur, Georges de Selve, évêque de Lavaur, accoutumé à ces « mutacions de volentez, » les soutenait de son mieux². Quand on apprit la retraite de Provence, il tâcha d'amener Venise à la France. Sur son conseil et celui de J.-J. de Passano, sieur de Vault, François I^{er} obtint du sultan qu'il envoyât un ambassadeur à Venise³. Ce fut Yuniz-bey. Il avait charge d'inviter la République à entrer dans la ligue projetée contre l'empereur. Mais la seigneurie ne voulut pas répondre d'une façon catégorique et refusa de s'engager⁴. Elle hâtait ses préparatifs dans

1. Le pape ayant protesté vivement contre la trêve conclue entre François I^{er} et Soliman, l'évêque de Mâcon prit la défense du roi : « Je repondis, écrit-il, que ce n'estoit chose nouvelle que lad. trefve que avez faicte avecques led. Turcq, car du temps du pape Clement vous en feistes une qui s'en alloit expirer, et que l'avez seulement prorogée pour troys ans, esperant cependant avoir paix par amour ou par force avecques led. Empereur; aussi que Sa Sainteté devoit considerer... que au moyen de lad. trefve vous pourriez divertir led. Turcq de faire les maulx quil auroit pourpensez en la chrestienté, et à tout le moins seriez adverty de ses concepts et dessains, à quoy secretement et soubz main pourriez obvier, et que partant Sa Sainteté ne vous devoit blasier de lad. trefve... » (Dupuy 44, fol. 33. L'évêque de Mâcon au roi, Rome, 15 février [1537].) — Au même moment, François I^{er} défendait sa politique et les conditions de paix offertes par le sultan dans une lettre adressée aux Allemands, 22 janvier 1536 [1537]. Cf. *Exemplaria*, etc., 167-174.

2. Charrière, *op. cit.*, I, 267, 309-310.

3. Charrière, *op. cit.*, I, 317 et suiv.

4. Sur cette mission de Yuniz-bey (janvier-février 1537), cf. Romanin, *Storia documentata di Venezia*, VI, 23; Charrière, *op. cit.*, I, 324; Bibl. nat., f. fr. 3053, fol. 6 v°, l'évêque de Mâcon à Montmorency, 29 janvier 1537; *Ibid.*,

l'Adriatique, tout en recommandant au capitaine général Pesaro d'éviter soigneusement toute occasion de conflit avec le Turc. D'autre part, si les armements du sultan l'effrayaient, les prétentions de François I^{er} sur le nord de l'Italie ne la laissaient pas sans inquiétude. Le voisinage du roi de France lui agréait aussi peu que celui de l'empereur. On comprend que, dans ces conditions, François I^{er} ait entamé en 1537 une campagne vers le nord de la France, ne laissant en Piémont que les forces strictement nécessaires pour l'occuper et tenir en respect les Impériaux. En agissant ainsi, il pouvait maintenir dans la neutralité Venise hésitante; mais il risquait fort d'indisposer le sultan, son allié.

La conciliation de tant d'intérêts divers rendait d'autant plus difficile la tâche de La Forest. Il devait d'abord assurer au sultan que la campagne d'Artois et de Picardie ne détournerait pas François I^{er} de l'Italie; il devait aussi défendre l'attitude du pape, et, ce qui était plus délicat, empêcher une rupture entre Soliman et Venise, rupture dont la conséquence immédiate aurait été l'union, sous l'autorité de Charles-Quint, de toute l'Italie. L'échec de la mission de Yuniz-bey fut très vivement ressenti par Soliman, et il n'était pas loin de voir une provocation dans les armements de Venise. Mais La Forest réussit à le calmer et à retarder le conflit.

Cependant, les préparatifs militaires se poursuivaient formidables¹. Ils avaient commencé dès le mois d'octobre et le sultan les pressait activement; « deux foyz le jour il alloit en personne à l'arsenac et au lieu où il faict fondre l'artillerie..., pour haster et eschauffer la

fol. 67-68, copie de la lettre de MM. de Rodez et de Lavaur au cardinal de Maçon, Venise, 9 février 1537 : « Ces seigneurs, écrivent-ils, mettent peine plus que jamais de pourveoir à leurs affaires, lesquelz ils consultent si souvent qu'on les trouve la plus part du temps en leur pregay, et, comme nous cuydons, ilz voudroient fort gagner Janus bey à ce que, à son retour, il portast bonne parole d'eulx au Grant Seigneur. Mais encores qu'ilz luy [en chiffre] en agent donné occasion par autre endroict que de la verité, parce qu'il est facile à corrompre, si est-ce que led. Janus bey ne scauroit varier, attendu que la response est entendue d'autres qui en scauront bien donner raison. Le parlement dud. Janus bey sera, comme il dict, lundy prochain, et ne sejournera en lieu quil ne soit avec son seigneur... » — Ibid., fol. 22, l'évêque de Maçon à Montmorency, le 15 février [1537], sur les armements de Venise.

1. Charrière, *op. cit.*, I, 321-322, 324, 326, 327-328; Dupuy 303, fol. 53; f. fr. 3053, fol. 67-68, copie de la lettre de MM. de Rodez et de Lavaur au cardinal de Maçon, 9 février 1537 : « Nous avons aujourd'hui reçu une lettre de M. de La Forest, du m^e du passé, en Adrianopoli, lequel nous confirme les préparatifs du Grant Seigneur et nous dict que l'entreprise d'Italie est si connue que les enfans vont disans par les rues que c'est contre l'Empereur qu'elle se faict... »

besongne. » Il était assisté par Barberousse, avec lequel il conférait ordinairement. Il envoyait Soliman-pacha à Alexandrie pour en ramener des pièces d'artillerie et cinquante galères. A Andrinople, à Constantinople, partout il faisait régner une activité fiévreuse, usant de toute diligence « à mettre ses forces de mer et de terre en ordre, » enrôlant des soldats, levant des vaisseaux de transport, rassemblant des vivres et des munitions. Exagérés encore par l'imagination, ces apprêts avaient répandu l'épouvante en Sicile, à Naples, à Rome. Le pape avait eu un moment l'idée de quitter Rome; mais il s'était ressaisi et prenait activement des mesures de défense. Le vice-roi de Naples faisait fortifier les villes et les forteresses maritimes. Malgré tout, le sud de l'Italie était « en une merveilleuse peur¹. »

Ce fut bien pis encore lorsqu'on apprit que l'armée turque s'ébranlait². Le 7 mai, le sultan remit l'étendard à son beau-frère, Lotfy-pacha, qui, le 13 mai, sortit de Constantinople avec cent soixante galères. A quelques jours d'intervalle, Barberousse, demeuré en arrière « pour faire charger suz soixante gros vaisseaux artillerye et munitions tant pour terre que pour mer, » devait le suivre avec ses galères et « ung monde de fustes et galliottes des corsaires turquesques. » Les deux flottes se joignirent à Gallipoli et de là cinglèrent sur Avlona, à l'entrée de l'Adriatique. Soliman lui-même, après avoir mis ordre aux frontières du côté de la Perse et de la Hongrie, quitta Constantinople le 17 mai, et, après un arrêt à Andrinople, se mit en route avec son armée à travers la Thrace, la Macédoine et l'Albanie.

Au début de juillet, toutes les forces turques étaient rassemblées à Avlona. La Forest avait suivi l'armée de Soliman. La présence de

1. Charrière, *op. cit.*, I, 323, 324; Bibl. nat., f. fr. 3053, Georges d'Armagnac, évêque de Rodez, à [M. de Humières, lieutenant général du roi en Piémont], Venise, 27 avril 1537, fol. 48 v°-49 : « Ceulx de Naples se tiennent à demy desesperez et du tout habandonnez pour les petites provisions que l'Empereur a faictes aud. lieu contre la venue du Turcq, et ad cela leur aydent bien les signes de mauvais pronostiq qui y sont apparuz, comme flesches ardantes, tremblemens de terre et grandes fortunes de mer qui ont faict submerger ung grant nombre de vaisseaux. Les gens de l'Empereur faisoient fortifier la ville du cousté du chasteau et avoyent faict de grosses exactions sur le peuple et sur tout le royaume, dont led. peuple se trouvoit grandement estonné, et avoit esté cryé que nul des habitans eust à sortir du pays ny de la ville qu'il habitoit sur grosse peyne. Domp Ferrand de Gonzague avoit escript avoir fortifié et rendu Messine inexpugnable et s'en alloit de l'autre cousté de l'isle, sur les galleres de la religion, pour faire le semblable en la cité d'Auguse... [Agosta ?]. »

2. Charrière, *op. cit.*, I, 330-331, 332, 333; Bibl. nat., f. fr. 17357, fol. 43, 44.

l'ambassadeur de France au camp du sultan était la preuve manifeste de l'accord entre le roi très chrétien et l'Infidèle. Par bonheur, une lettre, — la seule à notre connaissance que nous possédions de La Forest, — nous a été conservée. Écrite d'Avlona, le 13 juillet 1537, et adressée à Georges d'Armagnac, évêque de Rodez, ambassadeur de France à Venise, elle nous présente un vivant tableau du camp de Soliman en même temps qu'elle nous permet de nous faire une idée de l'activité de notre ambassadeur. Pour ces raisons, nous la reproduisons intégralement¹.

IV.

Jean de La Forest à [Georges d'Armagnac, évêque de Rodez²].

Monseigneur, ma dernière depesche double adressant tant au Roy que à vous vous fut envoyée de Salonic³ le xiiii^e du passé par la voye accoustumée, duquel lieu de Salonic, ainsi qu'on me disoit, je pensoys arriver en dix journées en ceste ville et le grant seigneur en douze. Toutesfoys, il y en mectra plus de vingt-quatre, et je y en ay mis à cause de la longueur du chemin et asperité des montagnes des Albanoyz plus de dix-huict, de sorte que n'arrivay en ceste pouvre petite mal-saine et malplaisante bourgade, sinon le quatriesme du présent, en santé, grace à Dieu, et toute ma compaignie.

Monseigneur, depuis mond. partement de Salonic jusques à cejour-duy troys, divers messaigiers m'ont sur le chemin apporté de voz lettres dont les premières estoient du xxiii^e may, avec ung dupp^{te} de voz deux

1. Elle se trouve Bibl. nat., f. fr. 17357, fol. 30-35.

2. Georges d'Armagnac, né en 1500, évêque de Rodez en 1529, fut nommé ambassadeur à Venise en juin 1536; il exerça ces fonctions d'abord en compaignie de Georges de Selve, évêque de Lavaur, puis, après le départ de celui-ci pour Rome (27 avril 1537; Bibl. nat., f. fr. 3053, fol. 48-49), seulement avec J.-J. de Passano. Il resta à Venise jusqu'au début de 1539. Cf. Ph. Tamizey de Larroque, *Lettres inédites du cardinal d'Armagnac* (1874), et P. Maruéjouls, *Étude biographique sur le cardinal d'Armagnac* (1500-1585), dans *Positions des thèses de l'École des chartes*, 1896.

3. Les évêques de Mâcon et de Lavaur écrivent de Rome, le 6 juillet, qu'ils « ont entendu par ung marchant venant de Turquie que, le xiiii^e de juing, il avoit laissé La Forest à Salonichy, et que là et es environs estoit l'armée du Turcq. Il y a en lad. armée deux cens cinquante galleres avecques plusieurs menuz vaisseaulx de remme et quelques barques, xxiiii galleres grosses portans artillerie et munition... Ledict marchant dict que, au partir de Salonichy, il s'en vint à Scopia [aujourd'hui Ouskoub], où il veit grant partie de l'armée de terre, qui sera, selon son dire, de bien deux cens cinquante mil chevaux... Ledict grant seigneur devoit partir de là troys ou quatre jours après et devoit estre à Valonne en xiiii journées... » (Bibl. nat., f. fr. 17357, fol. 43.)

precedentes depeschés et des lettres pour faire tenir en Pera, comme j'ay faict depuys ma venue en ce lieu. Le mesme jour de la reception de voz susdictes lettres envoyay par escript au grand seigneur et aux bassas ce qu'il y avoit de nouveau, ainsi que Aïax bassa¹ m'avoit mandé que je feisse en m'adresant le messaigier qu'on avoit amené devers luy, comme il est icy de coustume. Au regard de ce que par la mesme lettre m'escripvez en faveur et recommandation envers ces seigneurs des benefices que monseigneur le Rev^{me} de Gady² possède au Royaume de Naples, vous le pourrez asseurer que, pour les mesmes causes qu'il m'est recommandé et d'autres particulieres en temps et lieu, je feray en cela mon devoir, qui luy proffictera si lesd. lieux prestant obeissance ou qu'ilz s'advouent au Roy; autrement ce seront parolles perdues pour dire la verité à l'amy. Et touchant Mons. de Raguze³, je suis bien ayse qu'il ne scait riens de l'accusation qu'on disoit avoir esté faicte contre luy à Rome pour le service qu'il faict au Roy et au grant Seigneur, combien que, si ce n'est à Rome, soyez certain que en assez d'autres lieux par envye de noz adversaires luy, moy et d'autres sommes assez blasonnez. Mais je prie à Dieu, comme il a faict jusques à maintenant, ainsi par cy apres, luy plaise nous preserver de leur mal talant et leur laisser tousjours matiere d'eulx plaindre et nous porter envye et nous de faire vertueusement noz affaires en nous riant d'eulx.

Le second messaigier, avec lettres de M. de Juilly, Marillac⁴ et d'autres mes amys m'apporta les letres du vi^e du passé faisant mention d'unes autres que m'avez envoyées du m^e d'icelluy passées soubz couverture du sire Mapheo Bernardo⁵, qui seront allées droict en Pera, en maniere que ne les ay encores receues comme je le desiroy, de tant plus que me mandiez qu'elles contenoient ample advisement de toutes nouvelles. Toutesfoys, de ce que j'avoys de nouveau par celles du vi^e, je donnay advis au Grant Seigneur en la sorte que dessus. Estant au surplus tres aise d'avoir entendu l'arrivée de Marillac à Venize⁶, par le moyen duquel j'attens aussi de brief nouvelles de la

1. Ayas-pacha avait, en 1536, remplacé comme grand vizir Ibrahim-pacha, disgracié et mis à mort. Il mourut en 1539 et eut pour successeur Lotfy-pacha.

2. Niccolo de Gaddi, issu d'une illustre famille florentine, cardinal en 1527, était évêque de Sarlat, de Fermo (au sud d'Ancone) et de Cosenza, en Calabre.

3. Filippo Trivulzio, évêque de Raguse (1521-1543), frère de Pomponio Trivulzio, le gouverneur du Lyonnais, et d'Agostino Trivulzio, dit le cardinal Trivulzio, client et partisan dévoué de la France auprès du Saint-Siège.

4. Charles de Marillac, cousin et secrétaire de La Forest, qu'il remplaça après sa mort. Cf. P. de Vaissière, *Charles de Marillac* (1896).

5. Maffeo Bernardo, riche armateur vénitien trafiquant avec le Levant et utilisé pour la transmission secrète des lettres qu'échangeaient les agents français de Venise et de Constantinople. Sur son rôle et son sort dans la suite, cf. Rawdon Brown, *Calendar of State Papers... Venice* (1534-1554), 48, 74, 75, 176, etc.

6. Dans les premiers jours de juin. Cf. Charrière, *op. cit.*, I, 330.

Court. Quant à ce que faictes mencion de la seigneurie de Venize et pareillement de ce que en ay à dire davantaige, le tout sera comprins en ung article à part pour garder l'ordre des chozes. Reste à respondre à ce qui concerne le faict de Mapheo Bernardo, lequel a esté terminé à la mode du pays, ainsi que moy et ses gens avons plus d'une foyz escript, tellement qu'il n'y a remede de deffaire ce qui s'en est ensuivy, non moins à mon deplaisir pour les considerations que me mandiez que au prejudice dud. sire Mapheo, duquel neantmoins, si l'homme qu'il a ordonné à suyvre ceste Court y comparoist, non seulement le retireray avec bon traictement en mon logis, comme me requerez, mais aussi luy donneray en ses affaires toute l'aide et faveur quil me sera possible. Mesme ayant entendu que l'affaire touchoit pareillement à Mons. de Vault¹ que j'ay tousjours reputé en lieu de pere et de tel amy qu'il n'y a plaisir ne service que ne luy vouldisse faire. — Le troysiesme messaigier arrivant devers moy led. quatriesme de ce moys, qui fut le jour que j'arrivay en ceste ville, me bailla son paquet où estoient lectres du Roy escriptes à Tournan² le premier du passé, unes de Mons. de Villandry³ et les vostres du trez^{me} dud. passé, par où à mon grant contentement je fuz pertinamment informé de ce qui se faisoit en tous endroicts, servant à mieulx pouvoir conduire le faict de ma charge et à satisfaire au desir que ces seigneurs avoyent tant d'ouyr telles nouvelles comme d'estre asseurez de la perseverance du Roy à l'entreprinse contre le commun ennemy. Pourtant, le lendemain cinq^{me} du present, partant d'icy sur chevaux de poste, en une journée en arryere, me rendiz au camp du Grand Seigneur, qui lors arryvoit en son pavillon, dressé en forme d'un chasteau spatieux et merveilleusement enrichy de tapisserie, broderie et drapz dor figurez par le dedans. Et après d'un lieu emynent me montrèrent la grande estandue du pays que tenoit le merveilleux et infiniz nombre de leurs pavillons.

Ce faict, longuement et benignement escouterent tout ce que je vous ay dict tant du contenu aux lettres du Roy, des vostres que d'ailleurs, dont ilz demeurerent asseurez de leurs doubtes, et me confirmerent en general tout ce qui avoyt esté conclud, tres ayses de comprendre que

1. Jean-Joachim de Passano, sieur de Vault, Génois passé au service de la France, successivement maître d'hôtel de Louise de Savoie, chargé de missions en Angleterre (1525-1527), en Italie (1527-1529), en Angleterre (1530-1533), à Venise (1534-1539), à Constantinople (première moitié de 1540). A partir de ce moment, il disparaît de la scène politique et l'on perd complètement sa trace. Cf., sur ses premières missions en Angleterre, G. Jacqueton, *la Politique extérieure de Louise de Savoie* (1894). Un certain nombre de lettres de ce personnage se trouvent à la Bibliothèque nationale, fonds français (recueillies en grande partie par Molini, *Documenti di Storia Italiana*, 2 vol., 1836-37), et aux Archives nationales, J 966, 23.

2. Tournan-en-Brie, où François 1^{er}, retour de Picardie, s'arrêta les 1^{er} et 2 juin.

3. Jean Breton, seigneur de Villandry, secrétaire des finances.

les choses aillent ainsi d'accord et à souhaict. En oultre, me feirent plusieurs interrogatoires mesmes de ce que pensoit faire N^{re} Saint Pere le Pape, avec le secours qu'ilz entendent qu'il donnoit au Roy d'Espagne et si N^{re} Saint Pere estoit en amytié avec vous. Je respondiz que pour aucunes siennes considerations Sa Sainteté se contenoit en neutralité entre vous et le Roy d'Espagne, et quant au surplus que vous m'aviez fait et faisiez encores de present interceder envers le Grant Seigneur pour la dignité et estat de Sa Sainteté, ce qu'on m'avoit aussi auparavant accordé, moyennant que Sad. Sainteté prinst vostre party ou pour le moins ne bougeast pour une part ne pour l'autre, comme l'on peult dire que Sa Sainteté [faict], ainsi que je maintenoy, actendu que, jaoit qu'elle eust peu faire assez plus grant effort, neantmoins ne aydoit à Charles que de cinq ou six galleres et de certaine petite somme de deniers que j'ay faicte encores moindre qu'elle n'est, payable en quatre moys, lequel peu de subvention Sa Sainteté, tant pour le lieu qu'elle tient, que pour craincte de Charles, n'avoit peu denyer, avec d'autres propos tendant à la preservation du Saint Siege, en quoy toutesfoys je presume le semblant qu'ilz m'en ont monstré en vostre faveur estre meilleur que leur voulloir et pensée plus tost beaucoup irritée que en riens refrenée par si peu de resistance, laquelle Dieu par sa grace veuille rendre à la fin aussi peu perilleuse à l'estat de Sa Sainteté, comme elle est convenable à sa dignité.

Davantage, Monseigneur, me demanderent iceulx bassas si j'extimoys que les Venitiens, voyans maintenant le grant seigneur grossement armé par mer et par terre, envoyeroient devers luy pour eulx reconcilier. Je feiz responce que partie parce que m'escripviez, partie par autres argumens, l'on congnoissoit evidemment qu'ilz se repentoient d'avoir fait telle responce à Janus Be¹. Neantmoins, que si la craincte de ce qui leur en pourroit advenir, avec le peu d'esperance qu'ilz commencent d'avoir en Charles, leur interest et l'inutile et grosse despence qu'ilz font cependant les contraignoit, comme il est vraysemblable, à prandre les armes contre led. Charles, ilz s'adresseroient plus tost au Roy que au Grant Seigneur, pour monstrier entre autres raisons qu'ilz le feroient à la requeste dud. s^r Roy et non pour craincte d'icelluy Grant Seigneur. Toutesfoys que, avant que venir à cela, ilz taschoient d'appaier le Grant Seigneur et eulx asseurer de luy par le moyen que j'avoys descouvert. Sur quoy leur ay racompté ce que pourrez en partie avoir entendu, c'est ce que les jours passez, dont je fuz marry, mons. l'arcevesque de Raguze, piqué des propos que iceulx Venitiens tenoient de luy et de la retention qu'ilz luy faisoient d'aucunes lettres (qu'il envoyoit pour nous ou qui venoient à luy) et me de l'affection qu'il a au service du Roy, exhorté aussi par certains sien[s] amy[s] Raguzoys

1. Janus ou Yuniz-bey, corfiote, premier drogman de la Porte. Avant sa mission de janvier 1537, il avait déjà été, à plusieurs reprises, à Venise, notamment en 1529, en 1532; il devait y retourner encore en 1542.

à leur rendre la pareille, et soudainement adverty de l'occasion d'ung messaigier venissien passant par le territoire de Raguze pour porter lettre de lad. seigneurie de Venize à leur nouveau baille¹, qu'ilz envoyioient en Pera, apposterent gens qui prindrent et leur apportèrent le paquet, lequel avec toutes les lettres y estans, dont celles de creance s'adressoient au grand seigneur, aux bassas, les commissions et autres lettres dud. baille furent ouvertes et veoyant partie d'icelles en chiffre me les envoyerent secretement et en dilligence sur le chemin d'entrecy et Salonicq. Quoy voyant, fuz tellement desplaisant de l'acte que je ne vouluz riens payer ne respondre au messaigier; et neantmoins les trouvant ouvertes commençay à lire dedans ce que je peuz et sur l'heure arriva ung autre courrier par lequel ceulx qui m'avoient envoyé lesd. lettres me pryoiert de les leur renvoyer incontinent. Ce que je feiz sans autre responce par escript ne de bouche, comme non contant ne consentant de telle choze. Toutesfoys j'ay dict à iceulx bassas comme j'avoys veu par icelles lettres que le baille estant à present à troys journées par deçà Raguze actendant nouvelles lettres de la Seigneurie au lieu des interceptées, avant que d'aller en Pera à son office viendroit faire presens au Grant Seigneur et à eulx et tascheroit de leur faire trouver bonne la responce rapportée par Janus Be, et, pour s'asseurer de la volonté du Grant Seigneur, luy demanderoyt nouvelles confirmation des convenances que lad. seigneurie a avec icelluy Grant Seigneur, dont les articles estoient dedans led. paquet. Sur quoy je leur ay mys en avant que cependant que vous, Monseigneur, par requisitions et remonstrances joueriez bien vostre roolle par delà pour les faire declairer qu'il seroit aussi expedient que de leur part tenant ung peu royde, sans toutesfoys venir à effectz ny parolles de rompture, quant led. baille excuseroit la susd. responce, que iceulx bassas luy disent et monstrent que en ceste entreprinse le Grant Seigneur se passera mieulx de sa seigneurie de Venize quelle n'avoit faict autresfoys de luy en luy demandant secours et luy promectant beaucoup plus d'amitié quil n'avoit à ce coup trouvé en eulx mesmes en choze qui leur touche d'aussi pres que à luy et quant led. baille demanderoit confirmation des anciennes convenances, que lesd. bassas luy respondent doucement que les escriptures d'une part et d'autre sont encores saines et entières et que les convenances sont observées par le Grant Seigneur comme l'on veoyt, mayz enfrainctes par iceulx Venitiens, lesquelz, entre autres griefz, encores qu'ilz ayent de rechef promys à Janusbe de ne faire choze contraire au Grant Seigneur ne nuisible à ses armées de terre et de mer, neantmoins donnent vivres et passaige volontaire aux Allemans souldoyez par Charles, son ennemy, pour venir contre luy en Ytalye. D'autre part, combien que les Ragusoys soient tributaires et subjectz d'icelluy Grant

1. Baile (du latin « *bajulus* »). C'était le nom que portait le représentant de Venise auprès de la Porte. Cf. A. Baschet, *la Diplomatie vénitienne*, 215 et suiv.

Seigneur et non en riens de lad. seigneurie de Venize et comme à telz le Grant Seigneur ayt commandé de retirer leurs navires et vivres en leur destroit pour s'en servir au besoing de ses guerres, ce neantmoins les galleres d'iceulx Venitiens ont prins naguieres tout aupres de Raguze et retenu d'auctorité privée plusieurs navires et grosse quantité de bledz d'iceulx Ragusoys, leur disant qu'ilz aillent querir leur payement à Venize, ensemble d'autres raisons que lesd. bassas ont trouvez à propos, bien deliberez de s'en ayder avec ce qu'ilz ont deffendu le traicté des grains de tout leur pays et donnerent charge aux cappitaines de mer de retenir en payant tous navires qu'ilz trouveront chargez de bledz venans de Secille et d'Itallye pour aller à Venize, et finalement parce que lesd. bassas disoient que le Grant Seigneur n'accepteroit maintenant iceulx Venissiens à son party, quant ores ilz se y joindroyent. Je les ay priez et persuadez du contraire, remonstrant que, d'autant plus tost on les auroyt de nostre costé, tant plus d'utilité tireroit on de leur unyon, et que ce seroit au Grant Seigneur plus de reputation de les avoir des le commencement par auctorité que à la fin par force. Et pour autant que lesd. Venissiens, n'ayans pouvoir que de la langue sur l'arcevesque de Raguze, avoient tellement menassé les Ragusoys à cause de l'interception de leursd. lettres qu'ilz misrent en prison l'amy dud. arcevesque, l'un de leurs bourgeois, avec ceulx qui avoient executé l'entreprinse, esquelz ilz eussent faict souffrir pugnicion et partant espouvanté les autres de nous oser faire service, ay remonstré ausd. bassas l'entencion et merite dud. arcevesque tellement que non seulement ilz luy en savent tres bon gré, mais le prennent et retiennent en leur amitié et protection contre ceulx qui le vouldroyent offenser. Et pour la delivrance des prisonniers ay impetré unes patentes du Grant Seigneur adressans à la seigneurie de Raguze contenant que led. Grant Seigneur ayant esté adverty que, à cause de l'interception de certaines lettres qu'on dict estre à luy adressans, ilz tiennent aucuns des leurs en prison, qui est ung cas reservé et qui touche aud. Grant Seigneur, et pourtant ne veult que lad. seigneurie de Raguze en preigne cognoissance, ains ayt à delivrer les prisonniers et ne s'entremectre de lettres allans et venans et en temps et lieu en ordonner ce que bon luy semblera.

Lesd. patentes furent en ma presence depeschées et envoyées à Raguze, et ne feront les bassas, comme les ay priez, aucune mencion ne semblant que je saiche riens de ce que dessus. Quant aud. arcevesque, j'entends quil a clairement confessé avoir esté aucteur de lad. interception et qu'il rendroyt lesd. lettres quant on luy rendroit les siennes. Si vous, Monseigneur, en oyez parler par delà, vous scaurez maintenant encores mieulx que respondre, divertissant qu'on ne preigne cy apres occasion d'interrompre le cours de noz lettres, qui nous porteroyt quelque destourbier, mais seroit aussi ausd. Venissiens commencement de guerre par le Grant Seigneur si j'estoys contrainct de m'en plaindre.

Monseigneur, finiz les propoz que dessus, il me fut ordonné par les bassas de faire le tout, mesmement la teneur des lettres du Roy translater en turquesque pour presenter au Grant Seigneur, comme il est de coustume, en quoy fut consumé tout le second jour. Et le troysiesme, estant le Grant Seigneur pour marcher des le matin, me fut dict par iceulx bassas que je m'en remisse devant en ceste ville et que le soir ilz bailleroient l'escripture au Grant Seigneur, qui savoit ma venue et luy arrivé en ced. lieu, où il esperoit aussi trouver les cappitaines de son armée de mer, le tout seroit plus amplement communiqué par ensemble; cependant que je me tinsse certain de toutes leurs promesses et que j'excusasse la tardité que je trouvoys en eulx et que, ayant aussi une foy encommancé, ilz ne sont pour habandonner l'œuvre jusques à en avoir le bout. Sur ce, Monseigneur, je men retournay en ce lieu, où le lendemain matin arriverent tous les vaisseaulx de rame de l'armée du Grant Seigneur, hors mys quinze ou dix huit galleres demourées en arriere pour escorte des nefz et gallions chargez de vivres venans de Constantinople lentement à faulte de vent. Toutesfoys, maintenant, ilz sont, à ce que l'on m'a dict, à cent cinquante mil pres d'icy; outre lesquelz sont pareillement arrivez les cinquante navires chargés de vivres que j'ay par cy devant escript qu'on faisoit venir du Quaire, cinquante galleres de Venissiens estoient autour de leur yslé de Corfu, en sorte que le bruit couroyt que c'estoit pour prohiber ce passaige à l'armée de mer du Grant Seigneur, mais ce a bien esté le contraire, car des l'heure qu'ilz descouvrirent les voilles turquesques ilz se retirèrent cent mille en arriere dedans le goulfe, et dud. Corfu envoyerent salut et force presens aux cappitaines du Grant Seigneur, lesquelz aussi ont fait severe pugnicion d'aucuns turcs descenduz en terre pour faire dommaige. Je fuz incontinant visiter sur les galleres le sr Lotfy bassa¹, lieutenant general, et Barberousse, chacun à part, lesquelz avec tres bonne chere me receurent et escouterent longuement ce que je voulluz dire et me demanderent plusieurs choses concernans l'entreprinse et en substance consumerent troys ou quatre jours en consultation avec le Grant Seigneur, avec moy et d'autres, pour dedans autant de jours apres commencer à embarquer la premiere boutée de gens de pié et de cheval pour aller descendre aupres de Brondiz², qu'ilz se deliberent de combattre; et ne veoy choze les retardant qu'ilz ne partissent d'icy dedans quatre ou cinq jours, sinon trente galleasses à passer chevaux des cinquante ordonnées estre faictes de neuf en ceste ville, lesquelles trente restent encores à calafatter et donner le suyf, le surplus de leur equip-

1. Lotfy-pacha, vizir et beau-frère de Soliman, grand vizir à la mort d'Ayas-pacha (1539-1542). Cf., sur sa carrière, J. Zeller, *la Diplomatie française vers le milieu du XVI^e siècle, d'après la Correspondance de Guillaume Pellicier, évêque de Montpellier, ambassadeur de François I^{er} à Venise (1539-1542), 1880, passim.*

2. Brindisi.

paige est tout prest à mectre sus, et cela pourra estre parachevé dedans cinq ou six jours. Le Grant Seigneur her soir arriva en son pavillon, assis à ung mil pres d'icy, sur ung coustau dont il veoit son armée de mer, faisant trembler la terre à force de coups d'artillerie et soubdainement apres toute arrengeé en longueur et couverte de chandelles ardentes avec fuzées et autres feux artificielz pour donner joye au maistre, lequel ce matin les cappitaines sont allez salluer. Incontinent après le premier embarquement, je depescheray homme pour advertir de toutes responces, conclusions et particularitez necessaires. Cependant ne vous ay voullu laisser en plus longue expectation des nouvelles de par deça. Ains vous escript la presente avec expresse priere de l'envoyer incontinent au Roy, après que l'aurez veue, affin de satisfaire audict sieur qui m'a commandé de promptement l'advertir de la reception de sesd. lectres du premier du passé esquelles, pour les causes que dessus, n'ay peu à present faire autre responce, et sans cela n'avoys que rescrire aud. sieur sinon le contenu en cestes, lesquelles, après m'estre recommandé de très bon cueur à vostre bonne grace, je finiray par supplicacion au Createur de vous donner, Monseigneur, l'accomplissement de voz bons desirs. A la Vallonne¹, le xiii^e jour de juillet mil Vc XXXVII.

(Et au dos :) Deschiffrement des lettres de mons. de La Forest du xiii^e jour de juillet mil Vc XXXVII.

V.

Toute l'Italie était dans l'attente et le tremblement. Contre qui le Turc porterait-il ses coups? Où aborderait-il? Venise équipait cinquante nouvelles galères outre les cent déjà prêtes². Le pape mettait à contribution les Romains, les marchands étrangers, les cardinaux pour défendre Rome; il envoyait à Stefano Colonna dix mille écus pour lever des troupes et pourvoir à la garde d'Ancône³. Pour défendre la Sicile, Fernand de Gonzague disposait de 40,000 hommes; mais, n'ayant aucune provision d'argent, il « estoit en grant peur de perdre Messine⁴. » Seul, l'empereur ne paraissait point partager la crainte générale. Voyant que la flotte française

1. Avlona, ville et baie sur le canal d'Otrante, un peu au sud de l'embouchure de la Voïoutsa, en face de Brindisi.

2. Charrière, *op. cit.*, I, 333.

3. Bibl. nat., f. fr. 17357, fol. 38, extraits de lettres de MM. de Mâcon et de Lavour, Rome, dernier juin 1537; Dupuy 265, fol. 215, M. de Mâcon à Jean du Bellay, 2 juillet 1537; Dupuy 303, fol. 61-62, M. de Mâcon à Dubourg, 8 juillet; fol. 64 v^o, 6 août.

4. Bibl. nat., f. fr. 17357, fol. 44, extraits de lettres de MM. de Mâcon et de Lavour, 9 juillet.

demeurait à Marseille, il comprenait que Français et Turcs, cette fois encore, ne combineraient pas leurs coups. Il se préoccupait seulement d'assurer ses frontières des Pyrénées contre une attaque des Français et ses ports d'Espagne contre une incursion possible des Barbaresques. En Italie, il laissait carte blanche à Doria¹.

Le plan d'André Doria consistait à diriger une partie des galères impériales et italiennes vers le golfe d'Otrante, où elles inquiéteraient et occuperaient les Turcs, et à tenter pendant ce temps, avec le reste de ses forces, une diversion vers Alger. De ce plan, il ne réalisa que la première partie. Vers le milieu de juin, il quitta Gênes avec vingt-six galères et se dirigea rapidement vers Messine. La flotte turque s'était mise en mouvement. Quelques escarmouches se produisirent. Doria s'empara de quatre galères et d'un galion; mais ses équipages furent décimés, et, pour réparer ses avaries, il fut contraint de se réfugier à Messine². La mer était libre. Les Turcs arrivèrent dans le golfe de Tarente; ils débarquèrent à Castro, au sud d'Otrante, et s'en emparèrent. C'était l'invasion qui commençait; on voyait déjà toute l'Italie du Sud sous la domination du sultan³.

Brusquement, la situation changea et le Turc se porta contre un autre ennemi, contre Venise. Malgré ses armements et ses alarmes, la Seigneurie n'avait pas pris parti : le capitaine général, Girolamo Pesaro, avait reçu l'ordre de se borner à la garde du golfe (Adriatique), d'éviter avec soin toute rencontre pour ne donner aucune prise aux soupçons, aucun prétexte à rupture. L'évêque de Rodez à Venise entretenait tant bien que mal ces dispositions à garder la neutralité⁴. De son côté, La Forest à Avlona faisait tous ses efforts pour écarter les motifs de conflit. Mais, en août, La Forest tomba

1. Cf. *Calendar of State Papers, Spanish*, V, II, n° 149, instructions de Charles-Quint à Antonio de Híjar, envoyé en Italie, 2 juin, et *Ibid.*, n° 156, instructions à Juan Mosquera de Molina, envoyé auprès de Doria et du marquis del Vasto, 19 juin.

2. Charrière, *op. cit.*, I, 336-337.

3. Charrière, *op. cit.*, I, 337-338.

4. Dupuy 303, fol. 88. L'évêque de Rodez au cardinal du Bellay, Venise, 15 juillet 1537. Après avoir exposé ses négociations, il écrit : « Ainsi je me conduictz avec eulx et y adjousté tout ce qui m'est possible pour les garder de se precipiter, comme, je vous assure, ilz ont esté quasi sur le point de puis dix jours ença. Je vous laisseray penser, s'il vous plaist, en quelle ballance ilz se tiennent par la sollicitation d'ung si grant Roy, d'ung si puissant Empereur et d'ung si fort voysin comme le Grant Seigneur, duquel, parlant selon le vray, ilz ont plus grand doubte que des autres deux, quelque assurance que leur ayt donnée led. Grant Seigneur en la personne de leur ambassadeur, retourné icy de puis deux jours, de vouloir demeurer leur confederé et de persister es capitulacions et traictez qu'il a avecques eulx. »

malade, et bientôt son action cessa de se faire sentir. De plus, avec un tel rassemblement de navires à l'entrée de l'Adriatique, il n'était guère possible d'éviter les rencontres entre Turcs et Vénitiens. Enfin, Doria eut l'habileté de faire tomber entre les mains du sultan des lettres compromettantes de Pesaro : c'était une manœuvre destinée à brouiller les Vénitiens et les Turcs¹. Elle réussit. Le 25 août, la flotte turque apparut devant Corfou et commença le siège. La grande expédition si laborieusement préparée par Soliman et La Forest contre Charles-Quint déviait de son but et allait contre son objet ; entreprise pour ruiner la puissance de l'empereur, elle finissait par la fortifier en lui procurant l'alliance de Venise et de la papauté.

La Forest assista à ce changement de front qui devait compromettre le résultat de tous ses efforts ; il en prévint sans doute les conséquences, mais il ne les vit point ; il mourut dans les premiers jours de septembre². C'était à son successeur, à son secrétaire, Marillac, qu'il était réservé d'en éprouver les premiers effets.

Marillac, parti de Constantinople le 7 mai, au moment même où toutes les forces du sultan se mettaient en mouvement, était allé en France, sans doute pour instruire François I^{er} des dispositions prises par Soliman et concerter cette action commune dont dépendait tout le succès de l'expédition. Il repartit de France lorsque la campagne en Piémont eut été décidée, et, le 15 août, il s'embarqua à Marseille sur la flotte de Saint-Blancard³. Le 10 septembre, Marillac et Saint-Blancard arrivèrent en vue de Corfou, près du camp de Soliman. La réception fut brillante et tout de suite après l'on tint conseil. La délibération se poursuivit les jours suivants ; nous ignorons ce qui fut dit dans ces entrevues, car nous n'avons pas le rapport de Marillac. Mais le résultat fut que, le 15 septembre, le siège de Corfou fut levé et que l'armée turque se retira. Soliman reprit la route de Constantinople accompagné de Marillac, chargé de gérer l'ambassade de France en attendant le successeur de La Forest. Quant à Saint-Blancard, après avoir vainement essayé de revenir en France,

1. Cf. Ed. Petit, *André Doria* (1887), 169-171.

2. Le 9 septembre, d'après la *Gallia christiana*, XII, 144. Charrière, *op. cit.*, I, 340. — En souvenir des services de Jean de La Forest, le roi fit, dans la suite, don à Madeleine de La Forest, veuve de Gilbert de Mâcon, sieur de Poyet, et sœur de Jean, d'une somme de 100 écus d'or soleil. (Arch. nat., J 962¹⁴ 38, 25 avril 1538.) Cf. *Ibid.*, J 962¹⁴ 33, l'attribution de 246 l. 11 s. 6 d. à Jacques de Bailleux, receveur des aides de Lyon, pour le port de plusieurs caisses envoyées de Constantinople par feu Jean de La Forest et confiées à la garde dudit de Bailleux (26 juillet 1538).

3. P. de Vaissière, *op. cit.*, 12.

rejeté par la tempête sur les côtes de Grèce, il se décida à hiverner dans le Levant; il suivit Barberousse, mais en évitant avec soin de seconder ses attaques contre les établissements vénitiens, et vint se réfugier dans l'île de Chio¹.

Comme il était facile de le prévoir, l'agression turque décida Venise; la Seigneurie se tourna vers l'empereur et vers le pape. Dès la fin de septembre, elle jeta les bases d'une ligue contre le Turc avec Charles-Quint et Paul III². Elle fit même appel au roi d'Angleterre et aux princes allemands³. Mais bientôt la retraite et les bonnes paroles du Turc, l'occupation du Piémont par les troupes victorieuses de François I^{er} la firent retomber dans ses hésitations accoutumées. Le pape prit alors en main les négociations. Dans l'intérêt de la chrétienté et dans le sien, il poursuivait le rapprochement de l'empereur et du roi de France. Tout l'y encourageait : la trêve de Bomy avait mis fin à la guerre d'Artois; elle fut suivie de celle de Monçon, qui termina les opérations du Piémont et prépara le congrès de Leucate. Profitant de ces dispositions pacifiques, Paul III proposa l'entrevue de Nice. Le 8 février, la ligue entre l'empereur, Venise et le pape avait été officiellement publiée. A Nice, l'œuvre serait complétée; la chrétienté pacifiée pourrait alors tourner toutes ses forces contre le Turc.

Ces menées n'échappèrent pas à Soliman, et l'attitude de François I^{er} n'était pas pour le satisfaire. La position de Marillac devint assez difficile. On le laissait sans argent et sans nouvelles. Quoique bien traité par le sultan, il se sentait suspect. Il avait demandé son congé, et, le 45 décembre, on lui avait annoncé son rappel⁴. Mais Soliman ne lui avait pas permis de partir, le considérant peut-être comme une manière d'otage. Tous ceux qui connaissaient les habitudes de la Porte étaient pleins de sinistres appréhensions. Marillac supportait de son mieux sa mauvaise fortune. Ne pouvant partir lui-même, il dépêchait en France la plupart des auxiliaires de La Forest et attendait l'arrivée de son successeur, Antonio Rincon. Un billet, le seul document qui nous soit connu de cette ambassade, nous laisse

1. Voir dans Charrière, *op. cit.*, I, 340-353, 371-383, le récit de la croisière de Saint-Blancard, écrit par un témoin oculaire, Jean de Vega.

2. Charrière, *op. cit.*, I, 339.

3. *Calendar of State Papers... Venice*, V, n° 159, le doge à Henri VIII, 11 octobre 1537; n° 160, le doge et le collège à Zuccato, secrétaire vénitien en Angleterre, 11 octobre; — Dupuy 303, fol. 68, M. de Mâcon à Dubourg, Rome, 3 octobre 1537.

4. Charrière, *op. cit.*, I, 370-371.

voir son état d'esprit à ce moment et ses inquiétudes : c'est celui qu'il écrivit au chancelier, Antoine Dubourg, le 4 mars 1538, et que voici ¹ :

Monseigneur, pour ce que je ne puis obtenir congé de ce Grant Seigneur, soubz couleur de dire qu'il n'a homme avec qui il puisse traicter les affaires, je me suis resolu d'envoyer ceulx qui estoient en la compagnie du pouvre deffunct, tant pour avoir souffert en ce pays l'espace de trois ans tant de travaux, maladies, ennuys et fascheries avec ceste barbare nation qu'il leur seroit trop grief en endurer davantaige, que aussy pour n'avoir moyen de les pouvoir entretenir, me treuvant reduict en telle necessité d'argent que si par vostre moyen, ayde et faveur, Monseigneur, où j'ay ma seule esperance, le Roy n'ordonne quelque pension m'en estre faicte, je me trouveray estre en ce pays longtemps retenu, et, à la fin, tant s'en fault que je puisse fournir aux depesches necessaires qu'il convient faire à la journée, et maintenant pour m'expedier de ceste compagnie il m'a semblé debvoir commencer par le porteur de cestes², qui est ung gentilhomme voisin et parent dudict deffunct, ayant tousjours residé auprès de la personne de son feu maistre, qui l'avoit en singuliere recommandation, tant pour le congnoistre avoir acquis reputation au fait de la guerre en toutes les emprinses et journées que par le passé se sont faictes en Lombardye, Florence, Naples et autres lieux, que pour le voyr homme plein de bonne volenté et diligence, digne d'estre employé en quelque bon affaire, pour avoir, entre aultres vertus, la congnoissance des langues italienne et grecque, qui me meult, Monseigneur, vous supplier très humblement ayant esgard à ce qu'il merite et qu'il a icy enduré au service du Roy, qu'il vous plaise faire que par vostre moyen il sente quelque recompense de tant de peines, pour obliger à jamais et luy et moy à pryer Dieu pour vostre santé et prosperité et nous donner grace d'avoir occasion en laquelle puissions monstrier le desyr qu'avons de vous faire service. Et pour autant, Monseigneur, que le personnage vous pourra dire, s'il vous plaist, en quelle disposition sont les affaires de par deça, de quoy aussy j'en escriis au Roy bien amplement, je n'estendroy plus avant la presente à vous en faire aultre redicte, ains seulement vous supplyeray, Monseigneur, pour le grand service du Roy vouloir tenir la main à ce que au plustost j'aye response, mesmement sur la lettre qu'il ma semblé soubz correction estre très à propos estre escripte de la part dudict sieur à ce Grand Seigneur.

Monseigneur, après m'estre recommandé tant et si très humblement qu'il m'est possible à vostre bonne grace et souvenance, je pryeray le

1. Arch. nat., J 965 113.

2. Sans doute le sieur de Baulx, dont l'évêque de Rodez signale le passage à Venise au début d'avril. (Charrière, *op. cit.*, I, 369.)

Créateur vous donner en santé et prospérité très longue vie. De Constantinople, le III^e jour de mars 1537 [1538].

Vostre très humble et très obéissant serviteur,

Charles MARILLAC.

(Et au dos :) A Monseigneur, Mons^r le Chancelier.

Enfin, Rincon parut. Dépêché de France dans les premiers jours de janvier 1538, il passa par Venise; nous le trouvons au milieu de mars à Raguse¹. Il dut arriver à Constantinople dans les premiers jours d'avril, vers le 10². Sur l'ordre du roi, Marillac avait, après bien des retards, fait partir pour la France Saint-Blancard et sa flotte. Lui-même demeura encore deux mois à Constantinople, sans doute pour mettre Rincon au courant des affaires. Au milieu de juin, il put enfin se mettre en route pour la France; il portait avec lui des lettres du nouvel ambassadeur, dont les éloges ne devaient pas être sans influence sur sa future fortune³.

Avec le retour de Marillac s'achevait véritablement la mission de La Forest. On a vu quelle fut l'œuvre du premier ambassadeur français à Constantinople. Les résultats qu'il obtint permettent de le ranger parmi les meilleurs serviteurs du roi et de la France. Il apposa son nom au bas du premier traité de commerce et d'alliance conclu avec le sultan, d'un traité qui sans doute reproduisait beaucoup de dispositions anciennes, mais qui, sous sa forme nouvelle, devait être confirmé souvent dans la suite et servir de base aux relations de tous les États chrétiens avec les Turcs. Il réussit en outre à tirer de Soliman les secours militaires qu'on attendait de lui, et, tant qu'il vécut, il sut empêcher que ces forces fussent détournées de leur destination, la lutte contre l'empereur. Le conflit du sultan avec Venise n'éclata qu'au moment où, terrassé par la maladie, il lui fut impossible d'assister aux conseils. Et si enfin l'intervention sollicitée des Turcs ne justifia pas toutes les espérances qu'elle avait

1. Cf. Clairambault 1215, fol. 78 v^o. Sa charge d'ambassadeur part du 5 janvier 1538. (Charrière, *op. cit.*, I, 368.)

2. Il fallait une vingtaine de jours ordinairement pour aller de Raguse à Constantinople. Cf. A. Tausserat-Radel, *Correspondance de Pellicier* (1899), 21.

3. Charrière, *op. cit.*, I, 384-385. Rincon à M. de Villandry, 15 juin. — Sur l'ambassade de Rincon et la suite de la politique française dans le Levant, voir J. Zeller, *la Diplomatie française vers le milieu du XVI^e siècle, d'après la Correspondance de Guillaume Pellicier, évêque de Montpellier, ambassadeur de François I^{er} à Venise (1539-1542), 1880, et la Correspondance politique de Guillaume Pellicier, ambassadeur de France à Venise (1540-1542), publiée par A. Tausserat-Radel, 1899.*

fait concevoir, la responsabilité en retombe, indépendamment des circonstances, sur les coteries de cour qui se disputaient le roi, sur Montmorency, dont les tendances favorables à l'empereur et à l'Espagne l'emportèrent à la suite de ses succès de 1536; sur le roi enfin, qui, de caractère trop versatile et d'esprit trop léger, était incapable de persévérer dans une même idée, de suivre longtemps la même ligne de conduite, et qui, en 1543, lorsqu'il eut à sa disposition la flotte turque sur les côtes de Provence, ne sut pas plus en tirer parti qu'en 1537.

V.-L. BOURRILLY.

CORRESPONDANCE.

L'ORDONNANCE SUR LA DIME DE CROISADE DE 1184.

Monsieur le Directeur,

Les lecteurs de la *Revue historique* se rappellent la divergence d'opinion qui existe entre M. Luchaire et moi relativement à la date de l'ordonnance de Philippe-Auguste sur la dime de croisade¹. M. Luchaire s'est prononcé pour l'année 1183, tandis que j'ai essayé de défendre l'année 1184 donnée par le document, tel qu'il est imprimé dans le tome X des *Concilia* de Labbe qui parut en 1671. M. Luchaire ne voulait pas accorder confiance à cette édition, parce que Labbe lui paraissait n'avoir eu entre les mains qu'une copie assez défectueuse. Aujourd'hui, je crois être à même de faire avancer la critique du document dont l'importance a été nettement établie par l'article de M. Luchaire.

La source de Labbe n'est pas un manuscrit, mais, selon toute probabilité, le second volume des *Concilia* de Spelman, publié en 1664². Le texte de Spelman est notamment caractérisé par la même erreur grossière que celui de Labbe : le roi de France est appelé « Jean » au lieu de « Philippe. » En 1737, l'ordonnance fut éditée de nouveau dans le premier volume des *Concilia* de Wilkins³. Ce savant, qui se proposait de refaire le recueil de Spelman, affirme⁴ en général avoir consulté des manuscrits d'Oxford, de Cambridge et de Londres; il parle aussi de la *Bibliotheca Cottoniana*⁵, et effectivement il donne un texte corrigé, mais sans indication de source. Un autre texte encore, défiguré par des fautes de lecture assez appa-

1. Voir Cartellieri, *Philipp II. August von Frankreich*. Erster Band. Leipzig, 1899-1900, p. 146, n. 4. Compte-rendu de M. Luchaire (*Rev. hist.*, t. LXXII, 1900, p. 183). Lettre du même (*Ibid.*, p. 334 et suiv.). Ma lettre (*Ibid.*, t. LXXIII, 1900, p. 61 et suiv.). Réponse de M. Luchaire (*Ibid.*, p. 64).

2. *Concilia, decreta, leges, constitutiones in re ecclesiarum orbis Britannici...*, congesta opera Henrici Spelmani. Londini, 1639-64, t. II, p. 115-116.

3. *Concilia Magnae Britanniae et Hiberniae...*, a Davide Wilkins collecta. Londini, 1737, t. I, p. 490.

4. P. II.

5. P. III.

rentes, se trouve dans le second volume des *Munimenta Gildhallae Londoniensis*¹, qui contient le *Liber Custumarum*² et des extraits du Cottonian Ms. Claudius D. II, à la page 653 : « Quaedam ordinatio de contributione facienda in subsidium Terrae sanctae. » D'après M. Liebermann³, le manuscrit Cottonien a été écrit vers 1340. Voici la mention de la date telle que la donne l'éditeur, M. Riley : « Anno millesimo C^{mo} LXXX^{mo} III^{to}. »

Aucun de ces textes ne répond aux exigences de la critique moderne. On devra même dire que le plus récent est le plus mauvais. Ce n'est pas ici que nous avons à entrer dans une discussion détaillée que je réserve, s'il y a lieu, à l'histoire des préparatifs de la troisième croisade. Le manuscrit de Londres étant désormais signalé à l'attention des historiens, il faut espérer qu'une édition définitive de l'ordonnance verra bientôt le jour. Jusqu'à nouvelle information, je conclus que la date est bien 1184 et qu'il n'y a rien à changer au n° 442 du *Catalogue des actes de Philippe-Auguste* de M. Delisle, auquel j'avais renvoyé dans mon livre.

Alexandre CARTELLIERI.

1. Rolls Series. London, 1860.

2. Le *Liber custumarum* est mentionné, mais avec une brièveté presque énigmatique, par M. Stubbs dans les *Select Charters*, seventh edition (London, 1890), p. 195, à propos de la dime saladin.

3. *Ueber die Leges Anglorum*. Halle a. S., 1894, p. 102, n° 57, 2 a. Voir aussi *Ibid.*, p. 78, n° 39.

BULLETIN HISTORIQUE

FRANCE.

ANTIQUITÉS NATIONALES (GAULOISES ET GALLO-ROMAINES).

I. OUVRAGES GÉNÉRAUX. — La fin du XIX^e siècle a provoqué l'apparition d'un certain nombre d'Histoires de France. Une seule mérite d'être étudiée de près dans une revue d'ordre scientifique, c'est celle de M. Lavissee, dont le premier volume a été confié à M. Bloch.

Le livre de M. Bloch¹, sur la Gaule celtique et romaine, rendra de grands services à ceux qui s'intéressent à la vie de notre passé : c'est un résumé très clair, très méthodique, très bien proportionné de tous les travaux parus sur l'histoire primitive de la France. Il commence aux temps préhistoriques; il finit à Théodose. L'histoire proprement dite y est racontée brièvement, sobrement. Une part plus considérable, et à juste titre, est faite aux institutions. La description des villes occupe des pages pleines d'intérêt. Sur tous les points qu'il touche, M. Bloch dit l'essentiel et le dit avec agrément. La bibliographie est riche², les textes les plus importants sont intelligemment cités. Il y a, sur l'organisation municipale et provinciale, des relevés nouveaux et des indications suggestives.

Un livre de M. Bloch étant de ceux qui appellent l'attention du monde savant, il est de mon devoir de ne taire aucun des regrets qu'il m'a fait éprouver.

1. T. I de l'*Histoire de France*, publiée sous la direction de M. Lavissee. *Les Origines, la Gaule indépendante et la Gaule romaine*. Paris, Hachette, 1900, in-4^e de 456 p. L'impression du volume, justification et caractères, est d'une très belle venue.

2. Nous faisons maintes réserves. P. 12, la brochure de Mehlis n'est qu'un commencement et fournit peu de chose sur les Ligures de Gaule. P. 34, pourquoi, avec l'*Atlas de monnaies gauloises*, ne pas citer le *Catalogue* de Muret et Chabouillet, dont les tables, dressées par M. H. de la Tour, sont un des plus utiles répertoires d'antiquités celtiques que je connaisse? Je trouve cités, côte à côte (p. 22), le livre de M. d'Arbois de Jubainville sur les *Pre-miers habitants de l'Europe* et son article sur l'*Empire celtique* (1886); mais ce dernier article a été refondu dans le premier livre, etc.

1° Sur bien des points, je n'ai pu accepter la manière dont il expose les faits, ce dont je suis parfois tenté de me faire un grief à moi-même. Voici, pris dans l'histoire physique, religieuse et politique de la Gaule, trois exemples des façons différentes dont l'auteur et moi jugeons cette histoire.

M. Bloch, au début de son livre, nous dit quelques mots de l'état physique de la Gaule (p. 33), et il a raison : l'aspect du sol gaulois a amené chez ses habitants une certaine manière de vivre, des conditions sociales déterminées, des croyances particulières. Il parle assez longuement des forêts qui le couvraient ; il en montre bien l'étendue et l'importance. — Mais « ce qui frappait dans la Gaule, » ce n'était pas seulement « l'immensité des forêts. » Sans doute, Desjardins, Thierry, M. Mommsen et bien d'autres ont insisté sur les forêts ; mais, en lisant César, on a l'impression qu'elles n'étaient pas le seul obstacle à la vie humaine ; il y avait aussi une immense étendue de marécages, dont le rôle fut tout aussi important dans l'histoire primitive de la Gaule. Comme les bois, les marais servaient d'abri aux peuples et de défense aux camps ; les bois étaient souvent salutaires, les marécages, une cause de périls variés. L'histoire du sol de la Gaule n'est pas seulement celle du défrichement des forêts, elle est aussi celle du dessèchement des marécages ; à côté du livre de Maury, il y a celui de Dienne. C'est une conquête sur les marécages qui a fait en grande partie Paris, Bordeaux, Marseille même. Négliger d'en parler, c'est s'exposer à méconnaître le caractère de certains faits militaires, de l'existence matérielle du pays, de la formation de nos grandes et petites cités françaises.

César nous dit que le principal dieu gaulois était Mercure. M. Bloch signale, en la regardant « comme plausible, » l'hypothèse qui identifie ce dieu avec le héros irlandais *Lug*. Je lui sais gré de n'avoir pas accepté plus complètement cette hypothèse, sur laquelle je suis à peu près seul à éprouver encore une certaine inquiétude. Mais je ne vois pas mentionnée dans son livre celle qui a eu cours longtemps et dont il reste encore quelques partisans, que Mercure, ou le grand dieu gaulois, ne serait autre que Teutatès, « le dieu du peuple » celtique, gardien de ses sentiers et friand de victimes humaines. Je cherche même (p. 32) le nom de Teutatès et je ne le trouve pas. J'en suis, pour mon compte, aussi surpris que si je ne trouvais pas chez Grimm le nom de Wuotan ou d'Odin, qui, lui aussi, s'est appelé Mercure, qui a été un dieu de nation, de grands chemins et de hauts sommets. Je me borne, bien entendu, à indiquer mon opinion à côté de celle de M. Bloch. — Dans le même ordre d'idées, je me demande encore, mais avec moins de scrupules,

pourquoi il ne cite pas, parmi les grands dieux de la Gaule, Bélénus. Celui-là a été le premier après Mercure, à ce que je crois, et il a eu la vie très dure si on en juge par le mal qu'il a donné aux convertisseurs. Sans doute, pendant longtemps, on a refusé à Bélénus la nationalité celtique; mais des études plus minutieuses et d'heureuses découvertes lui ont rendu sa place dans le Panthéon gaulois, là où César mettait Apollon. — Que M. Bloch m'excuse si je lui dis combien j'ai été dérouté, en lisant ses pages (du reste vivantes d'allure) sur la religion gauloise, de ne voir ni Teutatès ni Bélénus. Je ne peux me résoudre, en dépit des hypothèses modernes, à les sacrifier.

M. Bloch distingue, dans l'histoire de la Gaule impériale (second livre), trois groupes de faits bien détachés : 1° ceux qui vont de 69 à 285 (p. 241-267); 2° l'organisation depuis la réforme de Dioclétien (p. 268-319); 3° ceux qu'il appelle « l'échec de la réforme dioclétiano-constantinienne » et l'histoire de 285 à 395 (p. 320-332). En d'autres termes, l'œuvre de Dioclétien, la tétrarchie et ses conséquences, pèse de tout son poids sur la manière dont il envisage l'histoire de la Gaule. — J'ai souvent eu l'occasion de signaler le danger que ces divisions à l'emporte-pièce font courir à la méthode historique et à la vérité sur l'histoire romaine. M. Bloch le dit lui-même (p. 389) : « Il ne faut pas être dupe des divisions introduites après coup dans l'histoire. » Mais ce danger est beaucoup plus grand encore quand on étudie, non pas l'histoire générale de l'Empire, mais celle d'une province déterminée, et surtout d'une province comme la Gaule, dont la vie était moins dépendante de Rome que celle de l'Italie, de l'Illyricum, de l'Afrique même. Je ne vois pas (et le texte même de M. Bloch dément souvent ses divisions, cf. p. 320) que la Gaule ait vu se produire, en 285, un bouleversement dans sa manière de vivre, de penser, d'obéir; je ne crois pas non plus que l'« échec de la réforme dioclétiano-constantinienne » ait amené de tels changements qu'il faille marquer là (p. 320) une ère nouvelle. Il y a certes un abîme entre les villes et les âmes du temps de Julien et du temps de Septime; mais la transition s'est faite peu à peu, et je doute que la Gaule ait éprouvé une secousse avec la création et la chute de la tétrarchie. Comme il serait souhaitable que le passé ne fût pas ainsi encadré dans « des divisions après coup, » pour parler comme M. Bloch!

Je tiens à dire que, sur ces différents points comme sur bien d'autres, je me sépare de M. Bloch sans être convaincu qu'il a tort. L'histoire, après tout, ne peut que gagner à ce que les faits soient envisagés de deux façons opposées.

2° Il y a, dans ce livre, un assez grand nombre d'inadvertances ou

d'à peu près qu'un examen plus minutieux ou plus direct des textes aurait permis d'éviter. Je me borne à prendre mes exemples dans le récit de la campagne de 52.

Ce n'est pas (p. 96) la Seine que Labiénus ne put passer près de Corbeil, mais les marais de l'Essonne ou de la Bièvre (VII, 37 et 38). — Litavicus (p. 65) n'est pas un Arverne¹, mais un Éduen, et son armée ne fut pas défaite, mais se donna sans combat (VII, 40). — Il n'y a pas de différence sensible (p. 98) entre la manière dont Vercingétorix comprit la défense à Gergovie et à Alésia, et nous retrouvons, en avant de l'enceinte de l'une et l'autre ville, le même mur de six pieds (VII, 46 et 69²). — Je ne crois pas que les célèbres dangers courus par César se soient produits à Gergovie (p. 95), mais dans la bataille devant Alésia (Plutarque, XXIX). — On dirait, en lisant l'auteur (p. 94), que le recul de Vercingétorix vers le sud, au début de la campagne, « ouvrit une brèche » entre César et son armée; mais la vallée de la Saône et le plateau de Langres étaient toujours demeurés ouverts (VII, 9). — L'armée de César n'était pas toute dans le nord, sur le théâtre de la dernière campagne (p. 93); il y avait six légions à Sens et deux chez les Lingons (VI, 44). — « Pour le plus futile incident, Vercingétorix était accusé de trahison » (p. 95). Il ne l'a été qu'une fois, et dans une circonstance étrange et très importante, la première fois que César essaya d'attaquer son camp (VII, 20). — Dans le récit de la reddition de Vercingétorix (p. 400), le mot que lui prête Florus (I, 45) : *Habes... Vicisti*, n'est pas exactement traduit (p. 400) par « tu as en ta présence. » — M. Bloch dit : « Suivant Dion Cassius, Vercingétorix aurait invoqué une ancienne amitié. » Je lis chez Dion (XL, 44) : *Εἶπε μὲν οὕδεν*. — Ces nombreux faux pas m'ont un peu gâté le plaisir que j'avais à faire la lecture de ce livre.

1. P. 65, Ambiorix n'est pas un Trévire. P. 66, l'affaire eut lieu en 52, non en 51.

2. M. Bloch ne fait ici que reprendre la pensée et presque les phrases de M. Réville (*Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} sept. 1877, p. 58). Bloch : « Gergovie avait montré que (la guerre de sièges) pouvait être conduite avec succès, à condition de pratiquer la méthode qui avait si bien réussi là-bas : s'établir, non dans la ville assiégée, mais au dehors pour la mieux soutenir d'abord et la mieux abandonner ensuite. » Réville : « (Vercingétorix) eût de beaucoup préféré s'en tenir à la méthode qui lui avait si bien réussi à Avaricum, surtout à Gergovie, camper au dehors de la ville assiégée, tout en communiquant avec elle, et conserver la liberté de ses mouvements pour en user selon l'issue du siège. » Mais M. Réville a mentionné plus loin le boulevard extérieur d'Alésia, dont M. Bloch ne tient pas compte. — En réalité, la grande différence entre les deux sièges vient uniquement de la différence de la position stratégique des positions de Gergovie et d'Alise. Et on serait fort embarrassé si on voulait expliquer en quoi le succès de Vercingétorix à Gergovie est dû à sa méthode.

3° M. Bloch a trop souvent, dans ses résumés, manqué d'initiative. Il se borne maintes fois à reproduire, sans rien changer, les idées et les faits de l'auteur qu'il choisit pour guide : des interventions de pensées, des changements d'épithètes, et rien de plus. Son étude sur le caractère et la survivance de l'art gaulois est très habilement faite à l'aide de deux pages d'une préface de M. Reinach¹; son étude sur Nantes est inspirée de M. Maitre², etc.

Cela, assurément, est fort légitime, surtout dans un livre qui n'a voulu être qu'un sommaire des travaux antérieurs. Mais à deux conditions : d'une part, que M. Bloch indiquât d'une manière plus immédiate l'auteur dont il a accepté l'influence; d'autre part, que cette influence fût moins absolue et moins tyrannique sur sa pensée et sur ses expressions³. — Car il y a toujours plus de danger dans la timidité que dans l'audace. A vouloir trop s'appuyer sur l'opinion ou la parole d'un autre, on court d'ordinaire le risque de dire autre chose que ce qu'il a voulu dire, et de transformer une locution exacte en une expression fort contestable. C'est ce qui n'a pas manqué d'arriver à M. Bloch. Là où Desjardins a écrit « modifié singulièrement⁴, » M. Bloch écrit « changer pour toujours, » ce qui est, on le voit, une déclaration infiniment plus catégorique. Là où M. Hirschfeld a dit « il est probable, » M. Bloch affirme. Et lorsqu'une hypothèse venue d'ailleurs se présente sous les yeux de l'auteur, elle devient d'ordinaire sous sa plume une doctrine péremptoire⁵.

1. Bloch, p. 413-414 (*Survivances gauloises*), et Reinach, *Bronzes figurés*, p. 1-5.

2. Je ferai deux remarques à ce propos : 1° M. Maitre (*les Villes disparues*, p. 509) disait qu'il y avait à Nantes « des tombeaux semblables » à ceux de la voie Appienne, mais il ne disait pas qu'il n'y en eut pas d'autres (et il y en a d'autres, M. Maitre le dit lui-même); M. Bloch (p. 374) se borne à dire : « Les tombeaux ressemblent, » ce qui est beaucoup trop général. 2° M. Maitre écrivait (p. 511) : « Sur dix-huit inscriptions, nous n'avons qu'un seul nom gaulois, celui d'Agédovir et celui de sa fille, Toutilla » [c'est l'inscr. XIII, 3101], ce qui fait deux et ce qui était vrai. M. Bloch ne profite pas de la correction de M. Maitre et laisse « un seul nom, » ce qui était erroné. Pourquoi, du reste, s'en est-il tenu, sur ce point, aux conclusions de M. Maitre alors que le *Corpus* lui eût permis des relevés plus complets et plus exacts?

3. Par exemple, Brunot, *Histoire de la langue*, t. I, p. xxxix : « C'est à ce moment surtout que la victoire du latin devint définitive. Il paraîtra étrange de croire que la langue de Rome triomphe complètement alors que sa puissance va succomber. Mais il importe de se délier des idées fausses que les divisions classiques de l'histoire ont introduites dans nos esprits. » Bloch, p. 389 : « Par une sorte de paradoxe, c'est quand elle va succomber que Rome remporte ce dernier triomphe. Mais le fait n'est paradoxal qu'en apparence. Il ne faut pas être dupe des divisions introduites après coup dans l'histoire. »

4. Desjardins, *Gaule romaine*, t. III, p. 58; cf. Bloch, p. 334.

5. Bloch, p. 199 : « La ville de Bordeaux commence par être une sorte de

— Malgré les incontestables mérites de ce livre, je ne saurais y reconnaître cet effort d'une pensée originale et cette précision d'une doctrine sûre que j'avais loués jadis chez M. Bloch dans ses *Origines du Sénat romain*.

Tandis que M. Bloch refaisait l'histoire politique et sociale des habitants de la Gaule, M. LENTHÉRIC achève de refaire l'histoire de son sol, de ses fleuves et de ses rivages. — Malgré la profonde estime que j'ai pour les recherches, le talent littéraire, l'activité féconde de M. Lenthéric, je suis obligé, cette fois, de me séparer complètement de lui. Il y a certes, dans son nouveau livre sur les *Côtes et ports français de l'Océan*¹, beaucoup de charme, de l'art dans le style, un grand nombre de faits fort bien présentés, d'excellentes considérations et de bons conseils, toutes les qualités coutumières de l'auteur. Mais, sur la théorie maîtresse qu'il développe, — la profonde perturbation de nos rivages entre l'ère chrétienne et le xx^e siècle, — je ne saurais, un seul instant, être d'accord avec lui. Partout où on a pu, sur ces questions, raisonner avec des textes et des témoignages authentiques, on a constaté que, à quelques centaines de mètres près, la côte de l'Océan, il y a quinze ou vingt siècles, avait le même aspect qu'aujourd'hui. Des recherches de M. de La Borderie, il résulte que, « lors de la venue de César, le littoral de la Bretagne ressemblait, à peu de choses près, à celui d'aujourd'hui². » M. Lenthéric transforme le rivage de la Gascogne en une ligne sinueuse et dentelée, dont les baies et les golfes correspondaient aux étangs actuels. Qu'il en ait été ainsi dans un recul géologique très lointain, cela n'est pas impossible; mais, pour les temps historiques, je partage sans hésiter l'opinion de M. SAINT-JOURS³, que « nos côtes landaises ont été à peu près immuables. » J'ai revu chez M. Lenthéric, avec éton-

pagus urbain. » Hirschfeld, XIII, p. 76 : *Pagi tantum condicione usam esse Burdigalam probabile est, etsi, etc.* Sur ce point, du reste, nous ne sommes pas de l'avis de M. Hirschfeld : l'inscription 604, qui est son seul argument, n'est pas aussi ancienne qu'il le croit et ne concerne peut-être pas Bordeaux.

1. Paris, Plon, 1901, in-18 de VIII-402 p., 11 cartes et plans.

2. *Histoire de Bretagne*, t. I, p. 6 et suiv. Bien entendu, La Borderie ne nie pas (cf. La Monneraye, *Géographie ancienne de la péninsule armoricaine*, 1884) les phénomènes bien constatés d'immersion ou d'érosion; mais il en restreint l'importance, surtout à l'époque historique. Lenthéric, p. 311 : « Le Morbihan ne date pour ainsi dire que d'hier; » La Borderie, p. 7 : « Le golfe du Morbihan existait au temps de César. » Et je suis d'accord avec ce dernier.

3. *Port d'Albret et le littoral des Landes*. Perpignan, Latrobe, 1900, in-8° de 414 p. Du même, *État ancien du littoral gascon*, dans le *Bull. de la Soc. de géogr. commerciale de Bordeaux*, 21 janv. et 4 févr. 1901.

nement, la théorie qui rattache Cordouan au Bas-Médoc, et qui fait de ce dernier, jusqu'au ^{xvi}^e siècle, une très grande ile entre deux bras de la Gironde, un véritable delta analogue à la Camargue du Rhône; cette théorie, avoue M. Lenthéric, est contraire aux idées reçues chez les géologues (p. 82); mais alors, s'il ne l'appuie que sur des considérations historiques, il ne trouvera pas un seul texte sérieux qui la justifie, et il en trouvera de formels qui s'y opposent¹. — Jusqu'à nouvel ordre, et sauf sur des points déterminés pour lesquels nous avons des renseignements² (comme l'embouchure de l'Adour), il faut, dans une carte de la Gaule ancienne, s'en tenir aux tracés de la géographie actuelle³.

Les antiquités religieuses de la Gaule⁴ ramènent périodiquement les noms de M. d'ARBOIS DE JUBAINVILLE et de M. REINACH. Celui-là, suivant cette méthode dont il a su tirer un merveilleux parti, retrouve le mythe de Cúchulainn sur les bas-reliefs du musée de Cluny⁵. — Ce n'est pas aux légendes néo-celtiques, c'est aux théories de la sociologie contemporaine que s'adresse M. Reinach pour mieux comprendre le monde gaulois : de là sont sorties ses études sur le totémisme, qui ont causé, dans le monde savant, une certaine agitation⁶. On l'a combattu vivement⁷, et il est certain que le totémisme n'explique pas tout ce que nous savons de la Gaule. Mais c'est un fait trop universel pour ne pas chercher en lui une solution à quelques-uns des problèmes de l'antiquité celtique ou romaine.

1. Cf. *Revue des Études anciennes*, 1900, p. 258.

2. Pareilles transformations du littoral avaient été affirmées autrefois pour la région de Marseille. Lorsqu'on a voulu examiner de près les textes qui étaient censés les prouver, ils n'ont pas résisté une minute à la critique (cf. Clerc, *le Développement historique de Marseille*, 1898, p. 7 : « Que les caps se soient émoussés, que les anses aient diminué de profondeur, cela va de soi; mais que ces changements aient été tels qu'ils empêchent de reconnaître la ville de Marseille telle que la décrivent César et Strabon, c'est ce que je nie absolument. » C'est parfait). De la même manière, la théorie qui approchait d'Arles, à l'époque romaine, le littoral de la Camargue, a dû s'incliner devant l'examen des inscriptions et des chartes des Saintes-Maries.

3. Sur l'histoire primitive de l'Irlande, si étroitement unie à celle du monde celtique, voir les articles de M. S. Reinach sur les *Croissants d'or irlandais*, dans la *Revue celtique* de 1900, n^o 1 et 2. — Sur l'histoire militaire de la Gaule sous Marius, cf. *Rev. hist.*, mai 1901, p. 100; sous Gallien, *Ibid.*, p. 102; sous Julien, *Ibid.*, p. 105.

4. Sur la diffusion du culte d'Epona : Gsell, *Revue archéologique*, sept. 1900 (bas-relief trouvé en Afrique); Gassies, *Revue des ét. anc.*, 1901, p. 143.

5. *Revue archéologique*, janv. 1900.

6. *Revue celtique*, 1900, n^o 3, p. 269 et suiv. : *les Survivances du totémisme chez les anciens Celtes*.

7. Cf. *Acad. des inscr.*, c. r., 1900, p. 320, 362, 382, 425.

Un des travaux d'ensemble les plus urgents dans le domaine des antiquités nationales est une enquête sur le culte des principaux saints français¹, leur origine, leur histoire et leur diffusion. Dans un livre que je n'ai point vu, MM. BOUILLET et SERVIÈRES ont fait ces recherches pour sainte Foy². Il serait à désirer que pareille chose fût tentée, par exemple pour sainte Reine, saint Lazare, saint Romain, saint Seurin, etc., et je ne puis que m'associer au désir émis par M. Thédénat³, que l'on constitue « un atlas hagiographique, » où chaque saint aurait sa carte d'extension. Un recueil de ce genre profiterait, non seulement aux études religieuses, mais aussi à l'archéologie patenne, étant données les relations qui ont pu s'établir entre certains cultes gallo-romains et certaines traditions chrétiennes.

J'ai applaudi un des premiers aux efforts faits par M. DUCHOCQ pour détruire la légende du « coq gaulois, » symbole de la race celtique⁴. Et c'est bien une légende. Maintenant, songeant qu'après tout le coq est figuré d'ordinaire comme attribut du grand dieu national de la Gaule, Mercure, je m'inquiète beaucoup moins de la diffusion de cette légende, et je n'en veux plus à M. Chaplain de l'avoir consacrée sur nos pièces d'or.

Enfin, dans le domaine de la linguistique⁵, il faut signaler la

1. Analogue à celle que vient de terminer Mgr Duchesne pour les *Fastes épiscopaux de l'ancienne Gaule* (t. II, Paris, Fontemoing, 1900, in-8°).

2. *Sainte Foy, vierge et martyre*. Rodez, 1900, in-8°. — Cf., dans le *Bulletin de la littérature chrétienne* de juin 1899, Sallet, *Étude critique sur la passion de sainte Foy et de saint Caprais*. — En décembre 1898, M. Babut a présenté au diplôme d'études historiques, à l'École normale, un mémoire sur saint Martin : ce sera évidemment le plus gros chapitre de l'enquête que nous demandons. — J'ai été fort séduit, dans la *Revue de Gascogne* de 1901, par le travail de M. Sallet sur la *Passion de saint Vincent*. — Voir encore Boudet, *La Légende de saint Flour et ses fables* (Clermont-Ferrand, Bellet, 1897, in-8° de 162 p.).

3. *Bulletin des Antiquaires de France*, 1900, p. 195. — La leçon de M. Dufourcq sur la *Christianisation des foules* (*Revue d'histoire et de littérature religieuses*, 1899, t. IV) renferme, au sujet de ces études hagiographiques, des vues fécondes et qui se trouveront confirmées par l'histoire des cultes locaux de la Gaule; M. D. a raison de dire que « c'est moins l'histoire des martyrs que l'histoire de leur culte qui doit retenir notre attention. »

4. *Le prétendu Coq gaulois*, dans la *Revue générale de droit* de 1900.

5. M. Duvaux a écrit sur la *prononciation du gaulois* (*Revue celtique*, 1901, p. 79) quelques pages dont j'accepterai volontiers les conclusions. Il a raison, en particulier, d'admettre l'existence en gaulois d'un son intermédiaire entre *v* et *m* de l'alphabet latin. Comme lui, et contrairement à l'opinion de M. Thomas (*Essais de philologie française*, p. 1 et suiv.), je crois que les *Convenae*

suite des audacieuses et profondes études de M. MOHL sur les *Origines romanes*¹.

II. NARBONNAISE. — M. CLERC a commencé dans la *Revue historique de Provence*, à laquelle nous souhaitons la bienvenue², une série d'études minutieuses et précises sur les plus anciens temps de la région marseillaise. La première est consacrée aux Ligures³, les véritables ancêtres historiques de la Provence : c'est un résumé fort clair de l'état de la question. Je souhaite davantage. Il serait bon, et la chose est faisable à l'aide des cartulaires⁴, qu'on nous donnât la liste de tous les noms de lieux (de sources, de ruisseaux et de montagnes en particulier) relevés dans la toponomastique primitive de la Provence et qu'on étudiât l'un après l'autre chacun de ces noms ; je n'hésite pas à dire que la très grande majorité révéleraient une origine ligure⁵. — La seconde des études de M. Clerc⁶, plus personnelle et plus critique, est relative aux établissements phéniciens antérieurs à la fondation de Marseille. Notre ami

étaient des Celtes, et je ne serais pas étonné qu'on trouvât aussi la forme *Comenua* (cf. *Comenua*, *Corpus*, XIII, 533).

1. *La première personne du pluriel en gallo-roman*. Prague, Rivnac, 1900, in-8° de 152 p. — Comme études, trop hardies, provoquées par la langue gauloise, citons la *Tablette de Poitiers*, par M. Ricochon (Paris, Picard [1901], in-8° de iv-12 p.). — Le livre de M. Chabert sur *Marcellus de Bordeaux et la syntaxe française* (Paris, Fontemoing, 1901, in-8° de 107 p., cf. *Revue historique*, mai 1901, p. 108) n'est décidément pas un bon livre (Bourciez, *Revue critique* du 9 avril 1901).

2. Le premier numéro a paru en janvier 1901. — M. Clerc vient de faire paraître (*Revue internationale de l'enseignement*, 1901) une courte histoire du Musée archéologique du Château-Borely à Marseille.

3. *Les Ligures dans la région de Marseille*, *Revue historique de Provence*, janvier et février 1901. M. Clerc a raison de dire (p. 77) que « l'archéologie demeure impuissante à éclaircir (dans notre Midi) la question des Ligures. »

4. A cet égard, l'admirable *Gallia christiana novissima*, inaugurée par Albanès, complétée par M. Chevalier, peut rendre de grands services. Nous signalons le dernier volume, relatif au diocèse d'Arles (1900, Valence, de Chaleon, in-4°, 1436 col.). Et nous nous associons, pour la continuation de cette grande œuvre, aux vœux de M. Degert (*L'Œuvre du chanoine Albanès et la refonte du Gallia christiana*, dans le *Bulletin de littérature ecclésiastique*, avril 1901) : vœux, hélas ! qui ont contre eux toutes les prévisions humaines et pour eux toutes les sympathies de ceux qui ont l'amour du travail utile.

5. Par exemple : *Almahiae*, nom de source (*Corpus*, XII, 330) ; *Giarinus*, nom de ruisseau (332) ; *Gerudatiae*, nom de source (505), sont beaucoup plutôt ligures que celtiques.

6. *Les Phéniciens dans la région de Marseille avant l'arrivée des Grecs*, *Revue historique de Provence*, avril 1901. Lire aussi, sur ce sujet, les très intelligents *Mémoires* de M. Bérard cités et discutés par M. Clerc (notamment *Annales de géographie*, t. IV et V, 1894-96).

souscrit très volontiers, en y apportant de bons et nouveaux arguments, à la doctrine qui donne une étymologie phénicienne au nom de *Massalia*¹, et je n'hésiterai plus à l'adopter le jour où ce nom ne figurera ni comme nom de source ni comme nom de montagne dans une nomenclature à peu près complète des vocables géographiques d'origine ligure².

M. HÉRON DE VILLEFOSSE et M. BIZOT nous ont donné³ de nouveaux détails sur la mosaïque de Sainte-Colombe, représentant une scène moitié musicale et moitié bachique : « Sur toute l'étendue des communes de Vienne, Sainte-Colombe et Saint-Romain-en-Galle, le sol est pavé de mosaïques : il suffit de creuser quelques mètres pour en rencontrer. C'est certainement le coin de la Gaule qui a fourni les plus beaux et les plus nombreux spécimens en ce genre⁴. »

MM. MARTEAUX et LE ROUX ont étudié avec le plus grand soin⁵ une

1. *Massalia* viendrait, d'après M. Derenbourg, de *Mazzal*, *μάχη*, dans le sens de *ἀγὰρ μάχη* (nom d'Agde), la Bonne Fortune, p. 208.

2. Dans le même ordre d'idées, sur les influences orientales en Narbonnaise, mais sans aucun doute à une époque bien postérieure à la fondation de Marseille, cf. Guimet, *les Istiaques de la Gaule*, étude d'objets égyptiens trouvés à Vaison, Orange, Arles, etc. (*Revue archéologique*, janvier 1900; cf. *Acad. des inscr.*, c. r., 1896, p. 155). — Il y a d'utiles renseignements d'archéologie romaine dans le livre de M. Chaillan, *Promenades historiques dans la vallée de l'Arc* (1899, Aix, Barthélemy, in-8° de 108 p.). Sur la bataille d'Aix, voir *Rev. historique*, mai 1901, p. 100. — M. de Gérin-Ricard nous a donné, outre des *Monographies des communes de Peypin, la Destrousse, Belcodène et Gréasque* (Avignon, Seguin, 1900, in-8° de 68 p., étude en particulier sur les célèbres fins des territoires d'Arles et d'Aix), une bonne *Statistique préhistorique et protohistorique des Bouches-du-Rhône* (Marseille, Barlatier, 1899, in-8° de 34 p.). Cette région de Trets dans la vallée de l'Arc, où tous les âges historiques et préhistoriques ont laissé de si étranges monuments, a dû être une des plus anciennes et plus constantes demeures d'hommes dans tout le Midi. Je ne serais plus éloigné d'y placer le *Τροῖζήν* d'Étienne de Byzance. — Sur l'inscr. *des navicularii marini* d'Arles, cf. Espérandieu, *Revue épigraphique*, 1900, p. 113. Sur Favorinus d'Arles, cf. *Revue historique*, mai 1901, p. 102, n. 3. — Nous venons de recevoir de l'Académie de Vaucluse la *Table des Mémoires*, de 1882-1900; elle est faite par M. Méritan et bien faite. — Dans l'inscr. *Corpus*, XII, 1359 (près de Malaucène), M. Héron de Villefosse lit *prae-fectus f(luminis) O(vidis)*, l'Ouvèze chez les Voconces (*Acad. des inscr.*, c. r., 1900, p. 458).

3. *Bulletin de la Société des Antiquaires de France*, 1900, p. 258.

4. Sur l'inscription romaine à la déesse Vienne, cf. Héron de Villefosse, *Inscr. lat. en l'honneur de la déesse Vienna* (1900, extrait du *Journal de Vienne*).

5. *Voie romaine de Boutae à Aquae, section des Fins d'Annecy à Cusy*. Annecy, Abry, 1901, in-8° de 48 p., nombreuses grav. Extrait de la *Revue savoisiennne*, 1900, 4.

des routes romaines de la Savoie¹; je dirais volontiers avec trop de soin, puisqu'ils y ont inséré bon nombre de descriptions de monuments figurés qu'on chercherait plutôt dans un inventaire archéologique; mais abondance de bien ne nuit pas².

III. LYONNAISE. — En Lyonnaise, il ne reste plus, des deux vieux maîtres de l'archéologie, Allmer et Bulliot, que le patriarche du Beuvray. Grâce à M. BULLIOT, ce sont les antiquités autunoises qui font maintenant le plus parler d'elles dans la région³, et vraiment ces inscriptions de deux *gutuator*, prêtre du dieu Anvallus⁴, cette statuette « panthée » d'Anost en Morvan⁵ sont des choses singulières et précieuses. Elles nous confirment de plus en plus dans la conviction que le pays éduen était en Gaule, par excellence, la terre des menus dieux, que la divinité y était morcelée comme la montagne et comme les eaux⁶. — A Lyon, les découvertes sont moins saisissantes, et le principal événement de l'année dernière me paraît être la polémique entre MM. DEVAUX⁷ et STEYERT sur les noms de *Lugdu-*

1. A la fois sur les lieux et dans les documents du moyen âge.

2. Les dessins sont d'ailleurs excellents et tout à fait dans le ton de l'antiquité. Signalons, pl. III, 5 et p. 31, un petit bronze soi-disant « de style égyptien. » — Une inscr. d'Aps (*Revue épigraphique*, 1901, p. 148) nous fait connaître un nouveau *pagus* gaulois, *pagus Arec*. On retrouvera le nom de ce *pagus*, j'en ai la conviction, en recherchant parmi les anciens noms des rivières ou des montagnes du Vivarais. Je n'ai pas vu, sur cette inscription, la publication de M. Vallentin (*Bulletin de la Société d'archéologie de la Drôme*, 1900). — Sur l'architecture du Pont-du-Gard, lire les très intéressantes remarques de E. B. dans les *Annales du Midi*, 1901, p. 127. — Impressions exactes et heureuses de M. Hanotaux sur la *Maison Carrée*, dans la *Revue des Deux-Mondes* du 1^{er} mai 1901. — Cazalis de Fondouce, *L'Hérault au temps préhistorique*, 1900, Montpellier, in-8°, non vidi. Mais la *Cachette de fondeur de Launac*, que j'ai vu dans les *Mémoires de la Société archéologique de Montpellier*, 1900, est un bon travail.

3. Nous avons parlé déjà (*Revue historique*, mai 1900, p. 107) de la polémique au sujet des bas-reliefs de Mavilly. M. Reinach a maintenu son opinion (*Revue archéologique*, 1899, t. XXXV, p. 467). M. Bulliot vient de défendre la sienne à nouveau (*Mémoires de la Société éduenne*, n. s., t. XXVIII, 1900), en rapprochant du bas-relief de Mavilly une sculpture de la Meuse, qui représente une opération d'oculistique à comparer à la scène du bas-relief discuté.

4. Bulliot, *Mémoires de la Société éduenne*, n. s., t. XXVIII, 1900.

5. Voir l'étude très minutieuse, très exacte de Graillot, *Mercurie panthée*, *Revue archéologique*, septembre 1900.

6. Sur l'Inscription autunoise de l'*Ichthys*, cf. *Mémoires de la Société éduenne*, n. s., t. XXIX, 1901, p. 1.

7. Devaux, *Étymologies lyonnaises*, réponse à M. Steyert. Lyon, Mougin-Rusand, 1900, in-8° de 160 p.; cf. *Nouvelle histoire de Lyon*, appendice de 98 p., q. n. v.; Allmer, dans la *Revue épigraphique*, 1900, p. 87.

num et autres lieux¹. Pauvre grand dieu Lug, que de méfaits commis et que de science dépensée en ton nom²!

L'exemple de M. GASSIES, à Meaux, montre ce qu'un chercheur précis et patient peut arriver à trouver en fouillant avec conscience le sol d'une moindre ville gallo-romaine³. — M. DU CHATELLIER, le maître de l'archéologie bretonne et un des fouilleurs les plus intelligents de France, devrait bien appliquer son activité à reconstituer enfin la carte gallo-romaine de l'Armorique⁴. — M. LIGER continue, avec son bonheur habituel, l'exploration de la « Cénomanie » et nous donne une description fort étendue des ruines de Sargé, où il place la ville de Varacia, détruite (comme tant d'autres), vers 275, mais relevée un instant au iv^e siècle⁵. — M. COUTIL, presque son voisin, poursuit ses inventaires archéologiques du pays des Eburovices et de ses alentours⁶. Chaque province a son protagoniste dans le passé⁷.

1. Le nom de Gier, *Jaris*, *Jarensis*, doit être d'origine ligure et rapproché de *Giarinus* (cf. ici p. 395, n. 5). Je ne connais pas Vachez, *Études historiques sur l'ancien pays de Jarez*; Chagnon, *son inscription antique*, etc., 1900, Lyon, in-8° de 42 p. — Autres travaux sur les pays éduen et sénon : *le Plateau et les grottes de Basseville à Surgy (Nièvre)*, par M. Poulaine (*Bulletin archéol. du Comité*, 1901, p. 394); sur le Diadumène de Vauluisant (Yonne), Hérion de Villefosse, *Bull. de la Soc. des Antiquaires de France*, 1900, p. 254.

2. Voir, sur l'état actuel de la question, la note de M. d'Arbois de Jubainville, *Académie des inscriptions*, c. r., 1900, p. 415. — Nous aurons sans doute l'occasion de reparler ici de la monnaie relative à la fondation de Lyon.

3. *Revue des Études anciennes*, 1900, n° 1 et 2, et 1901, n° 2.

4. De lui, *le Bronze dans le Finistère*, extrait du *Bulletin de la Société archéologique du Finistère* (Quimper, Leprince, 1899, in-8° de 56 p.). Autres mémoires dans les *Bulletins de la Société d'anthropologie* (1899). — Je n'ai pas vu, de M. Quilgars, *les Monuments mégalithiques et le culte des pierres dans le folklore guérandais* (Baugé, 1899, in-8°). — *Les Sarcophages [chrétiens] du pays nantais*, par M. Maitre (*Bulletin archéologique du Comité*, 1901, p. 406) : « S'il y a eu des églises avant le iii^e siècle, où sont les cimetières? » ce à quoi on peut répondre que les troubles et les reconstructions des villes, au iii^e et au iv^e siècle, ont pu parfaitement faire disparaître églises et cimetières; c'est par d'autres arguments qu'il faut combattre « les partisans de l'apostolicité. »

5. Liger, *Découverte de la ville de Varacia à Sargé (Loir-et-Cher)*. Paris, Champion, 1900, in-8° de 88 p., grav. — Du même, je n'ai pas vu : *les Votes militaires dans le Maine* (Paris, Champion, 1899, in-8° de 242 p.). Cf., sur cette biographie, Heurtebize, *Revue historique du Maine*, 1899, p. 240.

6. *L'Âge du bronze en Normandie*, etc. (Louviers, 1899, in-8° de 72 p. et pl., séries intéressantes); *les Figurines en terre cuite des Eburovices, Véticasses et Lexovii* (Évreux, Hérissay, 1899, in-8° de 88 p., atlas de 17 pl.; études spéciales sur les Vénus à gaine et sur le dieu accroupi de Quilly (cf. Maitre, *Bulletin de la Société d'anthropologie*, 16 mars 1899).

7. *Étude sur les aqueducs de l'époque romaine en Touraine*, par M. Bousrez (*Bulletin archéologique du Comité*, 1899, p. 425).

IV. BELGIQUE ET DÉPENDANCES¹. — La Belgique est, comme toujours, la moins représentée de nos provinces dans le mouvement archéologique. Il semble cependant que l'on commence enfin à découvrir d'intéressantes inscriptions à Reims² et que nous aurons le plaisir de voir s'achever les petits *corpora* épigraphiques de la région avant l'apparition de celui de Berlin³.

V. AQUITAINE. — Le Congrès archéologique de Bourges n'a pas amené de publications bien considérables sur les antiquités gauloises⁴ et latines du Berry : on n'a que trop senti l'absence de MM. de Kersers et Vallois. L'antiquité romaine de la région a été représentée surtout par un mémoire de M. MATER sur les routes du pays biturige⁵, mémoire où il y a beaucoup de bonne volonté, mais qui ajoute assez peu aux recherches antérieures.

1. A Savoisy (Côte-d'Or), monument relatif aux sept jours de la semaine (*Bulletin des Antiquaires de France*, 1900, p. 67, par M. Héron de Villefosse). — A Mirebeau, un des coins les plus riches de la Côte-d'Or, trouvaille d'épées gauloises de l'âge de la Tène (Rey, dans le *Bulletin des Antiquaires de France*, 1900, p. 196); des fouilles à Mirebeau devraient être encouragées et subventionnées. — *Note sur le cimetière burgonde de Chevigny (Jura)*, par M. Feuvrier (*Bulletin archéologique du Comité*, 1901, p. 401).

2. *Revue épigraphique*, 1901, n° 1381 et suiv. — Sur les cachets d'oculistes de la collection Habert (dont le catalogue s'imprime en ce moment), voir Guelliot, *Travaux de l'Académie nationale de Reims*, t. CVII, 1900, p. 183 et suiv. — Je n'ai pas vu le livre de M. Bazin sur Reims. — *Le Répertoire archéologique de l'arrondissement de Reims* en est à son 10^e fascicule (1900, in-8° de 393 p. et 25 grav.).

3. Seymour de Ricci, *Répertoire épigraphique des départements de l'Aisne et de l'Oise* (1899, extrait de la *Revue archéologique*). Je n'ai vu ni l'*Histoire d'Amiens*, de M. de Calonne, ni les *Inscriptions romaines du département des Ardennes* (*Revue d'Ardenne et d'Argonne*, t. VIII, 1900). Mais la *Revue historique* pense plus aux érudits de province qu'ils ne pensent à elle. — Je n'ai pas vu les livres récents de M. Boulanger sur les antiquités mégalithiques et autres de la Somme (parus chez Leroux). — L'inscription de Gordien III, à Théroutanne, a été étudiée par M. Espérandieu (*Revue épigraphique*, 1900, p. 119). — A Tournai, vases à inscriptions bachiques (*Bulletin des Antiquaires de France*, 1900, p. 126, par M. Soil). — Disputer de Cologne (Déchelette, dans le *Bulletin des Antiquaires de France*, 1900, p. 221). — Nous espérons bien que M. Merlin, quoique à l'École de Rome, n'abandonnera pas le travail qui lui a servi de thèse de diplôme (en décembre 1899, à l'École normale, sur le camp et la ville de Mayence).

4. M. de Goy s'est borné à un « court exposé » sur les *Âges du bronze et du fer en Berry* (*Congrès archéologique de France*, t. LXV, 1898; volume paru en 1900), p. 141 et suiv. — M. de Genouilly (p. 160 et suiv.) recule avant l'ère chrétienne la date des inscriptions gauloises de Genouilly; je ne suis pas encore convaincu.

5. *Les Voies romaines dans le département du Cher*, Congrès archéologique

Dans le reste de l'Aquitaine, MM. DANGIBEAUD et PROUST s'ingénient de leur mieux pour attirer l'attention du public sur les belles ruines de la Saintonge¹; M. LAUZUN stimule le zèle de ses compatriotes de l'Agenais²; M. CHAUVET³ prépare consciencieusement l'inventaire descriptif des monuments anciens de l'Angoumois⁴; M. DEZEIMERIS, après de longues infidélités à l'archéologie bordelaise, lui est enfin revenu⁵.

Mais, en revanche, il y a en Novempopulanie, depuis une demi-douzaine d'années, un ralentissement de ferveur dans les études gallo-romaines, dû à la mort de quelques maîtres et au changement de goûts chez quelques novices⁶.

Enfin, en terminant cette revue trop rapide, je dois signaler les services que rend M. ESPÉRANDIEU en continuant avec dévouement et régularité la *Revue épigraphique* d'Allmer⁷.

Camille JULIAN.

de France, LXV, 1898 (volume paru en 1900), p. 165 et suiv. Cf. surtout Vallois, *les Voies romaines d'Avaricum, Mémoires de la Société des Antiquaires du Centre*, t. XIX. — Sur les inscriptions de Nérès, Chenesseau et Héron de Villefosse, *Bulletin des Antiquaires de France*, 1900, p. 211.

1. *La Ville de Saintes à la fin du XIX^e siècle*. La Rochelle, Texier, 1900, 6 vol. in-fol. de 44, 20, 16, 24, 24, 16 p.; album de 256 pl.

2. *Histoire de la Société académique d'Agen*, dans le *Recueil des travaux de la Société d'agriculture d'Agen*. Agen, impr. agénoise, 1900, in-8° de XVIII-360 p.

3. Voir les *Bulletins et Procès-verbaux de la Société archéologique de la Charente*, 1899 et 1900. Sa *Statistique et bibliographie des sépultures préromaines du département de la Charente* (*Bulletin archéologique du Comité*, 1899, p. 491) est fort bien faite. Je ne viens que d'entrevoir son recueil de *Statues, statuettes et figurines antiques de la Charente* (*Revue archéologique*, mars 1901; cf. janvier 1901).

4. Sur le regretté Lièvre, voir la *Notice* (avec bibliographie), publiée par M. Chauvet dans les *Bulletins de la Société archéologique de la Charente*, 1899.

5. *Un mythe syrien* [Dercéto-poisson] *représenté sur un bas-relief gallo-romain de la Gironde* (Bordeaux, Gounouilhou, 1901, in-8° de 16 p., 1 pl.; extrait des *Actes de l'Académie*).

6. Je n'ai pas lu les travaux suivants : Haristoy sur *les Voies romaines*, etc.; *du pays basque* (Pau, Lescher-Moutoué, 1900, in-8° de 107 p.); Pothier, *les Tumulus du plateau de Ger* (Paris, Champion, 1900, in-4° de 172 p., 44 fig. et cartes).

7. Sur ce dernier, voir, outre l'étude que lui a consacrée M. Espérandieu dans la *Revue épigraphique* de 1900, celle de M. Buche dans la *Revue du Lyonnais* de 1900, celle de M. Hirschfeld dans le *Jahresbericht über die Fortschritte der classischen Altertumswissenschaft* de 1900.

MOYEN AGE.

TEXTES ET DOCUMENTS. — M. G. FAGNIEZ vient de publier, dans la *Collection de textes pour servir à l'enseignement de l'histoire*¹, le tome II des *Documents* touchant l'industrie et le commerce en France (xiv^e et xv^e siècles). Signalons la très intéressante introduction dont l'éditeur a enrichi ce nouveau volume. C'est une revue rapide de l'histoire économique de la France durant ces deux siècles; on y voit comment l'industrie et le commerce subissent le contre-coup de la politique générale du pays. M. Fagniez est extrêmement sévère pour Philippe le Bel, et montre sans peine comment ce prince a sacrifié à l'expansion de la dynastie capétienne la prospérité matérielle du royaume. L'un de ses fils, Philippe le Long, suit une politique intérieure plus éclairée, et, au moment où s'ouvre la guerre de Cent ans, la France jouit d'une prospérité, d'une aisance qui en font l'un des pays les plus riches de l'Europe. M. Fagniez parle des relations commerciales avec l'extérieur, insiste sur le rôle éminent des voies fluviales à cette époque, énumère les fabriques existantes. Il parle sommairement des corporations, du crédit, des banques juives et lombardes, etc. C'est en somme un tableau en raccourci de la situation matérielle de la France aux environs de l'an 1330. La guerre de Cent ans ruine cette prospérité d'un jour; l'auteur expose brièvement les principales conséquences de cette longue lutte : les transactions deviennent difficiles et instables; beaucoup de centres de fabrication et de places de commerce sont ruinés par les gens de guerre; les charges publiques, chaque jour accrues, gênent les transactions et appauvrissent le consommateur. Le luxe, il est vrai, est de jour en jour plus grand dans les hautes classes; mais un grand État ne vit pas seulement de luxe, et ce n'est là qu'une façade trompeuse qui voile à peine une profonde misère; l'auteur remarque que c'est sous le règne de Charles VI, au moment où la France est le plus bas, que ce luxe atteint dans l'aristocratie et dans la haute bourgeoisie le développement le plus extraordinaire. La guerre finie sous Charles VII, le pays se reprend à vivre; M. Fagniez énumère les grands travaux publics entrepris sous ce prince, les mesures prises pour faire renaître le commerce et ranimer l'industrie; puis Louis XI porte sur ce terrain son activité un peu inquiète et parfois brouillonne; il réglemente à outrance et tente pour certaines industries ce que

1. Paris, Picard, 1900, in-8°.

Colbert fera en grand deux cents ans plus tard. C'est déjà l'ère de l'industrie d'état, de la corporation fermée, de la réglementation. Le moule est créé et dans ce moule se développera désormais l'industrie française; qui oserait affirmer que ces habitudes, plus que quatre fois séculaires, encore fortifiées par la politique protectionniste de Louis XIV au second Empire, ont entièrement disparu, et le rêve pour toute la classe des producteurs n'est-il pas toujours l'État-Providence réglant les transactions et entravant le libre jeu de la concurrence?

Le tome XXIX des très utiles *Archives de la Saintonge et de l'Aunis* renferme le texte d'un inventaire des titres du comté de Taillebourg, conservé dans les archives de M. le duc de la Trémoille; l'éditeur est M. Gaston TORTAT. Ce répertoire, rédigé vers 1717 et tenu à jour jusque vers 1758, renferme une foule de détails très utiles, les auteurs ayant longuement analysé les différents actes. Les documents sont bien entendu rangés par localités et par layettes. Dans une courte préface, l'éditeur décrit le manuscrit et fournit quelques indications sur la répartition de ces documents par siècles: rien avant le xii^e, très peu de chose avant le xiv^e. Le chartrier ne devenait un peu riche qu'à dater du xv^e. Ces analyses étendues, qui peuvent dans une certaine mesure tenir lieu des originaux aujourd'hui perdus, fourmillent de renseignements sur l'administration et la vie d'une grande principauté féodale durant trois siècles. Rien n'autorise à en mettre en doute la fidélité, et ces documents existeraient-ils encore aujourd'hui, on ne pourrait songer à publier des aveux immenses, des pièces de procédure interminables. On en retrouvera tout au moins la substance dans ce vieux répertoire.

Il existe encore un assez grand nombre de documents manuscrits relatifs à l'Inquisition dans le midi de la France au xiii^e et au xiv^e siècle; beaucoup sans doute ont disparu depuis l'an 1552, date à laquelle on dressait l'inventaire des archives du fameux tribunal à Carcassonne; mais il en reste encore assez pour retracer l'histoire de la terrible répression qui fit disparaître l'hérésie albigeoise. Ces registres sont, d'autre part, extrêmement précieux pour l'étude des doctrines hétérodoxes, doctrines que les apologistes catholiques du temps n'ont pas toujours exposées avec beaucoup de critique et qu'ils ont jugées avec un parti pris visible. Enfin, pour l'histoire politique et sociale, ils abondent en détails utiles et qu'on ne saurait trouver ailleurs. L'inventaire critique et détaillé de ces documents avait été fait il y a une vingtaine d'années par M. Ch. Molinier; le même avait depuis donné la description étendue d'un certain nombre de manuscrits analogues conservés en Italie. De son côté, M. l'abbé

Douais, aujourd'hui évêque de Beauvais, avait publié un certain nombre de textes sur l'institution, et des travaux comme ceux de M. Tanon sur la procédure et de M. Lea sur l'histoire même de l'Inquisition avaient renouvelé les notions jusque-là reçues. Mais l'intérêt de ces documents est si grand qu'en dépit de tous ces travaux la publication des meilleurs d'entre eux n'en restait pas moins désirable. Pour répondre à ce désir, M. DOUAIIS vient de donner, dans la collection de la Société de l'histoire de France, deux volumes de *Documents pour servir à l'histoire de l'Inquisition dans le midi de la France*. Il est vrai que de ces deux volumes un seul est réservé aux textes proprement dits, et la composition de ce mince recueil n'est peut-être pas de nature à satisfaire entièrement le public. La Société de l'histoire de France n'ayant voulu consacrer au sujet que deux volumes, il eût semblé logique de donner le plus possible de textes originaux et surtout de faire entrer dans le recueil des textes variés et d'époques différentes. Or, de ces deux tomes, le premier tout entier est occupé par une longue introduction historique, dont la place n'était pas indiquée en tête d'un court recueil de textes, et le second est composé de si singulière façon que les textes réunis ne sauraient donner une idée suffisante de l'histoire de l'Inquisition. On y trouve d'abord un registre des années 1244-1248, renfermant les sentences de Bernard de Caux et de Jean de Saint-Pierre; de ce registre, il n'y a rien que de bon à dire; il est fort curieux et méritait à tous égards de prendre place dans le volume. Le registre du greffe de Carcassonne, de 1250 à 1267, est également fort intéressant; mais la majeure partie et la plus curieuse en a déjà été publiée, et l'ensemble a été longuement étudié par MM. Ch. Molinier et Tanon¹. Enfin, pour le ^{xiv}^e siècle, l'éditeur donne en tout et pour tout le procès-verbal de la commission apostolique, chargée en 1306 de réparer quelques-uns des excès commis par l'évêque d'Albi, Bernard de Castanet, et par l'inquisiteur Geoffroi d'Ablis. Il n'a rien tiré du volume de la bibliothèque Vaticane, renfermant les poursuites contre les églises albigeoises du pays de Foix, rien non plus de celui de la bibliothèque de Toulouse; enfin, il n'emprunte qu'un petit nombre de pièces aux copies de la collection Doat, à la Bibliothèque nationale. Pour conclure, ce recueil ne saurait donner une idée exacte de l'activité des juges d'Inquisition durant tout un siècle, et il serait impossible, à l'aide de ces seuls textes, de faire l'histoire du tribunal. Il n'y est guère question que des

1. Dont, il est vrai, M. Douais ne cite les ouvrages que le moins souvent possible.

Cathares ou Albigeois, alors qu'au ^{xiv}^e siècle il poursuivait avec tout autant de rigueur les Vaudois, les fraticelles ou spirituels, les Béguins et les sorciers.

Cette lacune, dont l'éditeur n'est peut-être pas seul responsable, est d'autant plus fâcheuse qu'on aurait pu réserver à des textes originaux une bonne part de la place prise par la vaste introduction qui forme tout le tome I; elle compte en tout 300 pages et renferme une étude sur les sources de l'histoire de l'Inquisition. Ce n'est ni une histoire complète de l'institution (elle eût été d'ailleurs actuellement peu utile après le beau livre de M. Lea), ni une simple notice sur les documents publiés au tome II. L'auteur effleure beaucoup de sujets différents; mais la place lui manque pour en approfondir aucun; c'est en somme avant tout un amas de remarques et de réflexions sur chaque point particulier. Parfois, l'information n'est pas absolument complète; ainsi, touchant les manuels de procédure, M. Douais en cite en tout deux; il aurait pu y ajouter ceux que Martène a jadis publiés et dont M. K. Müller a étudié l'un, fort important; l'excellent ouvrage de ce dernier lui aurait fourni de précieuses indications sur l'une des sources de la *Practica* de Bernard Gui, et il y aurait vu mentionné un formulaire de l'Inquisition de Carcassonne d'environ 1245, aujourd'hui à la bibliothèque de Wolfenbüttel. Ajoutons enfin qu'on ne saurait étudier la procédure des tribunaux d'Inquisition à l'aide des seuls manuels rédigés dans le midi de la France; il faut y joindre les traités analogues composés dans les pays voisins, Italie et Espagne, sans surtout oublier le plus complet et le plus parfait de tout, le *Directorium* du catalan Nicolas Eymeric. Sur plusieurs autres sources, notamment sur les copies de la collection Doat, d'autant plus précieuses qu'elle représentent des originaux définitivement perdus, M. Douais fournit d'utiles détails; c'est ainsi qu'il classe ces nombreux actes par inquisiteurs, traçant de la sorte un tableau intéressant de l'activité judiciaire de chacun de ces religieux; on doit aussi noter de bons renseignements sur le manuscrit des archives de la Haute-Garonne et sur celui de la bibliothèque de Toulouse, jusqu'ici incomplètement étudiés. Par contre, certaines parties du travail auraient pu sans aucun inconvénient être fortement abrégées; il était peu nécessaire d'analyser longuement toutes les bulles des papes du ^{xiii}^e siècle relatives à l'Inquisition; pour beaucoup, qui se répètent, une simple mention suffisait. Encore moins nécessaires sont les pages consacrées aux relations entre le tribunal, les princes séculiers et les ordinaires; ces longs développements, naturels dans une histoire de l'Inquisition, ne sont pas à leur place dans un travail bibliographique. On doit ajouter que si cette partie renferme

d'utiles indications, l'auteur n'a pas tout connu; il aurait pu consulter utilement la correspondance d'Alfonse de Poitiers, les comptes et actes administratifs de ce prince encore inédits et certains registres des enquêteurs de saint Louis, publiés il y a quelque vingt ans.

Le ton de l'ouvrage est en général modéré; mais on a le droit de trouver certaines des appréciations de l'auteur bien indulgentes. On ne saurait sans doute juger d'après les idées modernes une institution aussi singulière; la plupart des inquisiteurs du *xiii^e* siècle furent des religieux fanatiques, mais absolument sincères, qui crurent, en appliquant à des délits d'opinion des peines atroces, remplir leurs devoirs envers Dieu et l'Eglise. Ce sont là sentiments qu'on aurait peine à trouver aujourd'hui, sauf peut-être chez un petit nombre d'imbéciles ou de déments; en dépit de certaines défaillances passagères, la mentalité générale s'est fort heureusement modifiée. Mais, parmi tous ces fanatiques dangereux, bien que sincères, il y eut bien quelques brebis galeuses; sans parler d'excès de cruauté qui révoltèrent même les gens du *xiv^e* siècle, peu tendres assurément (nous pensons, entre autres, au fameux Foulques de Saint-Georges), certains des hauts personnages qui se mêlèrent des procès d'inquisition commirent de véritables crimes. Tel ce Bernard de Castanet, évêque d'Albi, objet de la haine de la plupart de ses ouailles; curieuse figure, sans doute, un vrai politique, intelligent d'ailleurs et lettré; mais il dépassa vraiment la mesure, et son odieuse conduite fut en somme condamnée par le Saint-Siège, qui dut intervenir. Tirant profit des confiscations prononcées à sa requête, il aurait volontiers fait incarcérer tout son troupeau pour satisfaire ses goûts de luxe et son amour des constructions somptueuses. Vanter la fermeté de ce triste personnage à l'égard des hérétiques, c'est là vraiment recourir à un singulier euphémisme. Sur un autre point, les arguments de M. Douais nous paraissent bien peu convaincants. Il s'agit de la torture : qu'elle ait été en usage dans les tribunaux d'Inquisition, le fait ne paraît pas douteux; l'auteur affirme d'abord qu'elle était rarement appliquée; mais qu'en sait-il? Ce sont là détails qui ne figuraient pas nécessairement dans les procès-verbaux. M. Douais cherche bien à excuser les inquisiteurs en rappelant qu'en tout cas la torture ne pouvait être ordonnée par les inquisiteurs eux-mêmes, sous peine d'irrégularité, mais par des juges laïques délégués à cet effet. L'excuse peut passer pour misérable, l'inquisiteur, premier auteur des poursuites, devant être estimé moralement responsable de tous les actes qui suivaient l'arrestation par ses ordres d'un malheureux prévenu. Bien mieux, pour arracher l'aveu, les inquisiteurs, sans parler de la torture, employaient

la prison et les souffrances de la faim, et nous savons par l'un d'eux quel parti ils savaient tirer de ces moyens de contrainte; écoutons ce que dit David d'Augsbourg dans un passage rapporté par M. Douais lui-même (p. ccxl) : « Si l'accusé se refuse à avouer, qu'on l'enferme en prison et qu'on lui fasse concevoir la crainte que l'on a des témoins à sa charge, que, s'il est convaincu par le dire de ces témoins, il ne lui sera fait aucune merci et il subira la mort; que cependant on lui donne peu de nourriture pour le soutenir (*tenuis victus*); cette crainte l'humiliera, et qu'aucun de ses complices ne puisse l'entretenir, qui pourrait le réconforter. » Inutile de commenter ce texte significatif. D'autre part, nous savons qu'en dépit des canons de l'Eglise défendant aux clercs, sous peine d'irrégularité, de verser le sang, la torture était d'un usage courant dans les cours d'église, y compris les officialités; il suffira de rappeler le texte péremptoire emprunté par M. Tanon au formulaire de Guillaume de Paris. Au surplus, ce ne sont là, à notre sens, que des détails sans grande importance; du jour où l'Eglise chrétienne, oublieuse des leçons de l'Evangile, se fit persécutrice à son tour, elle dut nécessairement recourir aux lois cruelles de la société laïque, alors encore passablement barbare. Il suffit de constater la chose, mais qu'au moins on ne nous représente pas comme de parfaits disciples de Jésus tous ces juges sanguinaires qui, pendant plus de cent ans, ont poursuivi et torturé de pauvres visionnaires que le doux Maître se fût contenté de plaindre et d'exhorter¹.

Le troisième et dernier volume de l'édition, par M. LONGNON, de *Meliador*, poème de Froissart, vient de paraître (Société des anciens textes français). Il renferme la fin du texte, le glossaire et les tables. L'éditeur y a joint une notice sur l'Armorial de la Table ronde et les blasons décrits par Froissart; il prouve qu'il n'y a entre eux aucune ressemblance; il démontre en même temps que l'auteur de l'Armorial, dédié au xv^e siècle à un prince de Vienne, est le célèbre Jacques d'Armagnac, duc de Nemours, et que le destinataire, étant qualifié de *prince*, ne peut être un dauphin de Viennois, mais le prince de Viane. Il donne également le blason des écus attribués par le poète à ses personnages et répond aux objections de M. Kittredge

1. Quelques remarques en terminant sur divers points de détail. Pourquoi M. Douais appelle-t-il *Henricus de Chamayo* « *Henri Chamayou* » ? Pourquoi aussi fait-il de Guillaume Arnaud un Allemand en l'appelant *Willem* ? A la table générale, l'éditeur n'a pas donné les formes latines des noms de lieux; la précaution eût été utile. Enfin, dans la transcription du manuscrit de Carcassonne, il y a quelques erreurs dans l'orthographe de ces mêmes noms de lieux.

touchant la date de composition de *Méliador*. Le savant anglais estimait que la première rédaction, dont on n'a plus qu'un débris, était antérieure à 1388, et que la seconde avait été écrite après cette date. M. Longnon persiste à croire que le poème était sur le chantier dès avant 1369 et expose succinctement ses arguments.

OUVRAGES GÉNÉRAUX. — M. le vicomte Charles DE LA LANDE DE CALAN vient de consacrer un volume aux *Personnages de l'épopée romane* (Paris, Bouillon, 1900, in-8°); dans un avant-propos, il explique comment, ayant toujours eu un goût très vif pour la littérature du moyen âge, l'idée lui est venue de publier le résultat de ses remarques sur les chansons de geste; il a, dit-il, lu les poèmes originaux, consulté les ouvrages de MM. L. Gautier et G. Paris, l'*Histoire littéraire* et feuilleté la collection de la *Romania*. C'est avec ce bagage scientifique qu'il s'est lancé dans cette périlleuse entreprise. A vrai dire, l'objet que l'auteur s'est proposé n'apparaît pas très nettement; a-t-il voulu étudier les rapports entre la fable et l'histoire? A-t-il voulu simplement dresser la généalogie de ces familles poétiques et montrer les points de contact entre les différentes gestes et les différentes branches de chaque geste? A notre sens, il a fait fausse route; l'étude critique de ces innombrables poèmes, dont beaucoup n'existent plus sous la forme originale, dépasse les forces d'un homme, et longtemps encore il faudra procéder par monographie. Le jour où on aura étudié d'une façon critique chacun de ces vieux poèmes, où on en aura des éditions soignées avec introductions étendues, on pourra tenter la synthèse; jusque-là, l'entreprise paraît téméraire. La date même de composition de certains de ces vieux poèmes est encore mal déterminée; les rapports entre les rédactions sont mal connus; on n'a pu enfin faire le départ exact entre ce que chaque trouvère a emprunté à la tradition et ce qu'il a ajouté lui-même au thème primitif. Essayer de déterminer ces rapports et ces dépendances à l'aide de simples ressemblances des noms est donc bien difficile; ajoutons que l'honorable auteur rapproche parfois des formes onomastiques bien éloignées et qu'il fait par compensation au texte des poèmes des corrections que certains pourront trouver aventureuses. Mais en voilà assez sur cet ouvrage, qui ne rentre qu'à demi dans le cadre de ce bulletin.

Charles de Valois, frère de Philippe IV, mort en 1323, joua de son vivant un rôle politique de première importance; ambitieux et brouillon, il cherche un peu partout en Europe un trône à sa convenance, et, rebuté dans toutes ses entreprises, doit se contenter d'exercer une certaine influence sur les affaires du royaume. On n'avait point encore écrit la biographie de ce cadet de France; les histoires

générales se contentent de noter son rôle dans le procès d'Enguerrand de Marigny et de mentionner en passant son expédition en Toscane ou sa vaine tentative de restauration de l'Empire latin de Constantinople. M. Joseph PETIT, ancien élève de l'École des chartes, vient de consacrer à ce personnage un volume entier (Paris, Picard, 1900, in-8°); le travail est considérable, et l'auteur a consciencieusement dépouillé les ouvrages imprimés, aussi bien que les collections manuscrites de Paris, de la province et de l'étranger. Il s'est attaché plutôt à mettre en lumière la part prise par Charles de Valois à la politique de son temps qu'à apprécier le caractère du prince, et l'ouvrage manque de conclusion. C'est donc une biographie un peu terre à terre, où les faits se suivent généralement dans l'ordre chronologique, mais qui n'en rendra pas moins des services et qui permet dès maintenant de juger le rôle joué par ce personnage de second plan.

Charles de Valois n'avait pas treize ans quand une décision fantasmagorique du Saint-Siège lui conféra la couronne d'Aragon, royauté *in partibus*; il prend donc une part, sans doute peu active, à la désastreuse campagne de 1285, et ne trouve pas auprès de ses nouveaux sujets un accueil bien enthousiaste; il se contente de distribuer à ses courtisans les fiefs et les dignités du royaume à conquérir. Il devra, en 1295, renoncer définitivement pour le bien de la paix à ce vain titre de roi; mais déjà attentif à soigner ses intérêts personnels, il sait faire autrement sa fortune; époux de Marguerite, fille de Charles II de Naples, il ajoute dès 1290, à son mince apanage du Valois, deux riches provinces, l'Anjou et le Maine. C'était pour lui une excellente affaire et une chance inespérée; il n'en restera pas moins besogneux sa vie entière et la passera à extorquer de l'argent à son frère, à ses neveux, à l'Église et à ses sujets sous des prétextes parfois bien étranges. C'est la première fois qu'on voit à l'œuvre un de ces cadets de France, dont l'établissement et la fortune coûtèrent parfois si cher au pays et dont la plupart lui rendirent si peu de services. L'avidité de Charles de Valois était notoire; elle lui fit commettre parfois des actions peu honorables, et Enguerrand de Marigny, qui connaissait bien son ennemi, put lui en faire en public de sanglants reproches. Il est vrai qu'il fallait à ce prince des ressources considérables pour mener à bien toutes les entreprises plus ou moins inconsidérées que lui suggérait son ambition. D'abord nous le voyons guerroyer en Aquitaine et en Flandre pour le compte de son frère, Philippe le Bel, puis, le jour où il a épousé Catherine de Courtenay, héritière nominale de l'empire de Constantinople, il conçoit l'espoir chimérique de rétablir la domination latine en Orient. Mais

il lui faut des alliés et de l'argent; pour ce dernier point, il s'adresse au Saint-Siège, et Boniface VIII oblige les églises de la chrétienté à se saigner à blanc pour permettre l'accomplissement de ce sage projet. De son côté, Charles de Valois accepte, rôle peu honorable pour un prince français, pour un petit-fils de saint Louis, d'aller en Italie se faire l'exécuteur des vengeances du parti guelfe; en 1304, il occupe Florence et autorise par sa présence les persécutions odieuses et les massacres dont les Gibelins sont victimes. On sait comment Dante, en quelques vers terribles, a vengé son parti. Cette triste équipée à laquelle le pape Boniface VIII lui-même met fin, une campagne misérable dans le sud de l'Italie n'amènent aucun résultat, et, comme le roi Picrochole, Charles de Valois rentre bientôt au logis, léger d'argent et déçu de ses espérances. Mais il n'est pas guéri de ses folles ambitions; quelques années après, en 1308, il sera candidat à la couronne impériale, et, encore plus tard, à la veille de mourir, il rêvera de se faire créer roi d'Arles et de Vienne. Entre-temps, il a exercé une influence sensible sur les affaires intérieures du royaume; sous le faible Louis X, il est le vrai maître, le promoteur des poursuites contre les anciens ministres de Philippe le Bel, et, bien plutôt pour assouvir une haine personnelle que pour punir un ministre prévaricateur, il fait condamner Marigny; lui-même, plus tard, avouera son crime. Sous Philippe V, il est moins en faveur et moins influent; actif et intelligent, ce prince n'est pas d'humeur à se laisser dominer; Charles IV, au contraire, paraît avoir volontiers eu recours aux conseils de son oncle. Enfin, le comte de Valois meurt en 1325, laissant un fils, ce Philippe qui, pour le malheur de la France, devait devenir roi trois ans plus tard.

Voilà, convenons-en, une existence bien remplie; mais tous ces rêves de grandeur, toutes ces entreprises incohérentes semblent dénoter chez Charles de Valois plus d'ambition que de bon sens. M. Petit n'a point tenté de faire l'apologie de son héros, et de cette réserve on ne saurait que le louer. Dans la seconde partie de l'ouvrage, il montre ce prince dans sa famille et sur ses domaines, administrant son apanage et cherchant par tous les moyens possibles à accroître ses revenus, toujours inférieurs à ses besoins; on sait qu'il mourut insolvable. Cette administration est loin d'être parfaite, et plus d'une fois ce fils de France doit se défendre contre l'ingérence des agents royaux, plus soucieux, il est vrai, d'affirmer la suprématie de la couronne que de corriger des abus. On est déjà bien loin du règne de saint Louis, et à l'ancienne féodalité militaire et chevaleresque va succéder cette féodalité fiscale qui laissera si mauvais renom.

Guillaume d'Ercuis, précepteur de Philippe le Bel, avait su

gagner la confiance et l'affection de son élève, qui, devenu roi, le combla de charges, de pensions et de bénéfices. Notaire et clerc du roi, chanoine de Laon, de Senlis et de Noyon, prébendé à Reims, il devint encore plus tard archidiaque de Thiérache; il semble avoir cherché avant tout la tranquillité et vécu sagement à l'écart, administrant avec un soin méticuleux ses revenus assez importants, et tout occupé d'embellir et d'achever la chapelle qu'il avait fait élever à Ercuis, son village natal. Il a fréquenté souvent la cour, accompagné les rois dans leurs expéditions militaires; mais il ne paraît pas s'être mêlé des affaires publiques; il a beaucoup d'amis, dont il met sans doute le crédit à contribution; mais il se tient aussi loin que possible de la politique et s'occupe surtout des membres de sa famille, qu'il élève et qu'il case. C'est un homme instruit; il a fait ses études à Paris et y a obtenu le titre de *magister*; il achète des livres, fait construire un manoir à Ercuis et dépense largement. En mourant (1314), il lègue sa chapelle et sa maison à l'abbaye de Sainte-Geneviève, qui y fonde un prieuré. Il serait difficile, on le voit, d'imaginer existence plus simple et plus sage. Guillaume était par dessus tout un homme ordonné et méthodique, et il tenait au livre de raison, l'un des plus anciens que l'on ait pour la France; le manuscrit est aujourd'hui à la bibliothèque Sainte-Geneviève. Connue et signalé dès le *xvii*^e siècle, ce curieux document a été tout récemment analysé par M. Delisle au tome XXXII de l'*Histoire littéraire*; M. J. Petit vient à son tour de l'étudier et d'en publier le texte¹. On sait quel intérêt présente ce genre de recueils, dont divers savants poursuivent l'étude depuis un certain nombre d'années; c'est en somme une mine presque inépuisable de renseignements sur la vie sociale en France au temps passé, et celui de Guillaume d'Ercuis peut compter parmi les plus précieux. L'auteur y a noté quelques faits historiques, la mort de certains grands personnages; il y donne également le détail de ses recettes et de ses dépenses; il y mentionne les baux passés par lui, les achats faits, les marchés conclus pour ses constructions (prix de la main-d'œuvre et frais de matériaux). Enfin, en homme soigneux, il prend copie de quelques chartes intéressant ses propriétés ou d'actes dont les formules pourront plus tard lui servir. C'est, pour conclure, un excellent répertoire de faits touchant la vie quotidienne, l'existence intime d'un modeste bénéficiaire à la fin du *xiii*^e et au commencement du *xiv*^e siècle.

Le culte de saint Lambert de Liège fut importé en Westphalie dès le *ix*^e siècle, lors de l'organisation religieuse de la Saxe; d'autre

1. *De libro rationis Guillelmi de Erqueto*. Paris, Picard, 1900, in-8°.

part, au xvi^e et au xvii^e siècle, les princes-évêques de Liège et ceux des grandes cités de l'Allemagne du Nord eurent les uns et les autres à lutter contre la Réforme. S'autorisant de ces deux faits, M. DEMARTEAU vient de publier un ouvrage de composition un peu bizarre intitulé : *Liège et les principautés ecclésiastiques de l'Allemagne occidentale, étude d'histoire comparée* (Liège, Gothier, 1900, in-8°). Il y raconte brièvement l'histoire interne et externe de villes telles que Münster, Minden, Verden, Halberstadt, Hildesheim, etc., en insistant principalement sur les ressemblances entre cette histoire et celle de la cité liégeoise; puis il parle longuement des villes rhénanes, avec lesquelles Liège entretenait des relations commerciales : Cologne, par exemple, et Aix-la-Chapelle, et termine par un exposé des luttes intestines entre les princes-évêques de Liège et leurs bourgeois et par quelques pages sur la destruction de la principauté à la fin du xviii^e siècle. Tout cela, bien qu'un peu abrégé, est intéressant, mais on ne voit pas bien à première vue comment l'auteur a pu être amené à rapprocher des sujets aussi différents. Sauf que dans toutes ces villes régnaient des princes-évêques et que dans certaines d'entre elles il existait une église dédiée à saint Lambert, il n'y a que bien peu d'analogie entre le développement municipal de ces cités allemandes et l'histoire intérieure de Liège. Partout, il est vrai, il s'est formé avec le temps une bourgeoisie riche et active, et l'autorité épiscopale s'est trouvée contestée; mais ce sont là simples coïncidences, et M. Demarteaun'a pu indiquer aucun trait de ressemblance entre la constitution urbaine des villes de Westphalie et celle de Liège. On pourrait tout aussi bien comparer en France les échelons du Nord et les consulats du Midi. Pour conclure, on ne trouve dans ce volume ni une histoire complète du développement intérieur de Liège ni une étude approfondie des rapports commerciaux entre cette ville et les cités allemandes, mais une suite de réflexions générales et de rapprochements parfois un peu forcés entre les destinées des deux pays.

Le tome second de la *Faculté de théologie de Paris à l'époque moderne*, par M. l'abbé FERET (Paris, Picard, 1904, in-8°), est tout entier rempli par des notices sur les principaux docteurs et écrivains qui ont illustré la corporation au xvi^e siècle. Le nombre en est grand, et l'auteur, faute de mieux, les a classés en sorbonnistes, navarristes et religieux d'ordres divers. C'est là classification un peu factice, mais acceptable, du moment que l'auteur procédait par notices biographiques; le plus grand défaut qu'elle présente est de mêler l'ordre des temps. Parmi tous ces docteurs, il en est sans doute beaucoup de parfaitement inconnus aujourd'hui; mais d'autres ont

joué jadis un rôle éminent dans l'Église et dans l'État, tels le fameux Noël Beda, René Benoist ou le converti Palma Cayet; beaucoup aussi ont pris une part active aux querelles religieuses et ont argumenté avec ardeur contre les réformés; enfin, d'autres ont fait preuve de savoir et d'érudition et publié de vieux textes théologiques ou historiques. En un mot, si la plupart ne méritent guère qu'une courte mention, il en est d'autres qui ont marqué dans l'histoire intellectuelle de la France, et si la Faculté de théologie ne peut citer durant ces cent ans des noms qui vaillent ceux de Pierre d'Ailly ou de Gerson, elle tient encore suffisamment sa place dans le monde. A un autre point de vue, ce fragment d'histoire littéraire présente également un réel intérêt; tous ces docteurs sont des catholiques fervents et appartiennent au parti contre-réformiste le plus exalté. Beaucoup, après avoir longtemps prêché contre les novateurs, deviendront de fougueux ligueurs et prendront une part directe aux guerres civiles de la fin du siècle. Leurs ouvrages sont le plus souvent des œuvres de polémique pleines de violence et d'âcreté. La lecture de ces innombrables volumes, difficiles à trouver, est particulièrement pénible et fastidieuse; en les décrivant, en les analysant, M. l'abbé Feret a rendu un grand service dont on doit lui être d'autant plus reconnaissant que la matière était plus ingrate. De tous ces écrivains, bien peu ont quelques talents littéraires; la plupart, surtout quand ils emploient le français, oublient de sacrifier aux Grâces, et leur latin rappelle trop souvent celui des anciens scolastiques. A cet égard, leur infériorité est patente; aucun d'eux n'écrit le français comme Calvin, et en latin peu atteignent l'élégance d'un Érasme ou d'un Théodore de Bèze. Ils n'en ont pas moins travaillé et écrit, et, quelque jugement qu'on porte sur leurs œuvres, il faut les étudier pour connaître tout le mouvement intellectuel de leur temps.

La Vie et les œuvres de Frédéric Morel, imprimeur à Paris, par M. Maurice DEMOULIN (Paris, Picard, 1904, in-8°), est une bonne contribution à l'histoire de la librairie parisienne au xvi^e siècle. Morel était noble, champenois et d'après certains indices des environs de Châlons-sur-Marne; comme la plupart de ses confrères d'alors, ce n'était pas un simple entrepreneur de librairie, il était lui-même lettré consommé. Né en 1523, il vient à Paris entre 1540 et 1545 suivre les cours publics, peut-être au Collège royal, et débute quelques années plus tard comme correcteur chez Charlotte Guillard; c'est grâce à ses soins que parait le *Lexique* grec de Toussain; il y ajoute une préface latine, où il explique comment il a remanié et complété l'ouvrage primitif. Devenu gendre de Michel de Vascosan,

il fonde en 1537 une imprimerie rue Saint-Jean-de-Beauvais, dans une maison appartenant à son beau-père. Il a très vite d'illustres clients, dont Joachim du Bellay, puis des savants, des théologiens; dès 1559, la cour lui confie des impressions; il obtient le privilège pour les œuvres poétiques du chancelier de l'Hospital; enfin, il imprime pour Philibert de l'Orme, Claude d'Espence, Adrien Turnèbe. En 1570, à la mort de Robert II Estienne, il obtient le titre d'imprimeur du roi, titre qui lui confère certains privilèges personnels et honorifiques, et le droit d'employer les caractères dits de Garamont. Dès lors, il édite une foule d'actes officiels, dont M. Dumoulin a dressé un long catalogue, et c'est à lui qu'on s'adresse pour imprimer les relations de fêtes et de cérémonies publiques. En 1579, il va occuper l'ancienne maison des Vascosan, rue Saint-Jacques; puis il meurt en 1583, léguant à son fils une maison célèbre et une excellente réputation. Frédéric Morel a laissé quelques écrits; ce sont des traductions, des préfaces à ses éditions, des vers grecs et latins. Ses descendants continuèrent pendant plusieurs générations à exercer la profession d'imprimeurs, et la marque du mûrier figure sur un grand nombre de volumes jusqu'au milieu du xvii^e siècle. La deuxième partie de l'ouvrage de M. Dumoulin est consacrée à l'étude technique des travaux de Morel : caractères (ce sont ceux de Garamont); lettres grises, dont certaines fort jolies et bien gravées; marques, elles changèrent plusieurs fois; euls-de-lampe, etc. A la suite, on trouve le texte des privilèges obtenus par lui et une liste étendue des ouvrages sortis de l'officine de 1537 à 1583, liste fort intéressante et dont la confection a dû prendre beaucoup de temps et nécessiter de longues recherches.

Le sujet qu'a voulu traiter M. Henri Sée est des plus difficiles, et jusqu'ici, en France, il a été peu étudié dans son ensemble¹. On a publié beaucoup de textes sur la condition des classes rurales au moyen âge; on a examiné la question pour quelques provinces, pour certaines périodes déterminées; mais personne n'a encore eu le courage d'esquisser un tableau complet de la fin de l'époque romaine à l'aurore des temps modernes. Les textes sur la matière sont innombrables, extrêmement dispersés, beaucoup encore manuscrits, et il est matériellement impossible à un seul homme de prétendre les connaître tous; d'autre part, la condition des classes rurales à un moment déterminé varie de province à province, le mouvement d'af-

1. *Les Classes rurales et le régime domanial en France au moyen âge.* Paris, Giard et Brière, 1901, in-8°, xxxvii-638 p.

franchissement ayant été plus rapide ici, plus lent ailleurs; enfin, les formes de la servitude, de la liberté et de la demi-liberté sont très différentes, suivant qu'on passe du nord au midi, de l'est à l'ouest. Ajoutons-y la multiplicité, la variété des redevances et des charges qui pèsent sur ces mêmes classes; cataloguer tous ces droits aux noms divers, les grouper en catégories bien déterminées est toujours difficile, les usages ayant varié de localité à localité et beaucoup de ces droits onéreux ayant changé de nom et de nature au cours des ans. Toutes ces difficultés n'ont point arrêté M. Sée, et, en somme, il a eu grandement raison de ne point les estimer insurmontables. A qui ne veut pas descendre dans le dernier détail, il suffit de réunir sur chaque province et sur chaque siècle un nombre suffisant de textes pour que du rapprochement de ces textes se dégagent des lois particulières, puis générales. Enfin, cherchant surtout à rendre sensible à l'esprit du lecteur le mouvement ininterrompu qui transforme l'esclave en serf attaché à la glèbe, puis en vilain, et enfin en tenancier libre, M. Sée n'avait pas à rechercher toutes les exceptions à la règle, exceptions qui ne font que la confirmer; la rareté de serfs en Languedoc et en Bretagne au moyen âge, par exemple, est une anomalie, au même titre que l'existence de serfs en Franche-Comté en plein *xviii*^e siècle, et l'historien ne doit tenir compte que des faits les plus généraux, sans s'attacher aux anomalies. C'est le seul moyen de rendre l'érudition utile et d'en faire sortir l'histoire.

Le plan que M. Sée s'est tracé est extrêmement vaste; il embrasse l'histoire de la classe agricole depuis les origines jusqu'à la fin du moyen âge; sur l'époque romaine et mérovingienne, il a pu naturellement être assez bref; il était parfaitement inutile de récrire à nouveau l'histoire de la transformation, sous l'influence de causes économiques, aujourd'hui bien connues, de l'esclavage rural en servage. On a montré comment le colonat avait dans une grande mesure amené cette transformation, comment l'intérêt même avait obligé les grands propriétaires à rendre moins précaire la condition de leurs travailleurs ruraux. Mais ce n'était point encore là l'émancipation, bien que ce changement marquât déjà un certain progrès; au contraire, l'autorité du grand propriétaire foncier ne fait dès lors que s'accroître. L'État s'affaiblit de jour en jour, et les hommes libres de petite condition sont bien faibles en face de leurs puissants voisins, dont bientôt ils deviendront les clients; ils perdent en partie leur indépendance et forment une classe innombrable placée entre la liberté et la servitude. En un mot, s'il y a une ascension des esclaves vers la liberté, il y a aussi des libres qui descendent vers la servi-

tude; le fait était inévitable dans une société purement aristocratique comme celle qui éclot à la fin de la période carolingienne. Dans les campagnes, la classe moyenne devait disparaître.

Vers le ix^e siècle apparaissent des textes, grâce auxquels nous allons mieux connaître la condition des cultivateurs. Des chartes nombreuses, des pouillés, tels que ceux de Saint-Germain-des-Prés et de Saint-Remi, nous expliquent dans le détail l'organisation du domaine rural, la situation des paysans, très variée et très changeante, les charges et redevances dues pour chaque tenure, les rapports que les tenanciers ont entre eux, avec le maître et avec les agents du maître. Le pouvoir de ce dernier s'est accru et une partie des impôts publics est devenue la propriété du seigneur, qui les perçoit à son profit; il est à la fois propriétaire foncier, chef politique et justicier de tous ceux qui habitent sur le domaine. Situation singulière qui va se prolonger plusieurs siècles.

C'est sur cette période, laquelle dure plus ou moins longtemps suivant les provinces, que M. Sée s'étend avec le plus de complaisance. Ici, en effet, les textes surabondent, et le point difficile est de savoir se borner. L'auteur étudie successivement les sources du servage, la manière dont on peut en sortir, par affranchissement ou rachat, la situation des demi-libres, hôtes et vilains; l'affranchissement s'octroie par pitié et aussi par intérêt; en thèse générale, il n'est point gratuit et délivre la personne, mais non la terre. Il deviendra ensuite plus fréquent, et la pratique s'en généralisera lors de l'établissement des communes et de la multiplication des villes neuves et des bastides.

Le servage était en somme un progrès sur l'ancien esclavage; le *servus* n'est plus une chose, mais un homme; il a une famille et peut dans son humble case se créer une existence en partie indépendante. Mais que de siècles il a fallu pour que cette amélioration donne tous ses fruits! Les droits domaniaux qui pèsent sur le cultivateur sont énormes, et surtout à l'origine ils sont arbitraires; ils frappent toutes les formes du travail, et le taux peut en varier dans des proportions étonnantes. Le premier point sera de les fixer, de les rendre réguliers; ici, le progrès fut lent et capricieux, suivant que la résistance des seigneurs fut plus ou moins prolongée et les tenanciers plus ou moins tenaces et patients. Si ceux-ci parvinrent souvent à gagner leurs procès, ils le durent à leur heureuse tactique, à ce fait qu'ils surent intéresser le seigneur lui-même au succès de leur cause. Le grand propriétaire foncier ne se préoccupe guère que de ses intérêts matériels les plus immédiats; s'il consent à fixer le taux d'une redevance, à supprimer une corvée accablante, c'est qu'il

compte bien sur des revenus plus assurés, sur un travail plus productif. En un mot, et à part quelques honorables exceptions, la condition des classes agraires reste durant toute la période féodale extrêmement misérable. Les guerres civiles rendent la vie incertaine, les procédés de culture sont encore enfantins et l'ordre social pèse d'un poids extrêmement lourd sur les habitants des campagnes. Toutes les déclamations de l'école néo-catholique ne changeront rien aux faits, et le spectacle de la Russie moderne permet de juger en toute connaissance de cause l'exploitation seigneuriale et le servage.

Cet état de choses se prolonge à peu près jusqu'au ^{xiii}^e siècle, plus ou moins longtemps suivant les provinces, puis une amélioration se produit; le servage personnel disparaît, les droits et redevances deviennent réels. La terre commence à passer de main en main; des bourgeois, de simples paysans peuvent être propriétaires, le fermage et le métayage apparaissent; aux anciens serfs succèdent les vilains. Le régime domanial, battu en brèche par l'autorité centrale, de jour en jour plus forte, se dissout lentement. Enfin on voit naître les communautés de paysans, première forme des municipalités rurales. Ce mouvement remplit les derniers siècles du moyen âge si troublés par la guerre civile et étrangère. Mais le régime féodal, trop respecté par la royauté, qui ne s'occupe guère que de politique extérieure, subsistera dans ses grandes lignes jusqu'à l'aurore des temps modernes, et de là la condition misérable et précaire de la classe agricole jusqu'à la Révolution, car il faudra une révolution pour balayer les restes de ces vieilles institutions. Mais cette révolution ne sera que le dernier terme, l'aboutissement du mouvement évolutionniste, qui a fait de l'esclave romain le serf, puis du serf le vilain; il n'est peut-être point d'institution sociale dont on puisse plus aisément suivre durant près de mille ans les lentes transformations.

Dès le milieu du ^{xii}^e siècle, afin de ranimer le zèle des chrétiens pour la délivrance des lieux saints, le pouvoir pontifical octroya aux croisés des privilèges et des exemptions. Placés dès lors sous la protection spéciale de l'Église, ils ne furent justiciables que des tribunaux ecclésiastiques et on leur accorda des délais pour payer leurs dettes. C'est cette condition juridique, créée par la papauté et longtemps explicitement acceptée par le pouvoir civil, que M. E. BRIDREY vient d'étudier dans un ouvrage fort intéressant¹. Ces privilèges,

1. *La Condition juridique des croisés et le privilège de croix*. Paris, Giard, 1900, in-8°.

qui nous paraissent aujourd'hui exorbitants, furent en usage pendant plus d'un siècle, bien que l'autorité séculière ait essayé souvent de les restreindre et de les réglementer, puis ils disparurent naturellement quand il n'y eut plus de croisades, non sans laisser des traces dans les formules des actes privés. L'auteur étudie d'abord l'action de ces privilèges sur la condition juridique des croisés et les effets judiciaires de ces mêmes privilèges. Il montre quel sens étendu on donne au terme de croisade dès le début du ^{xiii}^e siècle; ce nom désigne dès lors non seulement les expéditions contre les hérétiques et les schismatiques, mais encore celles contre les princes qui n'acceptent pas l'autorité ou les prétentions de la cour pontificale (par exemple Frédéric II et Pierre III d'Aragon). Bien plus, chaque année partent pour la Terre-Sainte de petits contingents de volontaires ou de soudoyers qui vont servir en Orient; certains particuliers témoignent à intervalles réguliers l'intention de partir et prennent la croix, qui n'ont aucunement l'intention de tenir leur promesse. A d'autres enfin, le pèlerinage en Palestine est imposé à titre de pénitence canonique ou de châtiment. De là une foule de faux croisés contre lesquels la cour romaine elle-même est obligée de sévir; de là aussi de graves abus reprochés par les contemporains aux agents de la papauté, qui vendent à beaux deniers comptants le rachat du vœu de croisade. Mais il fallait régler la condition juridique du croisé comme vassal, comme mari, comme fils; le vassal absent ne peut desservir le fief; que va faire le suzerain? Le mari ou le fils aîné parti, que deviendra la famille? Autant de difficultés que n'avaient point prévues les papes et qui surgirent le jour où il y eut beaucoup de personnes à invoquer le titre de croisé. M. Bridrey expose dans le détail les moyens imaginés par les juriconsultes et par les tribunaux du ^{xiii}^e siècle pour parer à tous ces inconvénients. On prévoit tous les cas possibles pour l'administration des biens, le régime entre époux, la succession des croisés morts en Orient. Dans la seconde partie de l'ouvrage, l'auteur étudie le privilège de croix proprement dit, les avantages que le fait de porter ce précieux insigne concède aux gens dans leurs relations avec des tiers. Leurs personnes et leurs biens sont placés sous la protection spéciale de l'Eglise; ils ne relèvent que de la juridiction ecclésiastique, et on ne peut leur intenter aucune action civile ou criminelle. Touchant le privilège de juridiction spéciale, il y eut dès le ^{xiii}^e siècle, chez le pouvoir laïque, beaucoup de résistance; dès lors, les tribunaux royaux fonctionnent et tendent à substituer leur action à celle des cours ecclésiastiques; on devine aisément combien de conflits durent naître à cette occasion. Quant à l'*essoine* ou excuse de croix, elle

constituait également un privilège exorbitant; il suffisait à un mauvais payeur, à un homme violent, de prendre la croix pour être à l'abri de toute action pour dettes et pour n'avoir point à subir les conséquences des actes les plus criminels. C'était, en résumé, une occasion de troubles et de querelles, surtout en un temps où la croix chargeait trop souvent pour la forme la poitrine de beaucoup de laïques. Sur ce point encore, on dut réglementer; l'Église, suivant sa louable coutume, mit à ses résistances une ténacité extraordinaire, mais elle avait affaire à forte partie, et, à dater du milieu du ^{xiii}^e siècle, la plupart des contrats privés renferment une petite clause ruinant toute cette législation compliquée; les contractants déclarent renoncer à tout privilège de croix prise ou à prendre. Au reste, l'énormité des privilèges accordés par l'Église aux croisés n'avait fait que nuire à ces derniers, qui ne trouvaient plus de prêteurs ou devaient subir des conditions léonines; plus sage et mieux inspiré, le législateur civil, en ménageant les intérêts des créanciers, rendit service à ces mêmes croisés et leur assura un crédit moins coûteux.

C'est également une question de droit historique que M. Pierre Dubois a pris pour sujet de sa thèse de doctorat : *les Assurements au XIII^e siècle dans nos villes du Nord, recherches sur le droit de vengeance*¹. Très intéressant, l'ouvrage se compose de deux parties; l'auteur étudie d'abord les origines, la *faida* ou droit de vengeance privée chez les races germaniques; combattu vigoureusement par Charlemagne, il reparait plus tard aux temps féodaux. La composition ou *wergeld* était un premier adoucissement du droit primitif; les lois barbares interdisent déjà la *faida*, sauf pour les crimes atroces; enfin, dès l'époque mérovingienne, l'action publique, grâce à l'influence des lois romaines, apparaît, et, pour couper court aux guerres privées, dans certains cas la société prend la vengeance à son compte. Charlemagne interdit expressément la *faida* et oblige, sous peine d'exil, la partie offensée à s'en tenir à la composition : tentative inutile, ces pratiques sauvages vont bientôt reparaitre. L'Église, seul pouvoir universellement respecté, institue dès la fin du ^x^e siècle la paix, puis la trêve de Dieu, adoucissement temporaire, réglementation du fléau des guerres privées. M. Dubois étudie sommairement les différentes formes revêtues par l'institution, tant dans le nord que dans le midi du royaume, et montre que ce fut là un palliatif bien insuffisant. La royauté reprendra la tâche au ^{xiii}^e siècle avec plus de suite et d'énergie. — L'usage de la *faida* était universel chez les populations germaniques et pratiqué aussi bien par les

1. Paris, Rousseau, 1900, in-8°.

roturiers que par les nobles; les échevinages du nord se donnent pour tâche d'y mettre un terme; ils cherchent moins à punir le coupable qu'à prévenir les suites de l'acte criminel, à empêcher les parents de la victime de prendre fait et cause pour elle. Mais ce n'est pas du premier coup qu'ils arrivent à faire prévaloir leur autorité, et l'épanouissement du régime est précédé comme d'une longue gestation; il se forme des associations, des ghildes ou corporations, entre les membres desquelles la paix règne, et qui s'engagent à défendre leurs membres. De ces ghildes sortira plus tard la commune jurée. Dès lors paraît la pratique de l'asseurement; on fait jurer à l'offensé et aux parents de l'offensé de ne point tirer vengeance de l'injure reçue; l'usage existe dès la seconde moitié du ^{xii}^e siècle. La commune reposant sur l'association fraternelle de tous les membres, celui qui trouble la paix est exclu de l'association, puni de l'exil, sa maison est brûlée ou abattue. La lutte fut longue, et M. Dubois voit la cause de ce long insuccès dans les mœurs du temps, rudes et grossières, dans le sang chaud de ces populations à demi germaniques, enfin dans les rivalités entre familles patri-ciennes. Toute cette analyse des règlements municipaux est fort intéressante; c'est à la fois une bonne étude juridique et un curieux chapitre de l'histoire des mœurs dans le nord de la France.

HISTOIRE LOCALE. — L'ancien cartulaire de la célèbre abbaye de Saint-Benoit-sur-Loire a depuis longtemps disparu; mais, pour le reconstituer, on possède des ressources très variées, de nombreuses copies des ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles. Ce sont ces copies que MM. PROU et VIDIER ont utilisées dans leur *Recueil des chartes de l'abbaye de Saint-Benoit-sur-Loire*¹. Le premier fascicule, seul paru jusqu'ici, renferme le texte ou la notice de soixante-dix-neuf documents, du ^{vii}^e siècle à 1070, et compte 208 pages; il permet de dire d'ores et déjà ce que sera l'ouvrage. Les difficultés à vaincre étaient nombreuses; de tous ces anciens diplômes ou chartes, il n'existe plus guère que des copies parfois assez incorrectes; il s'agissait, par une comparaison attentive de ces transcriptions modernes, par une application judicieuse des règles de la diplomatique, de reconstituer les originaux disparus. Chacun des actes a donc été traité à part; il a fallu déterminer le degré de correction ou d'incorrection et l'origine de chaque copie. Une fois le texte primitif ainsi rétabli scientifiquement, les éditeurs se trouvaient en face d'une foule de problèmes délicats à résoudre; pour les noms de lieux, par exemple, le choix

1. *Documents inédits publiés par la Société historique et archéologique du Gâtinais*, V. Paris, Picard, 1900, in-8°.

entre les différentes leçons était souvent malaisé, l'abbaye de Saint-Benoit ayant possédé des domaines dans des *pagi* fort éloignés de la maison mère. De plus, les dates avaient été particulièrement altérées; il fallait, à l'aide de corrections prudentes et méthodiques, rétablir la formule originale; tout érudit qui a eu à se servir d'actes anciens se fera une idée de la quantité de remarques et de déductions qu'il fallait faire avant d'obtenir une solution acceptable. Enfin, comme presque tous les chartriers monastiques, celui de Saint-Benoit renferme beaucoup d'actes faux ou altérés; il fallait donc soumettre chaque texte, une fois ainsi vérifié, à une critique minutieuse pour en déterminer la valeur intrinsèque. Ce sont là recherches longues et difficiles qu'on ne saurait mener à bonne fin, sans connaître à fond l'histoire de l'établissement et les règles de la diplomatie royale, pontificale et privée. Les deux éditeurs étaient l'un et l'autre fort bien préparés pour la tâche; M. Prou est aujourd'hui professeur de diplomatie à l'École des chartes et prépare la publication des diplômes de Philippe I^{er} dans les recueils de l'Académie des inscriptions; de son côté, M. Vidier a soutenu à la même École une thèse fort remarquable, encore inédite malheureusement, sur l'école historique de Saint-Benoit-sur-Loire. La collaboration de deux savants aussi bien outillés a produit des résultats excellents, et les dissertations qui accompagnent les actes altérés, suspects ou faux, sont claires, bien conduites et convaincantes. Citons seulement celle qui a pour objet le fameux acte ou *testamentum* de Léodebod, abbé de Saint-Aignan (654); c'est une donation à la nouvelle abbaye de Fleury. Les éditeurs rejettent certaines corrections proposées par leurs devanciers, mais ils estiment que le texte primitif a été arbitrairement corrigé et modifié par des copistes, soit négligents, soit grammairiens puristes; à leurs yeux, d'ailleurs, le document présente des signes indéniables d'antiquité, et ils le tiennent pour authentique ou tout au moins pour rédigé à une époque très voisine des faits rapportés; il est certain, au surplus, qu'il existait longtemps avant la fin du ix^e siècle. Ces conclusions, avec les réserves prudentes qu'elles comportent, nous paraissent devoir être entièrement acceptées.

Le tome VII de l'*Histoire des ducs de Bourgogne de la race capétienne*, par M. E. PETIT (Dijon, Darantière, 1901, in-8°), renferme les années 1306-1343, soit le règne d'Hugues V et en partie celui d'Eudes IV. Dès lors, les ducs sont de grands vassaux, mais le plus souvent des vassaux obéissants de la couronne; la régente en Bourgogne, durant la minorité du jeune Hugues, est une princesse de France, Agnès, fille de saint Louis, et en général la politique du

pouvoir central ne rencontre point dans la province de résistance bien opiniâtre. La Bourgogne prend, il est vrai, part au soulèvement féodal à la mort de Philippe le Bel; de nombreux seigneurs, dont M. Petit donne la liste, se liguent pour faire abolir certaines pratiques du dernier souverain; mais cette résistance est bien éphémère, et les progrès du pouvoir central n'en seront qu'à peine retardés. A peine cette échauffourée a-t-elle pris fin que le jeune Hugues meurt, âgé seulement de vingt-deux ans, et le titre de duc passe à son frère Eudes IV. Celui-ci est de santé plus solide et va régner près de trente-cinq ans; il paraît aussi avoir été de caractère plus énergique que son prédécesseur; dès 1316, à la mort de Louis X, il se met à la tête du parti hostile à Philippe V et ne reconnaît ce prince qu'après d'assez longues négociations et moyennant beaucoup d'avantages et de faveurs; il épouse la fille aînée du roi et obtient la comté de Bourgogne. Désormais, il restera en bons rapports avec la cour de France; il se ligue avec le comte de Savoie contre le dauphin de Viennois, prend part à la campagne de Cassel, séjourne souvent à Paris et prend part à toutes les fêtes, à tous les tournois. Plus tard, il hérite de l'Artois, légué par la comtesse Mahaut, puis il a fort à faire pour s'établir en Franche-Comté, province passablement turbulente, et est réduit à réclamer l'appui du nouveau roi, Philippe VI. Cette guerre féodale, longue et difficile, se prolongera jusqu'au delà de 1340. Pour prouver sa gratitude, Eudes prend une part active à la campagne de Flandre de 1340, puis à celle de Bretagne. Grand ami de Jean de Normandie, il l'accompagne à Avignon en 1342 et fait de riches présents au nouveau pape Clément VI; l'entrevue entre ce dernier et les deux princes était jadis représentée dans un tableau conservé à la Sainte-Chapelle, copié pour Gaignières, et dont M. Petit donne une fort ingénieuse explication. Il montre que nous avons là un nouveau portrait du futur roi Jean et ceux du duc Eudes et du pape Clément. Familier de l'héritier de la couronne, Eudes le suit dans ses voyages en France et prend part à toutes les fêtes qui font alors de la cour des Valois la plus brillante de l'Europe; il accompagne notamment le prince en Languedoc (1344-1345), et les comptes de la maison ducal ont permis à l'auteur de faire un récit fort intéressant de cette excursion princière. En un mot, Eudes, à ce moment, est bien certainement l'un des personnages les plus importants du royaume et le premier des grands feudataires. Comme les précédents, ce tome VII est accompagné de nombreux appendices; tout d'abord, un copieux catalogue des actes les plus importants, puis, à chaque chapitre, des extraits de comptes, des listes de feudataires, des

lettres missives, etc. Notons également la suite des épitaphes de la province; plusieurs de ces monuments sont reproduits en gravures, soit d'après les pierres originales, soit d'après les copies figurées de Gaignières. Enfin, M. Petit a poussé le scrupule jusqu'à donner les écussons des principales familles nobles citées dans l'ouvrage. Ces quelques notes suffisent pour montrer combien ce nouveau volume, avant-dernier de l'ouvrage, présente d'intérêt pour l'histoire générale de France comme pour celle de la province de Bourgogne.

Le *Pays de Gévaudan au temps de la Ligue* (1585-1596)¹, de M. J. ROUCAUTE, étudie dans une des provinces les plus isolées de l'ancienne France le mouvement d'apaisement et de réconciliation qui marqua la fin des guerres de religion. L'ouvrage s'ouvre par un exposé fort intéressant de la situation sociale du Gévaudan au xvi^e siècle; il est resté absolument féodal; le tiers état n'y joue aucun rôle et le maître incontesté du pays est l'évêque-comte; il rend la justice de concert avec les officiers royaux; il est le président né des États. Tout le pays, à part quelques villes royales, dont Marvéjols est la principale, dépend de quelques hauts barons. La réforme vint mettre un terme à cette situation; tandis que les habitants des Causses, du Haut-Gévaudan restent catholiques, le voisinage du Bas-Languedoc gagne au protestantisme les Cévenols, plus actifs, moins indolents que les habitants du Nord. L'unité du pays se trouve ainsi brisée, et, suivant leur humeur, suivant leurs intérêts, les différents barons embrassent l'un ou l'autre des deux partis. Dès 1563, la guerre civile commence; à la tête des réformés est le célèbre capitaine Merle, qui a pour adversaire Saint-Vidal; en 1579, il occupe Mende, et à sa mort, en 1584, la cause du protestantisme semble triomphante. Mais Henri III, désireux de rétablir l'autorité royale dans la province, intervient; en 1586, son général, l'amiral de Joyeuse, reprend Mende, saccage Marvéjols, et, cette fois, le pays tout entier paraît soumis. Il se trouve alors dans une situation lamentable: ruiné par la guerre, parcouru par des bandes de partisans dirigées par une tourbe de petits hobereaux besogneux, écrasé d'impôts. L'évêque lui-même est menacé dans ses prérogatives par les agissements du gouverneur royal nouvellement institué; un sénéchal siège à Mende, fait jusque-là inoui, et Henri III accueille par une fin de non-recevoir les doléances du malheureux pays aux États de Blois en 1589. C'est alors que la Ligue tente de gagner le Gévaudan pour relier ses terres de Provence au Languedoc; elle prend pour chef le

1. Paris, Picard, 1900, in-8°.

gouverneur Saint-Vidal, qui a rompu avec Henri III, et la majeure partie du nord du pays s'associe au mouvement que l'avènement du calviniste Henri IV ne fait que rendre plus rapide; les protestants ont reconstitué leur parti dans le sud et s'attachent naturellement au nouveau roi. D'autre part, la région centrale est restée royaliste avec Adam de Heurtelou, évêque de Mende depuis 1586, et c'est là que se forme et se recrute le parti des politiques qui pacifiera la province. Étroitement lié avec Montmorency-Damville, l'évêque reconnaît Henri IV dès septembre 1589 et s'entend avec les Cévenols; les progrès de la Ligue sont du coup arrêtés, et, dès 1592, elle commence à perdre du terrain. La conversion d'Henri IV achève la défaite du parti; Adam de Heurtelou et le gouverneur royaliste, Montmorency-Fosseuse, achètent la défection des principaux barons ligueurs, et, en septembre 1594, tout le pays reconnaît le souverain légitime. Le travail de M. Roucaute est une bonne contribution à l'histoire des guerres de religion; il montre bien qu'en Gévaudan cette guerre eut un caractère tout particulier, qu'elle fut avant tout une lutte d'influence entre régions différentes et familles féodales, et que la Ligue n'y eut jamais le caractère démagogique qu'elle revêtit dans les villes du nord. Il a également mis en bonne lumière la figure de cet Adam de Heurtelou, prélat gallican et royaliste, qui osa, presque seul du haut clergé, reconnaître dès 1589 le roi légitime, tout huguenot qu'il fût.

Le deuxième volume de l'*Histoire de Maguelonne*, par M. Frédéric FABRÈGE (Paris, Picard, 1900, in-4°), vient de paraître; il embrasse le XIII^e siècle et le début du XIV^e. On peut adresser à ce nouveau volume les mêmes éloges et les mêmes critiques que du précédent; l'information est étendue; l'auteur aime son sujet et le connaît fort bien. Mais, par contre, il ne nous donne moins une histoire de l'église et des évêques de Maguelonne qu'une histoire du moyen âge à propos de cette île obscure. Au risque de choquer les sentiments de l'auteur, nous lui ferons remarquer qu'il exagère fort le rôle joué par les évêques de Maguelonne au XIII^e siècle; c'est vraiment abuser que nous raconter dans un livre, portant un titre aussi particulier, l'histoire minutieuse des fondations religieuses à Montpellier, du commerce de cette ville, des relations du royaume de France avec la papauté et avec l'Empire. M. Fabrège nous parle longuement du roi d'Aragon, Jayme I^{er}, et de ses mœurs peu édifiantes, de Frédéric II, des démêlés entre Philippe le Bel et Boniface VIII, de la suppression de l'ordre du Temple, etc. Maguelonne, ses évêques et son chapitre disparaissent dans cet entassement de renseignements et de réflexions,

et le titre de l'ouvrage en devient trompeur ; pour être plus exact, l'auteur aurait dû écrire *Remarques sur l'histoire du moyen âge*. Ces excursions hors du sujet sont d'autant plus regrettables, qu'admirablement renseigné sur Maguelonne et Montpellier, M. Fabrège l'est naturellement beaucoup moins bien sur des sujets aussi éloignés de ses études de prédilection. Quelques exemples suffiront ; la question de l'innocence ou de la culpabilité des Templiers est encore aujourd'hui débattue et les deux opinions trouvent des défenseurs. M. Fabrège tient pour l'innocence, mais pour des raisons de pur sentiment. Puis, sans que nous ayons le moindre désir de faire l'apologie de Philippe le Bel, il oublie trop que, les croisades finies, les ordres militaires devaient ou disparaître ou se transformer, car ils ne répondaient plus à aucun besoin immédiat. On loue souvent la royauté française d'avoir supprimé impitoyablement tous les organismes gênant son développement ; or, il faut bien reconnaître qu'aucun gouvernement n'aurait pu tolérer l'existence d'un ordre comme celui du Temple, qui, sous le couvert de l'habit religieux, se livrait à des opérations de banque et constituait un état dans l'État. De même pour les querelles entre Innocent IV et Frédéric II, entre Boniface VIII et Philippe IV, M. Fabrège prend parti, sans se rendre suffisamment compte des difficultés du problème, sans se douter que beaucoup d'excellents esprits, voire de bons catholiques, se refusent à croire la religion intéressée à ces querelles politiques. D'autres points de détail appelleraient encore quelques réserves ; M. Fabrège, par exemple, parle de la mort d'Édouard II, roi d'Angleterre, et affirme, sur la foi d'une notice du cartulaire de Maguelonne, jadis publiée par Germain, que ce misérable prince échappa aux assassins et put se réfugier sur le continent. Mais cette notice n'est ici d'aucune autorité ; elle prouve seulement qu'un aventurier jugea bon, au cours de la guerre de Cent ans, de se faire passer pour le dernier roi d'Angleterre. C'est avec regret que nous adressons tant de critiques à M. Fabrège ; son travail est méritoire et plein d'utiles renseignements, mais pourquoi n'a-t-il su se borner et nous donner simplement une bonne *Histoire de Maguelonne*, au lieu de nous raconter tout un siècle du moyen âge ?

M. E. MAIGNEN a retrouvé à la bibliothèque de Grenoble une copie des *Mémoires de Jacques Pape de Saint-Auban* (1563-1587) et vient de l'imprimer dans la *Revue dauphinoise* (1900). Cette copie est plus exacte et plus complète que la version publiée jusqu'ici. Jacques Pape fut au service des chefs protestants du Dauphiné et du Comtat dès 1563, sous Antoine de Crussol, et fit également cam-

pagne en Saintonge et en Poitou. Il était à Paris en 1572, et n'échappa au massacre qu'en abandonnant tout son équipage à l'un des meurtriers; celui-ci tint du reste assez mal ses promesses, et, pendant de longs jours, Pape fut retenu prisonnier, attendant la mort à tout instant. Délivré vers la fin de l'année par un arrêt du Parlement, il rentre bientôt en campagne et recommence à courir le Dauphiné et le Comtat. Jusqu'en 1587, il prend part à une foule de petites actions, escarmouches, prises de places, etc.; ces mémoires donnent un fort curieux tableau des guerres civiles dans ce coin de la France. Ils s'arrêtent brusquement au milieu d'une phrase inachevée; l'auteur testa en 1594 et dut mourir peu après. Le texte est en somme fort curieux et des plus suggestifs.

A. MOLINIER.

Une de nos principales tristesses est de constater à quel point les préjugés religieux altèrent aujourd'hui l'impartialité des esprits les plus distingués, les plus capables d'objectivité scientifique. On en a un exemple frappant chez M. G. GOYAU, un des plus brillants élèves de l'École normale et de l'École de Rome, qui, tout en préparant son agrégation, avait composé une *Chronologie de l'Empire romain*, modèle de précision, d'information et de critique. Les amis de l'antiquité romaine s'attendaient à voir revenir de Rome un émule de Mommsen, de Bloch et de Jullian. Au lieu de cela, c'est un publiciste religieux qui en est revenu. Il a mis toutes les ressources d'un esprit très avisé, très documenté, qui garde les allures d'un enquêteur calme et impartial, au service de la politique pontificale, du christianisme dit social et des passions religieuses les plus ardentes. Son livre sur le *Protestantisme allemand* était pourtant animé d'un esprit d'impartialité remarquable, mais l'étude sur l'histoire de la papauté contenue dans l'ouvrage *le Vatican* était déjà inspirée par un parti pris outré d'apologie, et ses deux volumes sur *l'École d'aujourd'hui* (Perrin) et sur la *Franc-maçonnerie en France* (Perrin) sont, avec une documentation sérieuse, des livres de polémique très passionnée. On y trouve beaucoup d'utiles renseignements, vérifiés avec soin, mais présentés de telle sorte qu'il en ressort des conclusions non justifiées par les prémisses. M. Goyau veut fournir des armes à ceux qui voient dans la franc-maçonnerie une vaste société secrète exerçant une redoutable action antireligieuse et révolutionnaire par son influence sur le gouvernement. Si on lit pourtant avec un peu d'attention les documents mêmes fournis par M. Goyau, on reconnaîtra que la maçonnerie n'a rien d'une société secrète, qu'elle crie ses secrets sur les toits, qu'elle est une association essentiellement bourgeoise, peu nombreuse, ani-

mée, il est vrai, assez souvent d'un esprit étroit et intolérant, mais composée surtout de braves gens, simplement et même naïvement libres penseurs. Elle a, sur certains points du territoire, une influence électorale réelle; mais l'hostilité de la grande masse ouvrière et d'une partie des paysans contre les partis conservateurs n'est point du tout le résultat de la propagande des 22 ou 23,000 francs-maçons répandus en France¹. — On trouvera de même beaucoup à prendre dans l'*École d'aujourd'hui*; les citations sont exactes et bien choisies et je sais des lecteurs qui y ont appris à connaître, à admirer et à aimer les éducateurs dont M. Goyau réprouve l'action comme entachée d'étroitesse sectaire, MM. Pécaut et Buisson. Mais ici aussi M. Goyau soutient une thèse absolument fausse. Il semble attribuer à une sorte de conspiration protestante dirigée par trois hommes, MM. Pécaut, Buisson et Steeg, toute l'œuvre de laïcisation de la République, la création de ce que les cléricaux appellent « l'école sans Dieu. » M. Buisson a réfuté très catégoriquement cette opinion dans une des notes de son beau livre : *Religion, science, morale* (Fischbacher). La laïcisation a été l'œuvre de J. Ferry, de Gambetta et de tous les ministres de la République; la première pensée de l'article 7 a été due à M. A. Du Mesnil, le fidèle collaborateur de M. Duruy, et si M. Buisson a eu la tâche difficile de diriger l'œuvre colossale de l'organisation de l'enseignement primaire laïque, si M. Steeg a été le rapporteur de la loi sur l'enseignement gratuit, laïque et obligatoire, si M. Pécaut a été à Fontenay-aux-Roses un éducateur religieux

1. M. H.-Ch. Lea a rappelé, dans une brochure intitulée : *Léo Taxil, Diana Vaughan et l'Église romaine* (Soc. nouv. de librairie), un des plus amusants épisodes de la lutte de l'Église contre la maçonnerie. Un aventurier de lettres, que la maçonnerie avait refusé d'admettre dans son sein à cause d'une condamnation pour escroquerie et qui avait fait scandale par ses publications anti-cléricales, s'étant avec éclat déclaré converti, fut accueilli à bras ouverts par l'épiscopat, les cardinaux et le pape lui-même, en reconnaissance des soi-disant révélations sur la maçonnerie qu'il publiait et qui étaient un ramassis d'inventions aussi indécentes que saugrenues. Les plus énormes étaient les prétendus *Mémoires de Diana Vaughan*, une soi-disant maçonne luciférienne d'Amérique convertie elle aussi et réfugiée dans un couvent. Les princes de l'Église auraient pu contrôler la fausseté des inventions de Léo Taxil; ils avaient été, dit-on, avertis par un prélat américain et ils ne pouvaient croire aux absurdités racontées par Léo Taxil sur les orgies maçonniques du palais Borghèse. On préféra se servir de ces inventions pour discréditer la maçonnerie auprès de la foule crédule des fidèles. Le Congrès anti-maçonique de Trente de septembre 1896, grâce au courage de quelques prêtres allemands, mit fin à cette pieuse supercherie. M. Lea fait remarquer que les écrits de Léo Taxil n'ont jamais été mis à l'index, alors que la Vie de saint François par P. Sabatier y est.

et moral d'une incomparable puissance, rien n'est plus faux que d'attribuer aux protestants et à l'esprit protestant l'inspiration première de la politique scolaire de la République. Je crois pouvoir dire, sans avoir la place de l'expliquer ici, que si les protestants avaient eu une influence prépondérante, on eût suivi une politique sensiblement différente. M. Goyau, comme beaucoup d'écrivains catholiques, ne se doute pas, quand il parle si volontiers de l'esprit sectaire des franc-maçons, des juifs ou des protestants, qu'en réalité l'esprit sectaire se manifeste bien plus violemment chez les catholiques que chez les dissidents de toute dénomination. Qui jamais a eu l'idée d'introduire l'esprit d'exclusivisme religieux dans toutes les relations sociales et jusque dans la science même, sinon les catholiques? N'a-t-on pas vu récemment le pape interdire aux petites sœurs des pauvres de procurer aux protestants recueillis par elles les secours d'un ministre de leur religion? Les catholiques ne sont-ils pas les seuls à réunir des congrès bibliographiques ou historiques d'un caractère confessionnel? Ne créent-ils pas des cercles d'étudiants catholiques, des cercles d'ouvriers catholiques et jusqu'à des usines catholiques? N'ont-ils pas enfin introduit l'esprit sectaire jusque dans l'enseignement supérieur, en fondant des Universités catholiques? Qu'ils tiennent à avoir des écoles primaires et secondaires confessionnelles, on peut l'admettre, car ces écoles donnent l'éducation avec l'instruction, et l'élève ne peut pas y choisir ses maîtres; mais l'essence de l'enseignement supérieur est la liberté et la variété des doctrines: il représente l'ensemble du savoir humain et des doctrines humaines et laisse l'étudiant se faire librement ses opinions personnelles. Cette liberté et cette variété règnent dans les Universités d'État, et il n'est pas une de nos Facultés où l'élément catholique ne soit largement représenté. Cela n'a pas suffi à nos modernes sectaires. Ils ont voulu cafeutrer leur jeunesse dans un enseignement d'où la liberté d'opinion et de conscience soit exclue, où elle soit élevée dans l'ignorance ou la haine des doctrines adverses. Une Université confessionnelle est à nos yeux dangereuse pour la science et la patrie, pour la science parce qu'elle limite la liberté de la recherche, pour la patrie parce qu'elle fait vivre les membres d'une même nation, à l'âge où ils doivent apprendre à se connaître et à s'aimer, comme des étrangers et des adversaires. Si nous nous affligeons de voir des professeurs de l'État aller, dans les instituts catholiques, prêcher l'action catholique ou les raisons de croire aux dogmes catholiques, ce n'est point parce que nous voudrions imposer aux professeurs de l'État une même manière de penser et de croire, car ces mêmes discours prononcés dans une chaire d'une Université nationale nous intéresse-

raient sans nous choquer, mais parce qu'ils apportent l'appui de leur autorité à des institutions nées de l'esprit de secte et destructives de la fraternité nationale¹. Cet esprit sectaire est le grand danger du catholicisme actuel². Il n'existait pas au même degré chez les catholiques de 1830, et il contribue à développer chez les adversaires du catholicisme un égal esprit d'intolérance, esprit détestable qui veut à son tour imposer l'irrégion comme une orthodoxie et interdire aux catholiques les fonctions publiques. Nous aurions voulu voir un homme d'une intelligence et d'un caractère aussi élevés que M. Goyau employer l'ascendant légitime qu'il exerce sur la jeunesse catholique pour lutter contre cet esprit de secte au lieu de travailler à le fortifier. — Son dernier livre : *Lendemain d'Unité, Rome, Royaume de Naples* (Perrin), a les mêmes qualités et les mêmes défauts que les précédents. On y trouvera un récit très vivant, très spirituel de la fête du 20 septembre 1895 à Rome, une protestation contre l'exclusion du Saint-Siège de la conférence de la Haye et trois chapitres sur la situation économique dans l'Italie méridionale. Tout ce qui est observation dans ce livre est excellent, et en particulier la description des souffrances économiques du midi de l'Italie est l'œuvre d'un homme très bien informé et qui a vu ce dont il parle. Ces pages méritent d'être lues et méditées. J'ajouterai que M. Goyau a encore raison quand il dit que l'Italie a à lutter contre deux difficultés graves : la question romaine et la question du Midi. Mais, avec tout cela, le livre de M. Goyau laisse-t-il une idée juste de la situation actuelle de l'Italie? J'en doute. Le titre même : *Lendemain d'Unité*, renferme une injustice. Il laisse supposer que les maux dont souffre l'Italie sont exclusivement le fruit de l'Unité, d'autant plus qu'il n'y a pas

1. Cette opinion n'est pas nouvelle chez moi. Lorsque l'on commença à parler de la loi sur la liberté de l'enseignement supérieur, des membres importants du parti républicain tinrent une réunion chez M. Hérold pour agiter la question de la création d'une université positiviste. J'y pris la parole, malgré ma jeunesse, et combattis avec une extrême véhémence, comme contraire à la science et à la patrie, la création d'une université qui imposerait à ses membres une doctrine, de quelque nature qu'elle fût. Je soutins qu'il ne devait y avoir que des universités nationales, où régnât une absolue liberté d'opinions.

2. On a eu un curieux exemple de cet esprit sectaire dans une conférence faite à Nantes en mars dernier par M. Vincent d'Indy. Cet éminent artiste a soutenu que l'influence du protestantisme avait été funeste à la musique et que l'invasion juive l'achèverait. Comique assertion si elle n'était une triste preuve des effets de l'esprit d'intolérance ! Que l'on se rappelle seulement les noms de Goudimel, de Bach, de Hændel, de Weber, de Schumann, de Wagner. M. Bel-laigue, dans un admirable petit article du *Temps* sur Luther musicien, avait très bien indiqué que la musique est le plus religieux et le moins confessionnel de tous les arts.

une ligne dans le livre pour célébrer les avantages du nouveau régime. Il est certain que la déplorable gestion financière du royaume d'Italie entre pour une large part dans la misère qui afflige l'Italie du Sud, mais les plaies économiques que M. Goyau dévoile d'une main si sûre sont antérieures à 1860 et sont le triste héritage du détestable régime des Bourbons. Le nouveau gouvernement les a aggravées par l'exagération de la fiscalité. Et cependant tout le sud-est de la Péninsule avait pris un essor remarquable dans ces dernières années, quand des fléaux divers, la maladie des oliviers, la rupture des relations commerciales avec la France survenue à un moment où on avait follement exagéré la culture de la vigne, ont fait succéder une noire misère à une éphémère prospérité. Mais n'y a-t-il pas d'autres lendemains d'unité que ceux des Pouilles et de la Basilicate? Il y a le magnifique mouvement industriel de la Lombardie, le développement des ports de Gênes, de Livourne, de Naples, même de Venise; les progrès de l'agriculture en Toscane, en Ombrie et dans la campagne romaine, la transformation au profit de la santé publique de Rome et de Naples. M. Goyau, dans sa préface, proteste avec raison contre la manie de traiter comme ennemi de l'Unité italienne quiconque ose adresser quelque critique au nouveau régime. Cela est fort bien, mais il n'eût pas été inutile alors, pour qu'on ne tirât pas de conclusions exagérées de son livre, qu'il se dit ouvertement partisan de l'Unité et de la maison de Savoie, qu'il indiquât au moins dans sa préface ce qu'il y avait d'inévitable dans la chute du pouvoir temporel et les services que l'Unité a déjà rendus à l'Italie. Je sais bien qu'à la fin de l'article sur le 20 septembre, il déplore que l'humanitarisme « dispute le trône à la noble maison de Savoie. » Mais cette sollicitude sonne un peu creux; ce n'est pas l'humanitarisme qui menace le plus la maison de Savoie, et l'article tout entier n'est qu'une critique très amère de l'intrusion des Italiens à Rome. M. Goyau prétend qu'il n'y a à Rome, en face l'un de l'autre, que le catholicisme et l'irréligion. Il sait bien que cela n'est pas et que ce qui est à Rome, en face du pape, c'est l'Italie. Il sait aussi qu'il est inexact de dire que le Parlement italien ne représente pas l'Italie, parce que les catholiques n'y sont pas. Il n'est pas exact que les catholiques s'abstiennent de voter, car le nombre des abstentions n'a rien d'anormal, et si le pape ne donne pas officiellement aux *papalini* le conseil de voter, c'est peut-être parce qu'on serait étonné de leur petit nombre. Est-il vrai de dire que le Parlement représente l'Unité italienne, moins le Midi, quand on a vu les politiciens du Midi exercer une influence si considérable et si néfaste dans les conseils du gouvernement? Il y aurait aussi bien à dire sur le chapitre relatif à la

conférence de la Haye. L'Italie n'a pas seulement soutenu ses droits vis-à-vis de la papauté, mais elle a défendu les droits de tous les États laïques vis-à-vis d'une puissance qui, n'ayant ou ne devant avoir aucun intérêt temporel, n'a vraiment pas qualité pour discuter les questions de paix et de guerre. Si l'on avait appelé les représentants des diverses églises à participer aux travaux de la conférence, le pape y eût envoyé des légats avec eux ; mais il est temps que l'Église catholique soit officiellement considérée comme une Église analogue à toutes les autres et non pas comme un État superposé ou coexistant aux autres États, et que son action soit résolument confinée dans le domaine de la conscience individuelle. Il y a toujours chez M. Goyau un habile polémiste à côté d'un très bon historien et d'un écrivain de talent. L'ardeur du polémiste ajoute peut-être au talent de l'écrivain, mais elle nuit certainement à l'impartialité de l'historien.

Nous avons ouvert avec curiosité et lu avec attention un autre livre de polémique, celui de M. Maurice MURET, sur l'*Esprit juif* (Perlin). C'est un livre écrit dans un esprit antisémite, car l'auteur « déplore et déteste » ce qu'il appelle l'esprit juif (p. 309), mais qui, pourtant, est exempt de cet esprit de dénigrement systématique et de mauvaise foi qui caractérise les écrits antisémites.

Son plan est ingénieux. Il examine d'abord s'il y a une race israélite ; puis il étudie dans l'antiquité la psychologie de l'Hébreu et prend dans les temps modernes comme types de l'esprit juif Spinoza, H. Heine, Beaconsfield, K. Marx, Brandes et Nordau. Après avoir consacré à chacun de ces personnages une étude sérieuse et bien documentée, quoique toujours un peu malveillante et dirigée par des idées préconçues, il se croit autorisé à donner une conclusion sur l'esprit juif en général. Cette conclusion, c'est que le juif est athée, matérialiste, cosmopolite et révolutionnaire. Sa fonction est la déchristianisation du monde. Quoique Beaconsfield constitue, à quelques égards, une exception aux yeux de M. Muret, il se trouve pourtant englobé dans la démonstration.

Ces portraits de Juifs illustres sont loin d'être sans valeur. Celui de Beaconsfield, en particulier, ne manque pas de finesse et de pénétration. Mais il y aurait bien à dire et à contredire partout ailleurs. Le pauvre Heine est jugé avec une excessive sévérité. Ramener toute la philosophie de Spinoza à la Kabbale est méconnaître sa vraie place dans le développement de la pensée humaine, et préférer sur la vie de Spinoza le témoignage de Stolle, qui ne l'a pas connu, à celui de Meyer et de Colerus, n'est peut-être pas d'une critique très prudente. On se demande ce qui vaut à Max Nordau l'honneur de figurer parmi

les types représentatifs du judaïsme. Le paradoxal auteur de *Dégénérescence* ne représente que lui-même. Pourquoi aucun juif français ne figure-t-il dans cette galerie? Salvador, Franck, Gustave d'Eichthal, Arsène et James Darmesteter auraient pu y prendre place. Il est vrai que M. Muret aurait eu quelque peine à les faire servir à la démonstration de sa thèse.

Si l'on examine le livre de M. Muret, non plus dans ses détails, où l'on trouve beaucoup à louer, mais dans son ensemble et dans les pensées qui l'inspirent, on y trouve beaucoup de légèreté et d'incohérence. M. Muret croit à l'importance de l'idée de race; il croit à une race juive, et il est certain que, s'il est un groupe humain qui paraisse présenter des caractères ethniques, c'est le groupe juif. Mais M. Muret reconnaît qu'il y a deux types juifs au moins tout à fait différents, que les Juifs sont un mélange d'éléments sémites, aryens et mongols, et que d'ailleurs, scientifiquement, il est bien difficile de distinguer les Sémites du reste de la race blanche. Alors! Alors il faut dire que ce qui a produit les caractères particuliers des Juifs d'aujourd'hui, c'est leur religion, leur histoire depuis dix-huit siècles, leur isolement au milieu des chrétiens. Il ne s'agit plus de race, mais de circonstances et de milieu. Ce qui montre bien l'imprécision des idées de M. Muret sur ce sujet, c'est qu'il donne comme preuve de la puissance de la race la permanence de certains traits de caractère chez les peuples de la Gaule et qu'il avoue qu'aucune nation n'est aussi mélangée que la française d'éléments ethniques divers. Et, en effet, un protestant du midi est plus différent d'un catholique du midi que d'un protestant du nord. La race ne joue donc ici qu'un rôle bien secondaire et ce rôle est insaisissable. — Mais, alors, à quoi bon nous faire la psychologie de l'Hébreu? psychologie bien inexacte d'ailleurs, où l'on dénie la faculté épique au peuple qui a écrit la Genèse et le livre des Juges. Cette psychologie risque de plus d'avoir peu de rapports avec celle des Juifs d'aujourd'hui. En effet, il a fallu à M. Muret faire singulièrement violence à la réalité pour assimiler l'une à l'autre. Il fait du cosmopolitisme et de l'athéisme la caractéristique des Juifs actuels. Or, les Juifs d'autrefois n'étaient-ils pas d'un nationalisme étroit et farouche et n'ont-ils pas été le peuple religieux par excellence? Les Juifs sont d'un individualisme outré, nous dit-on. Mais comment se fait-il alors qu'ils aient conservé à travers toutes les vicissitudes de leur orageuse destinée cette indestructible unité dont on leur fait un crime? La vérité est que toute la partie philosophique du livre de M. Muret est l'incohérence même. S'il avait étudié Moïse Mendelssohn au lieu de Spinoza, ne serait-il pas arrivé à des conclusions toutes différentes? Et pourtant Mendelssohn était un juif ardem-

ment attaché à sa religion, tandis que Spinoza s'était rattaché à une secte protestante. Y a-t-il quelque bon sens à déclarer les Juifs ennemis du mariage monogamique à cause des boutades de Brandes et de Nordau, quand on sait que la puissance du lien conjugal et des sentiments de famille est bien plus grande, en général, chez les Juifs que chez les chrétiens ? Représenter les Juifs comme des apôtres du socialisme à cause de Karl Marx n'est pas moins absurde. Le socialisme moderne n'a aucune origine juive et la présence d'Olinde Rodrigues parmi les disciples de Saint-Simon ne suffit pas à transformer en Juifs Babeuf, Saint-Simon, Auguste Comte ou Richard Owen. C'est parce qu'Allemand et élève des philosophes allemands, non parce que juif, que Karl Marx a écrit *Das Capital*. Quel dommage que Bakounine et Nietzsche, Blanqui, Proudhon n'aient pas été Juifs ! Quels beaux chapitres M. Muret aurait pu faire sur ces types de l'Esprit juif ! C'est avec eux qu'il aurait été facile de prouver que l'esprit juif est la négation du christianisme et de la morale chrétienne, l'individualisme outrancier, le cosmopolitisme et l'anarchie. Malheureusement pour la thèse de M. Muret, les Juifs, qui sont d'ordinaire des esprits très libres, sont rarement des révolutionnaires violents, parce qu'ils sont réalistes et n'ont pas eu à rompre avec des traditions conservatrices.

M. Muret a voulu refaire sur un autre plan et dans l'esprit du nationalisme antisémite d'aujourd'hui le beau livre de M. A. Leroy-Beaulieu sur *Israël parmi les nations*. Son ouvrage ne pourra pas être mis à côté de cette œuvre de science et de justice. Il aura fourni quelques armes et quelques arguments pseudo-scientifiques aux préjugés contemporains, il n'aura pas fait avancer notre connaissance de l'esprit juif. Il est déjà bien difficile de dire ce qu'est l'esprit français, l'esprit anglais ou l'esprit italien. Qu'est-ce donc quand il faut trouver des traits communs à des hommes vivant dans des conditions sociales et politiques aussi absolument différentes que les Juifs de Pologne ou de Hollande, d'Algérie ou d'Angleterre, ou que Spinoza, Disraeli et Brandes ! On risque fort de ne faire qu'un jeu d'esprit où l'on ne découvre que ce qu'on a décidé d'avance de découvrir.

Si M. Muret avait été animé d'un esprit plus scientifique et moins préoccupé de faire « déplorer et détester » l'esprit juif, il aurait pu dire des choses plus intéressantes sur le point qu'il traite dans sa conclusion : la foi qu'ont les Juifs dans le progrès et la science. Il est inexact de les montrer travaillant à la déchristianisation du monde, eux dont le principal défaut est leur hostilité contre toute propagande. Mais il est très vrai que, par leur seule existence, ils contribuent à cette déchristianisation, simplement en prouvant tous les jours qu'on peut avoir toutes les vertus dites chrétiennes sans croire aux dogmes

chrétiens. Ce qui fait la supériorité des Juifs et leur assure un avantage sur les chrétiens dans la lutte pour la vie, c'est, d'abord, qu'ayant été pendant longtemps exclus des professions libérales, ils n'ont pas cet absurde mépris pour les professions lucratives que nous puissions d'ordinaire dans nos traditions classiques, et que, d'autre part, quand ils se dirigent vers les carrières libérales, ils y apportent l'ardeur, l'orgueil et l'ambition d'hommes récemment affranchis. C'est, ensuite, que leur éducation religieuse ne leur a pas faussé l'esprit et le caractère. Que l'on réfléchisse un instant à ce qu'il y a de démoralisant à voir des parents faire enseigner à leurs enfants des doctrines auxquelles ils ne croient pas, les contraindre à des pratiques qu'ils ont eux-mêmes abandonnées, à voir l'immense majorité des hommes célébrer aux moments les plus solennels de la vie, à ceux où la sincérité devrait être absolue, des rites auxquels ils ne croient plus. Que l'on réfléchisse aussi à ce qu'il y a de funeste pour l'intelligence à enseigner aux enfants, sur les questions les plus graves, sur la religion et la destinée du monde et de l'homme, des notions qui sont la négation de tout ce qui, dans la pratique de la vie et les recherches de la science, est tenu pour raisonnable et vrai. Ce dualisme dans la vie et l'éducation des chrétiens ne peut qu'affaiblir les intelligences et fausser les caractères. La croyance au miracle, l'acceptation docile de formules contraires à la raison pour expliquer des mystères, l'abandon de la conscience entre les mains du prêtre sont autant de causes d'affaiblissement intellectuel qui assurent une supériorité à ceux qui, depuis l'enfance, n'ont entendu parler que de réalité, de bon sens et de raison. M. Muret s' imagine naïvement que ce sont les mariages mixtes qui, peu à peu, abaisseront les barrières entre les Juifs et les nations au milieu desquelles ils vivent. Ce qui abaissera ces barrières, c'est que, peu à peu, les progrès de la liberté et de la sincérité amèneront ceux qui ne croient plus au christianisme à renoncer aux pratiques chrétiennes et que la plupart des Juifs renonceront alors à leurs pratiques sans craindre d'être traités de renégats. Qui sait si les synagogues ne deviendront pas alors, à côté des temples maçonniques, le centre de sociétés éthiques qui réuniront en une église nouvelle ceux qui auront renoncé aux dogmes métaphysiques et auront pourtant besoin d'un lien religieux?

Il y a un vice fondamental dans toutes les théories faites à un point de vue chrétien sur la philosophie ou la psychologie de l'histoire juive : c'est l'opposition artificielle que l'on crée entre le judaïsme et le christianisme ou, du moins, entre le judaïsme et le Christ. Jésus-Christ est un juif et un produit authentique de l'esprit juif. Il serait bien facile de montrer en lui, avec les procédés de M. Muret, un cosmopolite, un socialiste et un révolutionnaire. Tolstoï n'a fait que

prendre ses paroles au pied de la lettre pour prêcher son nihilisme mystique. Quant au christianisme, c'est un mélange de religion juive, de pensée grecque et de gouvernement romain. L'opposition entre les Juifs et les chrétiens vient surtout de ce que les chrétiens sont peu à peu retournés au paganisme et n'ont gardé un fond de monothéisme juif que parce que la philosophie le leur a imposé. Ils ont persécuté les Juifs parce que leur fidélité à leur foi primitive était pour les chrétiens un reproche et une cause de doute. M. Muret dit quelque part que les Juifs ont continué à crucifier Jésus-Christ à travers les siècles. C'est là une amère dérision. Ce sont les chrétiens qui ont continué à crucifier les Juifs pendant dix-huit siècles au nom de l'autorité romaine, comme le Christ avait été crucifié jadis par les Juifs au nom de cette même autorité, et nous avons vu récemment un juif innocent supplicié, comme le Christ, aux applaudissements des prêtres, des soldats et du peuple. Mais, il faut le reconnaître, l'esprit d'intolérance religieuse, de fanatisme et de tyrannie théocratique, c'est le judaïsme qui l'a en partie infusé au christianisme. Rome y a ajouté la science du gouvernement, de la hiérarchie et du droit, pour créer le plus merveilleux instrument de domination des corps, des esprits et des âmes qui ait jamais été inventé. Le Christ y est pour peu de chose, quoiqu'il soit, comme le judaïsme dont il est sorti, pour beaucoup dans la vie religieuse et morale par laquelle l'Église chrétienne a dû de mériter malgré tout, à bien des égards, l'admiration et la reconnaissance de l'humanité.

Quant aux Juifs actuels, en dehors de la constatation de quelques traits fort répandus parmi eux, tels que l'aptitude aux entreprises commerciales et financières, le goût pour les spéculations philosophiques, la libéralité bienfaisante, la passion du travail et du succès, peu de facultés créatrices et des dons d'assimilation remarquables, il est difficile de porter sur eux des jugements généraux. Leur cosmopolitisme est un résultat tout naturel de leur histoire et pourtant le patriotisme les anime comme d'autres, partout où on leur fait une place égale dans la cité. — En Italie, personne ne songe à la qualité de juif des Luzzatti, des Franchetti, des Sonnino; ce sont des Italiens aussi dévoués, plus dévoués que d'autres à la grandeur de leur pays. Il n'y a pas eu d'Anglais plus orgueilleusement Anglais que Disraeli. Nos Juifs d'Alsace-Lorraine sont autant que les autres Alsaciens-Lorrains imbus d'esprit patriotique et militaire, et ce malheureux Dreyfus, condamné, parce qu'il était juif, pour les crimes d'un chrétien, a au plus haut degré le culte du drapeau et de l'honneur militaire. Même au point de vue financier, est-il vrai de faire des Juifs les types des capitalistes et des brasseurs d'affaires sans scrupules? Que sont les plus riches banquiers juifs à côté des Carneggie, des Gould, des Mackay, des Rockefeller? Les krachs qui ont dévasté nos marchés ont-ils été

causés par eux ou par les Philippart, les Bontoux, les Secrétan, les Lesseps, et n'est-ce pas une injustice que d'accabler les Juifs à propos du Panama, où ils n'ont joué qu'un rôle de courtiers ? Entre trois hommes, un corrupteur, un corrompu et leur intermédiaire, pourquoi serait-ce celui-ci qui serait le plus criminel ? A côté de cela ne voyons-nous pas les Juifs au premier rang dans toutes les œuvres patriotiques et d'utilité publique ? Prenez les listes de souscription de toutes les entreprises d'enseignement ou de charité laïques créées depuis trente ans, vous verrez quelle place y tiennent les Juifs. Combien des explorations qui ont le plus honoré notre pays n'ont pu être poursuivies que grâce à leur libéralité, demeurée anonyme et ignorée de la foule ? N'est-ce pas là du patriotisme et du meilleur ? Quand viendra le jour béni où les religions seront non plus affaire d'État et de parti, mais affaire de conscience personnelle, où l'on ne s'inquiètera pas plus de savoir quelles sont les croyances d'un individu que de connaître ses idées philosophiques ou ses goûts esthétiques, où l'on jugera les gens sur leur valeur intellectuelle et morale, on s'apercevra que la plupart des théories sur la psychologie des Juifs étaient le fruit de préjugés et de partis pris favorables ou hostiles, et l'on verra que les fonctions qu'ils occupent et le rôle qu'ils jouent, qu'on prétend aujourd'hui disproportionnés à leur nombre, sont en réalité, comme pour les membres des autres cultes, proportionnés à leur intelligence et à leur activité.

On peut lire sur la question juive un très bon petit livre d'un pasteur de Bruxelles, M. HOCART, *la Question juive* (Fischbacher), où tous les préjugés répandus par la propagande antisémite sont réfutés avec autant d'esprit que de bon sens, et réfutés par des faits. M. Hocart y étudie successivement le préjugé ethnographique, le préjugé religieux et le préjugé économique. M. I. LOEB, dans sa brochure *les Juifs dans l'armée* (Cerf), avait déjà montré combien il était faux de refuser aux Juifs les vertus et les aptitudes militaires.

On pourra se rendre compte des défauts de l'enquête à laquelle s'est livré M. Muret sur les Juifs en mettant en regard le livre de M. E. BOUTMY : *Essai d'une psychologie politique du peuple anglais au XIX^e siècle* (Colin). Nous ne faisons que l'annoncer aujourd'hui ; mais nous y reviendrons en le rapprochant du livre de M. FOUILLÉE : *la France au point de vue moral* (Alcan). M. Boutmy a procédé d'une manière vraiment scientifique et historique, écartant résolument tout ce qu'il y a de chimérique et de métaphysique dans l'idée de race pour étudier les hommes vivant dans leur réalité. On trouvera dans son ouvrage une analyse d'une merveilleuse pénétration de tous les éléments divers, matériels, intellectuels et moraux qui ont contribué à former le peuple anglais actuel avec ses qualités et ses défauts et son caractère si différent de celui de tous les peuples européens.

Le capitaine DREYFUS, cédant aux sollicitations de ses amis, a consenti à rompre le silence où il croit devoir se renfermer vis-à-vis du public en publiant, sous le titre de *Cinq années de ma vie* (Fasquelle), le journal qu'il écrivit du printemps 1895 à l'automne 1896 à l'île du Diable, accompagné de lettres échangées entre lui et sa femme et de courtes explications pour relier les fragments du journal et les lettres. Ce simple récit, d'où non seulement toute rhétorique, mais toute analyse émue de sentiments ont été volontairement bannies, ne pourra être lu sans remuer jusqu'au fond le cœur de ceux qui sont capables de compatir à la souffrance et de comprendre la grandeur morale. Ces notes écrites, comme au fond de son tombeau, par un homme qui ne comprend rien au malheur qui l'a frappé et aux accusations lancées contre lui sont, à elles seules, la plus éclatante démonstration d'innocence. Ce journal a été enlevé au capitaine Dreyfus en 1896 et, depuis le moment où, sur les ordres venus de Paris, on lui retira, semaine après semaine, toutes les notes qu'il écrivait, il n'eut plus le courage de le continuer. Ce journal a échappé, heureusement, à la destruction commise, au temps du ministère Méline, de toutes les lettres originales de Dreyfus, de sa femme et de son frère conservées au ministère des Colonies. Le capitaine Dreyfus n'a pas cherché à attendrir les cœurs par le récit dramatique des souffrances physiques et morales les plus atroces qui aient jamais été infligées à une victime de l'injustice humaine ; il a voulu seulement permettre à tous de se rendre un compte exact des conditions dans lesquelles s'est exécutée la loi inique qui avait rétrospectivement créé pour lui une forme nouvelle de déportation, des raffinements de cruauté par lesquels le ministre, M. Lebon, et son agent Deniel ont aggravé encore les mesures prises envers le condamné, sans réussir à affaiblir la volonté héroïque qui lui donnait la force de triompher de ces tortures homicides. Ce qui est peut-être plus admirable encore que l'énergie avec laquelle il sut tout subir sans jamais élever une réclamation ou une plainte, c'est la foi inaltérable qu'il conserva, au travers de toutes les épreuves, dans le triomphe final de la justice et dans la fidélité des siens. On avait beau tout faire pour le persuader qu'il était oublié ou renié, jamais un doute n'effleura son esprit ; il ne cessa même pas de croire, avec une candeur sublime, que ses chefs, et surtout le général de Boisdeffre, cherchaient honnêtement à découvrir des preuves de son innocence. Ce petit livre aidera à comprendre le recueil des *Lettres d'un innocent*, qui avaient surpris certains lecteurs par la monotonie des mêmes protestations incessamment répétées sous la même forme. C'est que, pendant ses quatre ans de captivité, Dreyfus s'est toujours cru à la veille de la reconnaissance de la vérité et de la réhabilitation. Il lui était impossible de penser à autre chose

et, dans l'ignorance où il était de tout ce qui avait pu motiver sa condamnation, de faire autre chose que répéter, comme à la parade de dégradation : « Je suis innocent ; je suis innocent ! »

M. ZOLA a réuni en volume, sous le titre : *la Vérité en marche*, les diverses lettres qu'il a écrites au cours de l'affaire Dreyfus, lettres dont quelques-unes sont des chefs-d'œuvre d'éloquence et qui, toutes, sont des actes de courage civique. La fameuse lettre *J'accuse* restera un des documents capitaux de cette histoire. Quand elle parut, elle nous révolta par sa violence ; elle nous étonne par sa modération, aujourd'hui que l'on connaît tous les détails des crimes et des intrigues qu'il était le premier à révéler.

M. Anatole FRANCE continue, avec *M. Bergeret à Paris* (C. Lévy), cette *Histoire contemporaine* humoristique qui, sous sa forme romanesque, est une des plus fidèles et des plus philosophiques peintures de la vie publique de ces dernières années. On y trouvera, sous le titre : *Le Bureau*, un portrait du colonel Picquart qui est une page d'histoire d'une incomparable beauté. Je ne dirai pas qu'elle est digne de Plutarque, car on ne trouve rien dans Plutarque qui puisse être placé à côté de cette analyse si éloquente dans sa simplicité d'un caractère dont la droiture et le tranquille courage ont été, pour les honnêtes gens, une consolation et une espérance. Pour parler de Picquart, le style exquis d'Anatole France a pris un accent nouveau de virilité et de noblesse ; toute trace d'ironie et de recherche y a disparu ; tout y est simple, limpide et vrai comme en celui dont il retrace l'image. Ces pages honorent à jamais la vie et l'œuvre d'Anatole France. On aime à penser que nos petits-enfants apprendront par cœur ce morceau d'une irréprochable perfection et y apprendront, comme dans le livre de Dreyfus, quels hommes notre noble province d'Alsace donnait à l'armée française.

Les livres d'histoire contemporaine sous forme romanesque se multiplient de nos jours. Après la *Débâcle* de Zola, MM. Paul et Victor MARGUERITE ont reconstitué d'une manière très émouvante et exacte les péripéties de la guerre de 1870 dans le *Désastre* et les *Tronçons du Glaive* (Plon). M. BARRÈS a retracé avec talent toute l'aventure boulangiste, *cujus pars parva fuit*, dans l'*Appel au soldat* (Fasquelle). M. Barrès est trop artiste pour n'être pas vrai. Nulle part on n'a mieux mis en lumière la vulgarité sentimentale, la faiblesse de caractère et d'esprit du pitoyable héros de cette aventure, et le féroce arrivisme, la médiocrité d'idées et de cœur de la tourbe de déclassés, de *déracinés* qui l'entouraient et exploitaient le patriotisme au profit de leurs ambitions.

Gabriel MONOD.

ANGLETERRE.

MOYEN AGE.

(Suite et fin ¹.)

OUVRAGES DIVERS. — MM. Stephens et Hunt se sont proposé de tracer le tableau complet de l'histoire de l'Église en Angleterre, depuis les origines du christianisme jusqu'à nos jours. Le tome I, dû à M. William HUNT², embrasse la période antérieure à la conquête normande. Ce n'est pas, à dire vrai, un instrument de travail, car les notes sont rares³ et la bibliographie⁴ est résumée en quelques lignes à la fin de chaque chapitre. Mais l'exposé est clair, abondant, instructif. L'auteur est évidemment tout à fait versé dans les questions qu'il traite et l'on a plaisir à les revoir avec un si bon guide. Le tome III, paru avant le tome II (1900), se rapporte aux XIV^e et XV^e siècles; il commence avec le règne d'Édouard I^{er} et la prélature de John Peckham pour se terminer avec le règne de Henri VII. L'auteur, M. W. CAPES, a résumé cette période d'agitation et de décadence sans grande originalité, sans éclat, mais il est suffisamment précis et complet. Les chapitres sur Wycliffe, sur les « Pauvres prêtres » et les Lollards sont dignes d'attention; peut-être appréciera-t-on davantage les sept derniers, qui présentent un tableau complet de l'organisation ecclésiastique. L'auteur insiste sur la décadence des établissements monastiques au XV^e siècle; il aurait pu insister plus qu'il ne l'a fait, aussi, sur la décadence du clergé séculier, surtout du haut clergé, qui se rapproche de plus en plus de la haute aristocratie et

1. Voir *Revue historique*, t. LXXVI, p. 133.

2. *The english church, from its foundation to the norman conquest*, 597-1066. Macmillan, 1899, XIX-444 p. in-8°.

3. Quelques-unes de ces notes ne sont pas sans utilité, par exemple, p. 151, sur Clovesho (conclusions d'ailleurs négatives); p. 238, sur le synode de Chelsea en 787, qui ordonna que les actes en seraient rédigés en latin et en anglais (theodisce), afin que chacun pût les comprendre; p. 267, sur la question d'Asser (où l'auteur évite de se compromettre); p. 285, sur la date de la mort du roi Alfred-le-Grand (il penche plutôt pour l'année 900).

4. Sous la désignation uniforme d'« Authorities », M. Hunt place un peu au hasard les sources et les travaux de seconde main.

se compromet avec elle. M. Capes ne paraît pas mettre assez en relief les faits qui, au ^{xv}^e siècle déjà, préparaient la réforme du ^{xvi}^e; mais cet oubli (si c'en est un) sera sans doute réparé dans le tome IV. Attendons¹.

On sait combien l'étude des rapports entre l'Eglise et l'État à partir du ^x^e siècle, l'histoire des luttes entre le sacerdoce et l'Empire, ont suscité de travaux en Allemagne pendant ces dix ou quinze dernières années. Je rappellerai seulement la publication et la critique des pamphlets suscités par la réforme grégorienne. M. Heinrich BÖHMER s'est proposé d'examiner la même question pour ce qui concerne à la fois l'Angleterre et la Normandie au ^{xi}^e et au ^{xii}^e siècle². Je n'aime pas beaucoup, je l'avoue, le parallélisme constant établi par l'auteur entre les deux pays; dans chacune des périodes qu'il aborde successivement (avant la conquête, règne du conquérant, conflit sur la question des investitures sous Henri I^{er}, « tyrannie » d'Étienne), il expose les faits qui se produisirent, les idées qui se manifestèrent et en Normandie et en Angleterre. Je n'ignore pas les étroites relations qui, après 1066, ont rattaché les deux pays l'un à l'autre, l'influence prédominante du clergé normand sur le clergé anglais; mais, en réalité, le champ d'action réciproque n'était nullement limité à ces deux pays. Sans cesse, l'auteur est obligé d'en sortir, soit qu'il expose les origines et les caractères de la politique ecclésiastique de Grégoire VII et de ses successeurs, soit qu'il montre la puissance de la réforme monastique dans la première moitié du ^{xii}^e siècle. Il y a donc quelque chose d'artificiel et de forcé dans le plan adopté par M. Böhmer; mais la manière dont il est exécuté rachète ce défaut. Le livre se lit aisément, avec intérêt et avec profit. On n'y trouvera pas sans doute d'idées très originales; c'est plutôt une excellente compilation des travaux antérieurs, faite par un homme qui connaît bien la bibliographie du sujet et qui en a étudié de près les textes. Mais, d'autre part, il ajoute quelque chose aux documents déjà connus. La meilleure partie de son livre est peut-être, en effet, la deuxième, où il examine les écrits composés sur la politique ecclésiastique avant le concordat de 1107 : ceux d'Ives de Chartres et de Hugues de Fleury, de Lanfranc et de saint Anselme,

1. Les indications bibliographiques fournies à la fin de chaque chapitre sont jetées un peu au hasard. Il conviendra dans un autre tirage de noter l'édition de Robert d'Avesbury, qui a été donnée dans la collection de maître des rôles (p. 108), et (p. 364) de corriger le nom de M. Rashdall, deux fois estropié.

2. *Kirche und Staat in England und in der Normandie im XI u. XII Jahrhundert*. Leipzig, Th. Weicher, 1899, xii-498 p. Prix : 12 m.

de Gislebert-Crispin de Westminster et d'Herbert de Thetford-Norwich; enfin et surtout les traités composés par un théologien anonyme, né en Normandie vers le milieu du XI^e siècle, mais qui passa plus tard en Angleterre et vécut probablement auprès de l'archevêque d'York Gérard. On appréciera particulièrement les cent pages (p. 177-269) où l'auteur discute la chronologie de ces écrits¹ et où il expose les idées de l'auteur anonyme sur le célibat, l'ordination des fils de prêtres, les rapports de l'Eglise et de l'Etat, la papauté. Il montre combien cet auteur, tout en approuvant les mesures prises par l'Eglise pour réformer les mœurs corrompues de ses membres, est en réalité hostile à la politique théocratique de Grégoire VII. Il désapprouve aussi bien la subordination de l'Etat à l'Eglise que celle de l'Eglise à l'Etat et favoriserait plutôt, en dernière analyse, la politique monarchique de Henri I^{er}. Après la mort de celui-ci, s'ouvre une période de troubles dont l'Eglise profite pour accomplir sa réforme intérieure et consacrer son indépendance, mais en se gardant bien, cependant, de s'associer aux efforts des chefs féodaux qui travaillaient à briser le pouvoir royal. C'est l'époque de ce que l'auteur appelle « la réception du grégorianisme. » Pour mesurer l'étendue du terrain conquis par l'Eglise, M. Boehler met en parallèle les idées de l'Anonyme d'York avec celles que Jean de Salisbury développa en 1159 dans son *Policraticus*². Mais il fallait ajouter, et ceci me paraît manquer à l'épilogue, que Henri II s'empressa de reconstituer la force du pouvoir monarchique et, tout en restant favorable à la réforme des mœurs ecclésiastiques, sut imposer le respect de l'autorité royale au clergé anglais. La victoire du grégorianisme fut donc incomplète.

Je ne sais si l'on trouverait facilement à lire sur le Domesday book un livre plus confus que celui de M. A. H. INMAN³. On y parle de beaucoup de choses, mais surtout dans la langue des chiffres; on soumet à notre appréciation quarante-trois tableaux où s'alignent autant de statistiques concernant l'agriculture, le service féodal, la répartition de la population et du sol cultivé, l'histoire du comté

1. Ce sont trente-cinq traités contenus dans un ms. du collège de Corpus Christi à Cambridge (n° 415), qui avait été signalé par Hampe dans le *Neues Archiv*, t. XXII, p. 669. Le texte de la plus grande partie de ces traités a été publié en appendice, p. 436-497.

2. Un index des noms propres eût singulièrement facilité les recherches. On regrette de ne pas l'y trouver.

3. *Domesday and feudal statistics, with a chapter on agricultural statistics*. Londres, Elliot Stock, 1900, XL-161 p. L'index statistique placé en tête du volume rendra quelques services. Voy. dans l'*Athenæum* du 2 février 1901 un compte-rendu qui pourrait bien être de M. Round.

d'York¹, etc.; mais on n'en tire pas de conclusions nettes. Cependant, l'auteur annonce qu'il est en dissentiment avec la plupart des spécialistes, soit sur le nombre des « *liberi homines* » et des « *sochemanni* » dans les comtés de Lincoln et de Norfolk, soit sur le caractère du « *charruage*, » sur le nombre de fiefs de chevaliers qui existaient en Angleterre après la conquête, etc. Parmi ses remarques, il en est dont sans doute les historiens feront leur profit; mais c'est vraiment un travail pénible de faire des recherches dans ce petit volume, écrit sans méthode et d'une intelligence toujours difficile.

Avec M. J. H. ROUND, rien de pareil n'est à craindre. Il traite les questions les plus compliquées sans jamais rebuter le lecteur, du moins quand il ne se laisse pas entraîner par son indignation contre les auteurs qui lui paraissent mal comprendre les textes et raisonner mal. Les qualités dont il a fait preuve dans ses travaux antérieurs (*Geoffroy de Mandeville*, 1892, *Feudal England*, 1895) se retrouvent dans un recueil de mémoires qu'il a réunis en volume sous le titre : la Commune de Londres²; on y admire également la variété des sujets traités (histoire administrative et surtout financière³, histoire politique⁴ et militaire⁵, histoire féodale⁶ et municipale⁷, critique des sources⁸), la méthode rigoureuse appliquée à l'étude de ces problèmes, l'originalité des solutions que l'auteur y propose. Si l'on veut s'attacher seulement à l'étude qui a donné au volume son titre et qui est peut-être, pour cette même raison, celle dont M. Round est le plus satisfait, on y trouve exposés des faits vraiment nouveaux : c'est l'histoire du mouvement communal à Londres au XII^e siècle. Le mot peut surprendre à première vue, car on ne supposerait pas

1. L'auteur a en préparation une Histoire de la Northumbrie.

2. *The Commune of London and other studies*. Westminster, A. Constable, 1899, xviii-336 p. Prix : 12 sh., 6 d.

3. L'origine de l'Échiquier (n° IV); l'enquête des shériffs en 1170 (n° VI), l'office de maréchal d'Angleterre (n° XV).

4. Le pape et la conquête de l'Irlande (n° VIII).

5. La tactique des Anglo-Saxons (n° III); Bannockburn (n° XIV).

6. La grande enquête sur le service militaire en 1212 (n° XII); le droit de garde et le « *cornage* » (n° XIII).

7. Londres sous Étienne (n° V); la Commune de Londres (n° XI).

8. Le couronnement de Richard I^{er} (n° IX); sur les *Gesta* attribués à Benoit de Peterborough; le différend entre Jean Sans-Terre et l'évêque d'Ely en 1191 (n° X); la Conquête de l'Irlande (n° VII : étude sur le poème *Dermot and the earl* publié par M. Orpen). Le premier article, sur l'établissement en Bretagne des Saxons du Sud et de l'Est, est une étude sur les noms de lieux formés avec les suffixes *ham*, *ton* et *ing*.

volontiers qu'une révolution communale ait pu se produire dans cette Angleterre, qui, à l'époque anglo-saxonne, se préoccupait si peu de l'organisation urbaine et qui, à l'époque anglo-normande, était soumise à un régime centralisateur et despotique trop puissant pour permettre la création de républiques municipales. En fait, pendant le premier tiers du siècle, Londres n'eut que des institutions élémentaires : à côté d'aldermen, qui sont d'obscurs magistrats de quartier, nous y voyons un « vicecomes, » successeur du « port-reeve » anglo-saxon; c'est un agent royal chargé de lever la « ferme » due par Londres et le comté de Middlesex¹. Dans la charte donnée par Henri I^{er} aux bourgeois de Londres², il est parlé d'une assemblée populaire, le « folkesmote, » et d'une réunion hebdomadaire, ou « husteng, » dont les attributions sont encore très peu nettes; enfin, ce roi établit un juge (« justiciarius ») pour Londres. Dans tout cela, on ne voit guère, même en germe, d'indépendance communale : rarement les bourgeois obtinrent le droit de nommer le shériff; et, quant au chiffre de leur ferme, qui était légalement de 300 livres par an, sans cesse il fut dépassé et parfois plus que doublé. Cependant, l'idée communale, répandue en Italie, dans la vallée du Rhin, en Flandre, s'infiltrait en Normandie et en Angleterre même. En 1141, il y eut une véritable tentative pour établir à Londres une commune jurée³. Henri II réprima le mouvement, qui éclata pendant l'absence de Richard, au moment du conflit entre le frère du roi et son ministre, Guillaume de Longchamp (octobre 1141). Cette fois il triompha⁴. Le comte Jean dut prêter serment à la commune⁵; celle-ci s'organisa avec un maire, des échevins (mentionnés pour la première fois en 1193), un conseil de vingt-quatre bourgeois élus (mentionné seulement en 1205-1206). Nous retrouvons là toute l'organisation des communes jurées qui se sont établies dans le nord de la France, et M. Round a raison de montrer combien elle ressemble à celle qui nous est connue par les *Établissements* de Rouen⁶. Sans doute, le régime insurrectionnel dura peu; le conseil

1. M. Round a parfaitement établi qu'au point de vue financier la cité et le comté ont toujours, à cette époque, été traités solidairement; ils formaient un seul corps (*Geoffrey de Mandeville*, p. 359; *Commune of London*, p. 233).

2. Cette charte, qui n'est pas datée, est placée d'ordinaire à l'année 1101; M. Round croit pouvoir la mettre entre 1130 et 1135 (*Geoffrey de Mandeville*, p. 365).

3. Voy. *Commune of London*, p. 223, 224.

4. *Ibid.*, p. 224, 227, 233.

5. Le texte de ce serment a été retrouvé et publié *ibid.*, p. 235.

6. M. Round pense que ces *Établissements* ont été rédigés au temps du jeune

des vingt-quatre disparut bientôt pour faire place au « commun conseil » de la cité; mais le maire a subsisté, et le serment que prêtent aujourd'hui encore les bourgeois¹ est en substance le même que l'ancien.

C'est à de plus minces sujets que M. Round a consacré son temps et son labeur dans ses Études sur l'histoire des familles nobles inscrites au « Peerage » de la Grande-Bretagne². Du moins trouvera-t-on hors de l'Angleterre assez peu de gens qui prendront un vif intérêt à l'origine des Russel, des Spencer, même des Stuart, à la création du duché de Glamorgan, à la suspension (abeyance) de la baronnie de Mowbray, à la ridicule prétention des Denbigh de descendre des comtes de Habsbourg, etc. Cependant, l'érudition de l'auteur est si abondante, son discernement critique si aigu, que l'historien y trouve beaucoup de faits nouveaux à recueillir, d'idées erronées à corriger; et plus d'une fois les conclusions de l'auteur ont une portée générale, quand il montre, par exemple, comment s'est formé « l'honneur » que les comtes de Boulogne réussirent à se constituer en Angleterre au XII^e siècle, comment la conquête de la Galles méridionale fut opérée par des seigneurs d'origine mancelle (de la maison de Ballon), comment Henri VIII, avant la suppression des ordres religieux, sut enlever la majorité dans la Chambre des Lords aux prélats et les empêcher de se livrer à la manœuvre dangereuse de l'obstruction, en créant de nouveaux pairs laïcs. En vérité, l'auteur a bien fait de réunir ces études en volume, ce qui ne l'a pas détourné de plus graves travaux, puisque, dans l'importante collection d'histoires de comtés que vient d'entreprendre la maison Constable³, c'est lui qui rédige les chapitres réservés au Domesday book. Sur ce domaine, où il est passé maître, son labeur, du moins, ne profitera pas seulement à un petit nombre d'intéressés ou de curieux.

La biographie du célèbre évêque de Lincoln, Robert Grossetête, par M. Francis Seymour STEVENSON, membre du Parlement⁴, est sans

roi Henri, entre 1170 et 1183; ses arguments sont tout à fait dignes d'attention. Cf. *Calend. of doc. preserved in France*, p. xxiv.

1. Voy., p. 236, le serment prononcé en 1898 par Lord Kitchener de Kharloum, après qu'il eut été nommé « freeman » honoraire.

2. *Studies in peerage and family history*. Westminster, A. Constable, 1901, xxxi-496 p. Prix : 12 sh. 6 d.

3. Voy. *Rev. hist.*, t. LXXIII, p. 461.

4. *Robert Grosseteste, bishop of Lincoln; a contribution to the religious, political and intellectual history of the thirteenth century*. Macmillan, 1899, xvi-348 p.

contredit la meilleure qui ait encore été écrite, et, à certains égards, on peut la tenir pour définitive; ainsi, les principaux événements de la vie du savant théologien, du prélat réformateur, éclairé, austère, sont déterminés avec toute l'exactitude que les textes actuellement connus permettent; son activité littéraire, la nature de son enseignement théologique, ses théories morales et politiques, ses rapports avec la royauté d'une part, avec la papauté, surtout au moment du concile de Lyon, d'autre part, ont été mis en bonne lumière. Enfin, l'auteur est généralement bien informé; ses connaissances bibliographiques sont abondantes et variées; il connaît bien les sources imprimées et il a consulté les manuscrits des œuvres inédites ou imparfaitement publiées de Robert Grossetête. Il semble cependant que M. Stevenson aurait pu appliquer une méthode critique plus rigoureuse. Ainsi, il énumère (p. 37) les œuvres que l'on attribue d'ordinaire à l'évêque de Lincoln; il paraît bien qu'il en parle en connaissance de cause, mais il n'a point cherché à déterminer lesquelles de ces œuvres pouvaient lui être sûrement attribuées, lesquelles, au contraire, étaient douteuses; il s'en est tenu à ce qui paraît vraisemblable. D'autre part, il ne sépare pas assez nettement les témoignages contemporains des indications fournies par des chroniqueurs postérieurs; il cite Nicolas Trevet et John Capgrave sur la même ligne que Matthieu de Paris (p. 4); il accepte sans les discuter les indications fournies par Rishanger (p. 270), par Boston de Bury (p. 87), par Ranulf de Higden (p. 230); il ne met pas le lecteur assez en défiance contre les récits de la chronique de Lanercost (p. 314): en ce qui concerne la première moitié du *xiii^e* siècle, le témoignage de cette chronique doit être dès l'abord tenu pour suspect; et, parce qu'un acte est cité par Matthieu de Paris, est-ce une preuve qu'il soit authentique? Ce n'est pas à dire que les faits empruntés à des auteurs très postérieurs ou très médiocres soient inexactes, mais il faut que le lecteur sente qu'on les prend seulement pour ce qu'ils valent. On pourrait encore se demander si l'auteur n'a point exagéré par moment la profondeur des connaissances de Grossetête et l'originalité de ses doctrines; est-il vrai, par exemple, qu'il fut aussi versé dans la langue grecque que le dit l'auteur (p. 24)? Quelques omissions¹, de menues erreurs² peuvent encore être relevées dans son livre; il n'en

1. M. Stevenson n'a pas connu la thèse de M. Valois sur Guillaume d'Auvergne; chose plus grave, à propos du concile de Lyon, il ne cite nulle part les registres d'Innocent IV ni les remarques critiques présentées par M. Elie Berger.

2. On ne saurait placer les Pauvres de Lyon dans le centre de la France ni

reste pas moins que c'est un ouvrage très consciencieux et, pour reprendre une partie de son titre, que c'est une bonne contribution à l'histoire religieuse, politique et intellectuelle du XIII^e siècle.

Nous avons en son temps annoncé la biographie de Pierre de Gavaston par M. Dimitresco. Un an plus tard, le même sujet a été repris par un avocat anglais, M. Dodge, qui paraît d'ailleurs avoir jusqu'au bout ignoré l'existence du précédent ouvrage¹. C'est fâcheux, du moins au point de vue bibliographique, car on ne voit pas ce que le livre anglais ajoute au livre français. Les deux auteurs ont puisé à peu près aux mêmes sources; ils ont trouvé aussi peu de faits nouveaux l'un que l'autre² (c'est la faute du sujet, bien plus que de leur diligence); ils sont arrivés presque aux mêmes résultats touchant le caractère de Gavaston, son rôle et sa politique, résultats à la fois incomplets et insuffisants. Ils n'ont guère vu dans ce cadet de Gascogne qu'un parvenu habile, aimable, impudent et avide (encore le personnage sort-il plutôt affadi du livre de M. Dodge); n'ont-ils pas remarqué l'épithète *amatorius* que certains textes contemporains³ appliquent à Gavaston et emploient, non sans insistance, pour définir le genre d'attachement qui unissait si étroitement le favori à son roi? Et l'épithète funéraire de Gavaston⁴ (à supposer qu'elle soit authentique) ne permet-elle pas d'entrevoir au moins ce qu'on ne saura jamais? Enfin, jusqu'à quel point le supplice du favori a-t-il été à la fois juste et légal? Autre problème délicat et obscur que M. Dimitresco n'avait pas abordé sans courage et que M. Dodge ne résout pas, qu'il pose à peine. Il eût été vraiment mieux inspiré d'attendre, avant de refaire le travail d'un autre, d'avoir trouvé des idées ou des faits nouveaux.

Il n'était pas inutile de récrire la biographie d'Édouard III. L'indigeste compilation de Barnes est très vieillie, et il est certain que,

les Albigeois en Gascogne (p. 61). Le mot de Parlement apparaît plus tôt que ne le dit M. Stevenson (p. 220, note). Adam de Marsh n'est pas mort en 1258, puisqu'il est un des exécuteurs testamentaires désignés par Simon de Montfort le 1^{er} janvier 1259. — A noter les intéressantes remarques de M. Stevenson sur l'authenticité de certains écrits très sévères pour la politique pontificale qui ont été attribués à Robert Grossetête. Il combat les conclusions de M. Jourdain (p. 316) et n'accepte qu'en partie celles du Dr J. Felten (voy. *Rev. hist.*, XXXVIII, 159).

1. *Piers Gaveston; a chapter of early constitutional history*. David Nutt, 1899.

2. L'appendice de M. Dodge est composé surtout d'extraits de chroniqueurs ou d'actes déjà publiés dans Rymer, dans les *Parliamentary writs*, etc.

3. Par exemple, les *Annales de Melsa*; et voy. plus haut la note 1, p. 403.

4. « The minion of a hateful king » (p. 180).

depuis le jour où a paru l'ouvrage, fort estimable d'ailleurs, de Longman, beaucoup de textes nouveaux ont vu le jour ou bien ont été réédités sous une forme plus satisfaisante. L'entreprise de M. James Mackinnon¹ se justifie donc; mais comment l'a-t-il exécutée? Dans les premières lignes de sa préface, il déclare un peu ingénument qu'il se contentera de rechercher les témoignages contemporains, c'est-à-dire en premier lieu les documents officiels, et secondement les chroniqueurs du temps. Il aurait dû ajouter qu'il entendait s'en tenir exclusivement aux documents publiés et qu'en fait de « documents officiels » il ne voulait connaître que ceux de Rymer². Aussi ne demandez pas à M. Mackinnon un fait nouveau, un document inédit. C'est son droit. Il viendra peut-être un jour un érudit assez courageux pour fouiller dans les archives et les bibliothèques tous les fonds d'archives officielles ou non et jeter une pleine lumière sur ce grand règne; je ne reprocherai pas à M. Mackinnon d'avoir eu des visées plus modestes. Cependant, il serait facile d'établir une liste d'ouvrages imprimés³ qui auraient pu ajouter un nombre considérable de faits à ceux qu'on peut trouver dans Rymer. De ce côté, les recherches de l'auteur sont donc notoirement insuffisantes. Sans doute répondrait-il que, racontant un règne de cinquante années si pleines d'histoire, il devait négliger un très grand nombre de faits pour ne retenir que l'essentiel; c'est pourquoi il a préféré puiser surtout aux sources d'un caractère narratif. Il les a étudiées avec une louable attention et en a tiré un bon parti, bien qu'il n'ait pas fait de sérieux efforts pour déterminer leur valeur⁴ ni les ranger d'après leur importance⁵. Très honnêtement, il a indiqué ces sources dans

1. *The history of Edward the third, 1327-1377*. Longmans, 1900, xx-625 p., in-8°.

2. Qu'il appelle une fois Rhymer (p. vii). Il eût été nécessaire d'avertir que l'édition suivie par M. Mackinnon est la dernière, celle qu'avait commencée l'ancienne *Record Commission*.

3. Par exemple les *Calendars* des lettres patentes et closes; mais il est vrai que, très avancé pour les règnes d'Édouard I^{er} et d'Édouard II, ce travail n'avait pas encore, quand M. Mackinnon écrivait son livre, dépassé les premières années d'Édouard III.

4. On n'est pas médiocrement surpris de l'entendre dire que la publication des chroniques du xiv^e siècle, entreprise sous les auspices du Maître des rôles, « ne laisse, dit-il, rien à désirer; » sauf deux ou trois, ces éditions sont, au contraire, toutes à refaire.

5. Citer, par exemple, à la suite Walsingham, Wyntoun et Knighton (pour un événement de l'année 1333, p. 63), ou Froissart, Jean le Bel, Murimuth, Avesbury (pour la bataille de l'Écluse, p. 159), c'est montrer qu'on pêche ses renseignements au hasard, sans méthode critique; c'est donner à penser qu'on

les notes mises au bas des pages, et une lecture rapide suffit pour montrer les limites de son information. Assez complète en ce qui concerne les chroniques écossaises et anglaises, françaises et belges, sa bibliographie est plus qu'indigente en ce qui concerne les ouvrages de seconde main. Très rarement il en indique; il aurait même mieux fait de s'interdire absolument ce genre de remarques, car il ne cite guère que des ouvrages surannés¹. En réalité et en résumé, l'érudition de l'auteur est superficielle et comme à fleur de peau. Le fond vaut-il beaucoup mieux? L'ouvrage est agréable; il se lit avec intérêt d'un bout à l'autre; mais que nous apprend-il? L'auteur se rend à lui-même ce témoignage qu'il a composé ses récits et fondé ses jugements sur l'étude directe et personnelle des sources. Je n'y contredis pas; mais, sauf peut-être en ce qui concerne les affaires d'Écosse, qui n'avaient pas encore été résumées avec autant de clarté et de précision, je ne trouve nulle part rien de bien original. L'auteur n'a pas su dégager toutes les causes de la guerre de Cent ans²; il n'a pas vu l'importance capitale du traité de Paris en 1259, dont les conséquences ont cependant pesé d'un poids si lourd sur les rapports entre l'Angleterre et la France avant la déclaration de guerre de 1337 et après même le traité de Brétigny. Il n'a pas montré dans Édouard III le souverain à qui ses peuples doivent en somme d'avoir été affranchis de la tutelle de Rome et de la France. Enfin, il n'a guère traité que le côté politique, parlementaire et militaire³ du règne, sans donner aux faits économiques et sociaux l'importance qu'ils méritent⁴.

attribue une égale autorité aux sources contemporaines et aux sources postérieures et dérivées.

1. Pour les négociations de 1330 à 1336, l'auteur renvoie à Michelet, Sismondi et Henri Martin (p. 103); pour la bataille de Crécy, à Louandre, au baron Seymour de Constant, à M. de Cayrol, à l'abbé Caron, à M. de Pongerville (p. 313). Il ignore la *History of the art of war* de M. Oman, non moins que l'*Histoire de la marine française* de M. Bourel de la Roncière. Dans une nouvelle édition, il faudrait tenir le plus grand compte des documents publiés et mis en œuvre par le P. Denille dans son beau livre sur la *Désolation des églises de France*.

2. Ce qu'il dit de la Loi salique (p. 37, 140) est inexact et confus.

3. P. 35, Édouard III est qualifié « le Napoléon du XIV^e siècle. » A l'ordinaire, les jugements de M. Mackinnon sont plus nuancés.

4. Les critiques d'outre-Manche se complaisent parfois à relever les bévues commises dans les livres français sur les noms de personnes et de lieux anglais. Je relèverai, de mon côté, seulement les lapsus suivants : la Roche-Periou (p. 216, 228) ou Deriou (p. 349), pour la Roche-Derrien; le gué de la Blanche-Tague (p. 300); Philippe de Chagny (p. 377); Bouchicaux (p. 426) exactement appelé Boucicaut à la p. 461; Caour pour le Quercy (p. 462); Rochemadour pour Rocamadour (p. 526), etc. — Et qu'est-ce qu'Edward de Boune, viscount of Hereford (p. 67)?

Dans l'Histoire de l'armée anglaise entreprise par M. J. W. FORTESCUE¹, quatre-vingts pages à peine du tome I^{er} se rapportent au moyen âge. L'auteur n'a donc pu qu'indiquer très brièvement les principaux faits; encore s'est-il exclusivement renfermé dans l'histoire des campagnes où cette armée a été conduite²; il ne nous dit presque rien sur sa composition, moins encore sur son recrutement et son instruction. Il a d'ailleurs une grande hâte d'arriver aux temps modernes, où il se sent plus à l'aise et où son livre en effet sera fort utile. D'ailleurs, pour l'époque antérieure au XVI^e siècle, n'avons-nous pas l'ouvrage de M. Oman?

L'Histoire de la marine anglaise, publiée sous la direction de M. William Laird CLOWES, doit nous arrêter plus longtemps³. Disons tout d'abord qu'elle est maintenant complète en cinq volumes; l'ouvrage est bien imprimé, orné, avec une certaine profusion, de cartes et de jolies gravures qui n'ont parfois avec le texte qu'un lointain rapport. Il se recommande en outre de noms considérables, car M. Clowes s'est adjoint plusieurs spécialistes dont les plus célèbres sont le capitaine MAHAN, qui est considéré comme une des plus hautes autorités pour l'histoire navale des trois derniers siècles, et M. ROOSEVELT, vice-président de la république des États-Unis. Quand on regarde les choses d'un peu près, la première impression, qui était très favorable, se modifie. Je ne parle ici, je le déclare expressément, que du tome I^{er}. A côté de M. Clowes, nous y trouvons les noms de M. H. W. WILSON, à qui sont échus les chapitres III, VI, IX, XII, concernant les voyages et découvertes maritimes jusqu'en 1485, et de M. CLEMENTS MARKHAM, qui a résumé les voyages et découvertes de 1485 à 1603. Ce dernier chapitre est un résumé clair, rapide, sans aucun caractère d'érudition. Les chapitres rédigés par M. Wilson, au contraire, contiennent d'assez nombreuses références, utiles à coup sûr, mais auxquelles il y aurait lieu d'apporter des corrections⁴ et

1. *A history of the british Army*. Macmillan, Première partie, jusqu'à la fin de la guerre de Sept ans. 2 vol. 1899, XXXII-591 et XIX-629 p. Le tome II se termine par un très copieux index.

2. Corriger les noms de Trenchbri (p. 9), de Breville (p. 10), de Roveray (p. 67), la date de la bataille de Patay (p. 69), etc.

3. *The royal navy. A history from the earliest times to the present*. Sampson Low, Marston et C^e, 5 vol. 1897-1900. L'ouvrage est divisé en quinze sections ou périodes historiques; chaque section en chapitres et chaque chapitre a été attribué à différents collaborateurs. Le tome I^{er} va des origines à l'année 1603.

4. Pourquoi, pour la marine des Bretons, citer Geoffroi de Monmouth, alors qu'on dit soi-même (p. 58, note 1) que sa chronique n'a aucune valeur pour cette période? Et voici, pour un passage de Claudien, un amusant renvoi :

des additions¹. Les autres chapitres sont l'œuvre de M. Clowes lui-même. Il ne lui ont pas coûté de peine, car il s'est contenté de démarquer l'ouvrage bien connu de sir H. Nicolas, lequel s'arrête en 1442. Sans doute, dans la préface, il rend un juste hommage à ce livre, écrit directement d'après les sources : chroniques et pièces d'archives; il dit qu'il l'a généralement suivi, tout en lui faisant d'importantes additions et quelques corrections; il ose même ajouter que ses notes ont été vérifiées quand cela a été possible. M. Clowes nous trompe : il a ajouté fort peu de chose à Nicolas (du moins jusqu'en 1442) et il n'a rien vérifié. Sa bibliographie s'arrête à l'année 1847, où a paru le volume de Nicolas. Il ignore la collection du maître des rôles, même les publications de la Selden Society sur la marine! Il ne paraît pas se douter que les différents dépôts d'archives qui existèrent à Londres jusque vers le milieu du xix^e siècle ont été concentrés dans l'unique établissement de Fetter Lane, et il nous renvoie sans sourciller aux archives de Carlton ride²! Ses textes sont tous empruntés à des éditions antérieures à 1847, les seules que Nicolas pouvait connaître, et, si parfois celui-ci commet une erreur, M. Clowes la reproduit religieusement³. Au temps où écrivait Nicolas, le Livre noir de l'Amirauté avait disparu; on l'a retrouvé depuis et il a été publié en 1874-76 par sir Travers Twiss; M. Clowes n'en connaît que ce qu'en ont dit Selden et Prynne⁴. Et, si l'on veut pousser plus loin, il sera facile de constater que non seulement les citations, les faits, sont pillés dans Nicolas, mais que les jugements mêmes, c'est-à-dire ce qui appartient en propre à

« Claudian, Flinders and (sic) Petrie (sic), *Mon. Brit.*, p. xcviij). Confondre feu Petrie avec M. Flinders Petrie, c'est comme si l'on prenait le musée de Boulaq pour le British Museum.

1. L'auteur ne cite nulle part ni l'*Atlas*, ni le *Periplus* de Nordenskiöld, véritables monuments élevés par le célèbre navigateur à la science cartographique.

2. Comme on ne me croirait peut-être pas sur parole, je renvoie à la p. 130 : « Roll of the wages 10 Ed. 1 in the Carlton ride Repository; » c'est bien en effet ce qu'il y a dans Nicolas (I, 291). Mais cette indication, exacte en 1847, est absurde aujourd'hui.

3. Ainsi, quand Nicolas renvoie à l'ouvrage suivant : d'Ardres, « Histoire des comtes de Guines, » *Rec. des hist. de G.*, t. XVII. Une citation de Mat. de Paris faite par Clowes p. 188 « anductor (sic) a tergo irruerunt » est mal reproduite d'après Nicolas qui a fait imprimer correctement *audacter*; mais, un peu plus loin, on cite le poème d'Eustache le Moine avec la même faute qui se trouve dans Nicolas : « An old french romance (édit. Michell, sic); » cf. Clowes, p. 188, et Nicolas, I, 257.

4. Il renvoie pourtant (p. 292) à l'édit. de Twiss, mais parce qu'il a pris une note à l'ouvrage de Laughton, *Studies in naval history* (1887), p. 22.

l'historien, reproduisent presque littéralement ceux de Nicolas. Je laisse aux lecteurs, bien avertis, le soin d'apprécier ce procédé, et je me contente de dire que la partie traitée par M. Clowes dans ce premier volume n'a aucune valeur; il sera plus sûr et plus équitable à la fois de se référer uniquement à l'ouvrage de sir H. Nicolas.

L'auteur d'une *Histoire politique du Royaume-Uni*¹, M. Goldwin Smith, termine sa préface par ces mots : « les amis qui m'ont engagé à entreprendre le présent ouvrage savent qu'il a été écrit à un âge extrêmement avancé². » Constatons simplement le fait et ajoutons aussitôt que cet ouvrage ne porte pas la moindre trace de sénilité. Il est écrit d'une plume rapide et ferme; le style, toujours d'une limpidité parfaite, ne manque ni de trait ni d'éloquence; plus moraliste que philosophe, l'auteur trace d'excellents portraits de souverains et de ministres; mais, quoiqu'il écrive l'histoire politique de son pays, il ne vise à mettre en un relief saillant ni les faits dominants de cette histoire ni les grandes divisions qu'on doit y déterminer. Les chapitres correspondent d'ordinaire aux règnes des souverains anglais. Rien ne ressemble moins, par exemple, à la manière dont J. R. Green concevait l'histoire. Celui-ci a exposé, avec quel éclat, on le sait, la formation et le développement de la nation anglaise; il en a découpé l'histoire en grandes périodes caractérisées par des titres à l'emporte-pièce, de façon à frapper fortement l'esprit ou à l'éblouir. Sans refuser aux individus la part d'influence qu'ils ont pu exercer, il préférerait montrer les grands mouvements inconscients et anonymes qui agitent un peuple et le poussent vers ses destinées. M. Smith appartient plutôt à l'ancienne école, à la fois moins prétentieuse et moins profonde, moins féconde aussi, qui fait tourner l'histoire autour des grands noms, heureux ou néfastes, de la politique. Il traitera ainsi en un seul chapitre de tout le long règne de Georges III, comme si l'existence de ce souverain suffisait à donner une unité vraie à cette période, bouleversée par la plus prodigieuse des révolutions européennes. Arrivé au seuil de l'époque à laquelle restera attaché le nom respecté de la reine Victoria, il abandonne en partie sa manière. A peine nomme-t-il la feue reine; il considère évidemment que l'historien ne saurait encore tenter de dire le dernier mot sur les hommes qui ont fait l'« Empire » britannique, et il se contente d'exposer rapidement le tableau de cet empire. Mais l'in-

1. *The United Kingdom; a political history*. Macmillan, 1899, 2 vol., xi-650 et vi-482 p.

2. « The friends who urged the writer to undertake this task, know that it has been performed by the hand of extreme old age. »

térêt ne faiblit pas un instant, moins encore à cause du talent déployé par l'auteur que parce qu'on sent circuler dans tout l'ouvrage une force de conviction qui l'anime et lui donne son unité. L'auteur est un libéral, un laïc de libre esprit. Il est sévère pour l'Église catholique, du moins sous la forme qu'elle reçut des papes politiques, comme Grégoire VII et Innocent III, et il insiste avec force sur cette idée que l'Église, même au temps de saint Anselme et de Thomas Becket, n'a pas été l'amie des libertés publiques. Il applaudit à la réformation religieuse du xvi^e siècle, mais sans dissimuler les moyens odieux employés par Henri VIII et par Élisabeth pour la faire triompher. Son appréciation sur ces deux souverains est très caractéristique. Il est l'ennemi des guerres de conquête, parce qu'heureuses ou malheureuses elles sont également menaçantes pour la liberté; aussi considère-t-il comme un des événements les plus fâcheux pour l'Angleterre que ses rois aient eu et tenu à conserver ou bien à agrandir leurs possessions en France; à ses yeux, Henri V est un héros néfaste, et il se réjouit pour l'Angleterre de la perte de Calais. Cette opinion ne lui appartient pas en propre; on sait par exemple qu'elle était chère à J. R. Green. Par ces temps de réaction religieuse et politique, on a plaisir et profit à entendre ces paroles généreuses et éclairées, ce ferme bon sens qui se défend de tout fanatisme et sait rendre justice même aux ennemis.

M. Frederic William MAITLAND vient de rendre un nouveau service aux historiens du droit en traduisant en anglais cette section du tome III du *Deutsches Genossenschaftrecht*, où le Dr Otto GIERCKE a exposé d'une façon magistrale les théories politiques du moyen âge¹. Il a scrupuleusement reproduit la bibliographie et les notes si substantielles de l'auteur allemand, et, par de minutieuses analyses, il en a rendu l'emploi rapide et facile. Dans une brève introduction, il expose les notions différentes que les mots *societas*, *universitas*, *Genossenschaft*, *Recht*, présentent à l'esprit d'un Anglais et d'un Allemand, parce que les conceptions romanistes sont familières à l'esprit des Allemands, autant qu'elles sont étrangères à celui des Anglais. La traduction est telle qu'on doit l'attendre d'un historien et d'un professeur aussi éminent que M. Maitland; elle sera bien accueillie des Français, et peut-être les Allemands eux-mêmes auront-ils du profit à retrouver les doctrines qui leur sont connues dans une langue aussi limpide que la prose anglaise.

HISTOIRE LOCALE. — Au moment de la Conquête normande, l'An-

1. *Political theories of the Middle ages of Dr Otto Giercke, translated with an introduction.* Cambridge, at the University press, 1900, CXXX-197 p.

gleterre était divisée en comtés, comme elle l'est encore aujourd'hui, et l'organisation administrative reposait sur la base d'une forte centralisation. Il s'en faut cependant que toutes les parties du royaume fussent administrées d'une façon uniforme; certaines même avaient reçu de fort bonne heure une administration tout à fait autonome, très semblable à l'administration royale, mais complètement séparée de celle-ci. Ce sont celles qui, sous le nom de Palatinat, avaient reçu ou usurpé presque tous les droits régaliens : par exemple le diocèse de Durham, les comtés de Chester et de Lancastre. Les origines, l'organisation et l'histoire du Palatinat de Durham ont été étudiées avec beaucoup de soin par un savant américain, élève de M. Ch. Gross, M. Gaillard Thomas LAPSLEY¹. Il a justement fait une place considérable à la question des origines : avec pleine raison, il refuse d'admettre, avec Th. D. Hardy, que le Palatinat ait été créé à une époque quelconque par un acte de la volonté royale; c'est une immunité qui se développa peu à peu, surtout au XII^e siècle, où les invasions écossaises, rares en fait, étaient sans cesse redoutées et où il importait qu'une sentinelle vigilante et bien armée fût toujours prête à défendre la frontière menacée. C'est peut-être l'évêque Hugues du Puiset, prélat politique, parent et ami d'Henri II, qui contribua le plus à faire respecter un état privilégié déjà ancien et à fortifier encore ces privilèges; un siècle plus tard, le Palatinat atteignait à son apogée avec Antoine Bek, prélat qui fut longtemps un des principaux ministres d'Édouard I^{er}. Depuis le XIV^e siècle, son importance déclina; mais il continua d'exister jusqu'en 1836. A l'aide de ses archives, où le temps a creusé d'irréparables lacunes, mais qui sont riches encore, M. Lapsley a tracé un tableau complet et exact de son organisation politique et administrative, et de cette façon écrit un excellent chapitre d'histoire constitutionnelle.

Il y avait peut-être une étude du même genre à faire au sujet de cet autre groupement qu'on appelle les Cinq-Ports de la Manche; la monographie de M. M. Burrows² ne pouvait avoir la prétention d'épuiser le sujet. Le beau et artistique volume de M. HUEFFER³ est

1. *The county palatine of Durham; a study in constitutional history*. Longmans, 1900. L'ouvrage est divisé en huit chapitres : 1^o origine du Palatinat; 2^o l'évêque en tant que comte palatin; 3^o les officiers du Palatinat; 4^o l'assemblée et le conseil de l'évêque; 5^o compétence des tribunaux du Palatinat; 6^o leurs rapports avec ceux de la Royauté; 7^o organisation financière; 8^o armée et marine. Les appendices contiennent une étude sur la compétence des évêques de Durham dans les causes d'amirauté; les archives du Palatinat et une liste des ouvrages cités.

2. *Voy. Rev. hist.*, t. L, p. 140.

3. *Voy. plus haut*, tome LXXV, p. 250.

un régal pour les yeux ; il fait admirablement connaître le pays, bien qu'il le peigne peut-être avec des couleurs plus romantiques, plus orageuses que nature ; mais l'histoire ne nous en est pas présentée de première main et d'après les sources¹. L'érudit qui saura mener à bien ce travail rendra un notable service à nos études ; mais il est probable qu'il ne saura pas écrire un livre aussi attrayant.

C'est une agréable et instructive histoire que celle du collège de Winchester contée par M. Arthur F. LEACH², l'éditeur des documents relatifs à l'histoire de Beverley, qui ont été annoncés plus haut. C'est en 1382 que ce collège fut fondé par l'évêque Wykeham. Il avait trois ans auparavant fondé à Oxford le « Collège de sainte Marie de Winchester, » aujourd'hui New College, pour y entretenir à perpétuité soixante-dix « pauvres clercs » destinés à l'étude de la théologie, de la loi civile et canonique, et des arts ; puis, considérant que « la connaissance des lettres fait fleurir la justice et augmente la prospérité de la vie humaine, » et que l'étude du latin est la base de toute autre science, il créa « près de la cité de Winchester » une école de grammaire, préparatoire à l'Université, et lui imposa des statuts qui, remaniés par lui-même en 1394 et en 1400, sont demeurés en vigueur jusqu'aux réformes de 1857. Le collège de Winchester devait comprendre un gardien (« warden »), un principal (« head master »), dix fellows, soixante-dix écoliers, trois clercs de la chapelle et seize choristes ; le but du fondateur était de donner au clergé séculier des prêtres instruits et de combler les vides creusés par la peste noire. Ce n'était pas une innovation ; Wykeham n'avait guère fait qu'appliquer ce qui se pratiquait déjà au collège de Merton ou bien encore au collège plus récemment fondé par Robert d'Egglesfield,

1. L'ouvrage se termine par sept appendices. Dans le premier (p. 373-381), M. Hueffer discute l'origine des Ports ; il n'y accepte pas sans réserve l'opinion de M. Round qui montre l'influence exercée sur leurs institutions par celles des communes de la France septentrionale ; il pense que leur organisation est essentiellement l'œuvre d'Édouard I^{er}, dont il publie la charte (app. G., p. 392). Page 387 (app. E.), il réédite d'après H. Nicolas une charte nommant Guillaume de Leybourne capitaine des marins des Cinq-Ports en 1294 ; cette transcription contient des lacunes et quelques fautes. Dans l'appendice D. (p. 388) sont réunis quelques textes concernant le rang assigné aux « Barons » des Cinq-Ports dans les grandes cérémonies de la cour d'Angleterre (mariage du souverain, couronnement, etc.).

2. *A history of Winchester College*. New-York, Scribner, 1899, xiv-564 p. Nous ne pouvons qu'indiquer en note, ne les ayant pas eus sous les yeux, quelques autres volumes sur les grandes écoles publiques de l'Angleterre : *Rugby*, par H. C. Bradley ; *Charterhouse*, par A. H. Todd ; *Eton*, par A. Cl. Brock (Bel, 3 vol. à 3 sh. 6 d.)

d'ombre et de lumière. » C'est ainsi « qu'à une date où on avait pu croire le génie grec vieilli et épuisé, nous le voyons pousser une floraison exubérante qui est le témoignage d'une robuste vitalité. » La frise de Tèlèphe, si différente, est appréciée avec la même justesse. A propos des bas-reliefs qui ornaient les balustrades des portiques d'Athéna Polias, M. C. remarque qu'il y a là encore un mode de décoration tout à fait original. Les artistes y ont appliqué « une formule d'art qui, par son réalisme et sa précision, s'imposera à la Rome impériale et passera dans la sculpture moderne, » par exemple dans les trophées de la colonne Vendôme. Les fouilles ne nous ont rien livré du monument triomphal érigé par Attale I^{er} après ses victoires sur les Galates et sur Antiochos Hiérax. Mais les musées d'Europe contiennent plusieurs copies des statues de bronze qu'on y avait accumulées. Tels sont le Gladiateur mourant du Capitole, le Gaulois Ludovisi, le Gaulois blessé de Dresde, le Gaulois du Vatican. M. C. adopte avec raison l'hypothèse qui rattache toutes ces œuvres à l'école de Pergame et au même ensemble sculptural.

On lira avec intérêt le chapitre qui concerne la bibliothèque. M. C. s'efforce d'en déterminer tout l'aménagement, et la chose est possible, malgré quelques incertitudes qui subsistent. Il calcule qu'on pouvait loger dans les quatre salles environ 166,000 volumes; mais, comme ce chiffre est inférieur à celui qu'indique Plutarque, il pense qu'il y en avait aussi dans d'autres pièces. L'état actuel du théâtre ne permet guère de résoudre les difficultés récemment soulevées par les théories de M. Dörpfeld; car l'*Orchestra* et la *Skéné* furent profondément remaniées à l'époque romaine.

Pergame était avant tout « une ville de cour, » et M. C. compare à bon droit les Attalides aux Médicis de Florence. De là pour lui la nécessité de définir les caractères de leur gouvernement et de faire revivre leur milieu. Il n'a pas manqué à cette obligation; mais peut-être s'en est-il acquitté d'une façon un peu sommaire. Il est regrettable aussi que les textes ne lui aient pas fourni les moyens de mieux pénétrer dans ce monde de rhéteurs et d'érudits qui se groupaient autour de la bibliothèque. Il dresse une liste assez longue d'artistes qui travaillèrent pour ces princes; quelques-uns étaient indigènes ou originaires des pays voisins; mais il en vint également du dehors, notamment d'Athènes. « L'école de Pergame n'a d'autre unité que celle qui résulte de la communauté d'inspiration, de la collaboration à la même œuvre, et cette œuvre est la glorification de la dynastie. » Enfin, le volume se termine par une appréciation générale de l'art pergaménien envisagé aux différentes étapes de son développement. M. C. n'en méconnaît pas les défauts, mais il en signale fortement les qualités. « Ce n'est pas, dit-il, un mince mérite que d'avoir, après des siècles de production, montré une telle fertilité de ressources, trouvé des formules nouvelles et personnelles, proclamé les droits du réalisme, du pathétique et cherché des sources nouvelles d'émotion. »

Si l'on ajoute que l'ouvrage est édité avec un grand luxe, qu'il est illustré de 143 gravures, toutes bien choisies et presque toutes admirablement exécutées, qu'il offre ainsi un véritable album des meilleures œuvres d'art découvertes à Pergame, on avouera qu'il était difficile de faire mieux, et on saura gré aux auteurs de nous avoir montré avec tant de bonheur l'image exacte d'une ville qui est jusqu'à ce jour le type le plus accompli d'une capitale hellénistique.

Paul GUIRAUD.

C.-P. BURGER J^r. **Der Kampf zwischen Rom und Samnium bis zum vollständigen Siege Roms, um 312 v. Chr.** Amsterdam, Müller, 1898. Gr. in-8°, 80 pages et 2 cartes.

Dans cet excellent travail, l'auteur refait après Niebuhr et Nissen la critique des récits que fournissent Tite-Live et Diodore sur les deux grandes guerres entre Rome et les Samnites. Pour l'histoire de la seconde guerre, mieux connue et plus authentique, il ne pouvait pas arriver à des résultats vraiment nouveaux ; mais il faudra dorénavant tenir compte de son étude de la première guerre. Il a déterminé, avec plus de précision encore que ses prédécesseurs, les falsifications historiques de l'époque des Gracques. Il rejette avec raison, comme une invention patriotique des annalistes romains, la campagne de revanche des Romains après le désastre et la paix de Caudium et prouve que ce traité, dont la plupart des clauses paraissent authentiques, a été réellement observé pendant un certain nombre d'années. Il élimine la clause du serment des vingt officiers romains ; cependant, les Samnites avaient pu l'emprunter aux villes grecques voisines, qui employaient sans doute des garanties de ce genre. Signalons en outre les chapitres intéressants et souvent neufs consacrés à Alexandre d'Épire, aux rapports de Rome avec Tarente et avec les Lucaniens, à l'extension politique et géographique des Samnites, dont l'auteur réduit avec raison le domaine, contrairement aux hypothèses aventureuses de Beloch et de Nissen.

Ch. LÉCRIVAIN.

Nicolas HERZEN, privat-docent à l'Université de Lausanne. **Origine de l'hypothèque romaine** ; contribution à l'étude des rapports du droit romain avec les autres droits de l'antiquité. Paris, Rousseau, 1899. In-8°, 216 pages.

Ce livre de M. H. est un des travaux les plus substantiels qu'on ait encore écrits sur cette question si controversée des origines de l'hypothèque romaine. Après avoir exposé, dans une introduction très érudite, les théories récentes qui attribuent un rôle plus ou moins considérable

aux législations étrangères, surtout à celles de la Grèce et de l'Égypte, dans la formation du droit romain en général et de l'hypothèque en particulier, l'auteur étudie l'évolution du droit de gage à Rome jusqu'à l'apparition de l'hypothèque; il n'y a de mentions vraiment historiques du gage conventionnel qu'au VI^e siècle de Rome, dans le *De re rustica* de Caton; le contrat de gage n'est pas encore sanctionné par l'*actio pignoratitia in personam*, le créancier gagiste n'a aucun droit réel sur la chose engagée, il n'a que le fait de la possession matérielle; le gage n'est qu'un simple moyen de contrainte, il n'a pas encore le caractère d'une institution juridique, mais il n'en est pas moins la forme la plus ancienne de garantie réelle et il est antérieur à la fiducie; nous ignorons absolument les effets de la *praediorum subsignatio* employée dans le droit public; il faut rejeter l'hypothèse, émise récemment par plusieurs auteurs, qu'à côté du *nexum*-prêt il y aurait eu un autre *nexum* consistant en un contrat d'antichrèse.

Avec le titre III, nous arrivons à l'apparition de l'hypothèque; les inconvénients de la fiducie et du gage rendaient nécessaire une autre forme de sûreté réelle; elle eût apparu plus tôt sans la préférence marquée des Romains pour les garanties personnelles; ce fut l'hypothèque établie au profit du bailleur sur les objets introduits par le locataire sur les fonds urbains et ruraux et qui allait être le point de départ de tout le système hypothécaire romain. L'hypothèque romaine est donc ainsi sortie de l'ancien gage, du *pignus*, dont elle garde pendant longtemps le caractère; elle ne vient ni de la fiducie ni de la *subsignatio praediorum*. La date des actions hypothécaires, de l'interdit Salvien et de l'action servienne, est difficile à déterminer; cependant, si d'une part la famille des *Salvii* n'apparaît qu'au VIII^e siècle de Rome, si d'autre part le jurisconsulte Labéon paraît connaître l'interdit Salvien, on peut et on doit admettre que les actions hypothécaires existaient avant le milieu du I^{er} siècle ap. J.-C. Quelle a été l'influence du droit grec? C'est lui qui a fourni l'idée d'une garantie réelle, indépendante de la possession du créancier, et qui fournira en outre l'usage du *pactum de vendendo* et de la *lex commissoria*. En ce sens, l'hypothèque romaine est d'origine grecque par son idée fondamentale, mais les jurisconsultes romains en ont fait une institution originale et nouvelle.

Cette rapide analyse montre quels sont l'intérêt et la portée du travail de M. H. Ses discussions, à la fois claires et serrées, nous paraissent aboutir sur la plupart des points, en particulier sur la question de l'influence grecque, aux conclusions les plus vraisemblables. Nous rejetterions encore plus catégoriquement les textes de Tite-Live (2, 6, 24) et de Denys d'Halicarnasse (6, 23, 41), qui sont dénués de valeur historique, ainsi que tous les textes de Plaute et de Térence, qui, à notre avis, parlent bien de l'hypothèque et non du gage, mais qui, étant des traductions de poètes grecs, n'intéressent que le droit grec; en revanche, le texte de Sénèque (*De benef.*, 7, 14) paraît bien faire allusion à l'hypothèque et pouvoir être utilisé pour en fixer la date. Le fermage des

terres est-il d'origine aussi tardive que le prétend M. H.? On ne saurait nier l'existence au moins du colonat partiaire dans Caton.

Ch. LÉCRIVAIN.

E. LAVISSE. Histoire de France depuis les origines jusqu'à la Révolution. T. I, 2^e partie : les Origines, la Gaule indépendante et la Gaule romaine, par M. G. BLOCH, professeur à l'Université de Lyon, chargé de la conférence d'histoire ancienne à l'École normale supérieure. Paris, Hachette et C^{ie}, 1900, 456 p.

L'histoire de la Gaule indépendante et de la Gaule romaine a été déjà souvent écrite. Mais c'est là un sujet que renouvellent sans cesse les découvertes archéologiques et épigraphiques. Aussi, malgré les travaux de Desjardins, d'Hirschfeld, de Fustel de Coulanges, de Jullian, malgré les pages consacrées à cette période de notre histoire nationale par H. Martin, Michelet, Mommsen, Duruy et d'autres savants, le livre que M. Bloch vient d'écrire sur le même sujet est une œuvre nouvelle. Il diffère des études antérieures, non seulement parce qu'il est mieux documenté et parce que l'auteur est au courant des trouvailles les plus récentes, mais aussi parce qu'il contient à la fois le récit de tous les événements importants et le tableau de la civilisation gauloise et gallo-romaine aux époques essentielles de son développement. M. Bloch était un des hommes de France le mieux préparés à cette tâche.

A vrai dire, le caractère même de la publication, dont son livre fait partie, lui a imposé des limites qu'il a dû bien souvent regretter de ne pouvoir franchir. Certes, la nouvelle *Histoire de France* entreprise par M. E. Lavisse est avant tout une œuvre de science; il suffit, pour s'en convaincre, de jeter un simple coup d'œil sur la liste des collaborateurs auxquels il a fait appel. Mais, d'autre part, cette *Histoire* ne s'adresse pas moins au grand public qu'au monde savant. De là, une double obligation, à laquelle M. Bloch n'a pu se soustraire. D'abord, la science doit se dissimuler. Pour qui connaît, même de loin et superficiellement, l'histoire de nos origines, il est évident que M. Bloch a dépensé dans ce livre une érudition aussi complète que sûre, qu'il n'a pas cessé de suivre les règles de la méthode la plus rigoureuse, qu'il a étudié de nouveau, après ses prédécesseurs, tous les problèmes d'ensemble et de détail dont il donne la solution. Nombreuses sont les pages de lecture facile, de physionomie limpide, derrière lesquelles on sent de longues et minutieuses recherches, une étude approfondie des documents, une critique pénétrante des travaux antérieurs. Il est certain que M. Bloch, disciple fidèle du maître Fustel de Coulanges, s'est d'abord adressé aux textes, et qu'il a scrupuleusement contrôlé même les résultats qui lui semblaient le plus sûrement acquis. De tout cet effort, de

cette dépense considérable de science, rien ou presque rien n'apparaît. Les fondements de l'édifice sont partout cachés. Les références aux documents originaux sont des plus rares; les notes bibliographiques placées au début de chaque paragraphe ne peuvent suppléer à cette absence de tout appareil critique.

En second lieu, M. Bloch a senti la nécessité, puisqu'il écrivait aussi pour le grand public, d'introduire dans son livre plusieurs chapitres d'ensemble sur l'organisation de l'Empire romain, soit au 1^{er} et au 11^e siècle de l'ère chrétienne, soit au 14^e siècle, après la réforme dioclétiano-constantinienne. Ces chapitres interrompent, en quelque manière, l'histoire propre de la Gaule; ils pourraient, sauf un petit nombre de détails, figurer également dans une histoire de l'Espagne ou de l'Afrique du Nord, conçue dans le même esprit et sur le même plan. De plus, ces chapitres, malgré leur concision très sobre, prennent de la place. Et cette place, nous croyons que M. Bloch aurait beaucoup mieux aimé la consacrer à la discussion de problèmes spécialement gaulois et gallo-romains, qu'il a été forcé de passer à peu près complètement sous silence. Ainsi, les questions d'identifications topographiques, posées à propos de la bataille entre Arioviste et César et à propos du siège d'Alesia, ne sont même pas mentionnées dans le texte. La date, à laquelle fut élevé l'arc de triomphe d'Orange, est fixée sans discussion à 21 ap. J.-C. La fameuse plaque de bronze de Narbonne, qui a fourni des détails si intéressants sur le flamine provincial de la Narbonnaise, et l'inscription non moins connue, trouvée également à Narbonne, qui se rapporte au culte municipal de Rome et d'Auguste, sont purement et simplement citées, sans qu'aucun examen critique de ces documents soit institué, malgré les divergences des nombreuses interprétations qui en ont été données. Trois pages seulement sont attribuées au réseau routier et aux voies fluviales de la Gaule : le sujet méritait peut-être plus de développement. La page 162 du livre de M. Bloch traduit, pour ainsi dire, sous une forme matérielle, ce caractère, d'ailleurs voulu, de l'œuvre. Il y est question des douanes, en particulier de l'impôt du *Quarantième des Gaules*. Dans le texte, une douzaine de lignes, très générales, sont consacrées à cet impôt; ce qui concerne spécialement la Gaule est rejeté en note.

Ces réserves portent moins sur le travail personnel de M. Bloch que sur le plan qui lui a été imposé. Nous regrettons pour nous-mêmes et pour la plupart des lecteurs de ce livre que l'auteur ait été ainsi obligé de sacrifier à des résumés généraux de faits déjà connus la discussion scientifique de problèmes intéressants, qu'il a certainement étudiés à fond.

Ce qui appartient en propre à M. Bloch et ce que nous voulons examiner maintenant, c'est la composition même de l'ouvrage et l'exposition du sujet.

L'ouvrage est divisé en deux parties. La première partie, intitulée :

les Origines, la Gaule indépendante, la Conquête romaine, conduit l'histoire de notre pays depuis l'époque la plus lointaine que l'on puisse atteindre aujourd'hui jusqu'en l'année 70 ap. J.-C., c'est-à-dire jusqu'après l'insurrection fomentée dans le nord-est de la Gaule par Classicus, Tutor et Sabinus. La deuxième partie, intitulée : *la Gaule romaine*, est consacrée au récit des événements dont la Gaule fut le théâtre depuis 70 jusqu'à 395 ap. J.-C. et au tableau de la civilisation gallo-romaine. La matière très abondante de cette seconde partie est distribuée en trois livres : livre I : *le Gouvernement de la Gaule au I^{er} et au II^e siècle ap. J.-C.*; livre II : *l'Histoire et le gouvernement de la Gaule du II^e au IV^e siècle ap. J.-C.*; livre III : *la Société gallo-romaine*.

Cette division de l'ouvrage en parties et en livres ne nous semble pas donner une idée parfaitement nette des grandes périodes que M. Bloch distingue dans l'histoire de la Gaule indépendante et de la Gaule romaine. Si nous ne nous trompons pas, une première période est la période des origines et de la Gaule indépendante, qui s'étend jusqu'au milieu du ¹^e siècle av. J.-C.; pendant une seconde période, de 154 av. J.-C. jusqu'en 70 ap. J.-C., la Gaule est progressivement conquise, assujettie et organisée par les Romains; de 70 ap. J.-C. jusqu'à l'époque de l'anarchie militaire et de l'empire gaulois (253-273), la Gaule romaine traverse une période de paix et de prospérité, à peine interrompue en 197 par le sanglant épisode de la bataille de Lyon. La fin du ³^e siècle fut en Gaule une époque troublée et malheureuse; mais, avec les réformes de Dioclétien et de Constantin, une période nouvelle s'ouvrit pour ce pays, période assurément moins brillante et moins prospère que le siècle des Antonins, mais d'un haut intérêt pour l'historien, parce que c'est le moment où la Gaule romaine commence à se transformer et parce que l'on y voit poindre déjà quelques-uns des caractères essentiels de la société féodale. Au ⁴^e siècle, comme M. Bloch l'a très bien montré, les villes gallo-romaines changent d'aspect; la société subit une évolution interne; la répartition de la propriété agricole, la condition de la plèbe rurale se modifient. C'est vraiment la fin d'une époque et le début d'une autre. Mais c'est au siècle des Antonins que la Gaule romaine atteint son apogée; aussi, aurions-nous préféré que cette période fût en quelque manière le centre, le cœur même de l'ouvrage et que l'auteur l'eût choisie comme cadre pour son tableau de la société gallo-romaine au lieu de rejeter ce tableau à la fin et en conclusion. Nous aurions alors assisté au plein épanouissement de cette société si vivante, avant qu'elle fût entrée en décadence, ou, si l'on veut, en transformation. Cette décadence, cette transformation auraient seules fourni le sujet des derniers chapitres. En lisant attentivement le livre de M. Bloch, on se rend compte de l'influence considérable que les événements de la fin du ³^e siècle ont exercée sur l'histoire de la Gaule romaine; or, il nous semble que cette influence disparaît presque complètement si l'on s'en tient aux

grandes lignes, aux divisions principales, au plan général de l'ouvrage. Il y a là, pour ainsi dire, une divergence très sensible entre le fond même de la pensée de M. Bloch et les cadres dans lesquels cette pensée a été enfermée.

Si nous avons cru devoir présenter ici, en toute sincérité, quelques objections sur la composition même du livre, nous abordons maintenant la partie de notre tâche qui est de beaucoup la plus agréable pour nous. M. Bloch a écrit cette histoire de la Gaule indépendante et romaine avec une largeur et une justesse d'idées que nous n'avons nulle part trouvées en défaut, avec une sobriété précise, pleine et vigoureuse qui est, en même temps qu'un régal pour l'historien, un charme pour le lecteur, dans cette langue toujours nette et claire, que l'esprit français estime supérieure à toute autre. Sans doute, le sujet nous est cher; mais, plus encore que le sujet lui-même, la façon dont il est exposé excite au plus haut point notre intérêt. Qu'on lise en particulier les pages consacrées par M. Bloch à l'histoire de la Gaule de 70 à 285 ap. J.-C. (2^e partie, liv. II, ch. 1^{er}) et à la société gallo-romaine (2^e partie, liv. III tout entier), on comprendra tout ce que le talent si nourri, si probe et si distingué de l'auteur peut répandre de clarté et de vie sur des questions d'érudition pure. Même après la *Gaule romaine* de Fustel de Coulanges, même après les études du maître regretté sur le *Colonat romain*, les chapitres dans lesquels M. Bloch a dépeint cette société du IV^e siècle, si curieuse par elle-même et plus curieuse encore peut-être par les germes d'avenir qu'elle recèle, sont d'excellents morceaux d'histoire, soutenus par l'armature d'une érudition solide, développés et présentés avec la méthode d'un savant et le talent d'un écrivain. C'est là une conclusion remarquable, qui clôt dignement une œuvre de tous points méritoire, et dont quelques parties nous paraissent définitives.

Avec MM. Bouché-Leclercq, Guiraud, Cagnat, Héron de Villefosse, Jullian, d'autres encore, M. Bloch appartient à ce groupe de savants français qui s'est consacré à l'étude de l'histoire ancienne. Les élèves de Fustel de Coulanges et de Geffroy sont devenus aujourd'hui des maîtres. Ils sont aussi savants que leurs confrères d'outre-Rhin; aussi bien et parfois mieux qu'eux, ils savent lire dans les textes, dans les inscriptions, dans les ruines, sur les légendes des monnaies, l'histoire du passé, ce qu'ont fait, ce qu'ont voulu, ce qu'ont pensé les Grecs, les Romains et tous les peuples qui ont subi l'influence de la civilisation classique. A une érudition parfaite ils joignent, en outre, ce goût des idées générales, ce besoin d'ordre, de logique, d'harmonie, ces qualités d'exposition, ce souci de la clarté dans l'expression, qui distinguent les vrais historiens de la foule des simples érudits. Leurs œuvres les plus savantes sont, en quelque sorte, aussi des œuvres d'art. On peut en critiquer le plan : du moins ce plan existe, c'est-à-dire qu'il y a de l'ordre dans leurs développements, qu'une pensée maîtresse traverse

tous leurs livres, et que chacun de ces livres est autre chose qu'une salade de notes prises au jour le jour ou un panier de fiches déversées sur la tête du lecteur.

L'ouvrage de M. Bloch prend place, en très bon rang, dans cette bibliothèque d'histoire ancienne qui honore la science française. Nous tenons d'autant plus à rappeler ici les mérites de l'école d'historiens à laquelle il appartient, qu'il y a aujourd'hui, chez quelques jeunes érudits, une tendance à ne se faire, sur les sujets d'histoire ancienne, qu'une bibliographie allemande, et à méconnaître les services rendus à la science par des maîtres dont nous avons le droit et le devoir d'être fiers¹.

J. TOUTAIN.

1. Voici quelques observations de détail sur le livre de M. Bloch :

P. 152. Est-il absolument certain que « l'abolition totale et définitive du droit celtique ne fasse pas de doute, et que ce soit en vain qu'on ait essayé d'en trouver quelques vestiges dans nos usages ruraux? » N'y aurait-il pas lieu de distinguer, à ce sujet, entre les diverses régions de la Gaule? Si cela est vrai de la Narbonnaise, n'est-ce pas excessif de l'Armorique et d'une grande partie du pays compris entre la Loire et la Garonne?

P. 171. M. Bloch constate que les soldats levés en Gaule étaient employés pour la plupart sur leur propre territoire, c'est-à-dire à la défense de la frontière rhénane. Les contingents gaulois servaient aussi en Bretagne. Le fait est prouvé non seulement par la présence en Bretagne d'ailes et de cohortes, qui portent des noms de tribus gauloises, mais aussi par la présence Je long des deux retranchements d'Hadrien et d'Antonin de cultes venus certainement de la Gaule, comme le culte des *Matres transmarinae*.

P. 181. Comme beaucoup de savants, M. Bloch croit que le prêtre provincial du culte de Rome et d'Auguste devait avoir passé par toute la filière des magistratures municipales. Sans doute, en fait, il en était presque toujours ainsi, mais quelques exceptions prouvent que ce n'était pas là une obligation.

P. 182. De même, nous n'admettons pas comme démontré que la femme du Flamen de la Narbonnaise ait porté de droit le titre de *Flaminica*.

P. 191. Ajouter à la liste des *pagi* cités par M. Bloch, note 2, le *Pagus Condrustris* de la cité des Tongres (auj. le Condroz), mentionné sur une inscription trouvée en Bretagne.

P. 369. On pourrait croire, d'après M. Bloch, que les autels déterrés sous le chœur de Notre-Dame de Paris ont été trouvés à la place même où ils étaient érigés dans l'antiquité. Ce n'est pas exact; car tous ces autels, sciés en deux, ont été découverts dans un mur de basse époque. Ils proviennent tous de Lutetia; mais rien ne prouve que le sanctuaire dont ils faisaient jadis partie ait occupé le même emplacement que la cathédrale de Paris.

P. 417. « Le marteau de Taranis s'allongea pour représenter le sceptre du maître de l'Olympe. » Le seul nom de divinité gréco-romaine qui se trouve associé sur les monuments au marteau ou maillet est le nom de *Silvain*. Hors de là, les diverses interprétations présentées par les savants sont, en partie au moins, arbitraires.

Nous nous sommes borné aux points de détail qui concernent spécialement la Gaule. Car ce n'est pas ici le lieu d'instituer des discussions soit sur le

Essai de restitution des plus anciens mémoriaux de la Chambre des comptes de Paris (*Pater, Noster*¹, *Noster*², *Qui es in coelis, Croix, A*¹), par MM. Joseph PETIT, archiviste aux Archives nationales, et GAVRILOVITCH, MAURY et TEODORU, avec une préface de Ch.-V. LANGLOIS, chargé de cours à la Faculté des lettres de l'Université de Paris. (Université de Paris. *Bibliothèque de la Faculté des lettres*, t. VII.) Paris, Alcan, 1899. xxii-263 pages.

Il nous manque, pour la Chambre des comptes de Paris, un recueil de documents remontant aux premiers temps de son existence et de nature à constituer comme les solides assises de son histoire, à l'instar des *Olim* pour le Parlement de Paris. Les *Mémoriaux* de la Chambre des comptes ont péri dans un incendie, en 1737. Il est vrai que, depuis cette époque jusqu'à la Révolution, on s'est efforcé de reconstituer les registres perdus; mais l'essai n'a pas été très heureux; l'entreprise est restée inachevée et, malgré son caractère officiel, la reconstitution laisse à désirer, parce qu'on ne s'est servi pour la faire que des expéditions authentiques de ces registres; si logique en apparence que fût cette méthode, elle ne pouvait pas donner d'aussi bons résultats que si on avait utilisé les copies du Trésor des chartes, des archives ministérielles, des collections particulières, copies souvent d'une grande valeur et qui avaient le grand avantage de présenter moins de lacunes. La pensée est venue dès lors aux érudits de notre temps de rétablir plus exactement et plus complètement, sinon l'énorme série des *Mémoriaux* tout entière, — ce qui exigerait trop de temps, — au moins, les plus anciens d'entre eux. Après MM. Marnier, de Boislisle, C. Couderc, qui ont songé à cette œuvre utile, voici M. Langlois qui l'a menée à bonne fin avec quelques étudiants de la Faculté des lettres de Paris, MM. Petit, Gavrilovitch, Maury et Teodoru, travaillant sous sa direction.

L'œuvre personnelle de M. Langlois a été le classement des plus anciens *Mémoriaux*. Il l'expose dans la Préface du livre avec cette sûreté de critique et cette netteté d'exposition qui distinguent tous ses travaux. Il est parvenu à établir que tous les *Mémoriaux* de la Chambre des comptes n'avaient point péri; contrairement à ce que l'on croyait, il en subsiste au moins un, le *Noster*¹, qui s'est trouvé au moment de l'incendie de 1737 à la bibliothèque de Saint-Germain-des-Prés et qui est aujourd'hui à la Bibliothèque nationale (latin 12814). Cette heureuse

prétendu dualisme imaginé par Auguste, sur cette dyarchie qui n'est, à nos yeux, qu'une théorie moderne de droit constitutionnel dénuée de toute réalité historique, soit sur l'origine et le véritable caractère des *curatores reipublicae* ou *civitatiss*, que l'on généralise beaucoup trop à notre avis, pour le II^e et le III^e siècle, soit encore sur l'organisation de l'impôt foncier et de l'impôt personnel dans l'empire romain, organisation encore aujourd'hui bien obscure.

découverte est accompagnée d'une démonstration non moins importante; un autre ancien mémorial, le *Noster*², qui est perdu, mais dont nous avons la table, peut être considéré comme représenté par le ms. fr. 2833 de la Bibliothèque nationale, car ce dernier a dû être copié sur lui ou sur un registre fort semblable.

Après le classement des *Mémoriaux*, la voie était toute tracée, mais difficile et pénible à suivre; à l'aide d'un effort collectif, on est arrivé au but. Et désormais, comme l'observe M. Langlois, « la restitution de n'importe quel mémorial n'offre plus de difficultés préalables; » on a dû rechercher, en effet, et classer, pour rétablir les plus anciens, toutes les collections, antérieures à 1737, contenant des fragments des *Mémoriaux*.

Ne pouvant reproduire intégralement le texte de tous les documents, M. Petit et ses collaborateurs ont divisé leur travail en deux parties : la première est une analyse, avec renvoi aux sources, de tous les documents, sans exception, qui figuraient dans les plus anciens *Mémoriaux*; la deuxième est la reproduction des plus importants de ces documents. Il est inutile de dire que cette publication est faite avec le plus grand soin. Qu'on nous permette cependant une réserve à propos de l'Index; j'aurais souhaité qu'au lieu d'un seul, on nous en donnât deux; dans l'un se seraient trouvés les noms de lieux ou de personnes; dans l'autre, les matières; en mêlant les deux choses, on est amené, sans le vouloir, à en sacrifier une, et ici, c'est l'indication des matières qui a un peu souffert peut-être; ainsi on ne rencontre pas certains termes intéressants, pour les jurisconsultes tout au moins : four, moulin, merin, saisie, etc.; on n'aura point trop de peine à les retrouver dans le corps de l'ouvrage, mais on en aurait encore moins, s'ils figuraient dans l'Index.

Aux érudits maintenant à tirer parti de cette précieuse publication. Elle servira non seulement à mieux comprendre le rôle de la Chambre des comptes au commencement du xiv^e siècle, mais à éclaircir un grand nombre de points de l'histoire des institutions. Les questions de finances touchent à toutes les autres, administration générale, état des fonctionnaires, recrutement de l'armée, établissement de l'impôt, reconstitution du domaine royal, droits féodaux, dîmes et une infinité d'autres problèmes. On voit ce que l'histoire générale peut gagner à la mise en œuvre des pièces éditées pour la première fois ou rééditées plus complètement et avec plus de soin; l'histoire locale n'en bénéficiera pas moins; il suffit, pour s'en rendre compte, de se reporter aux nombreuses références contenues dans l'Index.

J. BRISSAUD.

Julius PRIESACK. Die Reichspolitik des Erzbischofs Balduin von Trier in den Jahren 1314 bis 1328. Göttingen, Vandenhoeck et Ruprecht, 1897. In-8°, 496 pages. Prix : 4 m. 80.

L'archevêché de Trèves n'a pas seulement tenu une place considérable dans l'histoire de l'Empire au moyen âge. Il a eu aussi plusieurs fois à sa tête des hommes de valeur qui ont joué un rôle important dans les événements intérieurs de l'Allemagne à cette époque. M. J. Priesack s'est attaché à l'un d'eux, l'archevêque Baudoin, dont la conduite, pendant les années 1314 à 1328, intéresse l'histoire politique générale.

Depuis la mort de l'empereur Frédéric II et l'affaiblissement du pouvoir central, les princes avaient fait de grands progrès dans la voie de la souveraineté; les nobles et les villes s'efforçaient de leur côté de parvenir à l'immédiateté d'empire; tous voulaient être indépendants. Les empereurs, à leur tour, désespérant de rétablir la royauté dans son ancienne grandeur, poursuivaient une politique purement dynastique. Au *xix^e* siècle, on peut dire que le particularisme est devenu le fondement même de la constitution. C'est à peine si quelques esprits plus élevés comme Léopold de Bebenburg recommandent à leurs compatriotes de considérer avant tout le « bien général où chacun devait trouver son propre profit. » Les idées réformatrices ne rencontraient guère alors d'écho dans les cœurs; il ne faudrait pas en effet s'exagérer la portée pratique des hautes conceptions d'un Gerhard de Eppstein ou d'un Wernher. La politique purement territoriale des princes étouffait dans son germe toute conception désintéressée. Henri VII de Luxembourg, renonçant aux visées étroites de ses prédécesseurs, qui s'étaient restreints au gouvernement de l'Allemagne et avaient abandonné l'Italie, s'était épris d'un grand enthousiasme pour l'ancienne mission dévolue aux empereurs romains d'étendre leur suprématie sur toute la chrétienté. Sa mort prématurée, en faisant monter sur le trône Louis de Bavière, détermina une orientation nouvelle dans l'histoire d'Allemagne; le règne de ce dernier fit évanouir toute espérance de rétablissement de l'ancienne puissance royale.

La bulle d'or n'est pas à proprement parler une réforme, ce n'est au fond que la reconnaissance du système fédéraliste. Louis de Bavière eût été, aux yeux de M. Priesack, capable de mieux faire et aurait eu assez de valeur pour réorganiser l'Empire; mais la haine que se témoignaient les États (*Stände*) paralysa, d'après lui, tous les efforts de ce prince, et la lutte engagée contre la papauté contribua à le rejeter comme ses prédécesseurs dans cette politique dynastique qui, finalement, lui fut fatale. On ne peut nier, cependant, qu'il ait su habilement se maintenir jusqu'à la fin de son règne entre les deux partis rivaux des Habsbourg et des Luxembourg, et la levée de boucliers qui se fit contre lui

fut beaucoup moins le résultat d'une opposition (à laquelle la plupart des historiens se sont jusqu'ici attachés) entre la politique de la royauté et celle des princes, que la conséquence de l'âpreté avec laquelle la maison de Luxembourg défendit ses intérêts de famille.

Le règne si troublé de Louis de Bavière est riche en personnalités remarquables : l'archevêque Baudoin de Trèves, frère de l'empereur Henri VII, qui fut d'après Ranke (*Weltgeschichte*, t. IX, p. 14) un des principaux conducteurs (*Hierarchen*) de l'Empire, est assurément une figure intéressante. A la différence de ceux qui, s'enflammant outre mesure pour le héros dont ils écrivent l'histoire, veulent renchérir sur leurs devanciers, M. Priesack, tout en reconnaissant le haut mérite de Baudoin et sa grande activité, cherche à établir que ce prélat ne se préoccupait nullement d'une réforme dans la politique de l'Empire. Ses efforts eurent un double but : la défense des intérêts territoriaux des princes ecclésiastiques de la région rhénane et l'accroissement de pouvoir de la maison de Luxembourg.

Nous ne pouvons suivre ici dans tous ses détails une dissertation fort étudiée, que son auteur a su parsemer de considérations intéressantes sur l'état intérieur de l'Empire dans la première moitié du xiv^e siècle. Il nous montre fort bien quelle était, en 1314, à la mort de Henri VII, l'orientation des esprits dans chacun des partis en présence. Les questions personnelles furent cette fois reléguées au second plan par les questions dynastiques. Baudoin fut de ceux qui se résignèrent à faire de grandes concessions. Ces concessions prouvent à la fois l'indécision des électeurs et l'animosité croissante des villes, indécision et animosité qui favorisèrent singulièrement les influences venues du dehors et l'intervention du pape et du roi de France. Une lettre de Clément V, envoyée aux électeurs ecclésiastiques peu de jours après l'assemblée de Rense, est-elle une pièce suffisante pour permettre à M. Priesack de soutenir que la papauté fit, en 1308, de grands efforts pour faire arriver un prince français à l'Empire ? Il est certain, du moins, que la mort de Clément V (le 20 avril) délivra la maison de Luxembourg d'un adversaire redoutable et mit fin à des incertitudes et à des tiraillements sur lesquels nous ne sommes pas encore renseignés avec clarté. La paix de Salzbourg (le 17 avril) avait déjà été pour le parti autrichien une véritable victoire diplomatique. Le comte palatin, trompant la maison de Luxembourg, se tourna vers les Habsbourg, et l'archevêque de Cologne, gagné par de grosses sommes et des concessions considérables, se montra prêt à rompre avec les traditions de ses prédécesseurs pour soutenir les Habsbourg. Ceux-ci espéraient bien aussi gagner les voix de deux électeurs laïcs. L'amitié du comte de Nassau et de la branche cadette de la maison de Sponheim, dont les possessions étaient situées principalement dans la vallée de la Nahe, avait d'ailleurs créé sur le Rhin moyen un puissant parti autrichien, fort menaçant pour les deux archevêchés de Mayence et de Trèves. Aussi jamais les électeurs n'avaient été plus désunis qu'au moment où se réunit l'assemblée

électorale de Rense. Une double élection et son corollaire habituel, une lutte à main armée, semblaient inévitables; des deux côtés, d'ailleurs, on se préparait à la guerre.

M. Priesack nous montre comment l'accroissement de pouvoir de la maison de Habsbourg et les succès qu'elle venait d'obtenir suscitérent un revirement dans les esprits. Ce revirement amena l'élection du duc de Bavière, qui fit d'importantes concessions et eut l'habileté de renoncer à voir son neveu porter la couronne de son père; Baudoin reçut pour sa part une somme de 8,000 marcs en argent comptant, et, plus tard, un supplément de 4,000 marcs provenant de péages; il reçut en outre 22,000 marcs à titre de prêt; obtint que son droit de péage à Coblenz fût triplé et extorqua une série de concessions importantes, en matière de justice notamment, vis-à-vis des juridictions communales encore libres de son diocèse. Un des principaux intérêts que les débuts du règne de Louis de Bavière présentent pour l'historien est dû à ce fait qu'il eut à la fois l'adresse et le courage d'intercaler en quelque sorte et avec autorité la maison de Bavière entre les deux dynasties puissantes qui dominaient alors l'Allemagne méridionale. C'était peut-être le meilleur moyen de ramener la paix et l'ordre en Allemagne. Louis de Bavière, qui fit preuve de diplomatie et d'énergie, aurait rendu bien plus de service à l'Empire si ces efforts n'avaient été paralysés par la lutte qu'il engagea contre la papauté et qui rendit impossible la réorganisation intérieure du pays. C'est cette lutte qui permit de soutenir que son règne fut en définitif désastreux pour l'Empire; c'est elle qui a ramené la couronne impériale dans la maison de Luxembourg. M. Priesack recherche quel fut, dans cette circonstance, le rôle de Baudoin de Trèves, et nous montre que sa politique ne s'identifia pas complètement avec celle de la maison de Luxembourg; elle conserva toujours un certain caractère d'indépendance à la fois vis-à-vis de Jean de Bohême et de la cour de Rome. Baudoin fut beaucoup moins dévoué à la papauté qu'on ne l'a jusqu'ici prétendu. La mort de l'archevêque Matthias de Buchegg, le 10 septembre 1328, modifia ses sentiments et l'amena à une résistance énergique vis-à-vis de la cour de Rome. Ce sont finalement les rapports de Baudoin avec l'archevêque de Mayence qui tiennent dans sa politique la place la plus considérable.

Le travail de M. Priesack est suivi d'appendices fort instructifs sur le prix auquel fut achetée la voix de l'archevêque de Trèves en 1314, sur la candidature du roi de Bohême en 1323, sur l'assemblée de Rense et la candidature du roi de France, sur quelques documents extraits des registres secrets de la papauté, etc. Il y a là de précieuses recherches pour l'intelligence de la première moitié du *xiv^e* siècle.

Georges BLONDEL.

H. C. MACDOWALL. *Henry of Guise and other portraits*. London, Macmillan and Co, 1898, 344 pages in-16.

Le héros de la Ligue, Henri de Guise, est présenté au public anglais par M. Macdowall dans un livre de vulgarisation qui ne manque pas d'attrait. Le récit est bien enlevé; il contient des portraits heureusement esquissés; il ne manque pas d'exactitude. Il est vrai que parfois le duc de Guise disparaît au milieu des événements de la politique générale, tandis qu'au contraire le récit présente de sérieuses lacunes. La rivalité de Guise et de Montmorency, qui précède celle des Bourbons et des Lorrains, n'est pas indiquée. Il n'y a rien sur la situation des Politiques au lendemain de la Saint-Barthélemy, ni sur la conjuration de La Molle et Coconat, ni sur l'intervention du palatin Jean-Casimir, ni sur les *Ligues avant la Ligue*. Les grands seigneurs politiques du temps de Charles IX ne sont pas distingués des bourgeois politiques de Paris sous Henri III et Henri IV.

En revanche l'auteur sait se prononcer sur certains points avec une grande netteté. S'il admet la préméditation du massacre de Vassy, il ne croit pas à celle de la Saint-Barthélemy, qu'il explique ainsi : pour prévenir la guerre civile, Coligny pousse à la guerre de Flandre; pour empêcher le conflit de surgir avec Philippe II, Catherine entreprend de se défaire de Coligny, de connivence avec les Guises qui voient dans l'amiral l'instigateur du crime de Poltrot. La maladresse de Maurevel, qui manque l'amiral, oblige la reine à ordonner le massacre de ceux qui s'apprêtaient à venger leur chef. Voilà une suite logique d'événements bien étudiés et notre auteur sait distinguer les temps. C'est ainsi qu'il expose qu'à la mort du cardinal de Lorraine, Henri de Guise, en froid avec l'Espagne, complotait avec don Juan d'Autriche contre Philippe II, puis qu'à la mort de don Juan, il se vendit à l'Espagne pour travailler contre l'Angleterre d'abord, contre Henri III ensuite; la journée des Baricades avait pour but de détourner l'attention de la cour de France de l'expédition de l'Armada. La mort du prince lorrain est racontée d'une façon dramatique, mais pas très complète et l'on regrette de ne pas trouver à la fin du volume une caractéristique plus pénétrante de cet élégant duc de Guise, si hardi au combat et si irrésolu au conseil, si populaire et si peu digne de considération.

Quant aux sources, bien des ouvrages parus récemment en France et riches de renseignements inédits ne sont pas cités, entre autres les *Ducs de Guise* de M. Forneron; et l'auteur, qui était à même de tirer un grand parti des documents anglais, n'en laisse presque rien voir. Du reste son livre n'est pas fondé sur des pièces d'archives et un lecteur français n'y trouvera rien de nouveau à glaner.

Le volume se termine par d'agréables études sur Agrippa d'Aubigné et Catherine de Navarre, où il est un peu trop ajouté foi, dans la première, aux œuvres d'Agrippa, dans la seconde aux *Économies royales* de Sully. Quelques noms sont mal transcrits : d'Amville (p. 68) pour de

Damville (il faut distinguer une fois pour toutes la vieille baronnie et duché de Damville aux Montmorency du duché plus récent d'Anville aux La Rochefoucauld); *La Mole* (p. 70) pour *La Molle*; *Laverdin* (p. 221) pour *Lavardin*. Fera-t-on un grand reproche à un auteur anglais de dire, dans une citation française : *la bruit commune* (p. 294, n. 1)? Ce sont des minuties, et, si nous les relevons, nous prouvons ainsi à l'auteur que nous avons lu son livre avec tout le sérieux et l'intérêt qu'il comporte.

DE CRUE.

AL. KRAUSHAAR. *Bourboni na wygnaniu w Mitawie i Warszawie* (les Bourbons en exil à Mittau et à Varsovie), 1798-1805. Varsovie, Gebethner et Wolff, 1899. In-8°, 233 p.

La *Revue historique* a déjà entretenu ses lecteurs des travaux de M. Kraushaar. Parmi les écrivains polonais contemporains, il est l'un des plus laborieux et des plus habiles. Il s'entend fort bien à choisir des sujets de nature à captiver l'attention. L'épisode dont il s'occupe dans le présent ouvrage n'intéresse pas seulement le public polonais. Il mériterait d'avoir en France des lecteurs; il appartient à l'histoire générale de l'émigration. On s'est beaucoup occupé du séjour de Louis XVIII à Mittau (Beauchamp, Forneron, Daudet, Pingaud, etc.). On connaît beaucoup moins les particularités du séjour à Varsovie qui se prolongea de 1801 à 1804.

Varsovie appartenait alors à la Prusse. M. Kraushaar expose tout ensemble les rapports de Louis XVIII avec le gouvernement prussien et avec l'aristocratie polonaise qui se montra fort bienveillante pour les émigrés. Il étudie la vie sociale de cette ville, celle de l'émigration, les agissements de l'espion Boyer chargé par le gouvernement français de surveiller les émigrés; des fac-similés de portraits et d'anciennes gravures illustrent ce curieux volume qu'il serait intéressant de résumer en français.

L. LEGER.

FRANCESCO CORRIDORE. *Storia documentata della popolazione del regno di Sardegna*. Turin, Clausen, 1899. In-8°, 424-439 pages.

En se servant, pour la période espagnole, des actes des parlements sardes et, pour la période piémontaise, des recensements, M. Corridore a essayé de faire l'histoire démographique de la Sardaigne. Il a voulu déterminer la progression de la population, sa répartition à travers les siècles dans les différents districts de l'île, sa densité; enfin, à partir du XVIII^e siècle, il a pu souvent la déterminer village par village. Dans un appendice de 139 pages, il donne les documents sur lesquels il s'appuie, et réduit ses observations en tableaux démographiques précis et bien ordonnés.

Une entreprise de ce genre ne va pas sans quelque arbitraire, surtout pour les époques qui ne nous ont pas laissé de recensements réguliers et périodiques. Jusqu'au XVIII^e siècle, la population de la Sardaigne était comptée par feux et non par têtes; mais le feu n'est pas une unité démographique bien déterminée; M. Corridore prend comme chiffre moyen quatre personnes par feu (p. 12); mais c'est là une évaluation approximative. D'autre part, l'auteur fait lui-même remarquer que le feu était une unité d'impôt; quiconque ne payait pas la taille ne figurait pas dans les évaluations: c'est peut-être ce qui explique en partie la faiblesse des chiffres que nous donne M. C. pour la période antérieure au XVI^e et au XVII^e siècles. D'ailleurs, il était impossible d'éviter ces inconvénients: puisqu'au moyen âge on ne faisait guère que des recensements par feux, il faut nous résigner à n'avoir sur la population de ces temps-là que des renseignements approximatifs.

M. C. nous paraît avoir eu des visées un peu ambitieuses quand il a tenté de déterminer la distribution de la population dans les différentes circonscriptions de l'île en 1698. Il l'a fait en supposant qu'en 1698 la répartition était dans les mêmes proportions qu'en 1894 (p. 40), mais qui ne voit que c'est là un point de départ tout à fait arbitraire? Des raisons économiques et historiques n'ont-elles pas pu, après deux cents ans, modifier grandement les densités respectives des différentes régions de la Sardaigne?

En terminant, signalons une petite erreur: Louis XIV était le grand-père et non l'oncle (sic) de Philippe V (p. 44).

J. GUIRAUD.

Bibliothèque Sulpicienne ou Histoire littéraire de la Compagnie de Saint-Sulpice, par L. BERTRAND, bibliothécaire au Grand Séminaire de Bordeaux. Paris, Alphonse Picard et fils, 1900. 3 vol. in-8°. T. I, xxiii-356 pages; t. II, 642 pages; t. III, 484 pages.

Le savant bibliothécaire du Grand Séminaire de Bordeaux, M. L. Bertrand, s'est presque uniquement consacré, jusqu'à présent, à l'histoire religieuse du sud-ouest de la France. On connaît ses études sur les *Prieurs claustraux* de Bordeaux et de La Réole, sur l'*Oratoire* à Bordeaux, sur l'*Abbaye d'Eysse* en Agenais, et sa grande histoire des *Séminaires de Bordeaux et de Bazas*. On aura bientôt de lui une *Vie d'Henry de Béthune*, archevêque de Bordeaux au milieu du XVII^e siècle, et une *Histoire de la Visitation* de cette même ville, qui continueront une œuvre aussi intéressante pour le passé de la Gascogne catholique que celle de feu M. Tamizey de Larroque pour le passé de la Gascogne littéraire.

Entre temps, M. Bertrand a élargi et varié ses recherches. Revenant à des études biographiques et bibliographiques « sulpiciennes »

auxquelles il s'était essayé, il y a plus de vingt ans (*Vie et écrits de Laurent Josse Le Clerc*, 1878), il a fait pour la Compagnie des prêtres de Saint-Sulpice l'ouvrage que d'autres congrégations possédaient déjà et que toutes devraient avoir : l'« histoire littéraire » de cette Compagnie.

Saint-Sulpice a-t-il donc une littérature et qui vaille la peine d'être inventoriée? M. Bertrand soupçonne que des critiques malicieux pourraient le contester, et j'ai souvenir, en effet, d'avoir trouvé l'expression de « Compagnie peu lettrée, » voire celle de « Sulpicien borné, » sous la plume de quelqu'un de ces journalistes religieux ou même de ces historiens ecclésiastiques¹, dont parfois l'exactitude vaut la charité. Mais, pour ne point commettre cette injustice, il suffit de savoir, ne fût-ce que vaguement, quel rôle considérable a rempli, dans l'Église catholique de France, la compagnie fondée par M. Olier. Sans doute, elle s'est constamment abstenue de sacrifier au « goût de l'esprit et de la science éclatante, » docile, en cette répugnance, et aux intentions de ses fondateurs, et au conseil que lui donnait un jour Fénelon. Elle a visé surtout, comme elle le devait, à *agir*. Mais, dans les sociétés modernes, il est bien difficile d'agir sans écrire, et cela devient impossible lorsque, comme les prêtres de Saint-Sulpice, c'est principalement à l'enseignement que l'on est voué par sa vocation. Aussi, malgré leur éloignement pour la plume, ont-ils été perpétuellement obligés de se faire auteurs. Même, suivant la juste remarque de M. Bertrand, le nombre de ceux qui le sont devenus est « relativement considérable, » puisque des sept cent vingt Sulpiciens « au plus » que comptait, vivants ou morts, la Compagnie en 1790, il y en avait eu environ cent vingt qui avaient écrit, soit à peu près 17 pour 100.

Ce qu'il est vrai de dire, c'est que l'attrait raisonné des Sulpiciens à « travailler pour le clergé d'une manière cachée² » s'est satisfait de diverses façons. D'abord, assez souvent, par l'anonymat. On rencontre, surtout aux ^{xviii} et ^{xviii} siècles, nombre de leurs livres signés seulement d'« un prêtre du clergé » ou d'un « directeur de séminaire. » — En outre, ils ont écrit beaucoup en latin, et, avec une préférence marquée, sur des matières de théologie, de dévotion, d'administration ecclésiastique, sans « se divertir sur des curiosités profanes, » pas même sur des sujets d'érudition; on en sera frappé au premier coup d'œil donné aux listes de M. Bertrand. — Enfin, lorsqu'ils ont écrit en français et pour le grand public, ils ont, presque toujours, évité les ambitions

1. C'est ainsi que Saint-Sulpice a été violemment attaqué, et à tous les points de vue, par le continuateur de l'abbé Daras, dans le t. XXXVII de *l'Histoire de l'Église* de cet auteur. A ces critiques, fort injurieuses parfois, M. Icard, l'ancien supérieur général de la Compagnie, répondit en 1887 par une brochure intitulée *Observations sur quelques pages d'une histoire de l'Église*. Paris, V. Lecoffre, 1887, in-8° (2^e édition).

2. Mot d'un supérieur de Saint-Sulpice cité par M. Icard, *Traditions de la Compagnie des prêtres de Saint-Sulpice*, 1886, p. 553.

de la forme, l'esprit, l'élégance, l'éloquence. On pourrait dire, je crois, et sans doute on a dit, qu'il y a un « style sulpicien. » — Les traits distinctifs en sont, ce me semble, la solidité, la clarté, la discrétion du ton, bref la « modestie » tant prêchée par les règlements et les supérieurs. C'est elle qui donne un air de parenté incontestable, malgré la différence des tempéraments et des talents, aux écrits des Sulpiciens les plus connus, soit au xvii^e siècle (Olier, Tronson, Grandet, de Lantages, La Chétardye, Laurent-Josse Le Clerc), soit même au xix^e (Hamon, Faillon, Émery, Frayssinous, Gosselin, Caron, Le Hir, Icard, pour ne nommer que des disparus). Ce qui n'empêche pas, du reste, que cette probité, parfois lourde, cette sagesse un peu froide et cette tonalité volontairement éteinte et grise n'aient leur charme. Avec sa correction puriste, la façon d'écrire des écrivains que nous venons de rappeler a une tenue et une noblesse qui ne manquent point d'originalité de nos jours, où des ecclésiastiques ont trop souvent sacrifié aux grâces à la mode avec plus de coquetterie que de bon goût. Qu'on lise, par exemple, une réponse de M. Icard (en 1887) à des attaques contre Saint-Sulpice. Elle est, — à ce point de vue du style et du ton, — assez typique. J'ajoute encore qu'un au moins des auteurs les plus renommés de Saint-Sulpice, Tronson, mériterait d'être plus connu. Et l'on ne peut que s'associer au vœu formé par M. Bertrand « que la Compagnie donne au public » au moins « un recueil de lettres choisies dans l'immense correspondance » conservée aux archives de la Solitude. Cette exhumation révélerait plus complètement un moraliste religieux probablement digne, par la finesse des aperçus et la précision du style, d'être mis de pair avec les plus grands.

L'ouvrage de M. Bertrand est bien composé, quoique le plan en soit plus large que celui des bibliographies ordinaires. C'est ainsi que M. B. n'a pas cru devoir exclure, comme l'ont fait d'autres bibliographes religieux, les écrivains sortis de sa Compagnie. Il est assurément vrai, dans sa grande rigueur, qu'une fois sortis, « la Compagnie reste étrangère à la responsabilité comme à la gloire de leurs productions. » Mais on peut soutenir aussi que, même séparés d'elle, ils ont gardé son empreinte. C'est sans doute cette raison qui a décidé M. Bertrand à ne pas les proscrire. Tant mieux pour eux, qui auraient pu, sans cela, attendre longtemps un bibliographe exact et abondant. Or, le troisième volume, où M. B. les relègue sans malveillance, contient des noms fort connus, comme ceux de Caulet, Frayssinous, Affre, etc., et d'autres qui mériteraient de l'être davantage. Ces vingt-neuf dernières notices de M. Bertrand, encore qu'« extra-sulpiciennes, » comme il les nomme, apportent une contribution fort utile à l'histoire religieuse du xix^e siècle, en particulier pour cette période du premier Empire dont les acteurs ecclésiastiques importants n'ont pas encore été tous étudiés, il s'en faut. Je n'en donnerai pour exemple que ce Marie-Nicolas Fournier, évêque de Montpellier, né en 1760, mort en 1834, à qui M. Bertrand consacre, d'après un excellent mémoire de l'abbé Ferdinand Saurel, enfoui dans

une revue provinciale, un long article. Personnage curieux, en effet, qui, vers 1800, menait fougueusement une campagne de prédication populaire contre les Théophilanthropes et assistait, dans une maison de la rue Saint-Jacques, à la *Vache noire*, à ces conciliabules où M. Emery préparait la restauration du culte; suspect d'abord au gouvernement de Bonaparte pour son initiative remuante et enfermé à Bicêtre comme « un aliéné qui compromettait l'ordre public; » puis, par un brusque changement de fortune, devenant chapelain de l'empereur, baron de l'Empire, membre de la Commission ecclésiastique chargée de préparer le catéchisme napoléonien; enfin, sous la Restauration, mêlé à toutes les questions de politique et d'enseignement qui intéressaient l'Église, comme le montre la soignée bibliographie de ses mandements dressée par M. Bertrand.

La même largeur de plan se manifeste dans la composition de chacun des articles de M. Bertrand, articles qui sont dressés selon la forme des anciennes « histoires littéraires, » c'est-à-dire qu'ils comprennent pour chaque auteur une *notice biographique* avant la *liste bibliographique*. Dans la notice, M. Bertrand s'attache à mettre en lumière les traits caractéristiques de chacun de ces Sulpiciens (directeurs, professeurs, curés, missionnaires), dont les vies, sans doute, ont été généralement vides d'événements et se ressemblent assez uniformément entre elles, mais qui, cependant, ont eu chacun leur physionomie. Si la discipline de Saint-Sulpice rend facile, — à ce que disent du moins les personnes d'Église, — de reconnaître à son extérieur un Sulpicien, elle n'a pas pourtant pour effet, quoi qu'en aient prétendu ses détracteurs, d'effacer chez ses élèves et chez ses membres les reliefs saillants de la personnalité. » Parmi ces générations de « pieuses et discrètes personnes, » il est d'autant plus agréable de se promener, en la compagnie de M. Bertrand, que notre guide ne croit pas devoir se borner à un sec *curriculum vitae*. Il ne se refuse pas à raconter, au sujet même des moins connus, quelques anecdotes (voir, t. I, l'article *Montaigne*), dû-t-il transcrire (art. *Richard*, t. I, p. 451) un récit un peu long, mais très joli, des mémoires récemment parus de l'abbé Baston (récit qui, du reste, ne s'applique peut-être pas à ce Richard). Nos ancêtres du XVII^e et du XVIII^e siècle se permettaient volontiers ces excursions momentanées dans le domaine des *ana*, et il n'est point meséant qu'une bibliographie sulpicienne ait un peu de cette nonchalance causeuse et de cette bonhomie d'antan. Comme le remarque avec raison, après en avoir toutefois un peu grondé l'auteur, le P. Brückner (*Études religieuses* du 20 octobre 1900), « le lecteur amusé ne s'en plaindra pas. » Ajoutons que, le plus souvent, ces notices sont autre chose que de simples résumés de travaux antérieurs (voir entre autres, t. I, p. 361, art. *Legrand*; p. 138, art. *Montaigne*). M. Bertrand ajoute à ce que disaient avant lui les biographies et les dictionnaires ce qu'il a trouvé lui-même au cours de ses immenses lectures, notamment ce que lui fournissaient les notices manuscrites de MM. Gosselin et

Gamon (Préf., p. ix). Encore que ces additions inégales mettent un peu de disproportion dans ses notices, au profit de celles qu'il a grossies de ses découvertes, il a bien fait. Les historiens religieux de l'avenir lui en seront fort obligés.

Quant à la partie bibliographique, elle n'est pas seulement un catalogue des écrits des membres de la Compagnie de Saint-Sulpice et de leurs différentes éditions, mais elle indique aussi les jugements qui en ont été portés, les articles auxquels ils ont donné lieu. Dans ces listes, l'exactitude de M. Bertrand paraît aussi impeccable que l'était celle de son ami, M. Tamizey de Larroque. Il est difficile, je le dis pour l'avoir essayé sans succès, de le prendre en défaut¹. L'énumération des écrits inédits est remarquablement abondante. Non seulement les grands dépôts publics de la France, archives et bibliothèques, mais les archives des congrégations et des séminaires, surtout de la maison sulpicienne d'Issy, ont été mises à profit par M. Bertrand. Dans cette tâche énorme, il a été aidé, en Amérique (où l'on sait combien les missions et maisons sulpiciennes ont été, dès l'origine, et sont encore importantes), par M. Pierre Rousseau, professeur d'histoire à l'Université de Laval; par M. Viger, professeur au séminaire de Saint-Charles à Ellicott-City; en France, par M. Levesque, bibliothécaire du séminaire Saint-Sulpice. Ce dernier, dont on sait les brillantes découvertes dans les inédits de Bossuet et de Fénelon, a inséré dans la *Bibliographie sulpicienne*, au t. I, un catalogue des écrits divers de M. Olier et la liste complète des *licences* des Sulpiciens docteurs en Sorbonne, et il a contribué, comme M. Bertrand en avertit à plusieurs reprises, aux *additions* des trois volumes. M. Monier, autre savant sulpicien, qui prépare une nouvelle vie d'Olier, a enrichi également l'ouvrage de M. Bertrand du *Mémoire* rédigé, en 1682, par Baudrand, sur la *Vie de M. Olier et sur le séminaire de Saint-Sulpice*, et il a accompagné ce mémoire d'un abondant commentaire (t. III, p. 367-472). Et ainsi l'œuvre de M. Bertrand commence déjà d'être ce qu'il souhaite, pieusement et modestement, qu'elle devienne par la suite : « l'œuvre de la Compagnie. »

Mais ce qu'il doit souhaiter aussi, et tout historien avec lui, c'est que les renseignements qu'il donne sur les œuvres inédites des Sulpiciens ou anciens Sulpiciens provoquent des publications et des biographies nouvelles. Les archives de Saint-Sulpice sont, croyons-nous, aussi libéralement ouvertes maintenant que celles du Vatican, mais il est

1. T. I, p. 40. M. Bertrand indique, d'après la *Vie de M. Olier*, le n° 60 pour la cote d'un ms. des *Examens particuliers* que possède la Bibliothèque des membres de l'Institut. C'est 66 qu'il faut lire. — L'article *Frayssin* est moins riche qu'on ne s'y attendrait. Il eût été bon de mentionner en détail les circulaires et discours du ministre des Affaires ecclésiastiques et de l'Instruction publique, qui ne sont peut-être pas reproduits (je ne peux le vérifier) dans le recueil des *Conférences et discours inédits*. L'*Oraison funèbre de Louis XVIII* a été publiée à part (Impr. royale, 1824, in-4°) comme celle du cardinal de Talleyrand-Périgord que M. Bertrand indique en 1821.

évident que les professeurs sulpiciens se trouvent mieux à même que les laïques d'en exploiter les trésors, et les seuls noms contemporains d'excellents travailleurs que nous venons de citer prouvent qu'ils sont hommes à en faire profiter comme il faut l'histoire de l'Église et l'histoire de France¹. En étudiant les notices d'œuvres inédites que donne M. Bertrand, on trouvera vingt ouvrages qu'il serait bon, soit de faire paraître, soit d'analyser. Il y aurait grand intérêt, par exemple, à publier la deuxième partie du projet de M. Olier pour l'établissement d'un séminaire, conservée à la « Solitude, » ainsi que les *Mémoires* du fondateur de Saint-Sulpice. Et, si les nombreux *sermons* et *panégyriques* que ses manuscrits renferment ne semblaient pas pouvoir supporter l'impression, un ecclésiastique aspirant au doctorat ès lettres y trouverait du moins les éléments d'une thèse qui serait appréciée. En outre, ailleurs qu'à Saint-Sulpice, il y a des documents qu'il serait intéressant de publier; tels, ces *Mémoires* de Jean du Ferrier, disciple du P. de Condren, ami et collaborateur de M. Olier, et qui se retira de la Compagnie parce qu'il regrettait de la voir trop mal disposée en faveur des Jansénistes, *Mémoires* dont il existe diverses copies à la Bibliothèque nationale, aux Archives nationales, à Sainte-Geneviève, à l'Arsenal. Enfin, pour ne citer que ce qui me revient au hasard du souvenir, cet évêque Fournier, dont nous parlions plus haut, a laissé une réfutation de Lamennais en trois gros volumes conservés au Grand Séminaire de Montpellier. Étant donné le caractère de l'auteur et le rôle du premier plan joué par lui dans le monde politique et religieux d'alors, il ne saurait être inutile de faire connaître cet ouvrage plus complètement que l'abbé Maurel n'a pu le faire. Et si, — ce qui est possible, — cette réfutation ne méritait pas l'honneur d'une étude spéciale, n'y aurait-il pas lieu de grouper, dans une étude d'ensemble, toutes les critiques (et Dieu sait si elles furent nombreuses²!) qui tombèrent sur Lamennais de tous les points de l'horizon ecclésiastique de France? — Ne serait-ce pas encore une monographie intéressante que celle de ce moraliste sulpicien, Laurent Chénard (1625-1704), dont les écrits ont paru assez solides et ingénieux à Gosselin, à Migne, à l'abbé Henry pour être réimprimés au XIX^e siècle? Disons en passant que ce très oublié Chénard n'est pas, du reste, le seul Sulpicien ou ancien Sulpicien³ des premières générations dont quelques ouvrages au moins aient survécu ainsi, discrètement, deux siècles et demi, et soient encore « en librairie. » Qui connaît Jean Blanlo, sous-diacre, bachelier en théologie, mort dès 1657? Pourtant

1. Je vois du reste qu'il est inséré de temps en temps des documents inédits dans le *Bulletin trimestriel des anciens élèves de Saint-Sulpice*. Limoges, 3, place de l'Ancienne-Comédie, et Paris, Ch. Amat, rue Cassette (1900, 5^e année).

2. M. Bertrand en rencontre plus d'une chez ses auteurs sulpiciens (voir t. III, p. 234, 250, 251, 263, 273, 276, etc.).

3. Chénard sortit de la Compagnie en 1671.

on réimprime aujourd'hui l'*Enfance chrétienne* de Jean Blanlo. Je me permets enfin de penser, en considérant les nombreux articles de M. Bertrand relatifs à des sulpiciens ayant professé et écrit au Canada et aux États-Unis (voir t. II, p. 8, 9, 35, 39, 61, 119, 125, 133, et *passim* alibi), qu'une étude générale sur l'œuvre des Sulpiciens à l'étranger (étude qui n'existe pas, que je sache) serait fort intéressante pour l'histoire, sans parler de l'honneur utile qu'elle ferait dans le public à une Compagnie qui, tout en étant aussi attachée au Saint-Siège qu'on peut raisonnablement l'exiger (M. Bertrand, après M. Icard, la défend victorieusement sur ce chapitre), a toujours conservé et manifesté son esprit très français.

En outre des idées de recherche qu'elle suggère, la « Bibliothèque sulpicienne » a encore le mérite, — à mes yeux du moins, — de mêler à la nomenclature bibliographique l'étude de quelques problèmes d'histoire qui se rattachent à certains livres célèbres. Sans doute, il n'est pas rigoureusement « correct » de retenir, pour les étudier au fond, des questions dont le bibliographe ne devrait donner que la mention ; mais, comme M. Bertrand a fait ses preuves d'historien, comme, d'autre part, dans ces dissertations surérogatoires, où il cède à son zèle pour la vérité, ce zèle n'a rien d'amer, on accepte très volontiers de s'y attarder avec lui. Il ne hausse le ton et ne s'anime que dans les cas où il rencontre une inexactitude trop suspecte d'être volontaire ou quelqu'une de ces insinuations perfides que l'esprit de parti inspire souvent à des historiens trop convaincus (cf. I, fin de la *Préface*, p. 215 ; II, 14 ; III, 20, 23 et *passim*). Mais il ne hait point une polémique sobre, et, quand les occasions se présentent à lui de réfuter les adversaires de Saint-Sulpice ou ses propres contradicteurs, il accepte ces occasions avec une résignation plutôt joyeuse. Je n'oserais même affirmer qu'il ne les fasse pas naître une ou deux fois. Je ne suis pas bien sûr non plus qu'alors il n'abonde pas, lui aussi, quelque peu dans son sens. Sans m'aventurer ici dans des discussions de détail où je sais mon incompetence, je renverrai à l'article du R. P. Brucker dans les *Études* (20 octobre 1900) et à la réponse que M. Bertrand y a faite aussitôt (*Observations sur une critique de la Bibliothèque sulpicienne*. Bordeaux, impr. Riffaud, 1900, 16 p. in-8°). Je me permettrai seulement, sur quelques-unes des questions présentées sous un aspect différent par les deux savants, jésuite et sulpicien, une observation générale que j'ai eu déjà l'occasion d'exprimer ailleurs (*Revue de l'histoire des religions*, 1898, c. r. de Bossuet et le Jansénisme, par M. l'abbé Ingold) et à laquelle je tiens assez pour n'avoir pas honte de me répéter. C'est qu'il serait grand temps que les congrégations et sociétés catholiques renonçassent à s'imputer les unes aux autres comme un crime leur jansénisme ou leur molinisme passé. M. Bertrand, dans plus d'un endroit, reconnaît loyalement que plusieurs des auteurs sulpiciens, même restés dans la Compagnie, n'ont pas été défavorables aux Jansénistes, à plus forte raison plusieurs de ceux qui en sont sortis (t. III, p. 19, 152-154). Il a

bien raison. Et ne suffit-il pas qu'il soit prouvé (et M. Bertrand, après M. Icard, dans les *Observations* que j'ai déjà citées, et après bien d'autres, le fait surabondamment) que la Compagnie de Saint-Sulpice, dans l'ensemble de ses membres, dans son esprit général et dans sa conduite pratique, a été au contraire opposée à l'agitation janséniste et docilement soumise aux arrêts de Rome ? On sait le mot de Fénelon, qui n'était pas suspect : *Soli sunt San Sulpitiani seminaristae quibus cordi sit hanc labem (Jansenismum) a se depellere*. Et si, d'autre part, on ne peut raisonnablement soutenir qu'il y ait eu, soit un aveuglement intellectuel honteux, soit une perversion de cœur, soit une absence de sentiments chrétiens à partager les idées ou les tendances des hommes de Port-Royal ; si, au contraire, il faut reconnaître de bonne foi que des hommes intelligents, très vertueux et tout à fait chrétiens et catholiques ont pu être touchés de sympathie et d'admiration pour les fautes, maximes et ambitions du jansénisme, surtout à ses débuts, quel besoin y a-t-il de « réhabiliter » soit un Bossuet, comme le faisait naguère M. Ingold, ou, — comme semble vouloir le faire M. Bertrand, — le célèbre évêque de Foix, Caulet ? Je dis qu'il le « semble, » car, dans sa réponse au P. Brucker, M. Bertrand se défend d'avoir voulu « jouer le rôle d'avocat qui défend une cause, » mais seulement celui « d'un juge d'instruction qui compose le dossier d'un procès. » Il ne me paraît pas du moins que les pièces qu'il y introduit ou qu'il y fait rentrer soient très concluantes contre la réputation de jansénisme de Caulet, non pas même le certificat d'orthodoxie que l'abbé Bouix (*Tractatus de Papa*, t. II, p. 95, cité par M. Bertrand, t. III, p. 27) a cru pouvoir lui décerner. De ces paroles de l'abbé Bouix, qui ne sont pas du reste des plus nettes², tout ce qu'on peut conclure, c'est que l'attitude de Caulet, très favorable au pape dans la querelle de la Régale, et sa vigoureuse opposition à Louis XIV ont compensé surabondamment, aux yeux des ultramontains, les sympathies jansénistes du prélat. Au fond, cet attachement à la cour de Rome et à ses prétentions, c'était là, entre 1660 et 1695, l'important pour elle et ce qui peut expliquer précisément certains faits curieux que M. Bertrand rapporte ou rappelle (t. III, p. 44 et suiv.) de la conduite d'Innocent XI, certaines complaisances de lui à l'égard des Jansénistes, assez fortes pour qu'on l'ait accusé lui-même d'avoir été un « pape janséniste. » Pour ce qui est de Caulet, comme d'autres théologiens de son temps, si l'on veut vider définitivement la question de leur adhésion au jansénisme, il n'y a qu'une chose qu'il faille avoir le courage de faire : l'examen des écrits³, mais à la

1. Sur lequel M. Georges Doublet a ramené naguère l'attention dans plusieurs études citées par M. Bertrand, t. III, p. 21.

2. « Non possum, perspectis documentis, quin Apamiensem episcopum ut sanctum orthodoxumque ac fortissimum pastorem summa veneratione prosequar, dignumque plane existimem cui ignoscatur ac rectae intentioni tribuatur si quid forte naevi e contemporaneis disputationibus traxerit. »

3. Malheureusement, Caulet n'a pas écrit grand'chose.

condition que l'on n'y porte point le moindre désir de prouver que Caulet n'a pas partagé une conception de la morale catholique et de la vie religieuse, une théorie des conditions d'existence et des moyens de conquête du catholicisme qui, de son temps, fut au moins aussi légitime que d'autres conceptions qui ont prévalu. De M. Bertrand, se donnant l'air de plaider pour l'évêque Caulet les circonstances atténuantes, j'en appelle à M. Bertrand¹, soulignant avec un sourire (t. III, p. 55) la phrase où Faillon salue, dans la sortie de Caulet de Saint-Sulpice, *une marque visible de la protection de Dieu sur cette Société*. « Que serait devenue [cette Compagnie], — continue, avec tremblement, Faillon (*Vie de M. Olier*, t. III, p. 211-212), — si M. de Foix en eût été membre le reste de sa vie..., » si, surtout, « il eût été choisi pour succéder, comme le plus digne et le plus capable, au fondateur? » Il est probable que « ce malheur » n'eût pas empêché les choses de se dérouler comme elles l'ont fait, très logiquement. Il est même permis de penser, sans irrévérence, que le janséniste Caulet (s'il fut réellement janséniste), devenu supérieur, n'aurait pas été un supérieur janséniste.

Quand, après cela, j'aurai regretté que, dans l'article OLIER ou dans les articles Faillon et Icard, il n'y ait pas de renseignements un peu plus circonstanciés sur la *Vie intérieure de la très sainte Vierge* recueillie par Faillon *des écrits de M. Olier*²; que, dans l'article TRONSON, M. Bertrand n'ait pas indiqué la conduite, pleine de prudence et d'indépendance à la fois que tint cet illustre supérieur de Saint-Sulpice lors de la querelle des quatre articles³, — j'aurai signalé deux autres exemples de

1. Voir aussi sur la nécessité d'absoudre et de comprendre, dans le passé, les « erreurs » qui ont eu leur raison d'être, les très sages réflexions de M. Icard, *op. cit.*, p. 42.

2. On sait que ce livre a été discuté et déferé à l'Index, mais les examinateurs romains l'ont jugé « irrépréhensible dans ses doctrines. » « Toutefois, — dit M. Icard, *op. cit.*, p. 14, — comme, sur un certain nombre de points, ce livre pouvait donner un prétexte aux ennemis de l'Eglise, par le sens qu'ils leur attribueraient, de reprocher aux catholiques d'excéder dans le culte qu'ils rendent à la sainte Vierge, la sacrée congrégation demanda avec beaucoup de sagesse qu'il ne fût réimprimé qu'avec des retranchements indiqués, ce que nous nous empressâmes de faire. » Du reste, M. Icard (p. 12-13) fait observer avec raison que « les manuscrits de M. Olier, » d'après lesquels M. Faillon rédigea cet ouvrage mystique, « se composent de réflexions qu'il écrivait sur les mystères et sur tout ce qui se passait en lui, sans intention qu'elles fussent jamais imprimées, qu'il ne relisait même pas et qu'il abandonnait à son confesseur. » Ajoutons enfin que les hardiesses de M. Olier touchant le rôle de la Vierge dans l'œuvre de la Rédemption paraîtraient peut-être moins périlleuses aujourd'hui qu'autrefois.

3. Ce point est marqué dans les *Observations* déjà citées de M. Icard (p. 37) : « Nous n'avons pas à dissimuler toutefois que, demeurant parfaitement soumis au souverain pontife, toujours fidèle aux maximes qu'il avait consignées dans le *Forma cleri*, M. Tronson n'était pas fixé sur les questions agitées de son temps; il les considérait comme des points de doctrine sur lesquels l'Eglise

cette préoccupation très honorable, excessive un peu, et, à mon avis, mal entendue, chez un Sulpicien fervent, de « l'honneur » de sa Compagnie. Et ces deux omissions me donnent lieu de répéter encore que le point de vue auquel les historiens catholiques doivent se mettre pour juger les opinions des anciens doit être celui, non pas seulement d'une indulgence très bénigne, mais d'une intelligence très sympathique : ayant toujours présente à l'esprit cette idée que la vitalité du catholicisme a pour principale cause son éclectisme interne, son hospitalité accueillante à des idées même très différentes entre elles, à des formes de vie religieuse même très opposées les unes aux autres.

Ces quelques réserves faites, et l'on voit combien elles sont légères, il ne me reste qu'à recommander aux lecteurs une œuvre qui, dans un genre où l'exactitude la plus minutieusement sévère est l'idéal, mais où l'aridité est l'écueil, se distingue par un intérêt réel allié à une précision remarquable. A ce titre, la *Bibliothèque sulpicienne* prendra rang, mais en gardant son caractère propre, auprès des grands ouvrages de Sommervogel, de dom Tassin, du P. Cosme de Villiers et de celui de l'abbé Ingold, quand le savant auteur de la *Bibliographie oratorienne* aura terminé son entreprise. Précieuse aux historiens en elle-même, elle leur rendra encore de nouveaux services par les travaux qu'elle suscitera probablement, ne fût-ce que dans la famille sulpicienne. Et cette fécondité sera sans doute, pour le savant et modeste auteur, la meilleure récompense de vingt-sept années de dur travail.

Alfred RÉBELLIAU.

romaine n'avait jamais rien défini et qui étaient par conséquent abandonnés à la libre discussion des écoles... » M. Tronson écrivait à un directeur du séminaire de Clermont (M. Balza), le 13 janvier 1694 : « Ce que le clergé de France ou plutôt quelques évêques ont témoigné au pape dans la lettre [d'excuses] qu'ils lui ont écrite, ne doit vous donner nul scrupule de ce que vous avez fait. Qu'y a-t-il de plus juste que des enfants, qui ont déplu à leur père, lui en témoignent du regret ? *Tout ce qu'ils disent ne touche pas la vérité des propositions et laisse les choses dans l'état où elles étaient avant la déclaration du roi et les propositions du clergé, etc.* »

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES.

1. — **Revue d'histoire diplomatique.** 15^e année, n^o 2, 1901. — L'éducation d'un diplomate (réédition du petit traité rédigé par le comte d'Hauterive, qui fut garde du dépôt des Archives de 1807 à 1830; ce traité, ou « Conseils à un élève du ministère des Relations extérieures, » n'avait été imprimé qu'en épreuves et n'était destiné qu'à être consulté dans le cabinet du garde. On peut donc le tenir pour inédit. L'auteur parle de la lecture et de l'étude des ms. des Archives, du choix des livres à étudier). — Pierre FLAMENT. Philippe de Harlay, comte de Césy, ambassadeur de France en Turquie, 1619-1641. — Comte BAGUENAUT DE PUCHESSE. Les introducteurs des ambassadeurs, 1585-1900 (annonce l'intéressante publication donnée sous ce titre par MM. Delavaud et A. Boppe). — J. HORA-SICCAMA. Sir Gabriel de Sylvius; fin (misère de ses dernières années, malgré l'empressement avec lequel sir Gabriel s'était tourné vers Guillaume et Marie; il obtint d'eux une modique pension, la place d'intendant des écuries royales en 1694, et mourut oublié l'année suivante). — P. COQUELLE. Le cabinet secret de Louis XV en Hollande (lettres au marquis d'Havrincourt, 1764-1767, à Breteuil, 1768-1769, et au secrétaire Duprat, 1769-1774). — Baron d'AVRIL. Les hiérarchies orientales (parle des chrétiens séparés de la communion catholique romaine : groupe dit orthodoxe, groupe eutychéen ou monophysite, groupe chaldéo-nestorien).

2. — **Revue d'histoire moderne et contemporaine.** T. II, 1901, mars-avril. — Raymond GUYOT. La dernière négociation de Talleyrand. L'indépendance de la Belgique; 1^{er} article (de la part que l'on peut assurer à Talleyrand dans l'avènement de Louis-Philippe; ses vues sur la Belgique, dont il s'efforce de faire reconnaître l'indépendance et la neutralité, mais sans écarter cependant l'arrière-pensée d'un partage). — Ph. SAGNAC. Les Juifs et Napoléon, 1806-1808; suite (l'assemblée générale de juillet 1806 et le grand sanhédrin de 1807). — Bulletin historique. — Comptes-rendus critiques : *Jos. Dumoulin*. Vie et œuvres de Frédéric Morel, imprimeur à Paris depuis 1557 jusqu'à 1583 (excellent travail sur l'histoire de l'imprimerie). — *E. Hauviller*. Frankreich und Elsass im 17 u. 18 Jahrh. (étude d'un Alsacien annexé et élevé à l'Allemagne, qui s'étonne que l'Alsace ait pu devenir française de sentiments, au lieu de rester, ce qu'elle devrait être, une province vraiment alsacienne de l'empire allemand).

3. — **La Révolution française.** 1901, 14 avril. — J. GROS. Les loges maçonniques de Toulouse de 1740 à 1870; fin. — Julien THIERSOT.

Le couplet des enfants dans la *Marseillaise* (l'auteur est très probablement Louis du Bois). — Dr G. DE CLOSMADÉUC. Débuts de la chouannerie dans le Morbihan, 1793-1794; le capitaine J. Defay, officier des armées vendéennes (publie le journal de ce capitaine, qui contient d'intéressants détails sur les débuts de la chouannerie). — Armand Lods. Quelques notes sur les opinions politiques de Rabaut de Saint-Étienne. — Documents inédits : Impressions de voyage de Robespierre, par A. AULARD. = 14 mai. J. GUILLAUME. La liberté de l'enseignement, à propos d'un discours de M. de Mun (rectifie certaines assertions émises par l'auteur sur Condorcet, Lepelletier, Saint-Just, Chaptal. De l'idée que les hommes de la Révolution française se sont faite de la liberté de l'enseignement). — LÉVY-SCHNEIDER. Saint-André, préfet du Mont-Tonnerre (apologie de l'ancien régicide qui, tout en servant l'Empire, resta le serviteur rude et dévoué de la nation qu'il avait été à la Convention). — A. AULARD. Les archives révolutionnaires de Trouville-sur-Mer.

4. — **Bulletin critique.** 1901, 5 avril. — H.-M. Ferrari. Une chaire de médecine au xv^e siècle; un professeur à l'Université de Pavie de 1432 à 1472 (ce professeur s'appelait J.-M. Ferrari da Grado, médecin de François Sforza; très intéressante biographie). — H. Auflroy. L'évolution du testament en France, des origines au xiii^e siècle (monographie savante et complète). = 15 avril. G. Pariset. Le conflit anglo-vénézuélien en Guyane (deux brochures très intéressantes et instructives). — Abbé A. Angot. Dictionnaire historique, topographique et biographique de la Mayenne; t. I (chef-d'œuvre d'érudition). — Paul Ruff. La domination espagnole à Oran sous le gouvernement du comte d'Alcaudete, 1534-1558 (bon). = 25 avril. Tannery et Clerval. Une correspondance d'écolâtres du xi^e siècle (cette correspondance, datée d'environ 1025, peut éclairer d'un jour nouveau les questions qui concernent la date et la composition des géométries attribuées à Boèce et à Gerbert; elle montre qu'à cette date l'*Ars geometriae* n'existait pas encore. Quant à la géométrie de Gerbert, elle est en partie authentique). — Chalandon. Essai sur le règne d'Alexis I^{er} Comnène (excellent). = 5 mai. Abbé R. Couzard. Une ambassade à Rome sous Henri IV, 1604-1605 (intéressant, mais pas assez précis). = 15 mai. Salembier. Le grand schisme d'Occident (ouvrage solide et sérieux, qu'on peut lire en toute confiance). — A. Dufourey. De Manicheismo apud Latinos v-vi saec. (important). — J. Bert. Les dunes de Gascogne (bon chapitre d'histoire économique). = 25 mai. A. Aulard. Paris pendant la réaction thermidorienne et sous le Directoire; t. I. — Duc de Rovigo. Mémoires annotés par D. Lacroix. = 5 juin. A. Waddington. Recueil des instructions données aux ambassadeurs et ministres de France; vol. XVI, Prusse. — J. M. Robertson. Shaftesbury. Characteristics of men, manners, opinions, times, etc. (édition utile par l'étude des idées au xviii^e s.). — V. Serres et M. Lasran. Mechra el Melki (chronique tunisienne, 1705-1771, pour servir à l'histoire des quatre premiers beys de la famille Husseinite).

5. — Journal des Savants. 1901, mars. — WALLON. Les mémoires de Saint-Simon (annonce le t. XV de l'édition Boislisle). — G. PERROT. Les temples grecs dans la Grande-Grèce et la Sicile (à propos de l'ouvrage publié en 1899 par R. Koldewey et O. Puchstein); suite en avril-mai. — H. DERENBOURG. Les mss. arabes de la collection Schefer; suite en mai. = Avril. M. BERTHELOT. Sur les métaux égyptiens; étude sur un étui métallique et ses inscriptions, 1^{re} part.; suite en mai. — Rod. DARESTE. L'ancien droit mongolo-kalmouk. — L. DELISLE. Vie de saint Louis par Guillaume de Saint-Pathus, confesseur de la reine Marguerite (Blanche, fille de saint Louis, a chargé son confesseur, Guillaume de Saint-Pathus, de l'ordre des Frères-Mineurs, d'écrire la vie de son père. Ce religieux avait été le confesseur de la reine Marguerite, qui le désigna, avec Raoul de Parai, chantre de Meaux, pour être son exécuteur testamentaire. Il a composé en latin une Vie du saint roi, qui ne nous est point parvenue sous sa forme originale, mais dont il existe une ancienne traduction française. Des fragments du texte latin sont entrés dans un sermon de ce même Guillaume, qu'un ms. de Chartres nous a conservé et dont il y a des extraits dans un des portefeuilles de Fontanieu. Le texte latin de Guillaume a été connu d'Yves, moine de Saint-Denis, auteur d'une grande compilation historique dédiée à Philippe le Long).

6. — Revue critique d'histoire et de littérature. 1901, 1^{er} avril. — C. Niebuhr. Einflüsse orientalischer Politik auf Griechenland im 6. u. 5. Jahrhundert (critique à outrance d'Hérodote qu'on veut couvrir de ridicule, sans essayer de le réfuter par de bonnes raisons). — L. Homo. Lexique de topographie romaine (rendra de grands services). = 8 avril. F. Travinski et Ch. Galbron. Guide populaire du musée du Louvre. — Catalogue sommaire des musées de la ville de Lyon. = 15 avril. W. Ruge et E. Friedrich. Archæologische Karte von Kleinasien (utile). — E. Haug et G. Sexte. Die römischen Inschriften und Bildwerke Württembergs (ce recueil est un modèle du genre). = N° 16. N. de G. Davies. The Mastaba of Phtah-hetep and Akhetetep at Saqqareh (importante étude archéologique). = N° 17. G. Kroll et A. Olivieri. Catalogus codicum astrologorum graecorum; II. Codices veneti. — E. Hoffmann. S. Aurelii Augustini episcopi De Civitate Dei libr. XXII; vol. II. — A. Jülicher. Einleitung in das Neue Testament (troisième édition d'un excellent manuel d'introduction au Nouveau Testament). = N° 18. H. Sutter. Die Mathematiker und Astronomen der Araber und ihre Werke (important). — O. Bardenheuer. Les Pères de l'Église, leur vie et leurs œuvres. Édition française (utile traduction de la meilleure histoire littéraire des Pères que nous avons; les bibliographes y trouveront beaucoup à reprendre). — M. Cantor. Vorlesungen über Geschichte der Mathematik; 1^o Abth., 1668-1699 (bon). — André Pontier. Histoire de la pharmacie (ce n'est qu'une histoire de l'exercice de la pharmacie depuis le xiv^e siècle; le livre n'a guère de valeur originale que pour l'histoire de la pharmacie à Paris depuis Philippe le

Bel). = N° 19. *O. Navarre*. Utrum mulieres Athenienses scaenicos ludos spectaverint, necne (les femmes assistaient certainement aux tragédies; quant aux comédies, rien ne les empêchait d'y assister aussi; mais d'ordinaire elles s'en absteinaient. En fait, on ne sait pas). — *Ph. Monnier*. Le Quattrocento (ouvrage d'érudition patiente et d'excellente vulgarisation). — *Hamy*. Le père de la zoologie française : Pierre-Gilles d'Albi (très intéressant; P.-G. d'Albi mourut en 1555). = N° 20. *Petrie-Quibell*. Hieraconpolis (quarante planches où sont gravées au trait les découvertes faites en 1898 dans les ruines de l'ancienne Hieraconpolis, une des plus vieilles cités de l'Égypte vers le sud. On y a trouvé le « nom de double » de quatre Pharaons des deuxième et troisième dynasties. Analyse, par G. Maspero, des curieux renseignements historiques et archéologiques fournis par ces planches). — *P. Allard*. Julien l'Apostat; t. I (écrit avec talent; beaucoup de réserves à faire sur des points de détail; mais l'appareil critique est réservé pour la fin du t. II, et il convient d'attendre). — *P. Villari*. Le invasioni barbariche in Italia (très bon manuel). — *Dom J.-M. Basse*. Les études ecclésiastiques d'après la méthode de Mabillon (refonte soignée du *Traité des études monastiques* de Mabillon; l'ouvrage rendra des services). = N° 21. Chantilly. Le cabinet des livres; manuscrits; 2 vol. — *Fr. Martin*. Textes religieux assyriens et babyloniens. Transcription, traduction et commentaire (très utile traduction de textes médiocrement publiés par Craig). — *V. Chauvin*. Bibliographie des ouvrages arabes ou relatifs aux Arabes; t. IV : les Mille et une nuits (guide excellent pour tous ceux qui s'occupent du folklore oriental). — *Ch. Hull*. The economic writings of sir William Petty (l'auteur doit être remercié d'avoir donné une édition scientifique des œuvres de Petty, un des fondateurs de la science économique).

7. — Mélanges d'archéologie et d'histoire (École française de Rome). 21^e année, fasc. 1-2, janvier-mars 1901. — *L. Homo*. Le forum de Thugga, d'après les fouilles de 1899 et 1900. — *J. Luchaire*. Le statut des neuf gouverneurs et défenseurs de la commune de Sienne, 1310 (longue analyse de cet important document); 1^{er} article. — *M. Pernot*. L'inscription d'Henchir-Metich (présente de notables observations épigraphiques). — *A. Merlin*. A propos de l'extension du « pomerium » par Vespasien (commente une inscription de l'année 75, où Vespasien et Titus sont consuls désignés; ce sont les conquêtes de Vespasien en Bretagne et en Germanie qui lui ont donné le droit d'étendre le « pomerium »). — *R. Poupardin*. Étude sur la diplomatique des princes lombards de Bénévent, de Capoue et de Salerne.

8. — Nouvelle Revue historique de droit. 1901, janvier-février. — *L. Beauchet*. De la propriété familiale dans l'ancien droit suédois. 2^e art. — *P.-F. Girard*. L'organisation judiciaire de Rome au temps des rois (chap. 1 d'un ouvrage sur l'organisation judiciaire des Romains qui paraîtra avant la fin de la présente année). = Mars-avril. *A. Esmein*. Les

coutumes primitives dans les écrits des mythologues grecs et romains. — G. CORNIL. L'évolution historique de la vente consensuelle, et la loi 50 D. *De actionibus empti et venditi*. — G. ESPINAS. Les finances de la commune de Douai, des origines au xv^e siècle (livre I : les Origines. Organisation préurbaine au xi^e siècle; formation de la communauté au xii^e). — P. FOURNIER. Notice sur les écrits d'Édouard Beaudouin (avec une bibliographie). = Comptes-rendus critiques : Abbé F. Uzureau. Quelques études d'histoire locale sur la province d'Anjou.

9. — Revue générale du droit, de la législation et de la jurisprudence. 1901, janvier-février. — GAROFALO. Les lois de Dracon; fin. — Raoul DE LA GRASSERIE. Des régimes matrimoniaux chez les peuples germaniques et les peuples slaves; suite en mars-avril (intéressant). = Mars-avril. E. VIGOUROUX. Introduction à une nouvelle synthèse complète de la législation et de la jurisprudence françaises.

10. — Revue de géographie. 1901, mars. — G. REGELSPERGER. Ludovic Drapeyron. — P. LEMOSOF. Le livre d'or de la géographie. Essai de biographie géographique; suite. = Juin. Général CUNY. La conquête du Touat et le Maroc. — G. FRANÇOIS. L'Émyrne industrielle, agricole et commerciale. = Avril. F. BRUGIÈRE. L'expansion européenne à la fin du xix^e siècle, suite en juin. = Mai. Baron DE BAYE. Chez les Tatars; fin.

11. — Études publiées par des Pères de la Compagnie de Jésus. 1901, 5 avril. — P. CHÉROT. Bonald, d'après sa correspondance inédite; fin le 5 juin. — X. MOISANT. Notes sur quelques travaux de sociologie. = 20 avril. P. DUDON. Napoléon et les congrégations (expose les contradictions de Napoléon à l'égard des ordres religieux, les causes de sa politique et son résultat). = 20 mai. J. BATAILLE. Siège de Fankia-kata par les Boxeurs, juin-septembre 1900. = 5 juin. A. BROU. L'évangélisation de l'Inde au moyen âge (depuis saint Thomas, dont les voyages sont plus d'à moitié légendaires, jusqu'à saint François Xavier). — H. BREMOND. La vocation de l'abbé de Broglie. — J. BAINVEL. Un nouvel interprète de saint Augustin (sur le *saint Augustin* de l'abbé Jules Martin, dont le travail laisse fort à désirer). — A. D'ALÈS. Pline le Jeune et ses héritiers.

12. — La Revue de Paris. 1901, 1^{er} mai. — Jean MORVAN. Les Chouans et les Bleus (extrait d'un ouvrage sur *les Chouans de la Mayenne* qui paraîtra prochainement; sinistre peinture des deux armées en 1794-1795, toutes deux composées d'éléments également méprisables et commandés par des officiers indignes d'estime). = 15 mai. Maurice DUMOULIN. Les livres de raison (nature assez variée de ces espèces de chroniques privées; de l'intérêt qu'ils présentent pour l'étude de l'histoire sociale). = 1^{er} juin. Ph. BERTHELOT. Louis Ménard, sa vie et ses écrits.

13. — Académie des inscriptions et belles-lettres. Comptes-rendus des séances de l'année 1901. Bulletin de janvier-février. —

E.-T. HAMY. Sur une miniature de Jacques Le Moyne de Morgues représentant une scène de voyage de Laudonnière en Floride, 1564. — HÉRON DE VILLEFOSSE. L'histoire d'une inscription; addition à une note de M. Philippe Berger (il s'agit de l'inscription bilingue de Malte, qui arriva à Paris en 1782, fut déposée d'abord au Louvre, dans la bibliothèque de l'Académie des inscriptions, puis à la bibliothèque Mazarienne, pour entrer définitivement au Musée du Louvre en 1864). — HENRI OMONT. Notice sur la vie et les travaux de M. Arthur Giry. — Lettre de M. CAVVADIAS (sur les fragments de marbre et de bronze sculptés qui ont été découverts dans la mer Ionienne près de l'île de Cerigotto). — A. CABATON. Rapport sur les littératures cambodgienne et chame. — E.-T. HAMY. Sur les ruches en poterie de la Haute-Égypte. — HENRI DE LA TOUR. Note sur la colonie de Lyon, sa fondation, le nom de son fondateur et son premier nom, d'après sa première monnaie (cette monnaie a été trouvée en Gergovie. Lyon y est désigné sous le nom de *Copia Munatia*, ce qui permet d'établir qu'elle a été fondée avant le triumvirat, et plus précisément de juin à septembre 43, par Munatius Plancus). — FR. THUREAU-DANGIN. Le songe de Goudéa (traduction d'un récit gravé sur le grand cylindre A, qui provient de Tello et se trouve au Louvre; c'est le récit d'un songe envoyé par les dieux au patési Goudéa, pour l'avertir de commencer la construction du temple de Nin-Girsou à Shirpourla). — ABBÉ THÉDENAT. Note sur trois monuments épigraphiques signalés par M. Émile Pierre (deux cachets d'oculistes et un chaton de bague avec une inscription amoureuse). — C. ENLART. Note sur une nouvelle découverte de monuments gothiques à Nicosie de Chypre.

14. — Académie des sciences morales et politiques. Séances et travaux. Compte-rendu. 1901, mars, 3^e livr. — G. FAGNIEZ. Deux siècles de l'histoire de l'industrie et du commerce en France, XIV^e-XV^e s.; suite en avril. = AVRIL. GLASSON. Le rôle politique du Parlement pendant la régence du duc d'Orléans, sous le règne de Louis XV. = MAI. A. LUCHAIRE. La société française sous le règne de Philippe-Auguste; 2^e partie : l'Église; le clergé séculier; paroisses et curés. — A. LEROY-BEAULIEU. La question du calendrier au point de vue social. — F. PICAVET. Le moyen âge; caractéristique théologique et philosophico-scientifique; limites chronologiques. — G. FAGNIEZ. Deux siècles de l'histoire de l'industrie et du commerce en France, XIV^e-XV^e s.; fin.

15. — Société de l'Histoire du protestantisme français. Bulletin historique et littéraire. 1901, 15 avril. — J. PANNIER. Notes sur l'Église réformée de la Norville. Les origines; un registre de 1671; la disparition. — H. PATRY. Une chronique de l'établissement de la Réforme à Saint-Seurin-d'Uzet, en Saintonge, 1541-1564; Pièces justificatives. — N. W. Le temple de Vitré au XVII^e s. — A. GALLAND. A Caen; les protestants et la milice bourgeoise en 1742.

16. — Annales de Bretagne. 1901, avril. — J. LOTH. M. Arthur

de la Borderie. — E. DUPONT. La condition des paysans dans la sénéschaussée de Rennes et leurs vœux à la veille de la Révolution; suite. Appendice; documents inédits.

17. — *Annales de l'Est*. 1901, avril. — A. COLLIGNON. La critique et les querelles littéraires à Rome; leçon d'ouverture. — A. BERGEROT. L'organisation et le régime intérieur du chapitre de Remiremont, du ^{xiii}^e au ^{xviii}^e s.; suite: dignitaires et officières non électives; les dames chanoinesses. — F. LOR. Herbert le Jeune et la succession des comtés champenois vers 1023 (s'efforce de démêler la généalogie de cet Herbert et de montrer comment Eudes II, comte de Blois, Tours et Chartres, put, vers 1023, recueillir la succession d'Étienne, comte de Troyes et de Meaux). — Bibliographie: K. Albrecht. Rappolsteinisches Urkundenbuch, 759-1500 (recueil très précieux pour l'histoire de Ribeaupierre et d'une partie de la Haute-Alsace). — Abbé C.-A. Hanauer. Cartulaire de l'église Saint-Georges de Haguenau (important recueil de 1042 documents de 968 à 1792). — E. Ensfelder. Graf Heinrich und Graf Georg von Mumpelgart (biographie du comte G. de Montbéliard, fondateur du château de Riquewihl). — Jos. Knepper. Nationaler Gedanke und Kaiseridee bei den classischen Humanisten (beaucoup d'observations intéressantes et de chauvinisme). — J. Viénot. Histoire de la Réforme dans le pays de Montbéliard, 1524-1573 (excellent). — Le vieux Mulhouse; t. II.

18. — *Annales du Midi*. 1901, avril. — L. SALTET. Étude critique sur la vie de saint Germier (donne une nouvelle édition critique du texte; montre qu'il ne s'y trouve aucune trace d'une rédaction mérovingienne, qu'elle ne peut guère remonter plus haut que la fin du ^x^e s. Quant à saint Germier, qu'on plaçait au temps de Clovis I^{er}, il pourrait bien avoir vécu sous Clovis III). — G. DOUBLET. Guillaume Le Blanc, évêque de Grasse et de Vence à la fin du ^{xvi}^e s. — Comptes-rendus critiques: Abbé J. Lestrade. Les huguenots en Comminges (beaucoup d'utiles documents pour l'histoire des années 1560-1632). — Dr Francus. Notes et documents historiques sur les huguenots du Vivarais (livre de parti, écrit dans un sentiment tout à fait hostile au protestantisme; mais d'utiles documents).

19. — *Historisches Jahrbuch*. Bd. XXII, Heft 1, 1901. — Aloys SCHULTE. De la formation des États dans le monde des Alpes (surtout en Suisse; intéressantes considérations de géographie historique). — H. SCHROERS. Un discours du pape Hadrien II devant le concile (ce discours se compose de deux parties, que Maassen a sans raison rattachées l'une à l'autre; la première seule, celle qu'a publiée Muratori, peut être attribuée au pape. Elle a pour objet la revision de la sentence qui avait enlevé leurs fonctions à l'archevêque de Cologne et à l'évêque d'Anagni. La seconde, publiée par Maassen, est un recueil de citations pseudo-isidorienues tendant à prouver que l'évêque de Rome n'est pas un simple métropolitain, mais qu'il possède la primatie sur l'Église

universelle et qu'il pouvait, en conséquence, convoquer des conciles œcuméniques. Le discours du pape a sans doute été prononcé au concile du Mont-Cassin, le 1^{er} juillet 869). — A. LINSSENMAYER. Le mouvement protestant dans la prévôté princière de Berchtesgaden jusqu'au milieu du XVIII^e s. — P.-M. BAUMGARTEN. Les translations de cardinaux, d'Innocent III à Martin V (dresse des listes de cardinaux qui ont été transportés d'un siège ou d'un titre à un autre, à l'effet de montrer ce que fut dans la pratique le « droit d'option »). — P.-M. STRAGANZ. Pour servir à l'histoire du synode de Bamberg, en 1451. — N. PAULUS. Le voyage de Luther à Rome (Luther fut envoyé à Rome en 1510 par les monastères augustins qui n'approuvaient pas leur réunion, projetée par le vicaire général Staupitz, avec la province saxonne de l'ordre). = Comptes-rendus : *Helmolt. Weltgeschichte*. — *Grisar. Analecta Romana*. — *Id. Geschichte Roms und der Päpste im Mittelalter* (excellent et fort bien illustré). — W. Richter. *Geschichte der Stadt Paderborn*. — A. Hübinger. *Die Verfassung der Stadt Paderborn im Mittelalter*.

20. — **Archivalische Zeitschrift**. Bd. VIII, 1899. — STRNADT. La *Passio S. Floriani* et les chartes fausses qui s'y rapportent (cette *Passio* n'a pas été écrite aussitôt après les persécutions des chrétiens en Norique, mais au VIII^e s. L'ancien monastère de Saint-Florian fut fondé au plus tôt au milieu du IX^e s. Les documents qui font allusion à une fondation plus ancienne sont faux); 2^e art. en 1900 (réponse aux objections de Sepp dans la *Post* d'Augsbourg). — HUGGENBERGER. La situation juridique de la noblesse terrienne dans l'ancienne Bavière. — PRIMBS. La collection des empreintes de sceaux aux Archives générales de l'Empire. Additions (70 pages); suite en 1900. = Bd. IX, 1900. PRIEBATSCH. La chancellerie brandebourgeoise au moyen âge (revue rapide de 27 pages. La chancellerie au moyen âge, qui était chargée de faire connaître les décisions prises par le seigneur, ne fonde son autorité que sur la confiance du prince; elle change à l'avènement des nouvelles familles régnantes. Les brusques changements dans le gouvernement du pays produisent donc une grande diversité dans l'organisation de la chancellerie). — HUETTNER. Récit d'un voyage du duc Ferdinand de Bavière à Liège en 1581. — HANSEN. Lettres du P. jésuite Nithard Biber à l'Électeur de Mayence, Anselme-Casimir, lors de son voyage à Rome, 1645-1646 (Biber fut envoyé à Rome par l'Électeur pour y suivre certaines affaires politiques. Les lettres écrites de Rome n'apportent à la vérité aucune lumière nouvelle sur l'histoire du traité de Westphalie, mais elles témoignent d'un sens pénétrant d'observation et racontent les choses vues avec clarté et attrait). — GUENBEL. Un recueil d'actes du Haut-Palatinate (ces actes sont du XVI^e s. Quatre étaient inédits : un récit de la prise du duc de Brunswick Henri par la ligue de Smalkalde à Kahlfeld, 21 oct. 1545; une brève chronique du siège de Magdebourg en 1550-1551; deux récits de la campagne du duc de Deux-Ponts Wolfgang et de ses mercenaires venus en France pour appuyer les huguenots, jusqu'à la bataille de Moncontour, 3 oct. 1569).

21. — **Neues Archiv der Gesellschaft für ältere deutsche Geschichtskunde.** Bd. XXVI, Heft 3. — A. WERMINGHOFF. Liste des actes des conciles francs de 843 à 918 (important article de 60 pages). — O. CARTELLIERI. Voyage en Italie en 1899 (études sur les mss. de Saba Malaspina et de Nicolas de Jamsilla). — J. SCHWALM. Voyage en Italie, automne 1898; suite (actes et diplômes impériaux des années 1335-1338). — M. MANITIUS. Le *De cultura hortorum* de Walahfrid Strabon (des auteurs anciens qu'il a imités). — Paul von WINTERFELD. Sur la *Translatio sanctorum Alexandri papae et Iustini presbyteri* (l'examen du « cursus » employé par l'auteur de la *Translatio* prouve que ce traité est du ^x^e ou du ^{xii}^e s., non du ^{ix}^e). — E. DUEMMER. Sur Heriger de Lobbes (décrit un ms. de son traité « De corpore et sanguine Domini » contre Ratram). — W. EBERHARD. La liste des mss. du *Liber de obsidione Anconae* de Boncompagnus.

22. — **Hermes.** Bd. XXXVI, 1901, Heft 2. — Th. MOMMSEN. La préfecture impériale sous Dioclétien (l'institution des *praelecti praetorio* repose sur le système républicain du collegium formé de deux magistrats solidaires. Cette administration commune devint, à la basse époque du gouvernement impérial, une administration à compétence partagée. MommSEN montre comment ce développement s'est opéré. De la valeur historique des Ἀντίπινος λόγοι de Synesius; cet écrit raconte les événements de son temps sous une forme romanesque et donne un tableau expressif de la préfecture impériale au temps de son entière puissance). — M. IHM. La « Villa Jovis » de Tibère à Capri et autres Suetonia (ce n'est pas Tibère, mais Auguste, qui a construit la plupart des villae de Capri. Dans Suetone, *Tib.*, 65, il faut lire non pas « Villa Jovis, » mais « Villa Iovis, » nom qui fut donné peut-être d'après un tableau représentant Io, qui s'y trouvait. Conjectures sur certains passages de Suetone). — C.-F. LEHMANN. Sur les éphémérides d'Alexandre le Grand (au sujet du mémoire de Wilcken au t. LIII du *Philologus*. Le ms. original des éphémérides, l'exemplaire d'Alexandre, appartient ensuite à Perdicas, puis, après la défaite de ce dernier, il tomba aux mains de Ptolémée. Eumène, le scribe intime d'Alexandre, qui rédigea les éphémérides, en conserva une idée ou une copie que put consulter son compatriote et ami Jérôme de Kardia. A ce dernier remontent les extraits donnés par Plutarque sur la vie et la mort d'Alexandre).

23. — **Rheinisches Museum.** Bd. LVI, 1901, Heft 2. — A. MESS. Le mythe de Typhon chez Pindare et Eschyle. — A. SCHULTEN. Sur la « Lex Manciana; » fin. — L. RADERMACHER. Βασιλεὺς Ἀντίοχος Φαρίξ (Athénée, XII, 547^a, mentionne un décret contre les philosophes attribué à un roi Antiochus; c'est un faux d'origine judaïque). — C. WACHSMUTH. Remarques sur les historiens grecs (1^o Hérodote à Thurium. « Bien qu'on ne puisse préciser en quelle année Hérodote alla à Thurium, il est impossible de prouver qu'il ait ensuite résidé de nouveau dans une autre ville et particulièrement à Athènes; » 2^o les éphémé-

rides d'Alexandre et Ptolémée; 3^e Callisthène et le livre d'Alexandre; cet ouvrage doit avoir eu pour titre : Αἱ Ἀλεξανδρου πράξεις et non Ἑλληνικά, ainsi qu'Ed. Schwartz l'a récemment prétendu). — O. SEECK. Le début des Histoires de Tacite (les Histoires sont une continuation de Fabius Rusticus, et c'est pour remplacer l'œuvre de ce dernier, dont il avait reconnu la partialité, que Tacite composa ses Annales). — M. FRENKEL. Document d'Argos relatif à la ligue (document transcrit par Fourmont et publié par Bœckh, *C. I. G.*, 1118; il faut renoncer à en déterminer l'âge exact; important néanmoins parce qu'il prouve à quelle hauteur était monté le sentiment national des Hellènes contre la grande puissance de la Barbarie, même avant l'expédition d'Alexandre). — C. CAESAR. Le ms. de Sédulius d'Anvers. — O. NEUHAUS. Ce que nous savons sur Aspasia de Phocée (les détails que nous possédons sur la première partie de la vie d'Aspasia nous viennent de Ctésias).

24. — Neue Jahrbücher für das classische Altertum, Geschichte und deutsche Litteratur und für Pädagogik. Jahrg. IV, 1901, Heft 2. — SORGENFREY. Des manuels pour l'enseignement de l'histoire, autrefois et aujourd'hui (dans les écoles supérieures). = Heft 3. LIEBE. Les villes du moyen âge et l'Église (les villes allemandes n'ont pas été amenées à la Réforme seulement par des motifs religieux. Sans parler des préjudices causés par la vie ecclésiastique, il y avait dans beaucoup de territoires opposition entre les prétentions de l'Église et le développement urbain, qui s'aiguillait sur des voies toutes nouvelles. Les idées économiques de l'Église et les privilèges des clercs, des établissements ecclésiastiques étaient un obstacle aux efforts de la civilisation urbaine. La centralisation de l'administration urbaine conduisit à pénétrer dans des domaines qui, jusqu'alors, n'avaient appartenu qu'à l'Église : par exemple, l'enseignement et l'assistance des pauvres).

25. — Theologische Studien und Kritiken. Jahrg. LXXIV, 1901, Heft 3. — MIX. Luther et Mélanchthon (histoire de leurs rapports personnels. Après le premier emportement de leur enthousiasme se sont formés, pendant les années 1522-1527, de solides liens d'amitié basée sur une estime réciproque. Le caractère différent des deux hommes explique ce changement).

26. — Zeitschrift für Kirchengeschichte. Bd. XXI, Heft 4. — Dr G. UHLHORN. Les commencements de l'ordre de Saint-Jean (discute, sans conclure, la date de trois chartes publiées par Cabié dans les *Annales du Midi*). — JUL. VON PFLUGK-HARTTUNG. Louis de Bavière en lutte avec la cour de Rome; ses partisans et ses moyens d'action; fin. — H. BLUMENTHAL. Jean XXIII; son élection, son portrait (étude critique sur le témoignage de Dietrich de Niem, qui doit être considéré comme recevable, bien qu'il ait parfois trop noirci les traits du pontife). — J. KESTLIN. Luther et le Libre arbitre; phrases tirées de la dissertation de Heidelberg en 1518 (montre les modifications que Luther apporta à sa doctrine primitive, comparée par exemple à son *De servo*

arbitrio de 1525). — W. KOEHLER. Le testament de Luther et le chancelier Brück (défend le chancelier du reproche qu'on lui a fait d'avoir réglé la succession de Luther dans un esprit d'aversion; il resta dans la stricte limite du droit). — W. FRIEDENSBURG. Correspondance des savants catholiques allemands au temps de la Réforme; suite. — NIC. MUELLER. La lettre de Mélanchthon à Joachim Camerarius, du 16 juin 1525, sur le mariage de Luther (nouvelle édition de cette lettre, que Mélanchthon écrivit en grec).

27. — *Zeitschrift für wissenschaftliche Theologie*. Jahrg. XLIV, 1901, Heft 1. — DRÆSECKE. La fin du paganisme (E. Preuschen, dans son livre *Mönchtum und Serapiskult*, 1899, avait rendu vraisemblable l'opinion que les *Kározo* des documents sont, non pas des « pénitents » précurseurs du monachisme, mais des « possédés » de la divinité qui cherchaient dans le sanctuaire des oracles par incubation Dræseke apporte à cette conception de nouveaux appuis; il traite surtout des derniers temps du Serapeion à Alexandrie, du temple d'Aphrodite et de celui de Marna à Gaza). — KNOTH. Ubertino de Casale. Sa vie et ses écrits (le franciscain Ubertino de Casale, né en 1259, composa un *Arbor vitae crucifixæ Jesu*, vie de Jésus d'une couleur mystique et apocalyptique. Il y attaque violemment le pape Boniface VIII, l'ennemi de la « pauvreté » et de la « perfection » franciscaine).

28. — *Zeitschrift der Savigny-Stiftung für Rechtsgeschichte*. Bd. XXXIV, 1900. *Germanistische Abtheilung*. — BRUNNER. Remarques critiques sur l'histoire du droit héréditaire des femmes en Allemagne (du droit des femmes à l'héritage et du droit de la mère chez les Lombards et les Francs saliens). — SOHM. Les « liberti » dans la Germanie primitive (les « liberti » de Tacite ne correspondent pas aux affranchis de droit incomplet de l'époque postérieure, mais aux « pueri », aux « vassi » des grands seigneurs; ils étaient affranchis des redevances en argent et des bas services; ils devaient le service du seigneur, de l'armée, de la ville). — MOELLER. La coutume juridique de briser le bâton (1° pour chasser quelqu'un de la famille, dans le droit salien; 2° dans l'investiture symbolique; 3° origine de l'expression française « rompre la paille avec quelqu'un »; 4° le bâton brisé aux obsèques des rois et reines en France; 5° lors de la dégradation des prêtres, dans la rupture de la paix, dans la proclamation d'une sentence capitale. Dans ce dernier cas, la coutume symbolise, non la mort, mais le jugement; c'est le « signum judicii finiti »). — STRUTZ. Les fondements des institutions de l'Allemagne et de la France au moyen âge (à propos de l'ouvrage d'Ernest Mayer, *Deutsche u. französische Verfassungsgeschichte, IX-XIV Jahrh.* Les sources qu'il a utilisées sont surtout les livres de droit d'où il tire des conclusions pour l'histoire antérieure; pour cette histoire plus ancienne, il met à profit la comparaison du droit allemand et français; de leur accord il conclut à une racine franque, germanique ou romaine. Toute l'histoire ancienne des institutions est dominée par l'opposition

entre le droit public et la souveraineté. Mayer traite du droit public dans une première partie, de la souveraineté dans une seconde et dans une troisième du pouvoir suprême, qui est constitué par les deux autres éléments). — GEFFCKEN. Pour servir à l'histoire du droit fluvial en Allemagne (45 p.). — *Romanistische Abteilung*. VON VELSEN. L'« Edictum provinciale » de Gaius (après Gaius, il n'y a plus eu d'édit provincial. Les trente livres de Gaius « ad edictum provinciale » sont plutôt un commentaire sur l'« Edictum praetoris peregrini, » de même qu'il écrivit un ouvrage sur l'« Edictum praetoris urbani »). — MOMMSEN. Le code théodosien (travail préliminaire à une édition critique du code préparée pour Mommsen).

29. — Zeitschrift für vergleichende Rechtswissenschaft. Bd. XIV, 1900, Heft 1-2. — Mordché-W. RAPAPORT. Le Talmud et son droit (148 p. Traite surtout du droit privé). — A. DARINSKY. La famille chez les peuples du Caucase (d'après un ouvrage en russe de Kovalevsky sur la loi et la coutume dans le Caucase. Moscou, 1900). — S. RUNDSTEIN. La vengeance du sang et le système des compositions dans deux documents de droit polonais au XIII^e s.). — Wladjunjirski BUDANOFF. Histoire du droit russe; les sources (74 p.). — J. KOHLER. Le droit dans les pays protégés de l'Allemagne (confirme, par l'exemple des Herero, l'opinion de Kohler que le totémisme et le mariage par groupes ont dominé l'époque primitive de l'humanité); suite dans Heft 3 (le droit des Papous et des indigènes des îles Marshall). — Heft 3. J. KOHLER. Le droit des Ba-Ronga (tribu de la famille Bantou vivant près de la baie de Delagoa; d'après les récits du missionnaire Junod. Ce que Junod nous rapporte concernant les rapports de parenté jette une vive lumière sur l'histoire primitive de l'humanité).

30. — Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik. Bd. XXI, Heft 4. — VON BELOW. La fin du régime économique urbain au moyen âge (à la fin du moyen âge, les seigneurs territoriaux deviennent de plus en plus la puissance dirigeante. Ils attirent à eux la législation industrielle. Mais le passage du régime économique urbain du moyen âge au régime économique territorial de l'époque moderne n'est pas immédiat: d'une part, les villes, déjà au moyen âge, cherchaient à se procurer de vastes territoires d'exploitation; d'autre part, les seigneurs territoriaux ont longtemps encore favorisé les privilèges des villes et même les ont en partie augmentés). — CARO. La division de la propriété foncière dans le nord-est de la Suisse et dans les territoires voisins des tribus alémaniques au temps des Carolingiens (de l'importance des chartes privées de l'époque carolingienne pour les études économiques et territoriales. Étudie exclusivement les chartes de tradition du monastère de Saint-Gall. Ces textes montrent que les propriétaires du sol n'étaient pas tous des seigneurs fonciers, mais des paysans libres dont une partie seulement avaient sous leur dépendance des serfs, *servi casati*. L'opinion courante selon laquelle, à l'époque carolingienne,

les simples paysans s'étaient vus forcés, pour se protéger, de céder leurs propriétés aux églises et aux monastères, est insoutenable. Les donateurs n'ont pensé qu'au salut de leur âme. Le contraste entre le pauvre et le riche s'augmenta sans doute par l'accroissement de la population).

31. — Militær-Wochenblatt. Jahrg. LXXXVI, 1901, n° 1. — VON VERDY. Le général-feldmaréchal comte de Blumenthal. = N° 7. Kunhardt VON SCHMIDT. Une attaque de l'ennemi, le 4 janvier 1871 (avec un croquis). = N° 9, 10. Le commandement au jour de bataille de Spicheren et le lendemain, les 6 et 7 août 1870 (à propos de l'ouvrage de Cardinal von Widdern, *Kritische Tage*; P. I, T. 3 : *Die Krisis von Saarbrücken-Spicheren*, Heft 3, 1900). = N° 24. B. v. P. Un souvenir sur Gibraltar (l'auteur expose quelle part les troupes hano-vriennes ont prise à la conquête de Gibraltar et quelles marques d'honneur elles ont remportées). = N° 25. La division Hartmann à la bataille de Gravelotte (corrige sur quelques points le récit de cette bataille donné dans les mémoires du général Fransecky). = N° 28. La campagne dans le nord de la France (critique le t. II de l'ouvrage de Kunz, *Der Feldzug der ersten Deutschen Armée im Norden und Nordwesten Frankreichs, 1870-71*. Berlin, 1901). = N° 29. Histoire de l'armée bavaroise (aperçu sommaire du livre de K. Staudinger qui a paru sous ce titre, t. I, 1901). = N° 31. A. v. BOGUSLAWSKI. L'histoire et la critique militaires par des savants (cet article illustre par quelques exemples l'opinion favorite des officiers allemands que les historiens ne sont pas capables d'écrire sur les choses militaires). = N° 38. VON JANSON. L'ouvrage de l'état-major général sur la guerre de Sept ans (résume le premier volume de cet ouvrage récemment publié). = N° 41. L'académie de l'état-major général russe au commencement du xx^e s. (contient quelques notes historiques).

32. — Zeitschrift für Sozialwissenschaft. Jahrg. IV, 1901, Heft 4-5. — Julius WOLF. Un nouvel adversaire de Malthus (critique détaillée du livre de Fr. Oppenheimer, *Das Bevölkerungsgesetz des T. R. Malthus und der neueren Nationalökonomie*. Berlin et Berne, 1901. Oppenheimer oppose à la thèse de Malthus : 1° que la population n'a pas la tendance à s'accroître au delà des moyens de subsistance ; c'est le contraire qui est le vrai ; 2° l'augmentation de la population n'est pas cause de la misère ; c'est la garantie d'une aisance plus grande ; 3° l'origine de la misère ne peut pas être rapportée à la loi naturelle, mais à d'autres causes. Wolf démontre que ni Malthus ni Oppenheimer n'ont raison, mais que le vrai est entre les deux). — Ladislas STUDNICKI. Pour servir à la question de la population d'après des matériaux russes (supplément aux recherches de Beloch sur la population de l'Europe au moyen âge et au temps de la Renaissance, publ. dans le t. III, cah. 6 et 11 de cette revue).

33. — Centralblatt für Bibliothekswesen. Jahrg. XVIII, 1901, Heft 4. — W. M. LINDSAY. Books (containing marginalia) of the Bibl.

Heinsiana, now in the Bodleian (étude bibliographique). = Heft 5. Paul ZIMMERMANN. Pour servir à l'histoire de la librairie des Orphelins à Brunswick (l'auteur publie quelques mémoires concernant, non seulement l'état du commerce de la librairie au XVIII^e s. en général, mais encore l'histoire particulière de cette librairie; elle n'a existé que de 1755 à 1786, mais, par l'impression des œuvres de Lessing et d'autres, elle n'a pas été sans influence sur la littérature allemande). — F. FALK. Jacques Merstetter, Adam Gelthuss et Jean Faust (étude bibliographique pour servir à l'histoire de l'imprimerie).

34. — Deutsche Revue über das gesamte nationale Leben der Gegenwart. Jahrg. XXVI, 1901, Band II. — Heinrich von POSCHINGER. Quelques mémoires sur l'époque de la légation de Bismarck à Francfort. Trois lettres inédites du prince (ces lettres, des 10, 17 et 18 août et 22 sept., adressées au ministre de Manteuffel, concernent les négociations sur la reconstruction de l'union douanière allemande). — FITTICA. Sur les alchimistes (étude historique). — O. BARATIERI. L'Afrique au XX^e s. — Anton SCHLOSSAR. Otilie de Goethe et ses enfants. Avec un poème inédit d'O. de Goethe (notes complémentaires à sa biographie écrite par Jenny de Gerstenbergk, 1901). — G. JANSSEN. Souvenirs de l'hiver 1870-71 à Versailles (ces mémoires du ministre d'État oldenbourgeois ouvrent des coups d'œil très intéressants sur les cercles des princes assemblés à Versailles pendant le siège de Paris). — Paul CURTIUS. La vie de Kurd de Schlözer (esquisse biographique écrite par son neveu; fait connaître Schlözer en sa qualité d'ambassadeur en Mexique, à Washington et à Rome). — FUNCK-BRENTANO. La cour de Louis XIV (étude sur l'origine et l'état social de la cour de Versailles). — Heinrich von POSCHINGER. Bismarck et Victor de Scheffel (sans valeur). — Confessions et souvenirs d'Anastasius Grün. Lettres inédites à Albert Knapp, publiées par Bruno von Frankl-Hochwart. — La dernière caravane de l'ordre de Malte en 1784 (d'après les papiers de l'homme d'État bavarois comte de Bray, qui a passé le temps de sa jeunesse à Malte et qui a pris part à la dernière expédition de l'ordre, dirigée vers la côte barbaresque de l'Afrique du Nord). — Johann v. BLOCH. Les enseignements de la guerre du Transvaal pour l'Allemagne (la guerre du Transvaal a démontré qu'une guerre déclarée n'apporterait à l'Allemagne que la ruine sociale, sans aucune compensation; mais, pour la défense, l'Allemagne n'a pas besoin de préparatifs complets et coûteux. Un succès décisif entre les grandes puissances par les armes est impossible dans les conditions présentes de la guerre). — Heinrich von POSCHINGER. Lettres de jeunesse de l'empereur Guillaume I^{er} (ces lettres, adressées à son frère, le prince Charles, contiennent des souvenirs personnels sur la campagne de France). — Sir Robert HART. La réforme en Chine et les puissances. — Sir Richard TEMPLE. Les relations entre l'Angleterre et l'Allemagne (exposées au point de vue anglais).

35. — Die Grenzboten. Jahrg. LX, 1901, Band I, n^o 13. — Stephan

KERULE VON STRADONITZ. Philippe-Jacques Spener; importance de ses recherches sur la héraldique et la généalogie (appréciation des ouvrages de ce théologien, qui a coopéré à la création du nouveau blason prussien). = Band II, n° 14. Otto KEMMEL. L'antiquité classique et les modifications subies pour l'interprétation historique (l'interprétation de l'antiquité dépend en Allemagne des changements survenus dans les destinées du peuple allemand). = Nos 15-16. Hermann BARGE. Le développement de la monarchie allemande (les phases de développement sont celles-ci : la royauté militaire, la royauté de famille, depuis 911 (918) la royauté féodale, puis la monarchie représentative, l'absolutisme patriarcal, la monarchie absolue, l'absolutisme éclairé et la monarchie constitutionnelle). — Félix ROSENBERG. Thomas Babington Macaulay (essai biographique et littéraire). = Nos 16-19. Remarques sur la Normandie (notes et observations historiques et géographiques recueillies dans un voyage en Normandie). = N° 17. La politique anglaise du prince de Bismarck (collections de sentences et de jugements du chancelier qui mettent en évidence pour l'Allemagne la nécessité de vivre en bonne intelligence avec l'Angleterre). = Nos 18-20. Eugen WAGNER. Avec les Boers en campagne (notes journalières d'un combattant).

36. — **Westermanns illustrierte deutsche Monatshefte.** Jahrg. XLV, Band LXXXIX, 1900-1901, Heft 533. — M. v. BRANDT. Pékin autrefois et aujourd'hui, et les capitales anciennes de l'empire chinois. = Heft 534. Gottlob EGELHAAR. Les jours de malheur et de relèvement, 1806-1815 (à propos des publications de P. Baillet, *Briefwechsel Friedrich Wilhelms III, und der Königin Luise mit Alexander I*, et d'A. Pick, *Aus der Zeit der Not*, 1900). = Bd. XC, 1901, Heft 535. Bodo EBHARDT. La « Hohkönigsburg » près de Schlettstadt en Alsace (précis historique avec des plans de restitution). = Heft 536. Thomas ACHELIS. Frédéric Ratzel (esquisse de sa vie et de ses œuvres). — Pour servir la mémoire du grand-duc Charles-Alexandre de Saxe (avec 4 portr. et 6 tabl.). = Heft 537. Baronne Ludovica DE BODENHAUSEN. Marie-Adélaïde, duchesse de Bourgogne. Portrait biographique d'une femme de la cour de Louis XIV. — A. HOFF. Le tombeau des empereurs allemands dans la cathédrale de Spire (avec 6 tabl.).

37. — **Zeitschrift für die Geschichte der Alterthumskunde Ermlands.** Band XIII, Heft 1, 1900. — DITTRICH. Histoire du catholicisme dans l'ancienne Prusse, de 1525 à la fin du XVIII^e s. (1^{re} décadence et rénovation au XVI^e s.; 2^e la lutte pour la liberté de conscience; les traités entre la Pologne et le Brandebourg et leur exploitation par les catholiques; 3^e l'époque du grand-électeur et le progrès du catholicisme, principalement à Königsberg).

38. — **Beilage zur Allgemeinen Zeitung.** 1901, nos 70-71. — Georg SCHNEIDER. L'histoire du commerce entre l'Allemagne de l'Ouest et l'Italie au moyen âge publiée par A. Schulte (résumé général). = N° 72. Adolf DYROFF. Le gouvernement de la république sud-africaine et l'instruction publique (d'après un compte-rendu présenté à l'Exposi-

tion universelle de Paris). = Nos 75 et 99-100. *Εἰσος*. Considérations centennaires ; V (le protestantisme du XIX^e siècle : 1^o en Angleterre : Newman, Perceval, Pusey, Ward ; 2^o en Danemark : le subjectivisme extrême de Kierkegaard). = N^o 77. L'institut historique à Rome (analyse une pétition présentée au chancelier de l'empire par les historiens de Marbourg ; cette pétition a pour but, en particulier, la transformation de cet institut prussien en un institut de l'empire). = N^o 77. La fête de Pâques en Bukovine (de quelques usages et cérémonies conservés dans ce pays). = N^o 83. La transformation de la possession foncière aux États-Unis de l'Amérique du Nord. = Nos 85-86, 92-93, 97-98. Theodor METZELTHIN. L'économie politique, l'administration et le commerce de la Chine (aperçu sommaire très instructif). = N^o 86. Moltke et Benedek (d'après le livre de Schlichting paru sous ce titre en 1900). = Nos 87. Frédéric de Gentz (à propos de sa biographie écrite par E. Guglia, 1901). = Nos 87-88. Oscar MICHAEL. Jean Tetzel à Annaberg (étude critique appuyée d'assez nombreux documents sur cette période de la vie de Tetzel). = N^o 89. E. BRETSCHNEIDER. L'origine de la bibliothèque de Moukden (cet article, d'un des plus savants connaisseurs de la Chine, publié pour la première fois en langue russe dans la « Peterburgskiya Wedmosti » le 6 avril 1901, contient un précis historique de cette bibliothèque). = N^o 90. Les dernières années de Benedek, 1866-1881 (d'après sa biographie publiée par H. Friedjung, 1901). = N^o 94. Carl PAULI. Le problème des Pelasges (démontre l'affinité des peuples de l'Asie antérieure et des Pelasges et Étrusques par les noms des dieux). = N^o 95. M. DÖBERL. Histoire de l'armée bavaroise. = N^o 96. L'instruction pour l'enlèvement de la bibliothèque Palatine à Rome (étude bibliographique contenant la traduction de l'*Istruzione al Dottor Leone Allaccio per andare in Germania per la Libreria del Palatino*, que possède maintenant la Bibliothèque nationale de Paris). = N^o 101. A. BERGSTRASSER. Le chevalier Charles de Scherzer (portrait biographique pour le 80^e anniversaire de la naissance de ce voyageur et diplomate autrichien, né à Vienne le 1^{er} mai 1821). — Le livre de ménage d'Ulric Starck, commerçant nurembergeois au XV^e s. (pièce empruntée aux archives de Nuremberg). = Nos 108-109. Paul HOLZHAUSEN. La fête séculaire des aïeux ; IV (la fête séculaire sur la scène et dans l'allégorie poétique). = Nos 110-111. G.-Fr. PREUSS. Un voyage d'hiver à travers l'ancienne Castille (étude géographique faite sur place, avec des notes historiques). = N^o 114. Georg HABICH. Médailles de la maison des Hohenzollern (essai critique sur l'ouvrage de Menadier : *Schaumünzen des Hauses Hohenzollern zur Erinnerung an den 18 Januar 1701*. Berlin, 1901). = Nos 117-118. C. HAHN. Voyage en Mingrélie, en Ssamursakan et en Abchasia dans l'été de 1900.

39. — Sonntagsbeilage zur Vossischen Zeitung. 1901, n^o 13. — Eduard SCHULTE. A Sainte-Hélène pendant les années 1815 à 1818 (d'après le journal du général baron Gourgaud ; t. II). = Nos 13-14. S. LUBLINSKI. Gottsched (étude littéraire sur sa biographie écrite par E. Reichel, 1900). = N^o 14. S. MAEHLY. Au mois d'avril. Poissons

d'avril et œufs de Pâques (éclaircissements sur des usages et cérémonies de Pâques). = N° 15. Un bourgmestre de Hambourg (Charles Petersen, mort en 1892). = N° 16. Curt-Rudolf KREUSNER. Projets d'alliance entre la Prusse et l'Autriche au temps de Frédéric le Grand et de son successeur (ce n'est pas Frédéric, mais Joseph II, qui a empêché la conclusion d'une alliance). = N° 17. Emil GEYER. Historiographie moderne (discute les travaux de Lamprecht et Kurt Breysig, en caractérisant la tendance de l'historiographie moderne). = N° 18-19. Paul HOLZHAUSEN. L'Allemagne au temps des négociations de Lunéville (d'une haute importance pour l'histoire de l'opinion publique en Allemagne à cette époque). = N° 18. S. LUBLINSKI. La jeune Allemagne et Hegel (retrace l'influence exercée par le philosophe sur les tendances de la jeunesse littéraire de l'Allemagne au XIX^e s.). = N° 19-20. Benedek (à propos de sa biographie, publiée par H. Friedjung sous le titre : *Benedeks nachgelassene Papiere*, 1901). = N° 21. Wilhelm SOLTAN. La tradition et l'histoire dans nos Évangiles (aperçu sommaire de quelques points de la critique du Nouveau Testament).

40. — **Wissenschaftliche Beilage zur Germania**. 1901, n° 14. — P. GRISAR S. J. Un vœu de la critique historique (dans ce discours, tenu au congrès des savants catholiques à Munich, l'auteur signale un certain nombre d'erreurs provenant de la tradition légendaire). = N° 18. N. PAULUS. La mort de Calvin et les Jésuites (étude critique du livre d'E. Doumergue : *Une poignée de faux. La mort de Calvin*, etc. Lausanne, 1900, où l'auteur essaie de faire retomber sur les Jésuites la responsabilité des calomnies qui ont couru sur la mort de Calvin). = N° 19. DIRRRICH. La mort affreuse d'hérésiarques et d'apostats ou de convertis (à propos de l'article sur la mort de Calvin dans le numéro précédent, l'auteur mentionne des bruits pareils à Königsberg, lorsque, vers la fin du XVII^e s., un grand nombre de professeurs, d'étudiants et d'autres se convertirent au catholicisme).

41. — **Blätter für Handel, Gewerbe und sociales Leben**. Beiblatt zur Magdeburgischen Zeitung, 1901, nos 5-7. — G. TERBURG-ARMINIUS. Les anciennes bouffonneries de la cour. = N° 8. Antonius CORVINUS. Pour le 400^e anniversaire de sa naissance, le 27 février. — AUSFELD. Le cardinal Albrecht de Brandebourg et la nouvelle église collégiale de Halle (1520-1541). = N° 15-16. Paul HOLZHAUSEN. Le maréchal Davout, d'après les recherches les plus récentes (sa biographie écrite par son arrière-petit-fils, le comte Vigier. Paris, 1898). = N° 15. Un rapport original, inconnu jusqu'aujourd'hui, sur la bataille du pont de l'Elbe, à Dessau (tiré du journal de Joachim Rese, bourgmestre de Jessnitz, mort en 1679; cette source n'enrichit notre connaissance que de quelques détails peu importants). = N° 16-17. NEUBAUER. Les plus anciennes gazettes (aperçu historique très instructif). = N° 17. Albert HERLING. La veille de sainte Vaubourg et la croyance aux sorcières (l'origine de la croyance aux assemblées des sorcières sur le Brocken est ramenée aux temps de Charlemagne). = N° 18. Cérémonies de frontières chez

les anciens Germains. — H. MEURER. Athanasius Kircher (feuille commémorative pour le 2 mai 1601-1901; appréciation historique et littéraire de ce savant). = N° 19. Le château de Landstuhl en Palatinat, lieu de la mort de François de Sickingen (contient une description de ce lieu et un récit de la mort de Sickingen en 1523).

42. — Deutsche Rundschau. 1900, octobre. — Berlin en octobre-novembre 1806; journal d'un diplomate (ce diplomate est l'ex-chevalier de Malte, François-Gabriel, comte de Bray, ancien émigré, qui a été ambassadeur de Bavière à Berlin. Ses notes sont très intéressantes). = Novembre. Fr. CURTIUS. La politique de Treitschke. — Dr Ephraïm EMERTON. L'enseignement supérieur en Amérique. — Général DE BERNHARDI. Extraits des mémoires de Théodore de Bernhardi, 1867 (voyage à Florence et première orientation; la politique de l'Angleterre en 1866 et dans l'affaire du Luxembourg; la mort de l'empereur Maximilien; la loi sur la vente des biens du clergé et la situation financière de l'Italie); suite en décembre (Bismarck et le parti d'action en Italie; rencontre avec Garibaldi. Son arrestation); fin en janvier (Garibaldi s'enfuit de Caprea. Le ministère de Menabrea et la fin du combat pour Rome. L'auteur de ces mémoires insiste constamment sur l'insolence, la brutalité de la diplomatie française, définitivement soumise à l'influence cléricale). = Décembre. Paul BAILLEU. Lettres de la reine Louise de Prusse à son frère, le prince-héritier Georges de Mecklenburg-Strelitz, 1794-1810 (celles de 1806-1810 présentent un intérêt général). — L. STERN. Pestalozzi et l'éducation populaire. = 1901, janvier. Paul BAILLEU. Pour la fête du couronnement. — A. VON BOGUSLAWSKI. Frédéric le Grand au château de Lissa, le soir du 5 décembre 1757 (croit à la tradition qui amène le roi au château où se trouvaient encore des officiers autrichiens, le soir de la bataille de Leuthen, et à leur brusque rencontre). = Mars. W. GRUBE. La littérature classique des Chinois. — B. MATTHIAS. Chamberlain et le droit romain. — Les derniers jours de l'ordre de Malte en 1798. = Avril. W. DILTHEY. La « philosophie » allemande dans l'État et dans l'Académie de Frédéric le Grand (fondation de l'Académie; son importance sociale, surtout comme contraste avec la « philosophie » française).

43. — Preussische Jahrbücher. Bd. CIV, Heft 1, avril 1901. — Bernhard ERDMANNDOERFFER. Alfred Boretius (article nécrologique). — Eberhard GÖTHEIN. Bernhard Erdmannsdoerffer (article nécrologique). — A. DE RUVILLE. La politique des grandes puissances coloniales concernant les indigènes. — Émile DANIELS. Le général de Fransecky (son rôle dans les guerres de 1866 et 1870). — DUVERNOY. L'ouvrage de l'état-major sur les guerres de Frédéric le Grand (justifie, comme membre de l'état-major, le plan, la méthode et l'exécution de ce travail, des reproches qui lui ont été adressés par les historiens).

44. — Annalen des historischen Vereins für den Niederrhein. Heft 17 (1901). — MEISTER. Le conflit des résidents prussiens à Cologne; tentative pour introduire dans cette ville le culte réformé

(en 1708, le plénipotentiaire prussien à Cologne essaya d'introduire le culte réformé dans sa propre maison; de là, conflit entre le magistrat de la ville et le roi Frédéric I^{er} de Prusse. Le roi empêche le commerce de Cologne et menace cette ville catholique de représailles sur ses sujets catholiques. Après trois années environ de négociations l'accord est rétabli, mais le culte réformé demeure interdit à Cologne). — TILLE. Émeutes à Andernach à la fin du xv^e siècle et au commencement du xvi^e (plaintes sur l'administration municipale ayant pour but de créer un contrôle de la gestion financière du conseil). — MEISTER. Chroniques de la Basse-Allemagne au xv^e siècle (analyse et publication partielle. A côté de chroniques d'un intérêt purement local, il faut mentionner une chronique rimée des papes jusqu'à Léon III et une chronique des papes et des empereurs jusqu'à la mort de Frédéric II).

45. — *Verhandlungen des historischen Vereins von Oberpfalz und Regensburg*. Bd. LII, 1900. — Fr. LORITZ. Nittenau pendant la campagne de 1809 (d'après les notes d'un témoin oculaire). — W. CHRIST. L'inscription de l'autel de Vulcain à Ratisbonne (lecture différente de celle que Mommsen a donnée dans le précédent volume). — Comte Hugo DE WALDERDORFF. Les Romains avaient-ils à Ratisbonne un établissement sur la rive gauche du Danube? (sur l'inscription de l'autel de Vulcain; description minutieuse de la localité. La question reste ouverte). — Fr. DREXEL. La fontaine du marché aux poissons à Ratisbonne (sur la question des fontaines de Roland). — ANDREAS. Contributions à l'histoire des épidémies, de l'hygiène et de la médecine dans le Haut-Palatinat (surtout du xiv^e au xix^e s.). — Georg STEINMETZ. Aquis He... Gem... (on a trouvé un fourreau de sabre romain avec l'inscription : *Aquis He[lveticis] Gem[ellianus fecit]*). — Id. Tombeaux romains trouvés à Ratisbonne en 1899 et 1900. — Comte Hugo DE WALDERDORFF. Inscriptions romaines trouvées à Ratisbonne en 1900.

46. — *Zeitschrift für vaterländische Geschichte und Altertumskunde* (Westphalie). Bd. LVIII, 1900. — Joh. KRETZSCHMAR. Pour servir à l'histoire de la ville de Herford pendant la guerre de Trente ans. — J.-B. NORDHOFF. Les maisons des villes et des campagnes dans la Westphalie ancienne (histoire de l'architecture jusqu'au xvi^e siècle). — Alfred OVERKORN. « Wortzins » et « Morgenkorn » dans la ville de Lippstadt (analyse deux registres de 1392 et de 1501, intéressants pour la statistique de la population et de la propriété foncière dans une ville westphalienne à la fin du moyen âge). — Lothar SCHUECKING. Les Français dans le pays de Münster, de 1806 à 1813 (expose les mesures prises par l'administration française). — ZURBONSEN. Lützow, chef de corps francs à Münster et sur son territoire (chef de corps francs en 1813, Lützow résida de 1817 à 1830 à Münster comme général de brigade). — B. KUHLMANN. Le margrave Gerold et la Geroldskapelle à Paderborn. — Fr. WECKEN. Recherches sur les chartes des évêques de Minden, 1206-1293.

47. — Mittheilungen des Instituts für österreichische Geschichtsforschung. Bd. XXII, Heft 2. — Jul. JUNG. La ville de Luna et son territoire (exemple très significatif pour montrer l'influence des conditions géographiques sur l'histoire d'une ville). — H. OTTO. Études diplomatiques sur les lettres de Bérard, notaire pontifical. — G. DROYSSEN. De la prière prononcée par Gustave-Adolphe quand il débarqua en Allemagne. — Moriz LANDWEHR VON PRAGENAU. Louis de Bologne, patriarche d'Antioche (relève les mentions que l'on possède sur ce frère mineur de la stricte observance, de 1454 à 1477). — A. TILLE. Tentative faite, sous Maximilien I^{er}, pour créer une archive impériale. = Bibliographie : G. Richter. Annalen der deutschen Geschichte im Mittelalter. 3^e section : Annalen d. d. Reichs im Zeitalter der Ottonen und Salier (compilation faite avec beaucoup d'érudition et un remarquable esprit critique). — A. Bachmann. Geschichte Böhmens. 1 Bd. bis 1400 (important; Bachmann a pris souvent le contre-pied de Palacky. Excellent pour le développement extérieur de l'histoire de la Bohême, cet ouvrage est insuffisant pour le développement intérieur). — H. von Volleni. Acta Tirolensia. Bd. I : die Südtiroler Notariatsimbreviaturen des XIII Jahrh. (source intéressante pour l'histoire intérieure du Tyrol). — K. Uhlirz. Quellen zur Geschichte der Stadt Wien. 2^e section : Regesten aus dem Archive der Stadt Wien, 1232-1457. — R. Dabner. Urkundenbuch der Stadt Hildesheim. 6^e partie : Stadtrechnungen, 1416-1480. — Publications relatives à l'histoire de la Haute et de la Basse-Autriche parues en 1899. — Dépouillement de la littérature périodique relative à l'histoire de la Bohême, de la Moravie et de la Silésie autrichienne en 1898-1899.

48. — Zeitschrift des deutschen Vereins für die Geschichte Mährens und Schlesiens. Jahrg. V, 1901, Heft 2-3. — A. BACHMANN. Sur les sources de l'histoire de la Bohême ancienne (ch. iv, les Annales de Hradisch-Opatowitz, qui vont de 1077 environ à 1145; ch. v, les Annales de Bohême au XIII^e siècle). — Willibald MUELLER. Histoire de la bibliothèque d'Olmütz (important aussi pour celle des bibliothèques de monastères en Moravie). — Ant. ROLLEDER. Les seigneurs moraves de Sternberg (famille noble importante au XIV^e et au XV^e siècle). — Jul. LEISCHING. Les précurseurs du théâtre permanent à Brünn (d'après les actes des archives municipales, commençant en 1669). — Karl LECHNER. Additions au « Codex diplomaticus et epistolaris Moraviae; » fin.

49. — Archiv des Vereins für Siebenbürgische Landeskunde. N. F. Bd. XXIX, 1900, Heft 3. — F. SCHULLER. Documents relatifs à l'histoire de la Transylvanie depuis la bataille de Mohacs jusqu'à la paix de Grosswardein, tirés des Archives impériales de Vienne; fin (154 pages).

CHRONIQUE ET BIBLIOGRAPHIE.

France. — L'Académie des inscriptions et belles-lettres a décerné le premier prix Gobert à M. DE LA RONCIÈRE pour son *Histoire de la marine française*; le second prix à M. P. BOISSONNADE pour son *Essai sur l'organisation du travail en Poitou depuis le XI^e siècle jusqu'à la Révolution*. — Le prix Bordin a été partagé entre MM. CHALANDON, pour son *Essai sur le règne d'Alexis Comnène*; DUFOURCO, pour son *Étude sur les « Gesta Martyrum »*; Ulysse ROBERT, pour sa publication de l'*Heptateuque*; Léon DOREZ, pour son *Itinéraire de Jérôme Maurand*; MILLET, pour son travail sur le *Monastère de Daphni*. — Le prix Allier de Hauteroche a été attribué à MM. Michel ROSTOVZEW et Maurice PROU pour leur *Catalogue des plombs de l'antiquité, du moyen âge et des temps modernes, conservés à la Bibliothèque nationale*. — Le prix Courcel a été partagé entre MM. Ph. LAUER, le *Règne de Louis IV d'Outre-mer*, et BARRIÈRE-FLAVY, les *Arts industriels des peuples barbares de la Gaule*. — L'Académie ayant mis à la disposition de la commission des prix des antiquités nationales une somme supplémentaire de 3,000 francs a décerné les récompenses suivantes : 1^o médaille de 1,500 francs à M. MOREL, pour *La Grande chancellerie royale et l'expédition des lettres royales, de l'avènement de Philippe de Valois à la fin du XIV^e siècle*; 2^o médaille de 1,500 francs à MM. NOEL et Félix THIOLLIER, pour l'*Architecture religieuse à l'époque romane dans l'ancien diocèse du Puy*; 3^o médaille de 1,000 francs au P. MANDONNET, pour son *Siger de Brabant et l'averroïsme latin au XIII^e siècle*; 4^o médaille de 1,000 francs au chanoine U. CHEVALIER, pour son *Étude critique sur l'origine du saint suaire de Lirey, etc.*; 5^o médaille de 500 francs à l'abbé ANGOT, pour son *Dictionnaire historique, topographique et bibliographique de la Mayenne*; 6^o médaille de 500 francs à M. BAUDET, pour ses *Documents historiques inédits du XIV^e siècle*. Six mentions honorables ont été décernées : 1^o MM. DECHELETTE et BRASSART; 2^o MM. MISSET et AUBRY; 3^o M. JOS. PETIT; 4^o M. J. VIARD; 5^o M. LAPIERRE; 6^o M. ECKEL. — Enfin, l'Académie a décidé de proroger à l'année 1902 le concours sur la question suivante : « Quels ont été les sentiments des Romains et leurs principes de gouvernement à l'égard des Grecs pendant la période des Grecs, d'après les auteurs, les inscriptions et les documents ? »

— L'Académie française a décerné le premier prix Gobert au R. P. Alfred BAUDRILLART pour son ouvrage intitulé *Philippe V et la cour de France*; le second prix a été accordé à feu M. LEGRELLE pour son ouvrage ayant pour titre : *la Diplomatie française et la succession d'Espagne*. —

Sur les fonds du prix Bordin ont été récompensés l'ouvrage de M. Georges LE BIDOIS, intitulé *la Vie dans la tragédie de Racine*, et celui de M. Victor GIRAUD, *Essai sur Taine, son œuvre et son influence*. — Sur le prix Théroouanne elle a attribué 1,500 francs à M. G. BLOCH, pour son ouvrage intitulé : *Les Origines de la Gaule indépendante et la Gaule romaine (Histoire de France de Lavis)*; 1,000 francs à M. Victor BÉRARD, pour son ouvrage intitulé : *l'Angleterre et l'impérialisme*; 1,000 francs à M. Gaston ISAMBERT, pour son ouvrage intitulé : *l'Indépendance grecque et l'Europe*; 500 francs à M. STÉPHANE-POL, pour son ouvrage intitulé : *le Conventionnel Lebas*. — Le prix Thiers a été partagé de la façon suivante : 1,500 francs à M. MADELIN, pour son ouvrage intitulé : *Fouché, 1759-1820*; 1,000 francs à M. DE SAINT-LÉGER, pour son ouvrage intitulé : *la France maritime et Dunkerque sous la domination française (1659-1789)*; 500 francs à M. Edmond LECLAIRE, pour son *Histoire de la pharmacie à Lille, de 1301 à l'an XI (1803)*.

— Le Congrès des Sociétés savantes s'est tenu cette année à Nancy. Nous donnons, d'après le *Journal officiel* (11-15 avril), l'analyse très sommaire des lectures qui ont été faites dans les diverses sections :

Section d'histoire et de philologie. — M. ASTIER communique une note sur la lettre 153 (155) de Gerbert. Cette lettre est un *horologion*, horaire ou tableau, suivant les différents mois, des heures canoniques. M. Astier estime que Gerbert a emprunté cet horaire à une source grecque qu'il a retrouvée dans le ms. grec 1670 (anc. 2724) de la Bibliothèque nationale. — M. l'abbé DEGERT étudie le texte d'une donation faite soi-disant à l'abbaye de Saint-Sever (aujourd'hui département des Landes) en 1030 (29 sept.), *Ugone magno rege in Francia, Gregorio VII in papatu romano*. Cette pièce est évidemment apocryphe; mais, si on la rapproche de quelques autres de la même époque et de la même région qui font mention de « Hugues, roi des Francs, » on est en droit de conclure que l'avènement de la dynastie capétienne eut jusqu'aux extrémités méridionales de la France beaucoup plus de retentissement qu'on ne l'a dit. Dans un autre mémoire, M. l'abbé Degert s'est attaché à rectifier et à combler la liste critique des évêques d'Aire à l'aide de nombreux renseignements empruntés à des documents inédits. — M. l'abbé BLEU a rétabli la liste des évêques, archidiaques, doyens, chantres, écolâtres, pénitenciers, officiaux, custodes ou trésoriers, chanceliers et avoués de l'église de Théroouanne, capitale des Morins, jusqu'en 1553. — M. PFISTER, professeur à l'Université de Nancy, donne lecture d'une étude sur l'Académie de Nancy depuis la mort de Stanislas jusqu'à sa suppression en 1793. — M. VERNIER donne lecture d'une notice sur le fonds de Saxe aux archives de l'Aube, constitué par les archives du prince Xavier de Saxe, plus connu en France sous le nom de comte de Lusace. Ce fonds comprend deux grandes séries formées, l'une par les titres de la terre de Chaumot au diocèse de Sens, ceux de la seigneurie de Pont-sur-Seine et quelques pièces relatives à l'hôtel que le prince possédait à Paris; l'autre, de beaucoup

la plus considérable et la plus importante, par les archives particulières du prince Xavier, parmi lesquelles sont des documents relatifs à la Pologne, de 1752 à 1791, et les titres relatifs à la seigneurie de Zabeltitz, près de Dresde, qui appartenait au prince et où il mourut le 21 juin 1806. — M. VEUCLIN a soumis à la section deux mémoires intitulés, le premier : les Rosières de la marquise de Pompadour et de la ville de Dreux (1751-1752); le second : le Pain de Pâques ou de charité dans le bailliage de Caen à la fin du XVIII^e s. — M. Albert DENIS fait une communication sur la dévastation de la cathédrale de Toul pendant la Révolution; M. DUVERNOY sur quelques éléments chronologiques des chartes lorraines du XII^e s.; M. l'abbé JÉRÔME sur une histoire, en cours de publication, de l'abbaye bénédictine de Moyenmoutier, sur l'activité intellectuelle qui régna dans cette communauté monastique à la fin du XVII^e et au XVIII^e siècle. — M. BOYÉ lit un mémoire intitulé : Recherches sur l'apiculture en Lorraine du XV^e au XVIII^e siècle, et une étude sur les Coutumes du comté de Bitche, rédigées en 1571 et inédites. — A propos de la communication de M. Boyé, M. Louis MORIN donne quelques renseignements sur les abeilles et la cire au temps passé, dans la Champagne méridionale. — M. DE LAAGE DE MEUX lit une communication relative à un diplomate agriculteur au XVIII^e siècle, Louis-Gabriel du Buat. Orphelin de bonne heure et sans fortune, il avait été élevé par un certain abbé de Roquette, de Paris, qui était commandataire de l'abbaye de Saint-Himor au diocèse de Lisieux, pays d'origine du jeune gentilhomme, et qui l'avait recommandé au célèbre chevalier de Folard, toujours prêt à aider de ses deniers ceux qui désiraient vraiment se faire une carrière par leur travail. Ayant représenté la France en Allemagne, à Ratisbonne et Munich, M. du Buat épousa à Paderborn une riche héritière, avec la fortune de laquelle il acheta à Sologne la belle terre de Nançay. — M. DE CHARENCEY étudie deux dialectes est-altaïques, le manègre et le yak. — M. CLAUZEL communique un mémoire sur Fabre d'Eglantine à Nîmes en 1785. — M. Louis MORIN lit un mémoire sur le théâtre à Troyes aux XVII^e et XVIII^e siècles. — Le lieutenant Charles DENIS étudie la biographie de Jacques de Choiseul, comte de Stainville, maréchal de France (1727-1789). — M. HENRY communique une étude sur l'enseignement primaire à Lunéville de 1575 à la Révolution. — M. Louis DE SARRAN D'ALLARD et M. Paul PELLOT présentent en collaboration une notice épigraphique et généalogique sur la famille de Saint-Maurice, famille qui remonte à Eutrope de Saint-Maurice, né en 1605, mort en 1675. — M. VUCHEUX donne lecture d'une étude sur les manuscrits de Bernardin de Saint-Pierre conservés au Havre. — M. COQUELLE lit un mémoire sur la mission du général Maillebois en Hollande en 1785-1787. — M. BAGUENAUT DE PUCHESSE lit un travail, fait d'après des documents inédits de la Bibliothèque nationale, sur les rapports de Henri III, roi de France, avec le grand prince corsaire Charles III, son beau-frère, à l'occasion de l'invasion des reîtres allemands venus en 1587 au secours des huguenots. M. Piister ajoute que

cette expédition a eu pour l'histoire de Nancy une importance considérable; à l'approche des reîtres, le duc Charles III entoura les faubourgs de Nancy d'un mur d'enceinte, puis, dans l'intérieur de ces remparts, construisit une nouvelle ville, et ce fut l'origine de la ville neuve de Nancy. — M. Jules BAUDOT communique un travail sur Robert, dernier comte et premier duc de Bar. Cette étude établit la parenté et l'alliance intime des Valois et des ducs de Bar, et elle constitue, par ce fait, une réponse aux auteurs qui présentent ladite province comme étrangère à la France à la fin du xiv^e et au commencement du xv^e siècle. Au cours de cette lecture, M. Jules Baudot communique à la réunion quelques passages de son étude sur *Mélusine*, roman composé par Jehan d'Arras pour Marie de France, l'épouse du duc Robert de Bar, sur lequel, dit-il, on a beaucoup erré, aucun des commentateurs ne s'étant placé au point de vue barrois, et dont il croit avoir trouvé la véritable clef. — M. JADART étudie les anciens registres paroissiaux dans les arrondissements de Reims (Marne) et de Rethel (Ardennes). — M. MASSEREAU lit une Étude historique et analytique sur les registres paroissiaux de son canton, renfermant autrefois quinze paroisses. — M. l'abbé JÉLIET résume l'histoire du comte Henri I^{er}, comte de Bar, 1169-1196. — Dans une communication intitulée : « Situation des esprits dans les trois diocèses de Toul, de Nancy et de Saint-Dié à la fin de l'ancien régime, chapitre détaché d'une Histoire des diocèses de Toul, de Nancy et de Saint-Dié » en cours de publication, M. l'abbé MARTIN étudie la situation des clergés séculier et régulier, de la noblesse, de la bourgeoisie et du peuple dans la Lorraine, le Barrois et les terres des évêchés à la veille de la Révolution. — M. l'abbé SABARTHÈS lit un mémoire sur l'origine des noms de lieux de l'Aude. Ce travail est un chapitre de son Dictionnaire topographique (en préparation). — La Frontière d'empire au moyen âge dans l'Argonne et l'Ardenne est étudiée par M. COLLINET, qui apporte quelques rectifications aux limites telles que les a tracées M. Longnon. — MM. COZETTE et LECLÈRE présentent un travail sur l'instruction publique à Noyon avant 1789. — M. Jules ALLAIN, de Galluis (Seine-et-Oise), communique quelques observations sur François Quesnay, membre de l'Académie des sciences, fondateur de l'économie rurale. — M. LEBEL détermine les stations de la voie romaine de Langres à Toul; il identifie *Solimariaca* avec le village de Somméricourt et le distingue de *Solicia* (Soulosse). — M. FLEURY communique un mémoire sur le rôle d'un commissaire du Directoire exécutif près d'une administration municipale de canton. Ce commissaire, qui ne devait, d'après la constitution de l'an III, avoir qu'une action de vérification de l'exécution des lois, avait en fait un rôle actif souvent prépondérant et en opposition avec celui du président de l'administration cantonale. — M. Charles GUYOT étudie le Gouvernement révolutionnaire à Mirecourt pendant la Convention et l'Administration municipale à Mirecourt pendant le Directoire. — M. BLOSSIER communique au Congrès des notes sur : 1^o les Conséquences à Honfleur de la journée du 20 juin 1792; 2^o la Résistance de

Honfleur au fédéralisme; 3^e le Rôle du commissaire du Directoire exécutif auprès de la municipalité de Honfleur. — MM. COZETTE et LECLÈRE ont adressé un travail dans lequel ils ont cherché à mettre en relief, d'après les registres municipaux, l'action produite à Noyon à l'égard de la noblesse et du clergé par les événements de la première période révolutionnaire (1789-1796). — M. LETORT fait le récit des perquisitions opérées de 1815 à 1818 dans les départements de la Meuse et de la Marne, dans le but d'arrêter Drouet, qui, en sa qualité d'ancien conventionnel régicide, tombait sous le coup de la loi dite d'amnistie. Ces perquisitions, mal dirigées, n'aboutirent qu'au ridicule; c'est seulement après la mort de Drouet, en 1824, que le mystère de ses retraites fut éclairci. — M. GALLAND étudie les Sociétés populaires de Laval et de Mayenne (1791-1795). — M. Alexandre SOREL envoie un travail intitulé : « Etat des dépenses du duc de Bourgogne au siège de Compiègne pendant le mois de mai 1430, lors de la prise de Jeanne d'Arc, » d'après des documents inédits.

Section de géographie historique et descriptive. — M. HAILLANT communique un travail sur la transcription en russe des mots français et principalement des noms géographiques, des prénoms et des noms patronymiques des Vosges. — M. CHAVANON communique un mémoire intitulé : « Documents inédits sur Calais avant 1300. » Il y rappelle les faits historiques relatifs au port naturel de Petresse (Saint-Pierre-lès-Calais), à la naissance de la ville, qui date de la charte de commune que lui donna Mathieu d'Alsace avant 1173, aux débats qui s'élèvent entre les pêcheurs calaisiens et l'abbaye de Saint-Bertin sur les dîmes que ces derniers voudraient prélever sur la « moisson de la mer, » aux embarquements et débarquements dont le nouveau port est témoin. — M. J. THOULET présente les dernières feuilles parues de son Atlas lithologique des fonds de la mer. — M. Pierre BOYÉ communique une étude sur les hautes chaumes des Vosges et les voyageurs qui ont visité ces territoires jusqu'à la fin du XVIII^e siècle. — M. Auguste CHAUVIGNÉ communique un Plan de Tours de 1751, par Estienne Fouquet. Le plus grand intérêt de cette pièce unique réside dans une légende qui détaille les treize justices qui se partageaient la ville. — M. P. DURAND-LAPIE raconte le passage du Mont-Cenis en 1800, traversée d'Italie en France faite par un imprimeur de Montauban libéré du service militaire après la bataille de Marengo, Armand Fontanel. — M. le Dr HAMY, de l'Institut, présente un certain nombre de documents inédits relatifs aux expéditions des Français en Floride sous le règne de Charles IX : reproduction d'une miniature de Lemoyne de Morges, peintre et topographe du voyage de Laudonnière (1564); pièces de comptabilité de l'artillerie se rapportant à l'armement de la flotte de Jean Ribault en 1565; renseignements sur la famille de ce dernier marin; enfin, pièces concernant un deuxième voyage de Laudonnière entièrement inconnu, qui eut lieu en 1570. M. Hamy se propose d'utiliser tout cet ensemble de renseignements inédits pour une édition définitive des voyages des Français en Floride de 1562 à 1570.

— M. SAINT-YVES a envoyé des notes pour servir à la biographie de quelques marins et voyageurs du XVII^e siècle. — M. Ch. GUYOT communique le résultat de ses recherches sur l'histoire de la forêt de Darney (Vosges). — M. Auguste PAWLOWSKI lit un mémoire sur le golfe du Poitou à travers les âges. — M. Ch. DUFFART communique un mémoire sur le lac de Lacanau en 1700 et en 1900. — M. FAUVEL envoie une Histoire des îles Seychelles sous la domination française. — M. G. MUSSET en adresse un autre sur un voyage à la Louisiane et la fondation de la Nouvelle-Orléans. — M. G. DE SAINT-YVES étudie la perte du Canada et les papiers de Dumas (1760) et les Antilles françaises au XVIII^e siècle et l'intendant Patoulet. — M. H. FROIDEVAUX lit un mémoire intitulé Jacques Pelay et l'exploitation des mines d'or du Bambouk par la Compagnie des Indes (1730-1732). — M. J. BEAUPRÉ donne lecture d'un mémoire sur la répartition des stations préromaines, gallo-romaines, mérovingiennes, à la surface du département de Meurthe-et-Moselle, d'après les documents les plus récents. — M. DANNREUTHER étudie la forêt de Passavant (Haute-Saône); il y fait connaître notamment une lettre très intéressante de Nicolas Pithon au sujet d'une rectification de frontières entre la France et la Lorraine au XVI^e siècle. — M. JADART lit une notice sur les limites anciennes du Rémois et du Laonnais.

Section des sciences économiques et sociales. — M. BUISSON étudie quelle a été dans les trois premiers siècles de notre ère l'influence du christianisme sur la croyance aux miracles; M. DE SAINT-GENIS les cahiers de doléances du tiers état en 1789 (commune de Saulieu); M. AUSSET l'enseignement public dans deux communes rurales des Cévennes à la fin du XVII^e siècle. MM. BÉNÉTRIX et CALCAT transmettent un mémoire sur l'École centrale d'Auch.

Dans la *Section d'archéologie*, nous signalerons seulement quelques aperçus de M. DEMAISON sur l'histoire de la construction de la cathédrale de Reims, et un mémoire de M. Albert MARTIN sur les armes défensives du guerrier à l'époque homérique.

— Notre collaborateur, M. Auguste MOLINIER, a mis sous presse le t. I d'un très détaillé *Manuel de bibliographie historique*, ou Répertoire des sources relatives à l'histoire de France pendant le moyen âge (A. Picard). Ce premier volume, consacré aux époques mérovingienne et carolingienne, et qui comprendra environ vingt feuilles, paraîtra avant la fin de la présente année. Un examen rapide de la partie déjà imprimée fait augurer très favorablement de cette œuvre, qui fera époque dans l'histoire de l'érudition française. — M. Molinier vient également de terminer la *Correspondance administrative d'Alfonse de Poitiers (Collection des documents inédits, t. II, lxxxj-792 p. in-4°)*. Ce vol. contient la fin du 2^e registre : lettres des sénéchaussées de Toulouse, Agen et Quercy, Rouergue, Venaissin de 1269-1270; le texte des 3^e, 4^e et 5^e registres; enfin, un appendice. Le nombre des pièces publiées s'élève à 2,121. Dans l'introduction, M. Auguste Molinier, après avoir exposé les

sources d'où est tirée la correspondance d'Alfonse, fait ressortir ce que ces documents nous apprennent de nouveau sur le gouvernement personnel du frère de saint Louis. C'est un excellent chapitre de l'histoire des institutions françaises où l'auteur rectifie plus d'une fois les observations imparfaites, les conclusions superficielles ou confuses de Boutaric; il complète très heureusement le tableau des institutions du Languedoc qu'il avait donné précédemment dans la nouvelle édition de dom Vaissete.

— Dans le *Bulletin de la Société littéraire et historique de la Brie* (t. III, fasc. 1), M. Georges GASSIES a publié le texte de la charte de coutumes (en latin) qui a été donnée à Meaux en 1179, avec celui de la confirmation (en français) de 1222 (*les Chartes de la commune de Meaux*. Meaux, impr. Hurtel et Bachy, 1900, 59 p.).

— M. A. HOUTIN vient de publier dans la *Province du Maine* (1900) un long mémoire de lecture intéressante sur la *Controverse de l'apostolicité des églises de France au XIX^e siècle*; l'auteur montre comment, principalement sous l'influence de l'ordre de Saint-Benoît, s'est produite en France depuis environ cinquante ans une réaction contre les saines idées de l'école historique. Cette réaction n'a pas d'ailleurs été inutile : elle a obligé les historiens à renouveler leurs arguments et à changer de tactique, et la science n'y a rien perdu. Mais n'est-il pas triste de voir la majeure partie du clergé français adopter de nouveau ces incohérentes légendes et traiter les meilleurs représentants des études d'histoire religieuse en parias et en suspects? La lutte n'est pas finie, car l'école légendaire a pour elle le nombre, sinon la science, et elle est hautement soutenue par l'autorité supérieure.

— Mabillon avait mentionné jadis un long poème de saint Eudes, abbé de Cluny († 943), intitulé *Occupatio*; le manuscrit consulté par lui est aujourd'hui à la bibliothèque de l'Arsenal, et M. Swoboda vient d'en imprimer le contenu (Leipzig, Teubner, 1900, in-8°). Mais ce manuscrit (le fait avait échappé au savant bénédictin) était incomplet; M. Swoboda a retrouvé les feuillets manquants dans un volume de la bibliothèque Sainte-Geneviève. L'ouvrage comptait donc sept livres et non pas seulement quatre. C'est, sous une forme passablement abrupte et obscure, une histoire de l'Ancien et du Nouveau Testament, pleine de réflexions mystiques et d'allégories. Les œuvres en vers sont assez rares au x^e siècle, le nom de l'auteur est célèbre; l'ouvrage méritait donc d'être publié. Ajoutons qu'un des livres retrouvés par M. Swoboda, le septième, renferme une satire extrêmement violente des mœurs du temps de l'auteur, et on peut y relever certains traits curieux. Pour conclure, publication beaucoup plus intéressante que ne semblait le promettre le titre.

— M. Félix PASQUIER a terminé dans le *Bulletin de la Société archéologique de Béziers* la publication des curieux documents concernant Boussagues (Hérault), annoncée précédemment; on peut y noter un

pariage de l'an 1233, avec l'abbé de Villemagne; l'élection de syndics à Boussagues en 1364, etc. L'acte le plus récent date de 1392. — Dans le même *Bulletin*, on doit signaler une étude de M. L. NOGUIER sur le cloître de Saint-Nazaire à Béziers, lequel date, semble-t-il, du xiv^e siècle; l'auteur reproduit quelques-uns des chapiteaux des colonnes, la plupart satiriques et monstrueux.

— La *Bibliothèque de la Faculté de philosophie et lettres de l'Université de Liège* publie des dissertations et des mémoires de critique; elle compte déjà dix fascicules parus ou prêts à paraître (Bruxelles, Société belge de librairie, in-8°). Le cinquième, œuvre de MM. A. DELESCLUSE et D. BROUWERS, renferme un catalogue critique des actes d'Henri de Gueldre, prince-évêque de Liège (nommé en 1247, déposé en 1274 par le Saint-Siège et tué en 1285, après onze ans de brigandages). C'est un recueil de haute valeur pour connaître la situation du pays liégeois au temps de l'inter règne. Henri de Gueldre fut un homme actif, mais de mœurs peu apostoliques, et qui prit moins au sérieux ses devoirs de pasteur que ses droits de prince laïque. A la suite de l'analyse des actes retrouvés, au nombre de 423, les auteurs ont imprimé le texte intégral de 157 pièces inédites jusqu'à eux.

— M. J. ANGLADE avait communiqué au congrès des Sociétés savantes en 1899 une *Notice sur un livre de comptes de l'église de Fournès (Aude)*; il vient de la publier dans la *Revue des langues romanes*. Ce registre, commencé en 1504, a été utilisé jusqu'en 1842, et on peut y étudier le lent travail de substitution du français au provençal; dès 1572, la langue du nord apparaît dans quelques phrases, et son influence ne va faire que s'accroître; mais le français, encore incorrect, ne l'emportera définitivement qu'au xviii^e siècle, et il se glissera toujours dans le texte des mots patois. La région de l'Aude, il est vrai, est une de celles où la langue méridionale a le plus longtemps résisté à l'invasion.

— Chacun connaît l'odieuse persécution dont Port-Royal fut victime sous Louis XIV et comment la célèbre abbaye fut détruite en 1709; on sait moins que cet acte indigne avait été précédé de scènes toutes semblables à Toulouse: dès 1686, on avait dispersé avec une extraordinaire brutalité l'Institut des Filles de l'Enfance, créé par M^{me} de Moudonville, et le rôle joué dans cette occasion par le jésuite La Chaise, gouverneur de la conscience du roi très chrétien, fut particulièrement répugnant. M. H. JAUDON, avocat général de la cour à Toulouse, avait pris cet épisode de l'histoire toulousaine pour sujet d'un discours de rentrée, prononcé le 16 octobre 1900, et vient de publier son travail sous le titre de: *Port-Royal à Toulouse et le jansénisme au Parlement* (Toulouse, Lagarde et Sébille, 1900, in-8°). C'est un fort intéressant morceau d'histoire, de ton élevé, bien fouillé et infiniment supérieur à la plupart des productions oratoires de cette catégorie.

— M. l'abbé UZUREAU a publié dans l'*Anjou historique* (1901) quelques détails intéressants sur les anciens collèges du pays à la fin du

xviii^e siècle, pour la plupart empruntés aux journaux locaux du temps. — Le même a donné à la *Revue historique et archéologique du Maine* une note sur une question de préséance entre les évêques du Mans et d'Angers (1699); lors d'un concile tenu dans la province de Tours, touchant les *Maximes des saints* de Fénelon, il y eut dispute pour l'ordre de séance des évêques suffragants, chacun alléguant une foule de textes historiques; la question ne fut point décidée. — Les mémoires de François Grandet, maire d'Angers, publiés par le même dans l'*Anjou historique*, ne manquent pas d'intérêt; ce Grandet vivait à la fin du xvii^e siècle, et ses mémoires entrent dans quelques détails sur les querelles entre Jésuites et Jansénistes, à Angers, sur les derniers jours de l'évêque Henri Arnaud, l'établissement de l'Académie, enfin, l'octroi de la robe rouge aux conseillers du présidial. Grandet était fort hostile aux Jansénistes et alla intriguer contre eux à la cour; il réussit dans ses efforts, grâce à l'heureuse intervention de M^{me} de Montespan, que sa haute moralité désignait d'avance pour décider des questions de discipline ecclésiastique.

— M. MARION, professeur à la Faculté des lettres de Bordeaux, vient de publier au t. XXXV des *Archives historiques de la Gironde* (Bordeaux, Gounouilhau) les cahiers de doléances rédigés en 1789 par les paroisses des cantons actuels de Castillon et de Sainte-Foy. La lecture en est curieuse; la plupart des vœux exprimés n'ont rien que de légitime et pourraient être renouvelés aujourd'hui après un siècle entier d'efforts. On peut recommander la lecture de cette prose, œuvre de quelques paysans obscurs, à ceux qui, trop confiants dans les assertions de Taine, ne voient dans la Révolution tout entière qu'une convulsion inexplicable. Si les privilégiés d'antan avaient apporté moins d'apreté à la défense d'abus injustifiables, la secousse aurait sans doute été moins violente.

— Un ancien officier supérieur de la marine, M. B. GIRARD, a eu la très heureuse pensée de consacrer deux volumes à la *Vendée maritime*, l'*Aunis* et la *Saintonge maritimes*. On y trouvera des notices sur chacune des cent cinquante-sept communes maritimes de la Charente-Inférieure, à chacun des quarante-six ports du département. Documents historiques, géographiques, hydrographiques, économiques, administratifs sont groupés et résumés avec autant de science que de conscience, en excellent style, et l'*Aunis* et la *Saintonge maritimes* est appelé au même succès que la *Bretagne* et la *Normandie maritimes* du même auteur. La Société de géographie de Bordeaux vient de lui conférer une de ses médailles.

— M. Émile GARNAUT termine en ce moment une galerie de tous les directeurs de l'ancienne Chambre de commerce de la Rochelle et de tous les présidents de la Chambre depuis la Révolution jusqu'à nos jours, et il intercale de nouveaux documents inédits dans les deux introductions de ce livre.

— Les *Instructions de Victor-Amédée II sur le gouvernement de son duché de Savoie en 1724*, publiées par M. Max BRUCHET (extrait du *Bull. hist. et philol.* de 1900), ont été adressées au gouverneur Charles des Lances, frère naturel du roi. C'est l'établissement définitif de la centralisation et de l'absolutisme en Savoie.

— Les *Bâtards de la maison de France*, par M. le marquis DE BEL-LEVAL (Paris, Vivien, 1901, in-8°, 283 p.), nous permettent de suivre jusqu'à leur disparition toutes les branches illégitimes qui se rattachent à la lignée capétienne, de France, de Naples, de Bourgogne, même de Bretagne et de Courtenay, sans oublier les bâtards de ces bâtards. Un index serait nécessaire pour se reconnaître au milieu de cette foule. Pourquoi s'étonner (p. 15) que Louis XI ait pu, né en 1423, être père d'une fille déjà mariée en 1460? Aux rois tout est précoce. Ne pas parler (p. 17) du « sage Charles VIII. » P. 146-150, une bonne discussion des prétentions des Bourbon-Busset à la légitimité.

— M. le lieutenant G. DE VERZEL publie chez Berger-Levrault des *Tableaux d'histoire militaire (1643-1898)* qui rendront des services aux candidats aux écoles (pourquoi les expéditions coloniales sont-elles figurées en bloc et à part? L'inconvénient est sérieux, par exemple, pour la campagne du Tonkin).

— M. Paul S. REINSCH, dans un article de l'*American historical Review* (avril 1901, tirage à part), intitulé : *French experience with representative government in the West Indies*, constate l'échec de la politique d'assimilation aux Antilles françaises, spécialement à la Martinique.

— Dans une thèse pour le doctorat ès lettres présentée à l'Université de Paris (*Dupleix; ses plans politiques, sa disgrâce*. Hachette, xvi-376 p.), M. Prosper CULTRU s'est proposé de démontrer que Dupleix n'eut pas dès les premières années de son service à la Compagnie des Indes les visées politiques dont on lui a fait gloire. La Compagnie n'avait pas de politique; elle ne songeait qu'à faire le commerce, non à étendre sa domination sur le pays, et, jusqu'à 1749, Dupleix n'eut pas d'autre ambition. Son intervention armée dans les affaires du Dekhan n'a d'abord été pour lui qu'une bonne affaire; c'est peu à peu qu'il fut amené à penser que les clients qui étaient venus se donner à lui pourraient devenir des instruments pour dominer une partie de l'Inde; mais ce n'est pas avant 1753 que ses idées se précisèrent et qu'il eut enfin un plan arrêté, c'est-à-dire au moment même où la Compagnie, effrayée par le revers de Trichanopoli et mal renseignée par Dupleix lui-même, le rappelait en France. Cette thèse, appuyée sur un grand nombre de documents inédits, sur la correspondance de Dupleix lui-même, est une sorte de réfutation de l'ouvrage publié, il y a vingt ans, par T. Hamont. Elle a été accueillie avec faveur par la Faculté, qui a décerné à son auteur la mention très honorable.

— M. F. PUAUX a réuni en volume ses *Chroniques mensuelles de la*

Revue chrétienne de 1891 à 1897. On y trouvera appréciés avec une grande élévation de vues les principaux événements de l'histoire politique et religieuse de ces dernières années.

— Une adaptation française du remarquable ouvrage de J. E. C. BONLEY, *la France, étude historique et critique sur les institutions politiques de la France un siècle après la Révolution*, dont nous avons rendu compte dans notre dernier numéro, a paru chez A. Guillaumin (1 vol. in-8° raisin. Prix : 8 fr.).

— La *Géographie*, manuel des candidats à l'École navale, par M. HAUSER (Nony), donne en 320 petites pages une idée juste et claire des principales races, des grands États et des voies internationales de communication; c'est un bon tableau de la vie politique et économique telle qu'elle est à l'heure actuelle répartie sur le globe.

— Le *Catalogue général des imprimés de la Bibliothèque nationale* est décidément en train; après quelques tâtonnements dont personne ne saurait s'étonner ni faire un reproche au personnel de la grande maison de la rue Richelieu, on a définitivement arrêté la forme des notices qui doivent figurer dans ce catalogue; enfin, l'impression se poursuit avec une activité régulière qui est un gage très sérieux de succès. Actuellement, dans la série des auteurs, cinq volumes sont prêts (de A à Azoni). L'administration assure qu'elle pourra livrer quatre volumes au moins chaque année.

— Les lecteurs de langue anglaise trouveront un excellent résumé de l'histoire moderne de la France dans les deux volumes que M. A.-J. GRANT a écrits pour la *Cambridge historical series* (*The French monarchy, 1483-1789*, deux volumes, dont le premier s'arrête à 1660, de vi-305 et 314 p.). Il a tiré un fort bon parti des historiens français qu'il a consultés. L'ouvrage est écrit d'un ton sympathique, met très bien en lumière le rôle particulier joué par la France en Europe et fait voir dans la Révolution moins une rupture complète avec le passé qu'une crise nécessaire. Des cartes (carte I, lisez 1659 pour 1689), des tableaux généalogiques, un index et une bibliographie sommaire.

Belgique. — Le jury chargé de décerner le prix quinquennal d'histoire nationale a proposé au gouvernement de doubler le prix et de l'attribuer *ex æquo* à l'*Histoire de Belgique* de notre collaborateur M. H. PIRENNE (voir *Rev. hist.*, LXX, 225) et à l'ouvrage de M. le chevalier Camille DE BORMAN : *les Échevins de la souveraine justice de Liège*. Il y avait dans ce sens un précédent. En 1886, le prix d'histoire générale avait été porté de 5,000 à 10,000 francs et partagé entre F.-A. GEVAERT, pour son *Histoire de la musique dans l'antiquité*, et feu P. WILLEMS, pour son étude sur le *Sénat romain*. Cette fois, le ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique ne s'est pas rallié aux propositions du jury et a déclaré que le prix ne pouvait être ni doublé ni partagé. Après une nouvelle délibération, le prix quinquennal a été définitivement décerné à M. H. PIRENNE.

— Dans sa séance du 6 mai 1901, l'Académie royale de Belgique (classe des lettres) a décerné des médailles d'or à M. l'abbé S. BALAU, pour son mémoire sur les *Sources de l'histoire du pays de Liège au moyen âge*, et à M. F. MASOIN, pour son *Histoire de la littérature française en Belgique de 1815 à 1830*. — Le prix Anton Bergman, d'une valeur de 3,000 francs, a été accordé à M. H. VAN DER LINDEN pour sa *Geschiedenis der stad Leuven* (voir *Rev. hist.*, LXXII, 455).

— L'Académie royale de Belgique a décerné le prix de Stassart à MM. V. CHAUVIN et A. RÖRSCH, pour leur *Étude sur la vie et les travaux de Nicolas Clénard* (Cleynaerts, 1494-1542; t. LX des *Mém. couronnés*, coll. in-8°, 203 p.). — La biographie du savant orientaliste belge avait déjà été esquissée par Thonissen et Nève; nous possédons aujourd'hui un travail approfondi qui met complètement en lumière le rôle important de Clénard dans le mouvement intellectuel du xvr^e siècle. Le mémoire de MM. Chauvin et Rörsch traite successivement de la vie du personnage, de ses grammaires grecque et latine, de ses études orientales, de ses lettres et poésies, et se termine par des appendices bibliographiques abondamment fournis. C'est une œuvre puisée aux sources, bien documentée, très claire et très intéressante.

— M. G. DES MAREZ, archiviste adjoint de la ville de Bruxelles, déjà connu par d'importants travaux d'histoire économique, notamment par son beau livre sur la propriété foncière en Flandre (voir *Rev. hist.*, LXVIII, 437), vient de faire paraître dans les Mémoires couronnés de l'Académie royale de Belgique (coll. in-8°, t. LX, 292 p.) une étude considérable sur la *Lettre de foire à Ypres au XIII^e siècle*. La lettre de foire était à peine connue jusqu'à ce jour. Une visite aux archives de la ville d'Ypres fit découvrir à M. des Marez une collection d'environ huit mille pièces, toutes du xiii^e siècle. C'était une mine inépuisable de renseignements sur l'activité commerciale d'une de nos plus belles cités. Née au moyen âge avec les foires qui réunirent périodiquement les marchands de toutes les nationalités, la lettre de foire eut pendant toute la durée de la période médiévale une importance très grande. Mais, le moyen âge fini, elle sombre avec lui; les foires de Flandres et de Champagne fermées ou expirantes, elle cesse d'avoir sa raison d'être et disparaît avec elles. Les temps modernes s'ouvrent avec d'autres nécessités économiques. Désormais à des besoins nouveaux doit s'approprier une institution plus perfectionnée et plus rigoureusement commerciale. La lettre de change est toute désignée. Depuis sa première et timide apparition dans le Midi, vers 1200, elle n'a cessé de grandir jusqu'au moment où, au xv^e siècle, elle apparaît constituée de toutes pièces et succède dans les marchés du Nord aux formes vieilles du crédit médiéval. Nous consacrerons à cet ouvrage original et hautement suggestif un compte-rendu spécial.

— M. A. HOCQUET, archiviste de la ville de Tournai, a édité avec soin cinquante-sept documents relatifs à la conquête de Tournai par

les Anglais en 1513, et il a fait précéder cette publication d'une notice historique pleine d'intérêt (*Tournai et l'occupation anglaise, 1513-1519*; tiré à part des *Annales de la Société historique et archéologique de Tournai*, nouvelle série, V, 302-464). L'histoire économique n'a pas été négligée, et nous y trouvons sur la situation de la ville après la conquête une foule de renseignements tout à fait neufs et bien groupés.

Allemagne. — Le Dr Ernest SACKUR, professeur à l'Université de Strasbourg, collaborateur des *Monumenta Germaniae*, est mort le 5 avril dernier. Son principal ouvrage se rapporte à l'histoire de l'ordre de Cluni jusqu'au milieu du XI^e siècle.

— Le Dr W. JUDEICH a été nommé professeur ordinaire pour l'histoire ancienne à l'Université d'Erlangen.

— La vingt-septième séance plénière annuelle du comité directeur des *Monumenta Germaniae historica* s'est tenue à Berlin le 25 avril. Dans le précédent exercice ont été publiés les ouvrages suivants : 1^{re} section des *Scriptores* : *Deutsche Chroniken*, t. III, 2^e partie (œuvres de Jansen Enikel, publiées par STRAUCH; fin). 2^e section des *Diplomata* : *Joh. Codagnelli Annales Placentini*, publiés par HOLDER-EGGER (réédition très améliorée du texte déjà publié dans le t. XVIII et reconnu insuffisant) et *Diplomata regum et imperatorum Germaniae*, t. III, 1^{re} partie (*Heinrici II et Arduini Diplomata*, éd. par BRESSLAU). — Pour finir la section des *Auctores antiquissimi*, il ne manque plus que le t. XIV; la première partie comprendra les poésies de Mérobaude, de Dracontius et d'Eugène de Tolède. — Dans la section des *Scriptores*, le t. IV, consacré aux vies de saints mérovingiens, progresse avec régularité; on a mis sous presse le t. XXXI, consacré aux chroniques italiennes. — Dans la section des *Leges* l'édition des *Leges Visigothorum* de ZEUMER sera terminée dans le courant de la présente année. Le Dr WERMINGHOFF prépare une édition des actes des conciles de 742 à 843. Du recueil des diplômes carolingiens préparé par MUEHLBACHER, 25 feuilles sont déjà tirées; il faudra un an encore pour le terminer. L'édition des œuvres de Hrotsvitha de Gandersheim est achevée; il ne reste plus qu'à imprimer les tables, qui seront très considérables.

— M. ERNST BERNHEIM, professeur à l'Université de Greifswald, a élaboré un plan d'études pour l'enseignement supérieur de l'histoire. Il y examine en particulier la question des travaux pratiques à faire faire par les étudiants, soit au début soit plus tard. Il donne en appendice un certain nombre de travaux qui peuvent être faits par des commençants.

— Le *Compte-rendu du V^e congrès scientifique international des catholiques* tenu à Munich du 24 au 28 septembre 1900 (*Akten des fünften internationalen Kongresses katholischer Gelehrten*. Munich, Herder, 1901, v-517 p. in-8^o) vient de paraître, rédigé en six langues : latin, allemand, anglais, italien, espagnol et français. En voici l'analyse; nous passons naturellement sous silence les discours d'apparat, qui n'ont guère d'autre but que de glorifier la « science catholique. » =

Partie générale : L. DUCHESNE. L'origine du Livre bleu (le Livre bleu est un dossier formé par le ministre des Affaires étrangères pour sa justification. Les plus anciens dossiers de ce genre que l'on possède sont fournis par l'histoire du christianisme : ce sont ceux de saint Cyprien, du Donatisme, de saint Athanase d'Alexandrie, de saint Hilaire de Poitiers, la collection conciliaire de Sabinus, le dossier des Investitures, etc.). — Baron DE HERTLING. Le christianisme et la philosophie grecque. — GIUS. TONIOLO. Les progrès des sciences sociales à la fin du XIX^e siècle. — G. HAGER. Histoire de l'art dans la Bavière ancienne. — Le P. GRISAR. Un vœu de la critique historique catholique (des dangers de l'« hyperconservatisme critique, » qui concerne surtout les erreurs traditionnelles maintes fois réfutées). = Séances (analyse très sommaire des mémoires lus; nous indiquerons seulement celles de la section d'histoire). — O. ROTTMANNER. Les écrits de saint Augustin; qu'il est indispensable, pour les utiliser, d'en déterminer la date exactement (ce que n'ont pas fait les éditeurs de Vienne). — CAUCHIE. L'abbaye de Saint-Blaise; de la part qu'elle a prise à l'historiographie du XVIII^e siècle. — Th. HENNER. Philippe de Hutten, « conquistador » allemand dans l'Amérique du Sud (de quelques lettres qui racontent les expéditions de cet aventurier, qui appartenait à la famille du célèbre Ulric, au Vénézuëla et aux embouchures de l'Orénoque, pendant les années 1538-1541). — EHS. Activité réformatrice sous le pape Paul III, avant le concile de Trente. — Dom U. BERLIÈRE. Les mss. de la règle de saint Benoît au Mont-Cassin. — Al. KNOEPFLER. Raban Maur et son « De institutione clericorum. » — B. SEPP. Sur la chronologie des quatre premiers synodes francs du VIII^e siècle. — P. FERET. Premières négociations de M. Cortois de Pressigny pour obtenir un nouveau Concordat, 1814-1815. — DEGERT. De quelques martyrologes inédits du midi de la France. — Fr. KAMPERS. Alexandre le Grand et l'idée de la monarchie universelle selon l'apocalyptique et la légende. — V. RÖHRICH. Ce que sont devenues les anciennes peuplades de la Prusse sous l'ordre Teutonique. — J. GAY. L'Apulie byzantine à la fin du X^e siècle et l'expédition de l'empereur germanique Otton II. — A. EHRRARD. Les mss. hagiographiques grecs de la Bibliothèque impériale de Vienne. — LINSSENMAYER. Les persécutions des chrétiens dans l'empire romain et l'historiographie moderne. — A. NUERNBERGER. Les vicariats pontificaux d'après les recherches de l'érudition. — H. SCHROERS. Un prétendu discours du pape Hadrien II au concile (voir plus haut, p. 431, l'analyse du *Historisches Jahrbuch*). — G. HUEFFER. Les écrits de saint Bernard sur la croisade. — P. BOURBON. Saint Louis et l'abbaye de Saint-Maurice-d'Againe. — W. GOTTLÖB. Les registres pontificaux et les sociétés de commerce d'Angelerius Solaficus et des Buonsignori. — J. HEIDEMANN. Clément IV et le vicariat impérial de Charles d'Anjou en Toscane. — Les sermons de saint Bonaventure. — A. DEMSKI. Le pape Nicolas III et le royaume d'Arles. — Fr. EHRELE. La chronica actitatio-

rum temporibus Benedicti papae XIII, de Martin d'Alpartil (cette chronique est intéressante pour l'histoire de l'antipape Pierre de Luna pendant les années 1396-1415). — JOS. SCHNITZER. P. Burlamacchi, biographe de Savonarole. — G. LINNEBORN. Tentatives de réformes dans les monastères westphaliens de l'ordre de Cîteaux, du xve siècle au xviii^e. — A. COLEMAN. La suppression des monastères en Irlande par Henri VIII. — Marquis MAC SWINEY DE MASHONAGLASS. Les roses d'or envoyées par les papes aux rois de Portugal au xvi^e siècle. — J. SCHEUFGEN. Les négociations relatives à la réunion de la Russie avec l'Église catholique sous Ivan le Terrible. — A. PIEPER. Fondation et première organisation de la congrégation de la Propagande, 1622. — En dehors de la section d'histoire, sept autres avaient été organisées pour les études religieuses, la philosophie, les sciences juridiques et sociales, l'histoire de l'art et de la civilisation, l'Orient, les sciences auxiliaires (philologie, archéologie, épigraphie), les mathématiques et l'histoire naturelle.

— Des célèbres *Tableaux du passé allemand* (pourquoi traduire par *germanique* ?) M. Aimé MERCIER a eu l'heureuse idée d'extraire les pages qui peignent le *Peuple allemand à l'époque de la guerre de Trente ans* (Paris, Plon, 1901, in-8°, xi-352 p.).

Autriche-Hongrie. — Le Dr Ludwig PASTOR, professeur d'histoire générale à Innsbruck, a été nommé directeur de l'Institut autrichien des études historiques à Rome.

— La Commission autrichienne, constituée récemment pour l'édition de documents relatifs à l'histoire moderne, a, sur la proposition de ZWIEDINECK, entrepris la publication de la Correspondance du roi Ferdinand avec l'empereur Charles-Quint.

— Le sixième volume complémentaire (Ergänzungsband) des *Mittheilungen des Instituts für österreichische Geschichtsforschung* est un recueil de mémoires réunis, sous la direction d'E. Mühlbacher, pour fêter le cinquantième anniversaire du doctorat de Th. de Sickel. Les auteurs appartiennent exclusivement à l'empire austro-hongrois (Innsbruck, Wagner, 883 p., 1901). Voici l'analyse de ce gros volume : O. REDLICH. La *Notitia* et la *Carta* en droit germanique (étude l'histoire de la *Carta* sur le sol germanique et en particulier des diplômes royaux au xi^e et au xii^e siècle). — L.-M. HARTMANN. Les notaires des rois lombards. — E. VON OTTENTHAL. Remarques sur les diplômes des rois saxons pour Osnabrück. — K. UHLIRZ. Recherches sur l'histoire de l'empereur Otton II : 1^o expédition contre le roi de Danemark, Harald à la Dent bleue; 2^o le soulèvement bavarois de l'an 974; 3^o l'origine de la première dynastie autrichienne : les comtes Berthold et Liutpold étaient sans doute de la famille des Babenberg. — P. KEHR. *Scrinium* et *Palatium*; pour servir à l'histoire de la chancellerie pontificale au xi^e siècle. — H. STEINACKER. Le recueil des canons du cardinal Deusdedit (Cod. Vat. 3833) et les plus anciens « Libri canonum. » — H. VON VOL-

TENI. Traces du droit rhéto-romain en Tirol. — J. LAMPEL. Une source des Annales de Melk et d'Admont : la « Guerre de Saxe » de Bruns. — Fr. WILHELM. Le dialogue de Herbord concernant la vie d'Otton de Bamberg, l'apôtre de Poméranie; étude sur les mss. — Aug. von JAKSCH. Une généalogie de Spanheim de Carinthie et le « Liber traditionum » de Saint-Paul. — KAINDL. Les légendes des sept chefs hongrois; contribution à l'étude critique des chroniques hongroises. — L. von FEJERPATÁKY. Les diplômes du roi Béla III de Hongrie, 1172-1196 (organisation définitive de la chancellerie royale sous ce prince). — B. BRETHOLZ. Mocran et Mocran. Pour servir à la critique de la Bulle d'or de l'empereur Frédéric II pour la Moravie en 1212 (dans cette bulle, l'empereur concède au marquis de Moravie « *Mocran et Mocran cum omni jure et pertinenciis suis*; » au lieu de ces trois mots énigmatiques, il faut lire : « *Marchionatum Moraviae* »). — O. DOUBLIER. Des actes formels relatifs à l'admission dans le compagnonnage sous l'ancien droit norvégien. — K. KLAAR. Les deux seigneuries de Vogelwaid à Klausen; note sur la question relative à la patrie du poète Walther. — Th. SCHÖN. Les avoués (landvögte) impériaux dans la Haute et la Basse-Souabe jusqu'en 1486. — K. SCHALK. Les mouvements populaires et leur influence sur les institutions de la république florentine. — M. TANGL. Une négociation auprès des auditeurs de rote en 1323 (l'abbé de Fulda soumit à leur examen une bulle confirmant les privilèges de l'abbaye; ils l'approuvèrent, et cependant elle était faussée). — A. LUSCHIN VON EBENGREUTH. De la manière de compter les années et de l'indiction à Sienne (le style usuel était, non celui de Pise, mais celui de Florence; l'indiction y commençait à la fête de la Nativité, le 8 septembre). — J. LECHNER. Pour servir à l'histoire du roi Wenceslas, jusqu'en 1387 (son éducation; le plan de son expédition à Rome). — S. HERZBERG-FRÄNKEL. Les livres de fraternité et d'armoiries de Saint-Christophe sur l'Arlberg (avec deux planches de fac-similé). — Baron O. DE MITIS. Un registre des serments à la cour pontificale sous Martin V. — Fr. von KRONES. André Baumkircher et son rôle historique; sources et bibliographie. — Max VANCSA. Les plus anciennes déclarations d'impôts faites par les États provinciaux de l'Autriche, 1502. — W. ERBEN. Ordonnance réglant l'organisation militaire en Allemagne, xvi^e et xvii^e siècle. — Alois VELTZÉ. La garde urbaine de Vienne du xvi^e au xviii^e siècle. — J. ŠUSTA. Essai d'une réforme constitutionnelle dans les États de l'Église sous Paul IV. — S. STEINHERZ. Deux sermons de l'évêque Musso à Vienne en 1560. — V. BIBL. L'archiduc Ernest et la contre-Réforme dans la Basse-Autriche, 1576-1590. — J. LOSERTH. La contre-Réforme et la classe des seigneurs et des chevaliers dans l'Autriche intérieure. — A. STARZER. La remise du chapitre d'Eberndorf aux Jésuites. — H. FORST. Les troupes de l'empire d'Allemagne dans la guerre contre les Turcs en 1664. — Ed. WERTHEIMER. Le baron Hompesch et Joseph II (expose, d'après des documents inédits, le rôle joué en 1788-1789 par un des plus ardents adversaires

de Joseph II et de ses plans de centralisation). — O. CRISTE. La retraite du colonel comte Kinsky, du Vorarlberg en Bohême, nov. 1805. — A. KIENAST. Le feld-maréchal Benedek et le brevet de février 1861. — Fr. ZIMMERMANN. L'historiographie transylvanienne, surtout par rapport à la question de la colonisation. — K. SCHRAUF. Pour servir à l'histoire des archives de l'Université de Vienne. — Jul. von SCHLOSSER. Genèse des idées sur l'art au moyen âge. — Max DVOŘÁK. Influence byzantine sur la miniature italienne au XIV^e siècle. — Fr. WICKHOFF. Le buste en cire du musée Wicar à Lille. — H. ZIMMERMANN. La vraie date d'un portrait du Titien à la galerie impériale de peintures à Vienne. — E. RICHTER. Nouvelles explications sur l'Atlas historique des Alpes autrichiennes. — E. MUEHLBACHER. Le devoir de fidélité dans les diplômes de Charlemagne.

Pays-Bas. — L'examen des rapports de plus en plus tendus entre la République des Provinces-Unies et le roi d'Angleterre, depuis la Restauration de la maison des Stuarts en 1660, et des causes de la guerre de 1665 entre ces deux puissances, a été entrepris par M. JAPIKSE (*De verwikkelingen tusschen de Republiek en Engeland van 1660-1665*. Thèse de Leyde). C'est une œuvre solide, mais, il faut l'avouer, un peu longue; les recherches de l'auteur dans les archives de la Haye, de Londres et de Paris n'augmentent pas beaucoup l'état de nos connaissances sur ce sujet.

— M. HYLKEMA a consacré au mouvement religieux qui, surtout sous des formes mystiques, se manifesta aux Pays-Bas pendant la seconde moitié du XVII^e siècle, une étude intéressante intitulée : « Réformateurs. »

— Feu M. WIJNNE avait commencé en 1888 la publication des résolutions de la régence d'Utrecht, relatives à l'Université de cette ville. Cette publication, interrompue par la mort de l'auteur, a été continuée et achevée par M^{lle} Lucie Miedema, qui, de plus, dans une introduction détaillée, étudie d'une manière solide l'histoire de l'instruction à Utrecht jusqu'à 1636 (*Resolutien van de vroedschap van Utrecht betreffende de Academie*).

— Le t. IV du Catalogue de la collection des Pamphlets de la Bibliothèque royale à la Haye, publié par M. KNUITTEL, embrasse les années 1689-1713.

— Un discours sur feu M. FRUIN, prononcé par M. BLOK à l'Académie royale, a été tiré à part et augmenté d'une bibliographie de toutes les publications de M. Fruin, composée par M. PETIT. M. P.-L. MULLER a rendu hommage aux grands mérites de M. Fruin dans les rapports annuels de la *Maatschappij van Nederlansche Letterkunde* (1900). Une étude très remarquable sur le même savant vient de paraître : dans la première partie, l'auteur, M. KERNKAMP, fait la critique des articles que M. Byvanck a fait paraître dans le *Gids* sur M. Fruin (*Rev. hist.*, LXXII, 455); la seconde partie est consacrée à l'étude de ses œuvres.

Suisse. — Le Dr Hippolyte-J. Gosse, mort le 22 février dernier, dans sa soixante-septième année, professait la médecine légale à l'Université de Genève. L'esprit de recherche et d'investigation qu'il portait en toutes choses avait aussi fait de lui un archéologue passionné. On lui doit un certain nombre de publications relatives à l'archéologie préhistorique locale. Dans ses *Recherches sur quelques représentations du vase eucharistique* (Genève, 1894, in-4°) et dans ses *Souvenirs du Danemark* (Genève, 1895, in-8°), il s'était attaché à l'étude d'un problème qui le captivait entre tous, celui des origines et des transformations successives de l'ornementation irlandaise. Il faut encore citer son mémoire intitulé : *Contribution à l'étude des édifices qui ont précédé l'église de Saint-Pierre-ès-liens à Genève* (Publication de l'Association pour la restauration de Saint-Pierre, 3^e fasc. Genève, 1893, in-4°). La ville de Genève lui avait confié la direction de son musée archéologique et de sa salle des armures; Gosse a consacré au développement de ces collections beaucoup de sagacité et de dévouement.

— Durant la seconde moitié du XIX^e siècle, la Suisse a pris une part active aux recherches entreprises, un peu partout, sur l'époque préhistorique. M. le professeur J. HEIERLI, dont les travaux dans ce domaine sont justement appréciés, a réuni les résultats de ce mouvement scientifique, auquel les noms de Ferdinand Keller et de Frédéric Troyon resteront attachés, dans son « Histoire primitive de la Suisse » (*Urgeschichte der Schweiz*. Zurich, A. Muller, 1901, in-8°, xvi-453 p.). Ce volume, écrit avec une compétence et une méthode remarquables et enrichi d'illustrations bien faites, est destiné en même temps au public lettré et aux érudits. Ceux-ci regretteront sans doute que, pour ne pas grossir outre mesure le volume, l'auteur ait supprimé toute indication de sources; M. Heierli leur promet de remédier à cet inconvénient par la publication d'une carte archéologique de la Suisse, conçue sur le modèle de l'excellente carte archéologique du canton d'Argovie, due au même érudit.

— M. Rodolphe THOMMEN poursuit activement la publication du recueil des *Urkunden zur Schweizer Geschichte aus österreichischen Archiven*, qu'il édite pour la Société générale d'histoire suisse (voy. *Rev. hist.*, t. LXXII, p. 462). Le tome II comprend les années 1381 à 1410 (Bâle, Geering, 1900, in-4°, iv-551 p.); il contient 692 documents dont le plus grand nombre était inédit ou avait été publié d'une manière insuffisante.

— Sous le titre : *Die Zürcher Stadtbücher des XIV. und XV. Jahrhunderts*, la Société des antiquaires de Zurich a entrepris de publier un document d'une grande importance pour l'histoire du droit et de l'administration municipale pendant la dernière partie du moyen âge. Le tome II, qui vient de paraître par les soins de M. H. ZELLER-WERDMÜLLER (Leipzig, Hirzel, 1901, in-8°, vi-422 p.), contient le registre du conseil des Deux-Cents et le registre du Petit Conseil de Zurich pour

les années 1412 à 1428. Il ne faut pas chercher dans ces registres les procès-verbaux complets des séances des conseils ; le secrétaire de la Ville y insérait seulement le texte des lois et des décrets votés par les conseils et certaines décisions d'ordre administratif ou politique. Le présent volume fournit des renseignements intéressants sur la formation du territoire actuel du canton de Zurich et sur la part que prenait alors cette ville dans les affaires de la Confédération. Les travailleurs sauront gré à M. Zeller-Werdmüller des notes, d'une érudition très sûre, dont il a accompagné le texte des registres ; un index sera joint au tome III et dernier.

— Le tome I^{er} des *Registres du Conseil de Genève*, que M. Émile RIVOIRE vient de faire paraître (Genève, 1900, in-8°, ix-558 p., publié sous les auspices de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève), est une autre contribution précieuse à l'histoire des villes au xv^e siècle. Il reproduit intégralement les volumes I à IV de la collection des registres et s'étend aux années 1409 à 1461 ; il est à remarquer, toutefois, que, durant cette période, les registres présentent des lacunes considérables. Ces registres, écrits en latin jusqu'à la Réformation, renferment les procès-verbaux succincts des séances des différents conseils ; c'est dire qu'ils abondent en faits curieux pour l'historien, l'archéologue et le philologue. Afin de ne pas retarder indéfiniment l'impression d'un texte aussi étendu qu'est la collection des registres, l'éditeur s'est résolu à supprimer toute note ; il y supplée en partie par un bon index des noms de personnes et de lieux et des principales matières. Il faut espérer que cette importante publication sera poursuivie sans retard, avec le même soin et la même exactitude, car elle peut seule donner une base solide et définitive à l'histoire de la communauté genevoise pendant la période mouvementée qui a précédé l'établissement de la Réforme.

— Le traité *Du droit des magistrats sur leurs sujets*, qui parut en 1574, deux ans après la Saint-Barthélemy, occupe une place importante dans la littérature politique protestante du xvi^e siècle. Jusqu'ici, les historiens n'avaient pas réussi à se mettre d'accord sur le nom de l'auteur de cet écrit. A l'aide de trois passages du registre du Conseil de Genève de l'année 1573, M. Alfred CARTIER a pu établir, d'une manière péremptoire, que cet auteur est Théodore de Bèze. Il a étudié les circonstances dans lesquelles ce traité a été rédigé et l'influence des thèses soutenues avec tant de hardiesse par le chef des églises réformées de France (*Bulletin de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève*, t. II, livr. 4. Tiré à part, Genève, Jullien, 1900, in-8°, 20 p.).

Grande-Bretagne. — Le très honorable évêque d'Oxford, William STUBBS, est mort le 23 avril dernier à l'âge de soixante-seize ans. Avec lui, l'Angleterre perd le plus érudit de ses grands historiens.

Il était né le 21 juin 1825 à Knaresborough (York), dans cette région septentrionale de l'Angleterre qui, depuis Bède, a jeté plusieurs fois un

vif éclat dans le monde de la littérature et de l'histoire. Il fit ses premières études à Ripon et alla les achever à Oxford, dont l'Université devint pour lui comme une seconde patrie; il les termina brillamment en 1848. La même année, il devint « fellow » de Trinity College et reçut les ordres sacrés. Vicaire à Navestock (Essex), il y resta douze ans, menant de front avec une égale conscience les devoirs de sa charge et l'étude de l'histoire. A cette période appartiennent en effet trois œuvres qui montrent déjà les directions qu'il devait donner à son activité littéraire : 1^o une liste chronologique des évêques de l'Angleterre (*Registrum sacrum anglicanum*, 1858; seconde édition révisée et complétée en 1898); 2^o une édition critique du *Tractatus de Inventione sancte Crucis apud Waltham* (1860)¹; 3^o une traduction des *Institutiones de l'histoire ecclésiastique* (1863) composée un siècle auparavant par l'Allemand Lorenz de Mosheim (mort en 1755) et qui, en son temps, avait fait époque². Dans ces œuvres apparaissait sa prédilection pour l'histoire des institutions, pour la critique des textes, pour les études de chronologie pure. Enfin, il complétait son éducation première en se mettant à la discipline de l'Allemagne.

Mais, à ce moment, nommé bibliothécaire de la bibliothèque archiepiscopale de Lambeth, si riche en manuscrits du moyen âge, il va utiliser les facilités que Londres lui offrait pour éditer quelques-uns des textes les plus importants de l'histoire médiévale. La Collection du maître des rôles avait été inaugurée en 1858; plus de cinquante volumes avaient déjà paru. Stubbs fut, avec Luard, le plus éminent des collaborateurs de cette vaste entreprise; plus qu'aucun autre, il y apporta la méthode de l'érudition allemande en ce qui concerne l'établissement des textes, l'étude des sources, l'appréciation des témoignages. Luard s'était réservé le xiii^e siècle; Stubbs s'attribua le xii^e, en particulier l'époque des rois angevins qu'il a, on peut le dire, entièrement renouvelée³. Nulle part on n'a mieux que dans sa préface à Roger de Howden exposé le développement de l'historiographie monastique dans les comtés du nord, depuis Bède le Vénérable jusqu'au grand chroniqueur de Henri II, en passant par Siméon de Durham et Henri Huntingdon.

1. Il avait déjà publié, en 1850, une *Hymnale secundum usum Sarum*.

2. Plus tard il surveilla une réédition de la *History of the christian church* de C. Hardwick, archidiacre d'Ely, mort en 1859 (cette réédition est de 1872).

3. Stubbs a publié dans cette collection les ouvrages suivants : *Chronicles and Memorials of the reign of Richard I* (2 vol., 1864-65); *Gesta regis Henrici II Benedicti abbatis* (2 vol., 1867); *Chronica magistri Rogeri de Hoveden* (4 vol., 1868-71); *Memoriale fratris Walleri de Coventria* (qu'il aurait mieux valu publier sous le nom du chanoine anonyme de Barnwell. 2 vol., 1872-73); *Memorials of saint Dunstan, archbishop of Canterbury* (1874); *Radulfi de Diceto, decani Lundoniensis, opera historica* (2 vol., 1876); *Historical works of Gervase of Canterbury* (2 vol., 1879, 1880); *Chronicles of the reigns of Edward I and Edward II* (2 vol., 1882-83); *Willelmi Malmesburiensis de gestis regum et Historia novella* (2 vol., 1887-1889).

Certaines de ses introductions contiennent en outre des morceaux achevés sur Henri II, Richard et Jean, leur caractère et leur politique. Mais les chroniqueurs n'étaient pas à ses yeux les seuls témoins que l'historien doit interroger; il savait que leur témoignage doit être sans cesse contrôlé et complété par les documents d'archives, et il avait entrepris de donner, avec W. Haddan, une nouvelle édition des *Concilia* de H. Spelman et de D. Wilkins. Tandis que Haddan reprenait à ce point de vue les sources de l'histoire ecclésiastique dans les royaumes de race et de langue celtiques, Stubbs devait traiter celle des royaumes anglo-saxons. Cette collaboration féconde, dont les résultats ont été inappréciables, fut malheureusement interrompue par la mort de Haddan (1873), et Stubbs n'alla pas plus loin que le pontificat de Ceolnoth, archevêque de Cantorbéry (832-870)¹.

Cependant, Stubbs avait été nommé professeur royal à l'Université d'Oxford (1866). Quelques-unes de ses leçons ont été réunies en volume²; mais le fruit impérissable de son enseignement a été cette histoire constitutionnelle en trois volumes qui l'a mis au premier rang des historiens anglais (1874); il l'accompagna d'un choix de textes pour l'étude des institutions anglaises jusqu'à la fin du XIII^e siècle, qui a rencontré un succès sans précédent, attesté par sept éditions en vingt-cinq ans³. Tout, dans cette grande histoire, n'est pas traité avec une égale compétence. Dans l'exposé des institutions germaniques, on sent trop l'influence dominante de Waitz et de Maurer. Pour l'époque anglo-saxonne, il n'était pas assez familier avec la connaissance des chartes ni peut-être même des lois pour en tracer un tableau original; de même les origines du régime féodal ou parlementaire ne sont pas indiquées avec la précision et les nuances qu'on y a montrées depuis. C'est que Stubbs, érudit méthodique plutôt qu'historien original et pénétrant, timide quand il faut aborder le terrain mouvant des origines, n'était à son aise que dans les époques où les textes abondent; aussi a-t-il traité de main de maître les créations administratives de Henri II et les transformations de l'État anglais sous les Édouard⁴, transformations que d'ailleurs il se complait à représenter comme autant de progrès accomplis par le gouvernement et par le peuple

1. Haddan et Stubbs, *Councils and ecclesiastical documents relating to Great Britain and Ireland*. 4 vol., 1869-1878.

2. *Seventeen lectures on the study of mediæval and modern history delivered at Oxford under statutory obligation in the years 1867-1884*. Oxford, 1886. (Les sujets traités sont : de la méthode historique; la littérature et la science au temps de Henri II; le royaume de Chypre et l'Arménie au moyen âge; différence entre l'histoire du moyen âge et l'époque moderne; le Parlement sous Henri VIII; histoire du droit canonique en Angleterre; le règne de Henri VII.)

3. *Select charters and other documents illustrative of english history*.

4. Son petit volume *Early Plantagenets*, publié en 1874 dans la collection des « Epochs of english history, » est un excellent résumé de l'histoire des XII^e et XIII^e siècles.

anglais. Même, en présence de témoignages nombreux, il éprouve des scrupules et il hésite à prononcer des conclusions fermes; aussi, certains lui préférèrent-ils Rudolph Gneist, plus sec, mais plus précis et souvent aussi abondamment informé. En somme, cette histoire constitutionnelle, qui renferme des parties excellentes, où se détachent des pages admirables, telles que les portraits de Jean Sans-Terre, d'Édouard 1^{er} et de Henri V, n'est qu'une œuvre très distinguée; mais l'influence qu'elle a exercée est prodigieuse et loin sans doute d'être épuisée, parce qu'on y trouve un emploi judicieux et abondant des sources, une grande masse de faits en partie nouveaux, présentés dans un esprit rigoureusement critique, une philosophie un peu molle sans doute et trop optimiste, mais tout imprégnée de l'esprit de progrès pacifique et de liberté.

Après vingt-cinq ans d'un prodigieux labeur, Stubbs changea d'activité. L'Église anglicane, où il était entré aussitôt après l'Université, à laquelle il n'avait cessé d'appartenir de cœur et d'apporter le secours de ses lumières¹, le reprit tout entier. Après avoir été chanoine résident du chapitre de Saint-Paul à Londres (1879), il fut en 1884 promu à l'évêché de Chester, et, en 1888, à celui d'Oxford. Il cessa de professer, presque même d'écrire, se renfermant dans ses devoirs pastoraux qu'il accomplit avec l'admirable conscience qu'il apportait à toutes ses œuvres. Il n'en continua pas moins de suivre la marche en avant des études historiques, sans jalousie pour les travailleurs plus jeunes qui venaient à leur tour fouiller le terrain où il avait creusé de si profonds sillons, sans amertume pour les corrections que l'on apportait à ses propres travaux², trouvant encore du temps pour prendre sa part de collaboration anonyme à des œuvres telles que les publications des plus anciens rôles de la Pipe. Comme son illustre compatriote Bède le Vénérable, il est mort après avoir donné toute sa mesure et rempli toute sa tâche.

Ch. BÉMONT.

1. Une commission pour la réforme des tribunaux ecclésiastiques (Ecclesiastical courts Commission) ayant été nommée par le Parlement, Stubbs contribua largement au rapport dressé par les commissaires. Il y traça la liste des tribunaux qui ont exercé la juridiction ecclésiastique jusqu'en l'année 1832, des procès pour crime d'hérésie antérieurs à l'année 1533, et des actes formels par lesquels le clergé reconnut la suprématie royale; il y fit l'histoire de la convocation parlementaire du clergé (1522-1547) au moyen d'extraits des journaux de la Chambre des Lords et des archives de ces convocations (*Report of the Commissioners appointed to inquire into the constitution and working of the ecclesiastical courts*. Vol. I. Blue Books, 1883).

2. Stubbs était le premier à confesser une erreur qu'on lui avait signalée; c'est ainsi que, dans la préface à l'*Historia regum* de Guillaume de Malmesbury, il reconnut que l'auteur de l'*Itinerarium Ricardi*, Richard, prieur de la Trinité de Londres, n'était pas, comme il l'avait écrit d'abord, un historien original, mais qu'il n'avait guère fait autre chose que traduire en latin le poème français d'Ambroise sur la troisième croisade.

— Dans l'*Archiv für das Studium der neueren Sprachen u. Literaturen* (Bd. CVI, Heft 1-2), M. Félix LIEBERMANN a publié l'introduction au texte des « Lois de Guillaume le Conquérant » qui doit figurer dans le fasc. 3 de ses *Gesetze der Angelsachsen*. Il y refait l'étude critique mise par M. Matzke en tête de la récente édition de ces lois (cf. *Rev. hist.*, t. LXXIII, p. 114), corrige quelques détails, ajoute bon nombre d'observations nouvelles et arrive à peu près aux mêmes conclusions, encore plus solidement appuyées. Il établit à son tour que le texte latin des lois est traduit du texte français (ou anglo-normand), mais en faisant remarquer que le texte latin que nous possédons ne dérive d'aucun des deux manuscrits dans lesquels nous est parvenu le texte français. L'auteur écrivait dans la région correspondant à l'ancien royaume de Mercie, non loin, mais en dehors de celle où avait dominé la loi danoise. Quant à la date, fixée par M. Matzke vers 1150, M. Liebermann serait disposé à la placer un peu plus tôt, avant 1140, peut-être même entre 1110 et 1120.

— M. Inderwick a publié le t. III de son *Calendar of Inner Temple records*; il se rapporte aux années 1660-1714 et ne sera pas, pour le moment du moins, continué.

— On aura une idée des procédés critiques employés par le P. James FORBES dans son *Jean Ogilvie, Écossais, jésuite, torturé et mis à mort pour la foi à Glasgow, le 10 mars 1615* (Paris, Leroux, 1901, 2^e édition, in-8°, XL-284 p.), par le détail suivant : un témoin dépose en 1672 qu'il a entendu, en 1633, un autre témoin raconter qu'il avait recueilli d'un témoin oculaire un fait qui se serait passé le 9 mars 1615 (p. 108). Sous prétexte que Spottiswood est un archevêque cruel et rapace, le P. F. se contente trop exclusivement d'une source unique, le récit d'Ogilvie lui-même. Il n'est pas douteux d'ailleurs que Jean Ogilvie fut un martyr, et, comme tel, il a droit à notre sympathie. Il est seulement regrettable de voir le P. F., épousant sur ce point les idées de son héros, refuser le titre de martyr à ceux qui meurent pour une autre foi que la sienne (p. 77); il dit crûment que le catholicisme avait le droit de se faire persécuter en Espagne et en France et de n'être pas persécuté en Angleterre et en Écosse. Il porte sur la Réforme ce jugement (p. n), dont la simplicité n'exclut pas la contradiction : « Prêchée par quelques apostats, violateurs effrontés de leurs vœux, et par des hommes de la lie du peuple; appuyée par des nobles ambitieux et cupides..., la Réforme avait été, en Écosse comme ailleurs, un mouvement aristocratique et politique. » — Martyr de sa foi, il n'en reste pas moins qu'Ogilvie refusa de répondre à la question, toute politique en somme, de savoir si le pape avait le droit de déposer (et non seulement d'excommunier) un roi hérétique. Ce silence était significatif, surtout après la dispute entre Jacques I^{er} et Bellarmin, récemment étudiée par le P. de la Servière.

H. H.

LIVRES NOUVEAUX. — A. W. Moore. A history of the isle of Man. Fisher

Unwin, 2 vol. Prix : 32 sh. — *John Morley*. Oliver Cromwell. Macmillan. Prix : 10 sh. — *Th. Roosevelt*. Oliver Cromwell. Westminster, A. Constable. Prix : 10 sh. 6 d. — *Lord Roseberry*. Napoleon; the last phase. A. L. Humphreys. Prix : 7 sh. 6 d.

Canada. — La bibliothèque de l'Université de Toronto vient de publier et nous avons reçu un ouvrage de fort belle apparence intitulé : *The early trading Companies of New France; a contribution to the history of Commerce and Discovery in North America*, par M. H. P. BIGGAR. L'édition a été tirée à 600 exemplaires, dont 250 seulement sont mis dans le commerce (prix : 16 sh. ou 4 doll.).

Italie. — Francesco Suriano, de l'ordre des Mineurs, né à Venise en 1450, passa de longues années en Orient, et eut occasion de connaître assez bien la situation des chrétiens dans les pays musulmans. Le fruit de ses observations fut *Il trattato di Terra Santa e dell'Oriente*, ouvrage commencé par lui dès 1485, revu en 1514, puis publié à Venise en 1524. Le P. Girolamo GOBULOVITCH, missionnaire apostolique de la custode de Terre sainte, vient d'en donner une édition complète d'après les manuscrits autographes et l'édition princeps (Milan, 1900, in-8°). L'ouvrage présente un certain intérêt; l'auteur parle de choses qu'il a vues par lui-même, et son témoignage est précieux, principalement touchant la situation respective des différentes communautés chrétiennes en Terre sainte et les relations entre musulmans et chrétiens à la fin du xv^e siècle.

— Il y a eu l'an dernier cinquante ans que M. Francesco PEPEPE, aujourd'hui doyen de la Faculté de droit à l'Université de Naples, a commencé d'enseigner. A cette occasion, ses collègues, amis et disciples se sont associés pour composer un volume de mélanges qui intéressent l'histoire du droit et l'histoire italienne (*Pel cinquantesimo anno d'insegnamento del Prof. Fr. Pepere*. Naples, typographie de la Società anonima cooperativa, xiv-475 p.).

— La Società editrice nazionale de Rome a entrepris une nouvelle édition de la *Storia della città di Roma nel medio evo* de F. GREGOROVIVUS. M. Luigi BORSARI a fait au texte primitif d'assez nombreuses additions qui figurent à la fin de chaque chapitre; enfin, de nombreuses illustrations ajoutent un charme artistique à la valeur historique de l'ouvrage. Le t. I, paru en 1900, va jusqu'à la mort de Jean X, en 929.

ERRATUM DE LA PRÉCÉDENTE LIVRAISON.

La phrase de M. Alfred Leroux citée p. 79 doit être ainsi corrigée : « Il y a doute pour la Marche : M. Longnon l'attribue au roi de France; M. Ant. Thomas, aux Anglais. »

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE¹.

ANTIQUITÉ.

- Allard*. Julien l'Apostat, 103.
 — Les esclaves chrétiens depuis les premiers temps de l'Eglise jusqu'à la fin de la domination romaine en Occident, 107.
Atlas archéologique de la Tunisie, 112.
Berchem (*Max van*). Corpus inscriptionum Semiticarum, 3^e fasc., 225.
Besnier et Paul Blanchet. La collection Farges (Description de l'Afrique du Nord), 112.
Bloch (*G.*). La Gaule indépendante et la Gaule romaine, 331, 403.
Bousrez. Étude sur les aqueducs de l'époque romaine en Touraine, 342.
Burger (*C.-P.*). Der Kampf zwischen Rom und Samnium, 401.
Chaillan. Promenades archéologiques dans la vallée de l'Arc, 340.
Chateletier (*du*). Le bronze dans le Finistère, 342.
Chauvet. Statistique et bibliographie des sépultures préromaines du département de la Charente, 344.
Coutil. L'âge du bronze en Normandie, 342.
Dangibaud et Proust. La ville de Saintes à la fin du XIX^e siècle, 344.
Dautremet. Ammien Marcellin, 107.
Day (*Edvard*). The social life of the Hebrews, 237.
Dennison. The epigraphic sources of the writings of Suetonius, 103.
Devaux. Étymologies lyonnaises, 341.
Dezeimeris. Un mythe syrien représenté sur un bas-relief gallo-romain de la Gironde, 344.
Fabia. Onomasticon Taciteum, 102.
Février. Note sur le cimetière burgoise de Chevigny, Jura, 343.
Fougères. La vie publique et privée des Grecs et des Romains, 109.
Gérin-Ricard. Monographies des communes de Peypin, la Destrousse, Belcodène et Gréasque, 340.
Goy (*de*). Les âges du bronze et du fer en Berry, 343.
Gsell. L'Algérie dans l'antiquité, 112.
Héron de Villefosse et Michon. Musée du Louvre; département des an-

- tiquités grecques et romaines. Acquisitions de l'année 1899, 109.
Homo. Lexique de topographie romaine, 110.
Lentheric. Côtes et ports français de l'Océan, 336.
Liger. Découverte de la ville de Varracia à Sargé, Loir-et-Cher, 342.
Macé. Essai sur Suetone, 102.
Maître. Les sarcophages du pays nantais, 342.
Malotet. De Ammiani Marcellini digressionibus quae ad externas gentes pertineant, 107.
Marleaux et Le Roux. Voie romaine de Bontae à Aquae, section des Fins d'Annecy à Cusy, 340.
Mater. Les voies romaines dans le département du Cher, 343.
Pallu de Lessert. Fastes des provinces africaines; tome II : Bas-Empire, 111.
Pontremoli et A. Collignon. Pergame, 399.
Poupardin (*René*). Le royaume de Provence sous les Carolingiens, 226.
Radet (*Georges*). L'histoire et l'œuvre de l'École française d'Athènes, 112.
Saint-Jours. Port d'Albret et le littoral des Landes, 336.
Sayce (*A.-H.*). Babylonians and Assyrians, 237.
Thédenat. Le forum romain, 109.
Vallot. Les voies romaines d'Avaricum, 344.

HISTOIRE GÉNÉRALE.

- Bertin* (*Georges*). La campagne de 1812. La campagne de 1813. La campagne de 1814, 231.
Desbrières (capitaine *Edouard*). Projets de débarquement aux îles Britanniques, 1793-1805, 123.
Gooch (*G. P.*). Annals of politics and culture, 1492-1899, 237.
Versel (*G. de*). Tableaux d'histoire militaire, 454.

HISTOIRE DE L'ÉGLISE.

- Boudet*. La légende de saint Flour et ses fables, 338.

1. Nous indiquons ici, outre les ouvrages qui ont été l'objet d'un compte-rendu spécial, ceux qui sont appréciés dans les *Bulletins* et dans la *Chronique*.

Bouillet. Sainte Foy, vierge et martyre, 338.

Capes (W.). The english church; XIV-XV th. cent., 382.

Douais. Documents pour servir à l'histoire de l'Inquisition dans le midi de la France, 347.

Lea (H.-Ch.). Léo Taxil, Diana Vaughan et l'Eglise romaine, 370.

Reville (Jean). Le 4^e Evangile, 225.

Suriano. Il trattato di Terra Santa, 468.

Ward (W.). Le cardinal Wiseman, trad. p. J. Cardon, 237.

ALLEMAGNE.

Akten des 5^{te} internationalen Kongresses katholischer Gelehrten, 457.

Mercier (Aimé). Le peuple allemand à l'époque de la guerre de Trente ans, 457.

Priesack (Jul.). Die Reichspolitik des Erzbischofs Balduin von Trier 1314-1328, 410.

DANEMARK.

Steenstrup (Joh.). Danemarks sydgrense, 800-1100, 238.

FRANCE ET COLONIES.

Andigné (général d'). Mémoires, p. p. E. Biré; t. II, 124.

Anglade (J.). Notice sur un livre de comptes de l'église de Fournès, Aude, 452.

Bellevall (marquis de). Les bâtards de la maison de France, 454.

Bémont (Ch.). Rôles gascons; t. II, 226.

Biré. Voy. *Andigné*.

Bodley (J. E. C.). France, 160, 455.

Bragagnolo. Storia di Francia, 237.

Cultru (Prosper). Dupleix, 454.

Cuvillier-Fleury. Journal intime, p. p. E. Bertin, 128.

Dayot. Le second Empire, 129.

Dreyfus (capitaine Alfred). Simple récit, 380.

Dumoulin (Maurice). La vie et les œuvres de Frédéric Morel, imprimeur à Paris, 356.

Eudes (saint). Occupatio, p. p. Suoboda, 451.

Fabrege (Frédéric). Histoire de Maguelonne; tome II, 367.

Fagniez (G.). Documents sur l'histoire du commerce et de l'industrie en France, 345.

Garnault (Émile). Le commerce rochelais au XVIII^e siècle; tome V, 228.

Gassies (Georges). Les chartes de la commune de Meaux, 451.

Girard (B.). La Vendée maritime. L'Aunis et la Saintonge maritimes, 453.

Grant (A.-J.). The french monarchy, 1483-1789, 455.

Hardy (général Jean). Correspondance intime, p. p. son petit-fils le général Hardy de Périni, 121.

Houtin. La controverse de l'apostolicité des églises de France au XIX^e siècle, 451.

Hugo (Victor). Choses vues, 129.

Jaudon. Port-Royal à Toulouse, 452.

Kraushaar. Bourbonni na wygnaniu w Mitawie i Warszawie, 414.

Kuscinski (Auguste). Les députés à l'Assemblée législative de 1791, 118.

Lafond (Paul). Garat, 230.

La Jonquière (capitaine C. de). L'expédition d'Égypte; tome II, 122.

La Servière (le R. P. Joseph de). Un professeur d'ancien régime: le P. Ch. Porée, 227.

Lenotre. Vieilles maisons, vieux papiers, 125.

Macdowall. Henry of Guise and other portraits, 413.

Mège (Franc.). La Grande Peur, 228.

Minoret (Maurice). La contribution personnelle et mobilière pendant la Révolution, 229.

Molinier (Aug.). Correspondance administrative d'Alfonse de Poitiers; tome II, 450.

Montalivet (comte de). Fragments de mémoires et souvenirs, 126.

Moreau (Jacob-Nicolas). Mes souvenirs, p. p. C. Hermelin, 114.

Pape de Saint-Auban (Jacques). Mémoires, 1563-1587, p. p. E. Maiguen.

Pautal (G.). L'ouvrier en soie, 158.

Petit (E.). Histoire des ducs de Bourgogne de la race capétienne; tome VII, 364.

Petit (Joseph). Charles de Valois, 351.

— De libro rationis Guillelmi de Erqueto, 354.

Petit (Jos.). Gavrilovitch, Maury et Teodoru. Essai de restitution des plus anciens mémoires de la Chambre des comptes de Paris, 408.

Pfister (Ch.). L'énergumène de Nancy, Élisabeth de Hanfaing et le couvent du Refuge, 227.

Pietro (Salvatore di). Vita di San Luigi, re di Francia, terziario francescano, 146.

Portal (Félix). Le bataillon marseillais du 21 janvier, 118.

Prou (Maurice) et Vidier. Recueil des chartes de l'abbaye de Saint-Benoît-sur-Loire, 363.

Puauz (Frank). Chroniques mensuelles de la Revue chrétienne, 454.

Reinach (Joseph). Histoire de l'affaire Dreyfus, 130.

Reinsch. French experience with representative government, 454.

REVUE
HISTORIQUE

REVUE HISTORIQUE

Paraissant tous les deux mois.

Ne quid falsi audeat, ne quid veri non audeat historia.

Cicéron, de Orat., II, 15.

VINGT-SIXIÈME ANNÉE.

TOME SOIXANTE-SEIZIÈME

Mai-Août 1901.

PARIS
FÉLIX ALCAN, Éditeur
ANCIENNE LIBRAIRIE GERMER BAILLIÈRE ET C^{ie}
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN
AU COIN DE LA RUE HAUTEFEUILLE
1901

Roland (Madame). Lettres; p. p. *Cl. Perroud*, 116.

Roucaute. Le pays de Gévaudan au temps de la Ligue, 366.

Sée (Henri). Les classes rurales et le régime domanial en France au moyen Age, 357.

Sæderhjelm (M^{me} Alma). Le régime de la presse pendant la Révolution française, 117.

Stéfane-Pol. Le conventionnel Lebas, 119.

Tortat (Gaston). Inventaire des titres du comté de Taillebourg, 346.

Zola (Émile). La vérité en marche, 381.

GRANDE-BRETAGNE ET COLONIES.

Bateson (Miss Mary). Records of the borough of Leicester, 1327-1509, 398.

Biggar. The early trading companies of New France, 468.

Behmer (Heinrich). Kirche und Staat in England und in der Normandie im XI u. XII Jahrh., 383.

Boutmy. Essai d'une psychologie politique du peuple anglais, 379.

Clowes (William Laird). The royal navy, 392.

Combeare (Edward). Alfred in the chronicles, 139.

Dodge. Piers Gaveston, 389.

Forbes. Jean Ogilvie, 467.

Fortescue (J. W.). A history of british Army, 392.

Gairdner (James). The Paston letters, 1422-1509, 144.

Hall (Hubert). The receipt roll of the Exchequer for Michaelmas term XXXI Henry II, 141.

Hingeston-Randolf (E. C.). The register of John de Grandisson, bishop of Exeter, 142.

Hueffer (F. M.). The Cinque Ports, 396.

Inderwick. Calendar of Inner Temple records, 467.

Inman (A. H.). Domesday and feudal statistics, 384.

Inquisitions and Assesments relating to feudal aids, 135.

Lapsley (Gaillard Thomas). The county palatine of Durham, 396.

Leach (Arthur). Beverley town documents, 143.

— A history of Winchester College, 397.

Lee (Guy Carleton). Leading documents of english history, together with illustrative material from contemporary writers and a bibliography of sources, 133.

Mackinnon (James). The history of Edward III, 390.

Pike (L. O.). Year-books of the reign of Edward III, 142.

Pipe roll society; vol. XXIV, 139.

Plummer (Charles). Two of the saxon chronicles parallel; vol. II, 137.

Round (J. H.). The commune of London and other studies, 385.

— Studies in peerage and family history, 387.

Smith (Goldwin). The United Kingdom; a political history, 394.

Stephens et Hunt. The English Church, 597-1066, 382.

Stevenson (Fr. Seymour). Robert Grosseteste, bishop of Lincoln, 387.

ITALIE.

Corridore (Franc.). Storia documentata della popolazione del regno di Sardegna, 414.

Goyau (G.). Lendemain d'unité : Rome, royaume de Naples, 372.

Kovalevsky (Max.). La fin d'une aristocratie (Venise), 229.

Pepere. Pel 50^e anno d'insegnamento del prof. Fr. Pepere, 468.

ORIENT MUSULMAN.

Aboulfarag, dit Bar-Hebræus. Le livre de l'ascension de l'esprit, sur la forme du ciel et de la terre, 225.

Abou Zeid Ahmed. Le livre de la création et de l'histoire, publ. et trad. p. *Cl. Huart*.

Bouriant (U.). Voy. *Magristi*.

Caudel. Les premières invasions arabes dans l'Afrique du Nord, 225.

Huart (Cl.). Voy. *Abou Zeid Ahmed*.

Magristi. La description topographique et historique de l'Égypte, trad. p. *U. Bouriant*, 225.

PAYS-BAS.

(BELGIQUE ET HOLLANDE.)

Bannier. De landgrenzen van Nederland, 239.

Chauvin et Raersch. Étude sur la vie et les travaux de Nicolas Clénard, 456.

Demarteau. Liège et les principautés ecclésiastiques de l'Allemagne occidentale, 355.

Des Marez (G.). La lettre de foire à Ypres au XIII^e siècle, 456.

Hocquet. Tournai et l'occupation anglaise, 1513-1519, 457.

Hullu (M. de). Bescheiden betreffende de hervorming in Overysel, 1522-46, 240.

Japikse. De verwickelingen tusschen de Republiek en Engeland, 1660-65, 461.

Muller (S.). Geschiedenis der fundation der vereenigde gods-en gasthuizen te Utrecht, 239.

Rijswick (van). Geschiedenis van het Dortsche Stapelrecht, 240.

POLOGNE.

- Dany (Charles)*. Les idées politiques et l'esprit public en Pologne à la fin du XVIII^e siècle, 228.
Ulmann (Ulrich). Les mémoires du prince Adam Czartoryski, 236.

SUISSE.

- Heierli*. Urgeschichte der Schweiz, 462.
Rivoire (Émile). Registres du Conseil de Genève, t. I, 463.
Thommen (Rod.). Urkunden zur Schweizer Geschichte aus österreichischen Archiven, 462.
Zeller-Werdmüller. Die Zürcher Stadtbücher des XIV u XV Jahrh., 462.

BIBLIOGRAPHIE. CATALOGUES
ET INVENTAIRES.

- Babelon*. Guide illustré du Cabinet des médailles et des antiques de la Bibliothèque nationale, 109.
Brière (Gaston) et Caron (Pierre). Répertoire méthodique de l'histoire moderne et contemporaine de la France, 226.
Calendar of close rolls, 134.
Calendar of Inquisitions post mortem, Henry VII, 134.
Calendar of patent rolls, 134.
Catalogue général des imprimés de la Bibliothèque nationale, 455.
Gross (Charles). The sources and literature of english history, 132.
James (M. R.). A descriptive catalogue of the mss. in the Fitzwilliam Museum, 135.
 — The western mss. in the library of Trinity college, Cambridge, 135.
Knuttel. Catalogue de la Collection des pamphlets de la Bibliothèque royale à la Haye, 461.
Langlois (Ch.-V.). Manuel de bibliographie historique, 225.
Macray (W.-D.). Catalogi codicum mss. Bibliothecae Bodleianae partis v fasc. 3, 135.
Molnier (Aug.). Manuel de bibliographie historique, 450.
Round (J. H.). Calendar of documents preserved in France, 134.
Sharpe (Reginald R.). Calendar of letter-books preserved among the archives of the Corporation of London at the Guildhall, 136.

GÉOGRAPHIE.

- Hauser (Henri)*. Manuel des candidats à l'École navale. Géographie, 455.

HISTOIRE DU DROIT.

- Bridrey*. La condition juridique des croisés et le privilège de croix, 360.
Dubois (Pierre). Les asseurements au XIII^e siècle dans nos villes du Nord, 362.
Eberstadt (Rud.). Das französische Gewerberecht, 146.
Geny (P.). Méthode d'interprétation et sources du droit privé positif, 232.
Girard. Manuel élémentaire de droit romain, 108.
Herzen (Nicolas). Origine de l'hypothèque romaine, 401.

HISTOIRE LITTÉRAIRE.

- Bertrand (L.)*. Bibliothèque sulpicienne, 415.
Dejob. Les femmes dans la comédie française et italienne du XVIII^e s., 226.
Feret (abbé). La Faculté de théologie de Paris à l'époque moderne, 355.
Froissart. Méliador, p. p. A. Longnon, 350.
La Lande de Calan (vicomte Charles de). Personnages de l'époque romane, 351.

THÉORIES MORALES, POLITIQUES
ET SOCIALES.

- Buisson*. Religion, science, morale, 370.
Cartier (Alfred). Th. de Bèze et son traité sur le droit des magistrats sur leurs sujets, 463.
Ducros (Louis). Les encyclopédistes, 113.
Fouillée. La France au point de vue moral, 379.
France (Anatole). M. Bergeret à Paris, 381.
Goyau (G.). L'École d'aujourd'hui. La franc-maçonnerie en France, 369.
Hocart. La question juive, 379.
Loeb. Les Juifs dans l'armée, 379.
Maitland (Fr. W.). Political theories of the Middle ages of D^r O. Giercke, 395.
Muret (Maurice). L'esprit juif, 374.
Philippe de Leide. De cura rei publicae et sorte principantis, p. p. Fruin et Molhuysen, 240.
Quack (H. P.). De Socialisten, 175.

TABLE DES MATIÈRES.

ARTICLES DE FOND.

	Pages
V. BÉRARD. L'étude des origines grecques; 1 ^{re} partie. . . .	1
Ch. DE COUTOULY. Un homme d'état afrikandériste : Jan Hendrik Brand	276
G. LACOUR-GAYET. La bataille de M. de Conflans, 1759 . . .	26
M. PHILIPPSON. La paix d'Amiens et la politique générale de Napoléon I ^{er} ; <i>An</i>	48
G. WEILL. Philippe Buonarroti, 1764-1837	241

MÉLANGES ET DOCUMENTS.

V.-L. BOURRILLY. L'ambassade de La Forest et de Marillac à Constantinople, 1535-1538.	297
Antoine THOMAS. Le comté de la Marche et le traité de Brétigny.	79

CORRESPONDANCE.

L'ordonnance sur la dime de croisade de 1184, par Al. CARTELLIERI.	329
--	-----

BULLETIN HISTORIQUE.

Angleterre. Moyen âge, par Ch. BÉMONT	132, 382
France. Les programmes d'histoire, par G. MONOD	98
— Antiquités latines, par C. JULLIAN.	100
— Antiquités nationales, par C. JULLIAN	331
— Moyen âge, par A. MOLINIER	345
— Époque moderne et contemporaine, par G. MONOD et Rod. REUSS	113, 369

COMPTES-RENDUS CRITIQUES.

L. BERTRAND. Bibliothèque Sulpicienne. (Rebelliau .) . . .	415
J.-E.-C. BODLEY. France. (R. de Kerallain .)	160
C.-P. BURGER. Der Kampf zwischen Rom u. Samnium. (Ch. Lécirivain .)	401
F. CORRIDORE. Storia documentata della popolazione del regno di Sardegna. (J. Guiraud .)	414
Rud. EBERSTADT. Das französische Gewerberecht bis 1581. (G. Fagniez .)	146
J. GODART. L'ouvrier en soie. (L. Farges .)	158
Nic. HERZEN. Origine de l'hypothèque romaine. (Ch. Lécirivain .)	401
Al. KRAUSHAAR. Bourbonni na wygnaniu w Mitawie i Warszawie. (L. Leger .)	414

	Pages
E. LAVISSE. Histoire de France. Tome I : les Origines, par G. BLOCH. (J. Toutain.)	403
H.-C. MACDOWALL. Henry of Guise and other portraits. (De Crue.)	413
J. PETIT, GAVRILOVITCH, MAURY, TEODORU. Essai de restitution des plus anciens Mémoires de la Chambre des comptes de Paris. (J. Brissaud.)	408
S. DI PIETRO. Vita di san Luigi, re di Francia, terziario francescano	146
PONTREMOLI. Pergame; texte par A. COLLIGNON. (P. Guiraud.)	399
Jul. PRIESACK. Die Reichspolitik des Erzbischofs Balduin von Trier, 1314-1328. (G. Blondel.)	410
H.-P. QUACK. De Socialisten. (Paul Fredericq.)	175

LISTE ALPHABÉTIQUE DES RECUEILS PÉRIODIQUES

ET DES SOCIÉTÉS SAVANTES.

ALLEMAGNE.

1. K. Akademie der Wissenschaften (Berlin)	202
2. Annalen des histor. Vereins f. d. Niederrhein	442
3. Archivalische Zeitschrift	432
4. Beihefte zum Militär-Wochenblatt	197
5. Beilage zur Allgemeinen Zeitung.	198, 439
6. Blätter für Handel, Gewerbe u. Soziales Leben.	441
7. Bonner Jahrbücher	202
8. Byzantinische Zeitschrift	194
9. Centralblatt für Bibliothekswesen	197, 437
10. Deutsch-evangelische Blätter	197
11. Deutsche Revue	201, 438
12. Deutsche Rundschau	442
13. Freiburger Diöcesan Archiv	203
14. Göttingische gelehrte Anzeigen	195
15. Grenzboten (die).	200, 438
16. Hermes	433
17. Historisches Jahrbuch	431
18. Hohenzollern-Jahrbuch	201
19. Jahrbuch des k. d. archæolog. Instituts	196
20. Jahrbücher für Nationalökonomie u. Statistik	196, 436
21. Militär-Wochenblatt	437
22. Monatsschrift für Stadt und Land.	200
23. Neue Jahrbücher f. d. classische Alterthum	196, 434
24. Neue militärische Blätter.	198
25. Neues Archiv	433
26. Philologus	196
27. Preussische Jahrbücher	442
28. Rheinisches Museum für Philologie	433
29. Sonntagsbeilage zur Vossischen Zeitung	199, 440

TABLE DES MATIÈRES.

475

Pages

30. Theologische Studien u. Kritiken.	434
31. Verhandlungen d. histor. Vereins d. Oberpfalz	443
32. Westermann's illustrierte Monatshefte	439
33. Wissenschaftliche Beilage zur Germania	199, 441
34. Zeitschrift der histor. Gesellschaft f. d. Provinz Posen.	204
35. Zeitschrift der Savigny-Stiftung f. Rechtsgesch.	435
36. Zeitschrift des Harz Vereins f. Geschichte.	203
37. Zeitschrift des Vereines für Hessische Geschichte	204
38. Zeitschrift für die alttestamentl. Wissenschaft.	197
39. Zeitschrift für die Geschichte Ermlands	439
40. Zeitschrift für Kirchengeschichte	434
41. Zeitschrift für Sozialwissenschaft.	198, 437
42. Zeitschrift für vaterländische Geschichte	443
43. Zeitschrift für vergleichende Rechtswissenschaft	436
44. Zeitschrift für wissenschaftliche Theologie.	435

AUTRICHE-HONGRIE.

1. Archiv d. Vereins f. Siebenbürg. Landeskunde	444
2. Budapesti Szemle	206
3. Mittheilungen d. Instituts f. öesterr. Geschichtsforschg.	204, 444
4. Századok	205
5. Zeitschrift d. d. Vereines f. d. Geschichte Mährens	205, 444

BELGIQUE.

1. Bulletin de la Société royale de géographie	188
2. Muséeon (le)	188
3. Ons Hemecht	188
4. Revue belge de numismatique.	193
5. Revue bénédictine de l'abbaye de Maredsous	188
6. Revue de Belgique.	194
7. Revue de l'Instruction publique	192
8. Revue de l'Université de Bruxelles	189
9. Revue d'histoire ecclésiastique de Louvain	190
10. Revue historique de l'ancien pays de Looz	190

FRANCE.

1. Académie des inscriptions et belles-lettres.	186, 429
2. Académie des sciences morales et politiques	430
3. Annales de Bretagne	187, 430
4. Annales de Géographie	180
5. Annales de l'Est	431
6. Annales du Midi	431
7. Bibliographe moderne (le)	181
8. Bibliothèque de l'École des chartes	178
9. Bulletin critique	182, 426
10. Bulletin hispanique	179
11. Correspondant (le)	183
12. Études publiées par des PP. de la Compagnie de Jésus.	184, 429
13. Journal des Savants	181, 427

	Pages
14. Journal des sciences militaires	181
15. Mélanges d'archéologie et d'histoire	428
16. Nouvelle Revue historique de droit	428
17. Polybiblion	182
18. Révolution française (la)	425
19. Revue critique d'histoire et de littérature	183, 427
20. Revue de Champagne et de Brie	187
21. Revue de Géographie	429
22. Revue de l'Histoire des religions	180
23. Revue de Paris	185, 429
24. Revue des Bibliothèques	181
25. Revue des Deux-Mondes	184
26. Revue des Études anciennes	179
27. Revue des Études historiques	179
28. Revue d'histoire diplomatique	425
29. Revue d'histoire et de littérature religieuses	180
30. Revue d'histoire moderne et contemporaine	425
31. Revue générale du droit	180, 429
32. Revue militaire	181
33. Société de l'Histoire du protestantisme français	187, 430
34. Société nationale des Antiquaires de France	186
GRANDE-BRETAGNE.	
1. The Athenaeum	208
2. Edinburgh Review	208
3. The Nineteenth Century	210
4. Quarterly Review	211
5. Transactions of the r. histor. Society	212
ÉTATS-UNIS.	
1. The American historical Review	214
ITALIE.	
1. Archivio della r. Società romana di storia patria	214
2. Archivio storico siciliano	215
3. Bullettino dell' istituto storico italiano	215
4. Miscellanea di storia italiana	216
5. Rivista storica italiana	217
6. Studi e documenti di storia e diritto	217
7. Studi storici	218
ESPAGNE.	
1. Boletín de la r. Academia de historia	218
Chronique et Bibliographie	221, 445
Index bibliographique	469

L'un des propriétaires-gérants, G. MONOD.

Nogent-le-Rotrou, imprimerie DAUPELET-GOUVERNEUR.

